



Friedrich A. Hayek

---

La route  
de la servitude

puf

# **La route de la servitude**

**Friedrich A. Hayek**

(1944)

Traduction de G. Blumberg

(1946)

Il est rare qu'une liberté se perde d'un seul coup.

**David Hume**

Je crois que j'aurais aimé la vérité en tout temps,  
mais au temps où nous vivons je suis prêt à  
l'adorer.

**A. de Tocqueville**

**AUX SOCIALISTES DE TOUS LES  
PARTIS**

# Table des matières

[Préface de l'auteur](#)

[Introduction](#)

[Chapitre Premier. – La route abandonnée](#)

[Chapitre II. – La grande utopie](#)

[Chapitre III. – Individualisme et collectivisme](#)

[Chapitre IV. – Le planisme « inéluctable »](#)

[Chapitre V. – Planisme et démocratie](#)

[Chapitre VI. – Le planisme et la règle de loi](#)

[Chapitre VII. – Contrôle économique et  
totalitarisme](#)

[Chapitre VIII. – Pour qui ?](#)

[Chapitre IX. – Sécurité et liberté](#)

[Chapitre XI. – La sélection par en bas](#)

[Chapitre X. – La fin de la vérité](#)

[Chapitre XI. – Les racines socialistes du nazisme](#)

[Chapitre XII. – Les totalitaires parmi nous](#)

[Chapitre XIV. – Conditions matérielles et fins  
idéales](#)

[Chapitre XIV. – Les perspectives d'un ordre  
international](#)

[Conclusion](#)

## Note bibliographique

## Préface de l'auteur

*Lorsqu'un spécialiste de questions sociales écrit un livre politique, son premier devoir est d'en avertir le lecteur. Ceci est un livre politique. J'aurais pu le dissimuler en lui donnant le nom plus élégant et plus prétentieux d' « essai de philosophie sociale », mais je n'en ferai rien. Le nom fait peu de chose à l'affaire. Ce qui compte, c'est que tout ce que j'ai à dire provient d'un certain nombre de valeurs essentielles. Et je pense que mon livre lui-même révèle sans aucune équivoque en quoi consistent ces valeurs, dont tout dépend.*

*J'ajouterai ceci : encore que ce livre soit un livre politique, je suis aussi certain qu'on peut l'être que les croyances qui y sont exposées ne sont pas déterminées par mes intérêts personnels. Je ne vois pas pourquoi la société qui me paraît désirable m'offrirait plus d'avantages qu'à la majorité des gens de ce pays. Mes collègues socialistes ne cessent de me dire qu'un économiste comme moi aurait une situation beaucoup plus importante dans le genre de société dont je suis l'adversaire. Mais il faudrait évidemment que je parvienne à adopter leurs opinions. Or, j'y suis*

*opposé, bien que ce soient les opinions que j'ai eues dans ma jeunesse et qui m'ont amené à devenir économiste de profession. Pour ceux qui, comme c'est la mode, attribuent à des mobiles intéressés toute profession de foi politique, j'ajouterai que j'ai toutes les raisons du monde de ne pas écrire ni publier ce livre. Il blessera certainement beaucoup de gens avec lesquels je tiens à conserver des relations d'amitié ; il m'a forcé à abandonner des travaux pour lesquels je me sens mieux qualifié et auxquels j'attache plus d'importance en définitive ; et par-dessus tout il aura une influence fâcheuse sur l'accueil fait aux résultats du travail plus strictement académique auquel me mènent tous mes penchants.*

*Malgré tout, j'en suis venu à considérer la rédaction de ce livre comme un devoir auquel je ne saurais me dérober. Voici pourquoi : il y a un élément particulier, et très sérieux, qui domine les discussions actuelles portant sur l'avenir de l'économie et dont le public ne se rend compte que très insuffisamment. C'est que la majorité des économistes sont absorbés depuis plusieurs années par la guerre et réduits au silence par les fonctions officielles qu'ils occupent. En conséquence, le soin de guider l'opinion publique à ce sujet se trouve dans une mesure alarmante remis aux mains d'amateurs et de fantaisistes, de gens qui ont une*



*rancune à satisfaire ou une panacée à vendre. Dans ces conditions, un homme qui dispose de suffisamment de loisirs pour écrire n'a guère le droit de garder pour lui les inquiétudes que les tendances actuelles inspirent à bien des gens placés dans l'impossibilité de les exprimer en public. Mais en temps normal, j'aurais volontiers laissé à des hommes plus autorisés et plus qualifiés que moi-même le soin de discuter des problèmes politiques à l'échelle nationale.*

*L'argument central du présent ouvrage a été esquissé dans un article intitulé « Freedom and the Economie System » (Liberté et Régime Economique) paru d'abord dans la Contemporary Review d'Avril 1938, puis sous une forme plus complète dans la série des « Public Policy Pamphlets » publiés par le professeur H. D. Gideonse pour les Presses Universitaires de Chicago en 1939. Je remercie les rédacteurs et éditeurs de ces publications d'avoir autorisé la reproduction de certains de leurs passages.*

London School of Economies

Cambridge, décembre 1943.

# Introduction

Peu de découvertes sont plus irritantes que celles  
qui révèlent la paternité des idées.

**Lord Acton**

Les événements contemporains ne sont pas de l'histoire. Nous ne savons pas quels effets ils produiront. Avec un certain recul, il nous est possible d'apprécier le sens des événements passés et de retracer les conséquences qu'ils ont produites. Mais l'histoire, au moment où elle se déroule, n'est pas encore de l'histoire pour nous. Elle nous mène à une terre inconnue et nous ne pouvons que rarement avoir une échappée sur ce qui nous attend. Il en serait tout autrement s'il nous était donné de revivre les mêmes événements en sachant tout ce que nous avons vu auparavant. Les choses nous paraîtraient bien différentes. Et des changements que nous remarquons à peine nous sembleraient très importants et souvent très inquiétants. Il est sans doute heureux que l'homme ne puisse faire une telle expérience et ne connaisse aucune loi qui s'impose à l'histoire.

Cependant, quoique l'histoire ne se répète jamais tout à fait et précisément parce qu'aucun développement n'est inévitable, nous pouvons jusqu'à un certain point apprendre du passé comment on évite d'y retomber. On n'a pas besoin d'être un prophète pour se rendre compte qu'un danger vous menace. Une combinaison accidentelle d'expérience et d'intérêt permet souvent à un homme de voir les choses comme peu de gens les voient.

Les pages qui suivent, sont le résultat d'une expérience ressemblant d'aussi près que possible à celle qui consisterait à vivre deux fois la même période, ou à assister deux fois à une évolution d'idées presque identiques. C'est une expérience qu'on ne peut guère faire qu'en changeant de pays, qu'en vivant longtemps dans des pays différents. Les influences auxquelles obéit le mouvement des idées dans la plupart des pays civilisés sont presque les mêmes, mais elles ne s'exercent pas nécessairement en même temps ni sur le même rythme. On peut ainsi, en quittant un pays pour un autre, assister deux fois à des phases analogues de l'évolution intellectuelle. Les sens deviennent alors particulièrement aiguisés. Lorsqu'on entend exprimer des opinions ou recommander des mesures qu'on a déjà connues vingt ou vingt-cinq ans auparavant, elles prennent une valeur nouvelle

de symptômes.

Elles suggèrent que les choses, sinon nécessairement, du moins probablement vont se passer de la même façon.

J'ai maintenant une vérité désagréable à dire : à savoir que nous sommes en danger de connaître le sort de l'Allemagne. Le danger n'est pas immédiat, certes, et la situation dans ce pays ressemble si peu à celle que l'on a vue en Allemagne ces dernières années qu'il est difficile de croire que nous allions dans la même direction. Mais, pour longue que soit la route, elle est de celles où l'on ne peut plus rebrousser chemin une fois qu'on est allé trop loin. A la longue, chacun de nous est l'artisan de son destin. Mais chaque jour nous sommes prisonniers des idées que nous avons créées. Nous ne pourrons éviter le danger qu'à condition de le reconnaître à temps.

Ce n'est pas à l'Allemagne de Hitler, à l'Allemagne de la guerre actuelle que notre pays ressemble. Mais les gens qui étudient les courants d'idées ne peuvent guère manquer de constater qu'il y a plus qu'une ressemblance superficielle entre les tendances de l'Allemagne au cours de la guerre précédente et après elle, et les courants d'idées qui règnent aujourd'hui dans notre pays. En Angleterre aujourd'hui, tout comme en Allemagne

naguère, on est résolu à conserver à des fins productives l'organisation élaborée en vue de la défense nationale. On a le même mépris pour le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle, le même « réalisme », voire le même cynisme, et l'on accepte avec le même fatalisme les « tendances inéluctables ». Nos réformateurs les plus tonitruants tiennent beaucoup à ce que nous apprenions les « leçons de cette guerre ». Mais neuf fois sur dix ces leçons sont précisément celles que les Allemands ont tirées de la précédente guerre et qui ont beaucoup contribué à créer le système nazi. Au cours de cet ouvrage, nous aurons l'occasion de montrer que sur un grand nombre d'autres points, nous paraissions suivre l'exemple de l'Allemagne à quinze ou vingt ans d'intervalle. Les gens n'aiment guère qu'on leur rafraîchisse la mémoire, mais il n'y a pas tant d'années que la politique socialiste de l'Allemagne était donnée en exemple par les progressistes. Plus récemment, ce fut la Suède qui leur servit de modèle. Tous ceux qui n'ont pas la mémoire trop courte savent combien profondément, pendant au moins une génération avant la guerre, la pensée et les méthodes allemandes ont influencé les idéaux et la politique de l'Angleterre.

J'ai passé la moitié environ de ma vie d'adulte dans mon pays natal, l'Autriche, en contact étroit avec la vie intellectuelle allemande, et l'autre

moitié aux États-Unis et en Angleterre. Voilà douze ans que je suis fixé en Angleterre, et au cours de cette période j'ai acquis la conviction de plus en plus profonde que certaines des forces qui ont détruit la liberté en Allemagne sont en train de se manifester ici aussi, et juge le caractère et l'origine de ce danger sont, si faire se peut, encore moins bien compris ici qu'ils l'ont été en Allemagne.

Suprême tragédie qu'on ne comprend pas encore : en Allemagne, ce sont des hommes de bonne volonté, des hommes qu'on admire et qu'on se propose pour exemple en Angleterre, qui ont préparé sinon créé le régime qu'ils détestent aujourd'hui. Nous pouvons éviter de subir le même sort. Mais il faut que nous soyons prêts à faire face au danger et à renoncer à nos espérances et à nos ambitions les plus chères s'il est prouvé qu'elles recèlent la source du danger. Nous ne paraissions guère encore avoir assez de courage intellectuel pour nous avouer à nous-mêmes que nous nous sommes trompés. Peu de gens sont prêts à reconnaître que l'ascension du fascisme et du nazisme a été non pas une réaction contre les tendances socialistes de la période antérieure, mais un résultat inévitable de ces tendances. C'est une chose que la plupart des gens ont refusé de voir, même au moment où l'on s'est rendu compte de la

ressemblance qu'offraient certains traits négatifs des régimes intérieurs de la Russie communiste et de l'Allemagne nazie. Le résultat en est que bien des gens qui se considèrent très au-dessus des aberrations du nazisme et qui en haïssent très sincèrement toutes les manifestations, travaillent en même temps pour des idéaux dont la réalisation mènerait tout droit à cette tyrannie abhorrée.

A comparer les évolutions de plusieurs pays, on risque naturellement de se tromper. Mais mon raisonnement n'est pas appuyé seulement sur des comparaisons. Je ne prétends pas non plus que les évolutions en question soient inéluctables. Si elles l'étaient, ce livre ne servirait à rien. Je pense qu'elles peuvent être évitées si les gens se rendent compte à temps de l'endroit où les mèneraient leurs efforts. Jusqu'à une époque très récente, il semblait inutile d'essayer même de faire comprendre le danger. Mais le temps paraît aujourd'hui plus propice à une discussion complète de l'ensemble de la question. D'une part le problème est mieux connu, de l'autre il y a des raisons particulières qui exigent aujourd'hui que nous le posions crûment.

On dira peut-être que ce n'est pas le moment de soulever une question qui fait l'objet d'une controverse passionnée. Mais le socialisme dont nous parlons n'est pas affaire de parti et les

questions que nous discutons n'ont que peu de choses en commun avec celles qui font l'objet des conflits entre partis politiques. Certains groupes demandent plus de socialisme que d'autres, certains le veulent dans l'intérêt de tel groupe particulier, d'autres dans celui de tel autre groupe. Mais tout cela n'affecte guère notre débat. Ce qu'il y a d'important c'est que, si nous considérons les gens dont l'opinion exerce une influence sur la marche des événements, nous constatons qu'ils sont tous plus ou moins socialistes. Il n'est même plus à la mode de dire : « Aujourd'hui tout le monde est socialiste », parce que c'est devenu trop banal. Presque tout le monde est persuadé que nous devons continuer à avancer vers le socialisme, et la plupart des gens se contentent d'essayer de détourner le mouvement dans l'intérêt d'une classe ou d'un groupe particuliers.

Si nous marchons dans cette direction, c'est parce que presque tout le monde le veut. Il n'y a pas de faits objectifs qui rendent ce mouvement inévitable. Nous aurons à parler plus tard de l'inéluctabilité du « planisme », mais la question essentielle est celle de savoir où ce mouvement nous mènera. Si les gens qui lui donnent aujourd'hui un élan irrésistible commencent à voir ce que quelques-uns ne font encore qu'entrevoir, ils reculeraient d'horreur et



abandonneraient la voie sur laquelle se sont engagés depuis un siècle tant d'hommes de bonne volonté. Où nous mèneront ces croyances si répandues dans notre génération ? C'est un problème qui se pose, non pas à un parti, mais à chacun de nous, un problème de l'importance la plus décisive. Nous nous efforçons de créer un avenir conforme à un idéal élevé et nous arrivons au résultat exactement opposé à celui que nous recherchions. Peut-on imaginer plus grande tragédie ?

Il y a aujourd'hui une raison encore plus pressante pour que nous essayions sérieusement de comprendre les forces qui ont créé le national-socialisme ; c'est que cela nous permettra de comprendre notre ennemi et l'enjeu de notre lutte. Il est certain qu'on ne connaît pas encore très bien les idéaux positifs pour lesquels nous nous battons. Nous savons que nous nous battons pour être libres de conformer notre vie à nos idées. C'est beaucoup mais cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas à nous donner les fermes croyances dont nous avons besoin pour résister à un ennemi dont une des armes principales est la propagande, sous ses formes non seulement les plus tapageuses, mais encore les plus subtiles. Cela suffit encore moins pour lutter contre cette propagande dans les pays que l'ennemi domine et dans les autres, où l'effet

de cette propagande ne disparaîtra pas avec la défaite de l'Axe. Cela ne suffit pas si nous voulons montrer aux autres que la cause pour laquelle nous combattons mérite leur appui. Cela ne suffit pas à nous, guider dans l'édification d'une nouvelle Europe immunisée contre les dangers auxquels l'ancienne a succombé.

Une constatation lamentable s'impose : dans leur politique à l'égard des dictateurs avant la guerre, dans leurs tentatives de propagande et dans la discussion de leurs buts de guerre, les Anglais ont manifesté une indécision et une incertitude qui ne peuvent s'expliquer que par la confusion régnant dans leurs esprits tant au sujet de leur propre idéal qu'au sujet des différences qui les séparent de leurs ennemis. Nous avons refusé de croire que l'ennemi partageait sincèrement certaines de nos convictions. Nous avons cru à la sincérité de certaines de ses déclarations. Et dans les deux cas nous avons été induits en erreur. Les partis de gauche aussi bien que ceux de droite se sont trompés en croyant que le national-socialisme était au service du capitalisme et qu'il était opposé à toute forme de socialisme. N'avons-nous pas vu les gens les plus inattendus nous proposer en exemple telles ou telles institutions hitlériennes, sans se rendre compte qu'elles sont inséparables du régime et incompatibles avec la liberté que nous espérons

conserver ? Nous avons fait, avant et depuis la guerre, un nombre saisissant de fautes, uniquement pour n'avoir pas compris notre adversaire. On dirait que nous refusons de comprendre l'évolution qui a mené au totalitarisme, comme si cette compréhension devait anéantir certaines de nos illusions les plus chères.

Nous ne réussirons jamais dans notre politique avec les Allemands tant que nous ne comprendrons pas le caractère et le développement des idées qui les gouvernent aujourd'hui. La théorie suivant laquelle les Allemands seraient atteints d'un vice congénital n'est guère soutenable et ne fait pas honneur à ceux qui la professent. Elle déshonore les innombrables Anglais qui, au cours des derniers siècles, ont allègrement adopté ce qu'il y avait de meilleur, et aussi le reste, dans la pensée allemande. Elle néglige le fait qu'il y a quatre-vingts ans John Stuart Mill s'est inspiré, pour son essai *Sur la Liberté*, avant tout de deux Allemands, Goethe et Guillaume de Humboldt<sup>[1]</sup>. Elle oublie que deux des précurseurs intellectuels les plus importants du nazisme, Thomas Carlyle et Chamberlain, étaient l'un Ecossais et l'autre Anglais.

Sous sa forme la plus vulgaire, cette théorie déshonore ceux qui, en l'adoptant, adoptent en

même temps le racisme allemand. Il ne s'agit pas de savoir pourquoi les Allemands sont méchants. Ils n'ont probablement pas plus de méchanceté congénitale qu'aucun autre peuple. Il s'agit de déterminer les circonstances qui, au cours des dernières soixante-dix années, ont permis la croissance progressive et enfin la victoire d'une certaine catégorie d'idées, et de savoir pourquoi cette victoire a fini par donner le pouvoir aux plus méchants d'entre eux. Haïr tout ce qui est allemand, et non pas les idées qui dominent aujourd'hui l'Allemagne, est de plus très dangereux. Cette attitude masque aux yeux de ceux qui la prennent une menace très véritable. Elle n'est bien souvent qu'une manière d'évasion à laquelle recourent ceux qui ne veulent pas reconnaître des tendances qui n'existent pas seulement en Allemagne, et qui hésitent à réexaminer, et au besoin à rejeter, des croyances que nous avons prises chez les Allemands et qui nous abusent tout autant qu'elles abusent les Allemands eux-mêmes. Double danger : car en prétendant que seule la méchanceté allemande est cause du régime nazi, on a un prétexte pour nous imposer les institutions qui ont précisément déterminé cette méchanceté.

L'interprétation de l'évolution allemande et italienne qui sera exposée dans cet ouvrage est très

différente de celle qu'offrent la plupart des observateurs étrangers et des émigrés d'Allemagne et d'Italie. Mais si notre interprétation est exacte, elle expliquera pourquoi il est presque impossible à des gens qui professent les opinions socialistes aujourd'hui prédominantes de bien comprendre l'évolution en question. Or, c'est le cas de la plupart des émigrés ainsi que des correspondants de presse anglais et américains<sup>[2]</sup>. Il existe une explication superficielle et erronée du national-socialisme qui le représente comme une simple réaction fomentée par tous ceux dont le progrès du socialisme menaçait les prérogatives et les privilèges. Cette opinion a naturellement été adoptée par tous ceux qui, tout en ayant contribué au mouvement d'idées qui a mené au national-socialisme, se sont arrêtés en chemin, ce qui les a mis en conflit avec les nazis et les a obligés à quitter leur pays. Ils représentent, par leur nombre, la seule opposition notable qu'aient rencontrée les nazis. Mais cela signifie simplement que, au sens le plus large du terme, tous les Allemands sont devenus socialistes et que le vieux libéralisme a été chassé par le socialisme. Nous espérons montrer que le conflit qui met aux prises en Allemagne la « droite » nationale-socialiste et la « gauche » est ce genre de conflit qui s'élèvera toujours entre factions socialistes rivales. Si cette explication est

exacte, elle signifie toutefois que bon nombre de ces réfugiés, en s'accrochant à leurs croyances, contribuent de la meilleure foi du monde à faire suivre à leur pays d'adoption le chemin de l'Allemagne.

Je sais que bon nombre de mes amis anglais ont parfois été choqués par les opinions semi-fascistes qu'ils ont eu l'occasion d'entendre exprimer par des réfugiés allemands dont les convictions authentiquement socialistes ne sauraient être mises en doute. Les Anglais attribuent les idées des réfugiés en question au fait qu'ils sont Allemands. Mais la véritable explication est qu'il s'agit de socialistes qui sont allés sensiblement plus loin que ceux d'Angleterre. Certes, il est vrai que les socialistes allemands ont trouvé dans leur pays un grand appui dans certains éléments de la tradition prussienne ; et cette parenté entre prussianisme et socialisme dont on se glorifiait en Allemagne des deux côtés de la barricade vient à l'appui de notre thèse essentielle<sup>[3]</sup>. Mais ce serait une erreur de croire que c'est l'élément spécifiquement allemand, plutôt que l'élément socialiste, qui a produit le totalitarisme. Ce que L'Allemagne avait en commun avec l'Italie et la Russie, c'était la prédominance des idées socialistes et non pas le prussianisme. C'est dans les masses, et non dans les classes élevées dans la tradition prussienne, que

le national-socialisme a surgi.

## **Chapitre Premier. – La route abandonnée**

Un programme dont la thèse essentielle est non pas que le système de l'entreprise libre et du profit a échoué dans notre génération, mais qu'il n'a pas encore été essayé.

**F. D. Roosevelt**

Lorsque le cours de la civilisation fait un tournant inattendu, lorsqu'au lieu du progrès continu que nous espérions nous nous voyons menacés de périls qui nous rappellent une barbarie révolue, nous accusons tout, sauf nous-mêmes. Ne nous sommes-nous pas tous efforcés selon nos meilleures lumières, nos meilleurs esprits n'ont-ils pas travaillé sans relâche à rendre notre monde meilleur ? Tous nos efforts n'ont-ils pas été dirigés vers un accroissement de la liberté, de la justice et de la prospérité ? Si le résultat est si différent de celui que nous visions, si, au lieu de la liberté et de la prospérité, nous nous trouvons face à face avec l'esclavage et la misère, n'est-il pas évident que des forces pernicieuses ont déjoué nos desseins,



que nous sommes victimes d'une puissance maléfique qu'il faut vaincre avant de pouvoir reprendre la route du mieux-être ? Nous ne sommes pas d'accord sur le coupable : nous accusons qui le méchant capitaliste, qui la méchanceté de telle ou telle nation, qui la stupidité de nos aînés, qui un régime social non encore entièrement abattu, bien que nous le combattons depuis un demi-siècle. Mais nous sommes tous, ou du moins nous étions tous récemment convaincus d'une chose : les idées dominantes qui, jusque au cours de la dernière génération, ont été adoptées par la plupart des hommes de bonne volonté et ont déterminé les transformations essentielles de notre vie sociale, ces idées ne peuvent pas être fausses. Nous sommes prêts à accepter toutes les explications de la crise actuelle de notre civilisation sauf une : à savoir que l'état actuel du monde résulte peut-être d'une véritable erreur de notre part, et que la recherche de certains des idéaux qui nous sont les plus chers a produit des résultats tout à fait différents de ceux que nous attendions.

A l'heure où toutes nos énergies tendent à gagner la guerre, nous avons parfois du mal à nous rappeler que, dès avant cette guerre, les valeurs pour lesquelles nous combattons aujourd'hui étaient menacées chez nous et détruites ailleurs. A cette heure, les idéaux en cause sont représentés

par des nations en guerre qui luttent pour leur existence ; mais n'oublions pas que ce conflit est né d'une lutte d'idées au sein de ce qui, naguère, était encore une civilisation commune à toute l'Europe ; et que les tendances qui ont abouti à la création des régimes totalitaires n'existaient pas seulement dans les pays qui s'y sont soumis. Aujourd'hui, il s'agit avant tout de gagner la guerre. Mais une fois la guerre gagnée, il faudra de nouveau faire face aux problèmes essentiels et trouver le moyen d'éviter le destin qui s'est abattu sur des civilisations apparentées à la nôtre.

Il est évidemment assez difficile de considérer l'Allemagne et l'Italie, ou la Russie, non pas comme des mondes différents, mais comme des produits d'une évolution d'idées à laquelle nous avons participé. Il est plus facile et plus rassurant de penser, tout au moins en ce qui concerne nos ennemis, qu'ils sont entièrement différents de nous et que ce qui est arrivé chez eux ne peut pas arriver chez nous. Et pourtant l'histoire de ces pays durant les années qui ont précédé l'ascension du totalitarisme offre peu de traits qui ne nous soient familiers. Le conflit extérieur résulte d'une transformation de la pensée européenne qui, chez certains, a été beaucoup plus rapide que chez nous, au point de provoquer un conflit inexpiable entre leur idéal et le nôtre. Mais cette transformation n'a

pas manqué de nous affecter nous aussi.

Ce sont des idées nouvelles, ce sont des volontés humaines qui ont rendu le monde tel qu'il est aujourd'hui. Les hommes n'avaient pas prévu le résultat. Et aucune modification spontanée des faits ne nous obligeait à y adapter notre pensée. Voilà ce qu'il est particulièrement difficile aux Anglais de comprendre, peut-être parce que, heureusement pour eux, ils sont restés en retard sur la plupart des peuples européens dans la voie de cette évolution. Nous continuons à considérer les idéaux qui nous ont guidés depuis une génération et nous guident encore, comme destinés à ne se réaliser que dans l'avenir, et ne nous rendons pas compte à quel point, depuis vingt-cinq ans, ils ont déjà transformé non seulement le monde, mais aussi notre pays. Nous croyons encore que jusqu'à une époque très récente nous étions gouvernés par ce qu'on appelle en termes vagues : les idées du XIX<sup>e</sup> siècle, ou le principe du *laissez faire*. En comparaison avec d'autres pays, et du point de vue de ceux qui sont impatients d'accélérer l'évolution, cette croyance peut paraître justifiée. Certes, jusqu'en 1931, l'Angleterre n'a suivi que lentement la voie dans laquelle d'autres l'avaient précédée. Mais dès cette époque, nous étions déjà arrivés si loin que seuls ceux qui se souviennent de l'autre avant-guerre savent à quoi ressemble un monde libéral<sup>[4]</sup>.

Le point crucial, que si peu de gens connaissent encore ici, c'est non seulement l'immensité des transformations qui ont eu lieu au cours de la dernière génération, mais encore le fait qu'elles signifient une modification complète de la direction du mouvement de nos idées et de notre ordre social. Depuis vingt-cinq ans au moins avant le moment où le spectre du totalitarisme est devenu une menace immédiate, nous nous sommes progressivement écartés des idéaux essentiels sur lesquels la civilisation européenne est fondée. Ce mouvement, dans lequel nous nous sommes engagés avec tant d'espairs et d'ambitions, nous a menés devant l'horreur totalitaire : notre génération en a été profondément ébranlée, et elle persiste à refuser d'établir une relation entre les deux faits. Pourtant cette évolution ne fait que confirmer les avertissements des pères de la philosophie libérale que nous professons encore. Nous avons peu à peu abandonné cette liberté économique sans laquelle la liberté personnelle et politique n'a jamais existé. Deux des plus grands penseurs politiques du XIX<sup>e</sup> siècle, de Tocqueville et Lord Acton, nous avaient dit que le socialisme signifie l'esclavage. Mais nous n'avons cessé d'aller vers le socialisme. Aujourd'hui, nous avons vu une nouvelle forme d'esclavage surgir devant nos yeux. Et c'est à peine si nous nous rendons compte que les deux choses

sont liées <sup>[5]</sup>.

La tendance moderne vers le socialisme signifie une rupture brutale, non seulement avec le passé récent, mais encore avec toute l'évolution de la civilisation occidentale. On s'en rend compte en considérant cette tendance, non plus seulement dans le cadre du XIX<sup>e</sup> siècle, mais dans une perspective historique plus vaste. Nous abandonnons rapidement, non seulement les idées de Cobden et de Bright, d'Adam Smith et de Hume, ou même de Locke et de Milton, mais encore une des caractéristiques les plus saillantes de la civilisation occidentale telle qu'elle s'est édifiée sur les fondations posées par le christianisme, par la Grèce et par Rome. Ce qu'on abandonne peu à peu, ce n'est pas simplement le libéralisme du XIX<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais encore l'individualisme fondamental que nous avons hérité d'Érasme et de Montaigne, de Cicéron et de Tacite, de Périclès et de Thucydide.

Le chef nazi qui a défini la révolution nationale-socialiste comme une *Contre-Renaissance* ne savait peut-être pas à quel point il disait vrai. Cette révolution a été l'acte essentiel de destruction d'une civilisation que l'homme édifiait depuis l'époque de la Renaissance et qui était avant tout individualiste. Le mot individualisme est assez

malsonnant de nos jours, et il a fini par évoquer l'égoïsme. Mais l'individualisme dont nous parlons pour l'opposer au socialisme et à toutes les autres formes de collectivisme n'a pas nécessairement de rapport avec l'égoïsme. Ce n'est que petit à petit qu'il nous sera possible au cours de cet ouvrage d'expliquer le contraste entre les deux principes. En quoi consiste donc cet individualisme dont les éléments, fournis par le christianisme et par l'antiquité classique, ont connu leur premier développement complet lors de la Renaissance et sont ensuite devenus ce que nous appelons la civilisation de l'Europe occidentale ? Respecter l'individu en tant que tel, reconnaître que ses opinions et ses goûts n'appartiennent qu'à lui, dans sa sphère, si étroitement qu'elle soit circonscrite, c'est croire qu'il est désirable que les hommes développent leurs dons et leurs tendances individuels. On a tant usé du mot « liberté » qu'on hésite à l'employer pour définir l'idéal qu'il a représenté depuis la Renaissance. Le mot « tolérance » est peut-être le seul à conserver la pleine signification d'un principe qui, après une longue ascension, a connu depuis peu un rapide déclin et a fini par disparaître complètement avec l'apparition de l'État totalitaire.

La transformation progressive d'un système rigidement hiérarchique en un régime où l'homme

peut au moins essayer de modeler son destin, où il a l'occasion de connaître plusieurs genres de vie et de choisir entre eux, cette transformation est étroitement liée au développement du commerce. Partie des cités commerciales de l'Italie du Nord, la nouvelle conception de la vie s'est répandue avec le commerce vers l'Ouest et le Nord, à travers la France et l'Allemagne jusqu'aux Pays-Bas et aux Iles Britanniques, s'enracinant fermement partout où il n'y avait pas de despotisme politique pour l'étouffer. C'est dans les Pays-Bas et en Grande-Bretagne qu'elle a connu son développement le plus complet, et qu'elle a pu, pour la première fois, croître librement et devenir la base de la vie politique et sociale. C'est de là qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au XVIII<sup>e</sup> elle a recommencé à se répandre, sous une forme plus évoluée, vers l'Est et l'Ouest, vers le Nouveau Monde et vers l'Europe centrale où des guerres dévastatrices et l'oppression politique avaient auparavant empêché son développement<sup>[6]</sup>.

Au cours de toute cette période moderne de l'histoire européenne, l'évolution sociale a tendu d'une façon générale à libérer l'individu des liens traditionnels ou obligatoires qui entravaient son activité quotidienne. Après un certain progrès dans ce sens, on commença à comprendre que les efforts spontanés et libres des individus pouvaient

déterminer un système complexe d'activités économiques. Cette activité économique librement développée, résultat imprévu de la liberté politique, finit par provoquer l'élaboration d'une théorie cohérente de la liberté économique.

Un des résultats les plus importants de la libération des énergies individuelles a peut-être été le merveilleux développement de la science qui a suivi le mouvement de la liberté individuelle d'Italie en Angleterre et au delà. Certes, les facultés inventives de l'homme n'avaient pas été moindres auparavant. On avait su construire un grand nombre de jouets et d'autres mécaniques, cependant que la technique industrielle demeurait stationnaire. D'autre part, les industries qui n'avaient pas été soumises à des contrôles restrictifs, comme l'industrie minière et l'horlogerie, avaient fait de grands progrès. Mais les rares tentatives faites pour étendre l'usage industriel des inventions mécaniques, dont certaines étaient remarquablement perfectionnées, furent rapidement étouffées. Le désir de s'instruire fut frustré aussi longtemps que les idées dominantes restèrent obligatoires pour tous. Les croyances et l'éthique de la majorité barraient la route à tout novateur. Mais, dès que la liberté industrielle eut ouvert la voie au libre usage des connaissances nouvelles, dès que tout homme



capable de courir un risque eut reçu la possibilité de tenter n'importe quelle expérience, souvent à l'insu des autorités chargées de surveiller l'enseignement, alors, et alors seulement la science put faire les immenses progrès qui, au cours des cent cinquante dernières années, ont changé la face de l'univers.

Comme il arrive souvent, la nature de notre civilisation a été plus clairement discernée par ses ennemis que par la plupart de ses amis : « l'éternelle maladie occidentale, la révolte de l'individu contre l'espèce » comme disait ce totalitaire du XIX<sup>e</sup> siècle, Auguste Comte, a bien été la force qui a construit notre civilisation. Ce que le XIX<sup>e</sup> siècle a ajouté à l'individualisme de la période antérieure a simplement consisté à donner à toutes les classes la conscience de la liberté, à développer systématiquement et sans discontinuer ce qui s'était répandu au hasard et par places, enfin à le faire passer d'Angleterre et de Hollande à la plus grande partie du continent européen.

Le résultat dépassa toutes les espérances. Partout où s'abolissaient les obstacles au libre exercice de l'ingéniosité humaine, l'homme devenait rapidement capable de satisfaire des désirs sans cesse plus étendus. L'élévation du niveau de vie révéla rapidement l'existence dans la société de

points extrêmement sombres, que les hommes n'étaient plus disposés à tolérer, mais toutes les classes purent en fait bénéficier du progrès général. Nous ne saurions rendre justice à cette croissance stupéfiante en la mesurant avec nos valeurs actuelles, qui résultent elles-mêmes de cette croissance et rendent aujourd'hui évidentes un grand nombre de lacunes. Pour apprécier ce qu'elle signifiait aux yeux de ceux qui y participèrent, il faut nous souvenir de ce qu'étaient les espoirs et les vœux de l'humanité lorsqu'elle commença. Et il est incontestable que son succès a dépassé les espoirs les plus fous. Vers le début du XX<sup>e</sup> siècle, dans le monde occidental, le travailleur avait atteint un degré de confort matériel, de sécurité et d'indépendance personnelle qui aurait à peine paru possible cent ans auparavant.

Ce qui, dans l'avenir, apparaîtra comme l'effet le plus significatif et le plus puissant de ce succès, c'est le fait qu'il a donné aux hommes un sens tout nouveau de leur pouvoir sur leur propre destin, une croyance en la possibilité illimitée d'améliorer leur sort. Avec le succès croissait l'ambition, et l'homme avait pleinement le droit d'être ambitieux. La promesse naguère enivrante parut insuffisante, et le rythme du progrès trop lent ; et les principes qui avaient rendu ce progrès possible dans le passé en vinrent à être considérés bien plus comme des

obstacles à un progrès plus rapide, obstacles qu'il fallait balayer impatiemment, que comme les conditions indispensables pour préserver et développer les résultats déjà acquis.



Il n'y a rien dans les principes du libéralisme qui permette d'en faire un dogme immuable ; il n'y a pas de règles stables, fixées une fois pour toutes. Il y a un principe fondamental : à savoir que dans la conduite de nos affaires nous devons faire le plus grand usage possible des forces sociales spontanées, et recourir le moins possible à la coercition. Mais ce principe peut comporter une infinie variété d'applications. Il y a, en particulier, une immense différence entre créer délibérément un système où la concurrence jouera le rôle le plus bienfaisant possible, et accepter passivement les institutions telles qu'elles sont. Rien n'a sans doute tant nui à la cause libérale que l'insistance butée de certains libéraux sur certains principes massifs, comme avant tout la règle du laissez-faire. Mais c'était en un sens nécessaire et inévitable. D'innombrables intérêts pouvaient montrer que certaines mesures particulières procureraient des bénéfices immédiats et évidents à certains, cependant que le mal qu'elles causeraient restait plus indirect et moins perceptible. Là contre, seule une règle rigide et prompte pouvait être efficace.

Comme un préjugé favorable s'était établi en faveur de la liberté industrielle, la tentation de la présenter comme une règle dépourvue d'exceptions était parfois irrésistible.

Une fois cette attitude prise par maints vulgarisateurs de la doctrine libérale, il était inévitable que leur position s'écroulât tout entière dès qu'elle était percée en un point. Cette position fut encore affaiblie par la lenteur inévitable d'une politique qui se proposait l'amélioration progressive du cadre des institutions d'une société libre. Ce progrès dépendait du développement de notre compréhension des forces sociales et des conditions les plus favorables à leur fonctionnement efficace. Puisque la tâche consistait à aider ces forces, et à les compléter chaque fois qu'il était nécessaire, il fallait avant tout les comprendre. L'attitude d'un libéral à l'égard de la société est comme celle d'un jardinier qui cultive une plante, et qui, pour créer les conditions les plus favorables à sa croissance, doit connaître le mieux possible sa structure et ses fonctions.

Aucun homme sensé n'aurait dû douter que les règles grossières par lesquelles s'exprimaient les principes de la politique économique du XIX<sup>e</sup> siècle ne représentaient qu'un commencement, que

nous avions encore beaucoup à apprendre, et qu'il y avait encore d'immenses possibilités de progrès dans la direction que nous avions suivie. Mais ce progrès exigeait une maîtrise intellectuelle croissante des forces dont nous avions à nous servir. Pour un grand nombre de tâches essentielles, telles que la manipulation du système monétaire, ou le contrôle et la prévention des monopoles, pour un nombre plus grand encore de tâches à peine moins importantes dans d'autres domaines, les gouvernements possédaient d'énormes pouvoirs, en bien comme en mal. Il y avait toute raison d'espérer qu'en comprenant mieux les problèmes nous deviendrions quelque jour capables d'utiliser ces pouvoirs efficacement.

Mais cependant que le progrès vers ce qu'on appelle communément l'action « positive » restait nécessairement lent, et cependant qu'en matière d'améliorations immédiates le libéralisme devait en grande partie s'en remettre à l'accroissement progressif de la richesse provoqué par la liberté, il devait sans cesse combattre des propositions qui menaçaient sa marche en avant. Il en vint à être considéré comme un dogme « négatif » parce qu'il ne pouvait offrir aux individus guère plus qu'une part du progrès commun, progrès qu'on trouvait de plus en plus naturel et en lequel on ne reconnaissait plus le résultat de la politique de liberté. On peut

même dire que le succès même du libéralisme devint la cause de son déclin. Le succès déjà atteint rendit l'homme de moins en moins désireux de tolérer les maux encore existants, qui apparurent à la fois insupportables et inutiles.



La lenteur des progrès de la politique libérale, la juste irritation contre ceux qui se servaient de la phraséologie libérale pour défendre des privilèges antisociaux, et l'ambition illimitée que légitimaient en apparence les améliorations matérielles déjà atteintes, tout cela fit que vers la fin du siècle la croyance dans les principes essentiels du libéralisme fut de plus en plus abandonnée. Les résultats atteints apparurent comme une possession sûre et impérissable, acquise une fois pour toutes. Le peuple fixa son regard sur les exigences nouvelles, dont la rapide satisfaction paraissait entravée par l'adhésion aux vieux principes. On admit de plus en plus qu'un nouveau progrès ne pouvait être atteint dans le cadre qui avait permis les premiers progrès, et qu'il fallait une refonte totale de la société. Il ne s'agissait plus d'augmenter ou d'améliorer l'outillage existant, mais de le mettre tout entier au rebut et de le remplacer. Et comme les espoirs de la nouvelle génération se concentraient sur quelque chose d'entièrement nouveau, on s'intéressa de moins en

moins au fonctionnement de la société existante, et on le comprit de moins en moins. Et moins nous comprenions le fonctionnement du système de la liberté, moins nous nous rendions compte de ce qui dépendait de son existence.

Ce changement de point de vue fut encouragé par un transfert inconsidéré aux problèmes sociaux des habitudes de pensée engendrées par le maniement des problèmes familiers aux techniciens et aux ingénieurs. Ces habitudes tendaient en même temps à discréditer les résultats d'études sociales antérieures qui n'étaient pas conformes à leurs préjugés, et à imposer un idéal d'organisation dans une sphère à laquelle il n'est pas approprié <sup>[7]</sup>. Mais ce n'est pas ici le lieu de discuter cet aspect de la question. Ce que nous voulons montrer c'est à quel point notre changement d'attitude à l'égard de la société a été complet, bien qu'il se soit produit graduellement et par étapes imperceptibles. A chaque étape, il semblait n'y avoir qu'une différence de degré. Mais en fin de compte, il en résulta une différence fondamentale entre l'attitude libérale ancienne et l'attitude présente devant les problèmes sociaux. Ce changement aboutit à un renversement total de la tendance que nous avons esquissée, à un abandon complet de la tradition individualiste qui a créé la civilisation occidentale.

Selon les idées aujourd'hui dominantes, il ne s'agit plus de savoir comment utiliser au mieux les forces spontanées qu'on trouve dans une société libre. Nous avons entrepris de nous passer des forces qui produisaient des résultats imprévus et de remplacer le mécanisme impersonnel et anonyme du marché par une direction collective et « consciente » de toutes les forces sociales en vue d'objectifs délibérément choisis. Le meilleur exemple nous est fourni par la position extrême prise dans un livre qui a eu beaucoup de succès, et dont nous aurons à commenter plus d'une fois le programme d'un « plan pour la liberté ».

*Nous n'avons jamais eu à établir et à diriger (écrit le docteur Karl Mannheim) tout le système de la nature comme nous sommes aujourd'hui forcés de le faire avec la société... L'humanité tend de plus en plus à régler la totalité de sa vie sociale, bien qu'elle n'ait jamais tenté de créer une seconde nature*<sup>[8]</sup>.



Il est significatif que ce changement de tendance ait coïncidé avec un renversement de la direction dans laquelle les idées se sont déplacées dans l'espace. Pendant plus de deux siècles, les idées anglaises s'étaient répandues vers l'Est. La règle de



liberté élaborée en Angleterre semblait destinée à s'étendre au monde entier. Vers 1870, le domaine de ces idées avait probablement atteint la limite de son expansion vers l'Est. A partir de ce moment, il commença à reculer et un nouveau jeu d'idées, non point neuves mais en vérité très anciennes, commencèrent à venir de l'Est. L'Angleterre perdit sa maîtrise intellectuelle dans le domaine politique et social et devint un pays importateur d'idées. Pendant les soixante années qui suivirent, l'Allemagne devint le centre à partir duquel les idées destinées à gouverner le monde au XX<sup>e</sup> siècle se répandaient vers l'Est et l'Ouest. Qu'il s'agisse de Hegel ou de Marx, de List ou de Schmoller, de Sombart ou de Mannheim, d'un socialisme extrémiste ou de simple « organisation » ou de « planisme » moins radical, partout on importait avec empressement les idées allemandes et l'on imitait les institutions allemandes. La plupart de ces idées nouvelles, et singulièrement le socialisme, n'étaient pas nées en Allemagne. Mais ce fut en Allemagne qu'elles se perfectionnèrent et atteignirent leur plus complet développement au cours du dernier quart du XIX<sup>e</sup> et du premier quart du XX<sup>e</sup> siècle. On oublie souvent aujourd'hui l'avance considérable que l'Allemagne a prise au cours de cette période dans le développement théorique et pratique du socialisme. Une génération avant que le socialisme fût sérieusement discuté en

Angleterre, l'Allemagne avait déjà un fort parti socialiste dans son parlement. Jusqu'à une époque très récente, le développement doctrinal du socialisme s'est presque entièrement produit en Allemagne et en Autriche, en sorte qu'aujourd'hui même, la discussion russe est en grande partie reprise au point où les Allemands l'ont laissée ; la plupart des socialistes anglais ne savent pas encore que la plus grande partie des problèmes qu'ils commencent à découvrir ont été discutés à fond par les socialistes allemands depuis longtemps.

L'influence intellectuelle que les penseurs allemands ont pu exercer sur le monde entier au cours de cette période a été appuyée non seulement par le grand progrès matériel de l'Allemagne, mais encore par l'extraordinaire renommée que les penseurs et les savants allemands avaient acquise au cours des cent années précédentes, alors que l'Allemagne était redevenue un membre intégral, voire dirigeant, de la civilisation commune à l'Europe. Mais elle servit bientôt à diffuser, à partir de l'Allemagne, des idées dirigées contre les fondements de cette civilisation. Les Allemands eux-mêmes — ou tout au moins ceux d'entre eux qui diffusaient ces idées — étaient parfaitement conscients du conflit. Ce qui avait été l'héritage commun de la civilisation européenne devint pour eux, longtemps avant les nazis, la civilisation

« occidentale », ce mot signifiant désormais : situé à l'ouest du Rhin. Ce qui était « occidental » c'était désormais le libéralisme et la démocratie, le capitalisme et l'individualisme, le libre-échange, l'internationalisme et l'amour de la paix sous toutes leurs formes.

Mais en dépit du mépris mal dissimulé qu'un nombre sans cesse croissant d'Allemands portaient à ces idées « creuses » des occidentaux, ou peut-être à cause de ce mépris, les occidentaux continuèrent à importer des idées allemandes. On arriva même à leur faire croire que leurs propres convictions antérieures n'étaient rien d'autre que l'expression d'intérêts égoïstes, que le libre-échange était une doctrine inventée pour servir les intérêts britanniques, que les idéaux politiques que l'Angleterre avait donnés au monde étaient irrémédiablement démodés et qu'il y avait lieu d'en rougir.

## Chapitre II. – La grande utopie

Ce qui fait de l'État un enfer, c'est que l'homme  
essaie d'en faire un paradis.

**F. Hølderlin**

Le fait que le socialisme ait supplanté le libéralisme dans l'esprit de la majorité des gens épris de progrès ne signifie pas simplement qu'on avait oublié les avertissements des grands penseurs libéraux du passé sur les conséquences du collectivisme. Cela est arrivé parce qu'ils ont acquis des convictions exactement contraires aux prédictions de ces penseurs. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que ce même socialisme, en qui non seulement on avait de bonne heure reconnu le plus grave danger pour la liberté, mais encore qui avait débuté tout à fait ouvertement comme une réaction contre le libéralisme de la révolution française, ce même socialisme se fit adopter par tous sous le drapeau de la liberté. On se souvient rarement aujourd'hui que le socialisme à ses débuts était franchement autoritaire. Les écrivains français qui posèrent les fondations du socialisme moderne étaient convaincus que leurs idées ne pouvaient

être mises en pratique que par un gouvernement dictatorial. A leurs yeux, le socialisme signifiait une tentative pour « achever la révolution » par une réorganisation délibérée de la société sur un plan hiérarchique et l'exercice d'un « pouvoir spirituel » de coercition. Les fondateurs du socialisme ne faisaient pas mystère de leurs intentions à l'égard de la liberté. Ils considéraient la liberté de pensée comme la source de tous les maux du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier des planistes modernes, Saint-Simon, prédisait même que ceux qui n'obéiraient pas à ses plans seraient « traités comme du bétail ».

C'est seulement sous l'influence des forts courants démocratiques qui précédèrent la révolution de 1848 que le socialisme commença à s'allier avec les forces de liberté. Mais il fallut longtemps au nouveau « socialisme démocratique » pour justifier les soupçons provoqués par ses antécédents. Personne n'a vu plus clairement que de Tocqueville que la démocratie, institution essentiellement individualiste, était inconciliable avec le socialisme :

*La démocratie étend la sphère de l'indépendance individuelle, le socialisme la resserre. La démocratie donne toute sa valeur possible à chaque homme, le socialisme fait de chaque homme un agent,*

*un instrument, un chiffre. La démocratie et le socialisme ne se tiennent que par un mot, l'égalité ; mais remarquez la différence : la démocratie veut l'égalité dans la liberté et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et dans la servitude*<sup>[9]</sup>.

Afin d'infirmar ces soupçons et d'atteler à son char le plus fort de tous les moteurs politiques, le désir de liberté, le socialisme recourut de plus en plus à la promesse d'une « nouvelle liberté ». L'avènement du socialisme devait être le passage brusque du règne de la nécessité au règne de la liberté. Il devait instaurer la « liberté économique » sans laquelle la liberté politique déjà conquise « ne valait pas la peine d'être possédée ». Seul le socialisme serait capable d'achever la lutte ancestrale pour la conquête de la liberté, dont l'obtention de la liberté politique n'était qu'une première étape. La modification subtile imposée au sens du mot liberté afin de rendre l'argument plausible est un phénomène important. Pour les grands apôtres de la liberté politique, être libre cela avait voulu dire être libre de toute coercition, de tout arbitraire exercé par autrui, être dégagé des liens qui obligeaient l'homme à obéir aux ordres de son supérieur. Mais la nouvelle liberté consisterait à être libre de tout besoin, libre de l'obligation des circonstances qui limitent inévitablement, encore

qu'inégalement, la possibilité de choix de chacun de nous. Avant que l'homme pût être vraiment libre, il fallait briser « le despotisme du besoin physique » et relâcher « les contraintes du système économique ».

Dans ce sens, le mot liberté n'est évidemment qu'un autre nom donné au pouvoir<sup>[10]</sup> ou à la richesse. La promesse de cette nouvelle liberté était souvent accouplée à des promesses inconsidérées d'un grand accroissement de richesse matérielle dans la société socialiste. Mais ce n'était pas sur cette conquête absolue des biens de la nature que l'on comptait pour réaliser la liberté économique. Ce que la promesse signifiait en réalité, c'était la disparition des grandes inégalités existant entre les possibilités de choix dont disposent les individus. L'exigence d'une liberté nouvelle n'était donc rien d'autre que la très ancienne exigence d'une égale répartition des richesses, sous un autre nom. Mais ce nom donnait aux socialistes un mot en commun avec les libéraux, et ils exploitèrent à fond cette communauté. Certes, les deux partis n'utilisaient pas ce mot dans le même sens, mais peu de gens s'en aperçurent et moins nombreux encore furent ceux qui se demandèrent si les deux libertés promises étaient vraiment compatibles l'une avec l'autre.

Il est hors de doute que la promesse d'une plus grande liberté est devenue une des armes les plus efficaces de la propagande socialiste et que les gens croient authentiquement et sincèrement que le socialisme apporte la liberté. La tragédie est d'autant plus atroce s'il est prouvé que la route de la liberté promise ne mène qu'à la servitude. C'est incontestablement cette promesse de liberté qui a entraîné un nombre de plus en plus grand de libéraux sur la voie socialiste, qui leur a masqué le conflit qui existe entre les principes fondamentaux du socialisme et ceux du libéralisme et qui a souvent permis aux socialistes d'usurper jusqu'au nom du vieux parti de la liberté. La plupart des intellectuels embrassèrent le socialisme comme l'héritier présomptif de la tradition libérale : aussi n'est-il pas surprenant qu'ils n'aient pu concevoir que le socialisme mène à l'opposé de la liberté.



Cependant, depuis quelques années, les gens les plus inattendus se sont mis à exprimer de nouveau les vieilles appréhensions sur les conséquences imprévues du socialisme. Les uns après les autres, des observateurs qui s'attendaient à tout le contraire, ont été frappés de l'extraordinaire ressemblance qui existe à beaucoup d'égards entre la vie en régime « fasciste » et « communiste ». Cependant que les « progressistes », en Angleterre



et ailleurs, continuaient à s'abuser en considérant communisme et fascisme comme des pôles opposés, de plus en plus de gens se demandaient si ces nouvelles tyrannies n'étaient pas l'aboutissement des mêmes tendances. Les communistes eux-mêmes ont dû être ébranlés par des témoignages comme celui de M. Max Eastman, le vieil ami de Lénine, qui a été obligé de reconnaître que « au lieu d'être meilleur, le stalinisme est pire que le fascisme, plus cruel, barbare, injuste, immoral, anti-démocratique ; aucun espoir ni scrupule ne le rachète »... « il est proprement un super fascisme » ; et lorsque nous voyons le même auteur reconnaître que « le stalinisme *est* le socialisme, en ce sens qu'il constitue un accompagnement inévitable encore qu'inattendu de la nationalisation et de la collectivisation sur lesquels on comptait pour édifier une société sans classes<sup>[11]</sup> », cette conclusion est très significative.

Le cas de M. Eastman est peut-être le plus remarquable, mais il n'est aucunement le premier ni le seul observateur sympathisant de l'expérience russe à formuler de telles conclusions. Plusieurs années auparavant M. W. H. Chamberlin qui, au cours de douze années passées en Russie comme correspondant de presse américain, vit son idéal mis en pièces, avait résumé les conclusions de ses

observations en Russie, en Allemagne et en Italie en déclarant que « le socialisme est certainement, tout au moins à son début, la route qui mène *non* à la liberté, mais à la dictature et aux contradictions, à la guerre civile la plus féroce. Un socialisme accompli et maintenu par des moyens démocratiques paraît définitivement appartenir au monde des utopies<sup>[12]</sup> ». De même, un journaliste britannique, M. F. A. Voigt, après plusieurs années d'observations en Europe, conclut que « le marxisme a mené au fascisme et au national-socialisme, parce que, dans l'essentiel, il est le fascisme et le national-socialisme<sup>[13]</sup> ». Et M. Walter Lippmann de conclure :

*La génération à laquelle nous appartenons apprend aujourd'hui par l'expérience ce qui arrive quand les hommes renoncent à la liberté pour une organisation coercitive de leurs affaires. Ils se promettent l'abondance, mais doivent y renoncer ; plus il y a de direction organisée, plus la variété des fins doit faire place à l'uniformité. C'est la vengeance de la société planifiée et du principe totalitaire<sup>[14]</sup>.*

On pourrait trouver dans les publications des dernières années un grand nombre d'autres déclarations analogues, faites par des gens

compétents, en particulier par ceux qui, en tant que citoyens des pays passés au totalitarisme, ont vécu la transformation et se sont vus contraints par l'expérience à réviser leurs croyances les plus chères. Nous citerons un écrivain allemand qui exprime la même conclusion en termes peut-être plus justes que les précédents :

*L'effondrement total de la croyance en la possibilité d'atteindre la liberté et l'égalité par le marxisme, dit M. Peter Drucker<sup>[15]</sup>, a forcé la Russie à emprunter la même route que l'Allemagne vers une société purement négative et non économique de non-liberté et d'inégalité. Ce n'est pas que communisme et fascisme soient par essence identiques. Le fascisme est le stade qu'on atteint après que le communisme s'est révélé n'être qu'une illusion. Et il s'est révélé tel tout autant en Russie staliniste qu'en Allemagne prè-hitlérienne.*

Tout aussi significative est l'histoire intellectuelle de bon nombre de dirigeants nazis et fascistes. Quiconque a observé la croissance de ces mouvements en Italie<sup>[16]</sup> ou en Allemagne a été frappé du nombre de personnages dirigeants, à commencer par Mussolini (et sans excepter Laval ni Quisling), qui ont commencé par être socialistes

et ont fini nazis ou fascistes. Et ce qui est vrai des dirigeants l'est encore plus des simples militants. On savait très bien en Allemagne, et les propagandistes des deux partis mieux que personne, avec quelle facilité relative on pouvait convertir un jeune communiste au nazisme et *vice versa*. Plus d'un professeur d'université anglais a vu, au cours des années 30, des étudiants anglais et américains revenir du continent ne sachant pas s'ils étaient communistes ou nazis et certains seulement de haïr.

Certes, il est vrai qu'en Allemagne avant 1933 et en Italie avant 1922, communistes et nazis ou fascistes se battaient plus souvent entre eux qu'avec les autres partis. Ils rivalisaient pour conquérir l'appui des mêmes esprits et se réservaient l'un à l'autre la haine de l'hérésie. Mais leurs actes montrent à quel point ils sont étroitement liés. Pour les uns comme pour les autres, le véritable ennemi, l'homme avec lequel ils n'ont rien de commun et qu'ils ne peuvent espérer convaincre, c'est le libéral à l'ancienne mode. Pour le nazi le communiste, pour le communiste le nazi, pour les deux le socialiste sont des recrues en puissance, des gens de bon aloi, qui ont écouté de faux prophètes. Mais l'un comme l'autre savent qu'il ne peut y avoir aucun compromis entre eux et ceux qui croient vraiment en la liberté individuelle.

Pour dissiper les doutes des gens induits en erreur par les propagandes officielles des deux partis, je citerai encore une déclaration émanant d'une autorité au-dessus de tout soupçon. Dans un article qui porte le titre significatif de « Redécouverte du Libéralisme », le professeur Eduard Heimann, un des chefs du socialisme religieux allemand, dit

*L'hitlérisme se proclame à la fois vraie démocratie et vrai socialisme et la terrible vérité est qu'il y a un grain de vérité dans ces prétentions. Un grain infinitésimal, certes, mais suffisant pour servir de base à des déformations aussi fantastiques. L'hitlérisme va même jusqu'à revendiquer le rôle de protecteur du christianisme et la terrible vérité est qu'une interprétation aussi grossièrement fausse est susceptible de faire une certaine impression. Mais un fait se dresse avec une parfaite clarté dans le brouillard : Hitler n'a jamais prétendu représenter le vrai libéralisme. Le libéralisme a donc le privilège d'être la doctrine la plus détestée par Hitler<sup>[17]</sup>.*

Ajoutons que si cette haine a eu peu d'occasions de se manifester en pratique, c'est uniquement parce que, au moment où Hitler est arrivé au

pouvoir, le libéralisme était en fait mort en Allemagne. Et c'est le socialisme qui l'avait tué.



Pour un grand nombre de gens qui ont observé de près le passage du socialisme au fascisme, la parenté entre les deux régimes est devenue de plus en plus évidente. Mais en Angleterre, la majorité des gens croient encore que Ton peut combiner socialisme et liberté. Il est hors de doute que la plupart de nos socialistes ont encore une profonde croyance dans l'idéal libéral de liberté et ils reculeraient d'effroi si on les persuadait que la réalisation de leur idéal signifierait la destruction de la liberté. Le problème est encore si mal compris, les idéaux les plus inconciliables cohabitent encore si facilement, que l'on entend encore discuter du « socialisme individualiste », évidente contradiction dans les termes. Si tel est l'état d'esprit qui nous fait dériver vers un monde nouveau, rien n'est plus urgent que d'examiner sérieusement le sens véritable de l'évolution qui s'est produite ailleurs. Nos conclusions ne feront que confirmer les appréhensions déjà exprimées par d'autres. Mais, pour comprendre pourquoi cette évolution ne saurait être considérée comme purement accidentelle, il faudra examiner assez complètement les principaux aspects de cette transformation de la vie sociale. Que le socialisme

démocratique, cette grande utopie des dernières générations, soit non seulement impossible, mais encore qu'en s'efforçant de l'atteindre on arrive à quelque chose de si profondément différent que peu d'entre ceux qui le souhaitent aujourd'hui seraient disposés à en accepter les conséquences, voilà ce que peu de gens consentiront à croire tant que la question n'aura pas été disséquée dans tous ses aspects.

## **Chapitre III. – Individualisme et collectivisme**

Les socialistes croient à deux choses qui sont absolument différentes et peut-être contradictoires :  
la liberté et l'organisation.

**Élie Halévy**

Avant de faire avancer notre problème principal, nous avons encore un obstacle à surmonter. Il nous faut éclaircir une confusion qui est en grande partie responsable de la façon dont nous dérivons vers un état de choses que personne ne souhaite.

La confusion porte sur rien moins que le concept même de socialisme. Ce terme peut signifier, et sert souvent à définir simplement les idéaux de justice sociale, d'égalité et de sécurité accrues qui sont les fins dernières du socialisme. Mais il signifie aussi la méthode particulière par laquelle la plupart des socialistes espèrent atteindre ces fins, et que bien des gens compétents considèrent comme les seules méthodes par lesquelles elles puissent être pleinement et rapidement atteintes. Dans cette acception, le mot socialisme signifie abolition de



l'entreprise privée, de la propriété privée des moyens de production, et création d'un système d'« économie planifiée » où le chef d'entreprise travaillant pour un profit est remplacé par un organisme planificateur central.

Il y a beaucoup de gens qui se donnent à eux-mêmes le nom de socialistes et qui ne se soucient que de la première acception du mot socialisme. Ils croient avec ferveur à ces fins dernières du socialisme, mais ne veulent ni ne peuvent comprendre par quels moyens elles pourront être atteintes. Ils se contentent d'être sûrs qu'il faut les atteindre à tout prix. Mais pour tous ceux pour qui le socialisme est non seulement un espoir mais encore un objet de politique pratique, les méthodes caractéristiques du socialisme moderne sont aussi essentielles que les fins elles-mêmes. D'autre part, bien des gens qui n'apprécient pas moins que les socialistes les fins dernières du socialisme refusent d'appuyer ce dernier à cause des dangers que les méthodes proposées par les socialistes font courir à d'autres valeurs. La controverse sur le socialisme est ainsi devenue en grande partie une controverse sur les moyens et non sur les fins, bien que la question de savoir si les différentes fins du socialisme peuvent être atteintes simultanément.

Cela suffirait à créer de la confusion. Et la

confusion s'est encore aggravée du fait que l'on accuse communément ceux qui refusent les moyens de mépriser les fins. Ce n'est pas tout. La situation se complique encore du fait que les mêmes moyens, le « planisme économique » qui est le premier instrument de réforme socialiste, peuvent être utilisés à beaucoup d'autres fins. Il nous faut une direction centrale de l'activité économique si nous voulons rendre la distribution des revenus conforme aux idées courantes sur la justice sociale. C'est pourquoi le « planisme » est demandé par tous ceux qui exigent la substitution de la « production pour la consommation » à la production pour le profit. Mais ce planisme est tout aussi indispensable si l'on veut réglementer la répartition des revenus d'une manière qui nous paraît être à l'opposé de la justice. Que nous souhaitions donner davantage des biens de ce monde à une élite raciale, les Nordiques, ou aux membres d'un parti ou d'une aristocratie, les méthodes que nous aurons à employer seront les mêmes que celles qui pourraient permettre une

Il peut paraître injuste d'employer le mot : socialisme pour définir ses méthodes plutôt que ses fins, d'appliquer à une méthode particulière un terme qui, pour beaucoup de gens, sert à désigner un idéal suprême. Il vaut peut-être mieux définir les méthodes qui peuvent être employées à un

grand nombre de fins diverses par le terme de collectivisme, et considérer le socialisme comme une variété du genre. Cependant, quoique la plupart des socialistes n'admettent pour vrai qu'un seul genre de collectivisme, n'oublions jamais que le socialisme est une variété de collectivisme, et qu'à ce titre tout ce qui est vrai du collectivisme s'applique aussi au socialisme, presque toutes les controverses entre socialistes et libéraux portent sur les méthodes communes à toutes les formes de collectivisme et non sur les fins particulières en vue desquelles les socialistes veulent les appliquer ; et toutes les conséquences dont nous traiterons dans cet ouvrage proviennent des méthodes du collectivisme quelles que soient les fins envisagées. N'oublions pas non plus que le socialisme n'est pas seulement la plus importante de toutes les variétés de collectivisme ou de « planisme » ; c'est aussi le socialisme qui a persuadé des esprits libéraux de se soumettre une fois de plus à cette réglementation de la vie économique qu'ils avaient renversée parce que, comme l'a dit Adam Smith, elle met les gouvernements dans une situation où a pour vivre ils sont obligés d'être oppresseurs et tyranniques<sup>[18]</sup> ».



Les difficultés dues aux ambiguïtés d'une terminologie politique commune ne disparaissent

pas si nous convenons d'inclure dans le collectivisme tous les genres d' « économie planifiée », quel que soit le but du plan. Le sens de ce terme se précise quelque peu si nous expliquons que nous entendons par là le genre de planisme nécessaire à la réalisation d'un certain idéal de distribution. Mais, comme l'idée du planisme économique centralisé doit son attrait en grande partie à son imprécision même, il est essentiel de s'entendre sur son sens précis avant d'en discuter les conséquences.

Le « planisme » doit sa popularité en grande partie au fait que chacun désire que nous traitions nos problèmes communs le plus rationnellement possible, et que ce faisant nous nous montrions aussi prévoyants que nous pouvons l'être. En ce sens tout homme qui n'est pas totalement fataliste est un planiste, tout acte politique est (ou devrait être) un acte de planisme, et il ne peut y avoir de différence qu'entre plans bons ou mauvais, sages et prévoyants ou stupides et à courte vue. Un économiste, dont le métier consiste à étudier comment les hommes font et pourraient faire le plan de leurs activités, est le dernier à pouvoir objecter quelque chose au planisme dans ce sens général. Mais ce n'est pas dans ce sens-là que nos planistes enthousiastes l'emploient aujourd'hui. Ce n'est pas non plus simplement dans ce sens que

nous devons faire des plans si nous voulons conformer la répartition des richesses ou des revenus à un modèle déterminé. D'après les planistes modernes, et selon leurs desseins, il ne suffit pas de tracer le cadre permanent le plus rationnel à l'intérieur duquel les individus se livreraient à leurs activités conformément à leurs plans personnels. Ce plan libéral, selon eux, n'en est pas un, et en effet ce n'est pas un plan conçu pour réaliser un idéal de distribution déterminé. Ce que nos planistes exigent, c'est la direction centralisée de toute l'activité économique conformément à un plan unique, exposant comment les ressources de la société doivent être « consciemment dirigées » pour atteindre d'une manière déterminée un but déterminé.

La controverse entre les planistes modernes et leurs adversaires n'est donc *pas* une controverse sur la question de savoir si nous devons choisir intelligemment entre les diverses organisations de la société possibles ; il ne s'agit pas de savoir si nous devons faire preuve de prévoyance et penser systématiquement en faisant le plan de nos activités communes. La controverse porte sur le meilleur moyen de le faire. La question qui se pose, c'est de savoir si, dans ce but il vaut mieux que le gouvernement se borne à créer des conditions offrant les meilleures chances aux connaissances et

à l'initiative des individus, en sorte de leur permettre, à eux individus, de faire les meilleurs plans possibles ; ou si l'utilisation rationnelle de nos ressources requiert une direction et une organisation *centrales* de toutes nos activités, conformément à une épure délibérément élaborée. Les socialistes de tous les partis ont adopté cette dernière définition du mot planisme, et cette acception est maintenant généralement admise. Cette interprétation tend à suggérer que c'est là le seul moyen rationnel de mener nos affaires, mais elle ne suffit naturellement pas à le prouver. C'est là que planistes et libéraux sont aux prises.



Il est important de ne pas confondre l'opposition à cette sorte de planisme avec une attitude de *laissez faire* dogmatique. Le libéralisme veut qu'on fasse le meilleur usage possible des forces de la concurrence en tant que moyen de coordonner les efforts humains ; il ne veut pas qu'on laisse les choses en l'état où elles sont. Le libéralisme est basé sur la conviction que la concurrence est le meilleur moyen de guider les efforts individuels. Il ne nie pas, mais souligne au contraire que pour que la concurrence puisse jouer un rôle bienfaisant, une armature juridique soigneusement conçue est nécessaire ; il admet que les lois passées et présentes ont de graves défauts. Il ne nie pas non

plus que partout où il est impossible de rendre la concurrence efficace, il nous faut recourir à d'autres méthodes pour guider l'activité économique. Toutefois le libéralisme économique est opposé au remplacement de la concurrence par des méthodes inférieures de coordination des efforts humains. Il considère la concurrence comme supérieure non seulement parce qu'elle est dans la plupart des circonstances la méthode la plus efficace qu'on connaisse, mais plus encore parce qu'elle est la seule méthode qui permette d'ajuster nos activités les unes aux autres sans intervention arbitraire ou coercitive de l'autorité. En vérité, un des arguments principaux en faveur de la concurrence est qu'elle permet de se passer de « contrôle social conscient » et qu'elle donne aux individus une chance de décider si les perspectives d'un métier donné sont suffisantes pour compenser les désavantages et les risques qu'il comporte.

L'usage efficace de la concurrence en tant que principe d'organisation sociale exclut certains types d'intervention coercitive dans la vie économique, mais il en admet certains autres qui peuvent parfois l'aider considérablement, et exige même certains genres d'action gouvernementale. Mais c'est à juste titre que les exigences négatives, les points sur lesquels la coercition ne doit pas être employée, ont été spécialement soulignés. Il est

nécessaire avant tout que, sur le marché, les parties soient libres d'acheter ou de vendre au prix, quel qu'il soit, auxquels elles peuvent trouver une contrepartie, et que chacun soit libre de produire, de vendre et d'acheter tout ce qui est susceptible d'être produit ou vendu. Il est essentiel que l'accès des divers métiers soit ouvert à tous aux mêmes conditions, et que la loi interdise à tout groupement et à tout individu de tenter de s'y opposer par la force, ouvertement ou non. Tout essai de contrôle des prix ou des quantités de certaines marchandises prive la concurrence de son pouvoir de coordonner efficacement les efforts individuels, parce que les variations des prix cessent alors d'enregistrer toutes les modifications des circonstances, et ne fournissent plus un guide sûr à l'action individuelle.

Toutefois, cela n'est pas nécessairement vrai de mesures qui se contentent de restreindre les méthodes de production tant que ces restrictions frappent également tous les producteurs en puissance, et ne sont pas utilisées comme un moyen indirect de contrôler les prix et les quantités. Les mesures de contrôle des méthodes de production augmentent évidemment les prix de revient, mais elles valent parfois la peine d'être prises. Interdire l'usage de substances toxiques, ou exiger des précautions spéciales pour leur



utilisation, limiter les heures de travail ou prescrire certaines installations sanitaires, voilà qui est pleinement compatible avec la préservation de la concurrence. La seule question qui se pose à ce sujet est celle de savoir si les avantages ainsi procurés sont plus grands que les dépenses sociales qu'ils entraînent. La préservation de la concurrence n'est pas davantage incompatible avec un vaste système de services sociaux — tant que l'organisation de ces services n'est pas conçue pour rendre la concurrence inopérante.

Il est regrettable, mais facile à expliquer, que dans le passé on ait accordé plus d'attention à ces points négatifs qu'aux exigences positives d'un système efficace de concurrence. Le fonctionnement de la concurrence ne requiert pas seulement l'organisation adéquate d'institutions comme la monnaie, les marchés, l'information — dont certaines ne peuvent jamais être assurées de façon satisfaisante par l'entreprise privée — mais il dépend avant tout de l'existence d'un système juridique approprié, conçu à la fois pour préserver la concurrence et la rendre la plus bienfaisante possible. Il ne suffit nullement que la loi reconnaisse le principe de la propriété privée et de la liberté des contrats ; beaucoup de choses dépendent de la précision avec laquelle est défini le droit de propriété s'appliquant à des objets

différents. L'étude systématique de la forme des institutions juridiques qui permettent un fonctionnement efficace de la concurrence a malheureusement été négligée ; il y a de ce côté de sérieuses déficiences, en particulier en ce qui concerne les lois sur les sociétés et sur les brevets, qui non seulement ont entravé le jeu de la concurrence, mais encore l'ont détruite en bien des domaines.

Il y a enfin des terrains sur lesquels aucune disposition juridique ne saurait créer la condition principale dont dépend l'efficacité du système de Concurrence et de propriété privée ; à savoir que le propriétaire profite de tous les services rendus par sa propriété et souffre de tous les dommages causés à autrui par son usage. Lorsqu'il est impossible de faire payer certains services, la concurrence ne les créera pas. Le système des prix devient inopérant lorsque le dommage causé à autrui par certains usages de la propriété ne peut être mis à la charge du propriétaire.

Dans tous ces cas il y a une divergence entre les éléments qui entrent dans les calculs individuels et ceux qui affectent le bien-être social ; et chaque fois que cette divergence devient importante, il faut peut-être imaginer une autre méthode que la concurrence pour fournir les services en question.

Ainsi ni les poteaux indicateurs, ni la plupart du temps les routes elles-mêmes ne peuvent être payées par chaque usager. De même, ni les effets funestes du déboisement, de certaines méthodes agricoles, de la fumée ou du bruit des usines ne peuvent être réservés aux propriétaires intéressés ni à ceux qui sont disposés à en subir le dommage en échange d'une compensation. Dans ces cas-là, il nous faut imaginer quelque chose qui remplace le mécanisme des prix. Il faut, certes, faire intervenir l'autorité chaque fois qu'il est impossible de faire fonctionner la concurrence ; mais cela ne prouve pas qu'il faille supprimer la concurrence quand on peut la faire fonctionner. L'État possède donc un domaine d'activité vaste et incontestable : créer les conditions dans lesquelles la concurrence sera la plus efficace possible, la remplacer là où elle ne peut être efficace, fournir les services qui, comme l'a dit Adam Smith, « tout en présentant les plus grands avantages pour une collectivité importante, sont toutefois d'une nature telle que le profit ne saurait en rembourser le coût à aucun individu ou petit groupe d'individus ». Il n'y a pas de système rationnellement soutenable dans lequel l'État ne ferait rien. Un système compétitif efficace nécessite tout autant qu'un autre une armature juridique intelligemment conçue et constamment adaptée. La plus essentielle des conditions préalables de son bon fonctionnement, à savoir la

prévention de la fraude et de la tromperie (y compris l'exploitation de l'ignorance), fournit à l'activité législative une tâche considérable et nullement encore achevée.



Les États n'avaient pas fait grand chose pour créer une armature juridique appropriée au bon fonctionnement de la concurrence au moment où ils ont commencé un peu partout à la remplacer par un principe différent et inconciliable avec elle. Il ne s'agissait plus de faire fonctionner la concurrence et d'y ajouter ce qui lui manquait, mais de la supprimer entièrement. C'est une chose qu'il faut établir très clairement : le mouvement moderne en faveur du planisme est un mouvement dirigé contre la concurrence en tant que telle ; un nouveau drapeau auquel se sont ralliés tous les vieux ennemis de la concurrence. Toutes sortes d'intérêts essaient aujourd'hui de rétablir sous ce drapeau des privilèges que l'ère libérale avait balayés ; mais c'est la propagande socialiste en faveur du planisme qui a remis en honneur chez les esprits libéraux l'opposition à la concurrence, et qui a étouffé les soupçons vigoureux que toute tentative faite pour brimer la concurrence provoquait auparavant<sup>[19]</sup>. Ce qui unit en fait les socialistes de gauche et de droite est cette hostilité commune à la concurrence, c'est leur désir commun de la

remplacer par une économie dirigée. Les mots capitalisme et socialisme sont toujours généralement utilisés pour désigner la société d'hier et celle de demain, ils dissimulent plutôt qu'ils n'élucident la nature de la transition que nous traversons.

Cependant, bien que toutes les transformations que nous observons tendent vers une direction totale et centralisée de l'activité économique, la lutte universelle contre la concurrence promet de donner avant tout un résultat à beaucoup d'égards encore pire, un état de choses qui ne peut satisfaire ni les planistes ni les libéraux, à savoir une sorte d'organisation syndicaliste ou « corporative » de l'industrie, dans laquelle la concurrence est plus ou moins supprimée, mais où le soin de faire les plans est livré aux mains des monopoles indépendants dans chaque industrie. C'est là l'inévitable premier résultat d'une situation dans laquelle les gens sont unis pour détester la concurrence, mais ne s'accordent pas sur grand chose d'autre. En détruisant la concurrence dans une industrie après l'autre, cette politique met le consommateur à la merci des monopoles capitalistes et ouvriers dans les industries les mieux organisées. C'est un état de choses qui existe déjà depuis un certain temps dans de vastes domaines, et une grande partie de l'agitation planiste se propose de l'atteindre ; mais

cet état de choses ne durera probablement pas et ne saurait être justifié rationnellement. Le planisme indépendant exercé par les monopoles industriels produirait en fait des effets opposés à ceux que vise l'argumentation planiste. Ce stade une fois atteint, il n'y a plus qu'à revenir à la concurrence ou à soumettre les monopoles au contrôle de l'État. Contrôle qui, pour être efficace, doit de plus en plus s'étendre et entrer dans les détails. C'est de ce stade que nous nous rapprochons rapidement. Peu avant la guerre, un hebdomadaire fit observer que « les dirigeants britanniques s'habituent à penser en termes de développement national assuré par des monopoles contrôlés <sup>[20]</sup> ». Depuis, le processus a été grandement accéléré par la guerre, et ses effets et ses dangers deviendront de plus en plus évidents avec le temps.

L'idée d'une centralisation complète de la direction de l'activité économique épouvante encore la plupart des gens, non seulement à cause de la formidable difficulté de la tâche, mais plus encore à cause de l'horreur qu'inspire toute idée de direction centralisée. Si néanmoins nous nous rapprochons rapidement de cet état de choses, c'est parce que la plupart des gens continuent à croire qu'on doit pouvoir trouver un moyen terme entre la concurrence corpusculaire et la direction centralisée. En fait, rien ne paraît à première vue

plus plausible, et rien ne saurait plaire davantage aux gens raisonnables, que l'idée de rechercher non pas l'extrême décentralisation de la libre concurrence, ni la centralisation totale du plan unique, mais une combinaison judicieuse des deux méthodes. Et pourtant le bon sens est un mauvais guide en cette matière. La concurrence peut supporter une certaine dose de réglementation, mais elle ne saurait être alliée au planisme dans la mesure où nous le voudrions sans cesser de guider efficacement la production. Et le planisme n'est pas un remède qui, pris à petites doses, puisse produire les résultats qu'on attendrait de son application totale. La concurrence et la direction centralisée deviennent de très mauvais instruments si elles ne sont pas complètes, il faut choisir entre les deux pour résoudre un même problème, et le mélange signifie qu'aucune des deux méthodes ne sera efficace, et que le résultat sera pire que si l'on s'était contenté de l'une ou de l'autre. Ou bien, en d'autres termes, on ne peut combiner planisme et concurrence qu'en faisant des plans pour la concurrence, mais non pas contre elle.

Nous tenons beaucoup à ce que notre lecteur n'oublie pas que le planisme que nous critiquons est uniquement le planisme contre la concurrence, celui qui veut se substituer à la concurrence. C'est d'autant plus important que nous ne saurions, dans

le cadre de cet ouvrage, discuter du planisme indispensable au fonctionnement le plus efficace et le plus bienfaisant possible de la concurrence. Mais comme dans l'usage courant le mot « planisme » désigne presque exclusivement le planisme dirigé contre la concurrence, nous l'utiliserons dans ce sens, dussions-nous abandonner à nos adversaires un terme excellent qui mérite un meilleur sort.



## **Chapitre IV. – Le planisme**

### **« inéluctable »**

Nous avons été les premiers à affirmer que plus les formes de civilisation sont compliquées, plus la liberté individuelle doit être restreinte.

**B. Mussolini**

Il y a une chose révélatrice : c'est que peu de planistes se contentent de dire que le planisme centralisé est désirable. La plupart d'entre eux affirment que nous ne pouvons plus choisir, et que nous sommes contraints par des circonstances échappant à notre volonté de substituer le planisme à la concurrence. On cultive délibérément le mythe suivant lequel nous nous engageons sur la route nouvelle, non point de par notre volonté, mais parce que la concurrence se trouve spontanément éliminée par des transformations techniques sur lesquelles nous ne pouvons revenir, et que nous ne saurions souhaiter empêcher. Cet argument fait rarement l'objet d'un long développement. C'est une affirmation que les auteurs se repassent jusqu'à ce qu'il ait pris la force d'un fait accompli, par

simple répétition. Il est néanmoins dépourvu de fondement. La tendance vers le monopole et le planisme n'est pas le résultat de « faits objectifs ». C'est le produit d'opinions nourries et propagées pendant un demi-siècle qui ont fini par dominer toute notre politique.

Des divers arguments employés pour démontrer que le planisme est inéluctable, le plus fréquent est que les transformations techniques ont rendu la concurrence impossible dans un nombre croissant de domaines, et que nous n'avons plus à choisir qu'entre le contrôle de la production par des monopoles privés et la direction par le gouvernement. Cette croyance dérive principalement de la doctrine marxiste de la « concentration industrielle », encore que, comme beaucoup d'idées marxistes, on la rencontre aujourd'hui dans de nombreux milieux qui l'ont reçue de troisième ou de quatrième main et ne savent pas d'où elle vient.

La croissance progressive des monopoles au cours des cinquante dernières années et la restriction croissante du champ de la concurrence constituent un fait historique naturellement incontesté, encore que l'étendue du phénomène soit parfois très exagérée<sup>[21]</sup>. La question importante est de savoir si cette évolution est une conséquence

nécessaire du progrès technique, ou si elle est simplement le résultat de la politique pratiquée dans la plupart des pays. Nous allons voir que l'histoire de cette évolution paraît justifier la seconde interprétation. Mais examinons d'abord à quel point les développements de la technique moderne sont de nature à rendre inévitable la croissance des monopoles.

La cause technique attribuée à la croissance du monopole est la supériorité de la grande entreprise sur la petite, supériorité due au meilleur rendement des méthodes modernes de production en série. On prétend que les méthodes modernes ont, dans la majorité des industries, permis l'accroissement de la production de la grande entreprise à des prix unitaires décroissants, en sorte que les grandes entreprises peuvent partout vendre à des prix inférieurs aux petites et les éliminer ; ce processus doit, paraît-il, continuer jusqu'à ce qu'il n'y ait plus, dans chaque industrie, qu'une seule ou tout au plus quelques entreprises géantes. Cet argument tient compte d'un phénomène qui accompagne parfois le progrès technique ; il en néglige d'autres dont l'effet est tout opposé. Et il n'est guère confirmé par un examen sérieux des faits. Nous ne saurions ici examiner cette question en détail, et devons nous contenter de la meilleure preuve à notre disposition. L'étude la plus étendue qui ait

été faite récemment est celle du « Comité National Economique Temporaire » aux États-Unis sur la *Concentration du Pouvoir Economique*. Le rapport final de ce comité (qui ne saurait certes être accusé de partialité libérale) conclut que l'opinion suivant laquelle le rendement accru de la production en grande série est la cause de la disparition de la concurrence « n'est guère confirmée par les preuves actuellement accessibles<sup>[22]</sup> ». Et la monographie détaillée de la question préparée pour le comité résume la réponse dans la déclaration suivante :

*La supériorité du rendement des grandes entreprises n'a pas été démontrée ; les avantages qui sont censés détruire la concurrence ont manqué de se manifester dans de nombreux domaines. Les économies dues à la dimension des entreprises, là où il y en a, ne nécessitent pas toujours le monopole... là où les dimensions permettant le rendement maximum peuvent être atteintes longtemps avant que la majorité d'une production soit soumise à un tel contrôle. On ne peut accepter la conclusion suivant laquelle l'avantage de la production en série doit inévitablement mener à l'abolition de la concurrence. Notons au surplus que le monopole résulte fréquemment de facteurs*

*autres que la réduction des prix dans les grandes entreprises. Il est obtenu par des collusions, et encouragé par les pouvoirs publics. Quand ces collusions sont abolies, et quand la politique change d'orientation, la concurrence peut être restaurée* <sup>[23]</sup>.

Une enquête faite en Angleterre donnerait des résultats analogues. Quiconque a observé comment les aspirants au monopole demandent, et souvent obtiennent l'assistance des pouvoirs publics se rend compte que cette évolution n'a rien d'inévitable.



Cette conclusion est grandement confirmée par l'histoire du déclin de la concurrence et de l'ascension du monopole dans les divers pays. Si ces phénomènes avaient été le résultat du progrès technique ou un produit nécessaire de l'évolution du « capitalisme », ils seraient apparus tout d'abord dans les pays possédant le système économique le plus avancé. Mais en fait ils sont apparus tout d'abord au cours du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle dans deux pays industriels relativement jeunes, les États-Unis et l'Allemagne. Dans ce dernier pays, qui a fini par être considéré comme un pays modèle, typique de l'évolution nécessaire du capitalisme, la croissance des cartels et des syndicats a depuis 1878 été encouragée par une

politique systématique. Le gouvernement a eu recours non seulement au protectionnisme, mais encore à des appuis directs et enfin à la contrainte pour favoriser la création de monopoles régulateurs des prix et des ventes. Ce fut en Allemagne qu'avec l'aide de l'État la première grande expérience de « planisme scientifique » et d'« organisation consciente de l'industrie » mena à la création de monopoles géants, qu'on fit passer pour des résultats d'une croissance organique inévitable cinquante ans avant de faire la même chose en Angleterre. Si l'on a fini par admettre un peu partout que le système de la concurrence aboutit inévitablement au « capitalisme de monopole », c'est en grande partie grâce à l'influence des théoriciens allemands du socialisme, et en particulier de Sombart, qui tirèrent de l'expérience de leur pays une conclusion générale. Toutefois ce fut l'évolution de l'Allemagne, plutôt que celle des États Unis, qui en vint à être considérée comme représentative d'une tendance universelle ; et, pour citer un récent essai politique qui a eu beaucoup de lecteurs, on se mit à parler communément de « l'Allemagne où toutes les forces sociales et politiques de la civilisation moderne ont atteint leur forme la plus avancée<sup>[24]</sup> ».

Tout cela était pourtant fort peu inévitable, et résultait au contraire d'une politique délibérément

adoptée. On s'en rend compte en considérant la position de l'Angleterre jusqu'en 1931, et l'évolution depuis cette année, qui vit l'Angleterre se lancer elle aussi dans une politique de protectionnisme général. Il n'y a guère plus de douze ans, l'industrie britannique, sauf pour quelques industries déjà protégées auparavant, était encore tout aussi soumise au régime de la concurrence qu'elle l'avait jamais été au cours de son histoire. Bien qu'entre 1920 et 1930 elle ait souffert gravement de l'incompatibilité de la politique des salaires avec la politique monétaire, jusqu'à 1929 les chiffres du chômage et de l'activité générale se comparent assez favorablement avec ceux de la décade suivante. C'est seulement depuis le passage au protectionnisme et la modification générale de la politique économique britannique qui l'a accompagnée que la croissance des monopoles s'est déroulée à un rythme stupéfiant et dans une mesure encore à peine connue du public. Prétendre que cette évolution est due au progrès technique réalisé pendant la même période, et que des nécessités techniques qui ont produit leur effet en Allemagne de 1880 à 1900 se sont fait sentir ici de 1930 à 1940 est aussi absurde que de prétendre, comme le fait implicitement Mussolini dans la déclaration citée en tête de ce chapitre, que si l'Italie a dû abolir la liberté individuelle avant les

autres pays européens, c'est parce que sa civilisation était très en avance sur celle de ces derniers.

S'agissant de l'Angleterre, la théorie suivant laquelle la modification de l'opinion et de la politique ne fait que suivre une transformation inexorable dans les faits a quelque apparence de vérité, précisément parce que l'Angleterre a suivi à une certaine distance l'évolution intellectuelle de l'étranger. On a ainsi pu prétendre que l'organisation de l'industrie en monopoles s'était développée en dépit d'une opinion publique encore favorable à la concurrence, mais dont les désirs furent déjoués par les événements extérieurs. Mais tout devient clair si nous nous reportons au prototype de cette évolution, l'Allemagne. Il est incontestable qu'*en Allemagne* la suppression de la concurrence a résulté d'une politique délibérée, et qu'elle a été entreprise au service de l'idéal que nous appelons aujourd'hui le planisme. En progressant vers une société totalement planifiée, les Allemands, et tous ceux qui suivent leur exemple, ne font que suivre la voie que leur ont tracée certains penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier des Allemands. L'histoire intellectuelle des soixante ou quatre-vingts dernières années illustre parfaitement cette vérité qu'en matière d'évolution sociale il n'y a d'inévitables que les



choses qu'on pense être inévitables.



Il y a encore une autre façon d'interpréter l'idée suivant laquelle le progrès technique moderne rend le planisme inévitable. Elle peut signifier que la complexité de notre civilisation industrielle moderne crée des problèmes nouveaux que nous ne pouvons espérer traiter efficacement que par le planisme centralisé. Cela est vrai dans un sens, mais pas au sens large auquel on le prétend. C'est par exemple un lieu commun de dire que la concurrence ne saurait fournir une solution adéquate à un grand nombre des problèmes d'une grande ville moderne. Mais les gens qui invoquent la complexité de la civilisation moderne à l'appui du planisme centralisé sont loin de penser avant tout à ce genre de problèmes, aux problèmes de « services publics », etc. Ce qu'ils suggèrent en général c'est qu'il est de plus en plus difficile d'avoir un tableau cohérent de l'ensemble du processus économique, et que par conséquent il est indispensable de recourir à la coordination d'un organe central si l'on ne veut pas que la vie sociale devienne un chaos.

Cet argument est basé sur une incompréhension complète du rôle de la concurrence. Loin d'être appropriée seulement à des situations relativement

simples, c'est au contraire la complexité même de la division du travail à l'époque moderne qui fait de la concurrence la seule méthode susceptible de réaliser la coordination recherchée. Le contrôle et le planisme ne présenteraient pas de difficulté dans une situation assez simple pour permettre à un seul homme ou à un seul conseil d'embrasser tous les faits. Mais lorsque les facteurs à considérer deviennent si nombreux qu'il est impossible d'en avoir une vue synoptique, alors, mais alors seulement, la décentralisation s'impose. Mais une fois la décentralisation nécessaire, le problème de la coordination surgit, coordination qui doit laisser les organismes isolés libres d'ajuster leurs activités aux faits qu'eux seuls peuvent connaître, et en même temps d'ajuster leurs plans respectifs les uns aux autres. La centralisation étant devenue nécessaire parce que personne ne peut consciemment équilibrer toutes les considérations relatives aux décisions d'un si grand nombre d'individus, il est clair que la coordination ne saurait être atteinte par un « contrôle conscient », mais uniquement par des dispositifs qui transmettent à chaque agent d'exécution les renseignements dont il a besoin pour adapter efficacement ses décisions à celles des autres. Et comme aucun centre ne saurait connaître complètement ni rassembler et disposer assez vite tous les détails des modifications qui ne cessent

d'affecter l'offre et la demande des divers produits, on a besoin d'un appareil qui enregistre automatiquement les effets des actions individuelles, et dont les indications sont en même temps la résultante et le guide de toutes les décisions individuelles.

C'est là précisément ce que fait le système des prix en régime de concurrence, et c'est ce qu'aucun autre système ne promet de faire. Il permet aux chefs d'entreprise, en surveillant le mouvement de quelques prix comme le pilote surveille quelques cadrans, d'ajuster leurs activités à celles de leurs confrères. Mais le point important est que ce système des prix ne remplit une telle fonction qu'à condition que la concurrence règne, c'est-à-dire si chaque producteur est obligé de s'adapter aux variations des prix et ne peut les contrôler. Plus l'ensemble est compliqué, plus nous dépendons de cette division de la connaissance entre individus dont les efforts isolés sont coordonnés par un mécanisme impersonnel de transmission des renseignements : ce mécanisme, nous l'appelons le système des prix.

On peut dire sans exagérer que si nous avons dû compter sur le planisme centralisé pour le développement de notre industrie, elle n'aurait jamais atteint le degré de différenciation, de

complexité et de souplesse qu'elle a atteint. Comparée à cette méthode de solution du problème économique par la décentralisation et la coordination automatique, la méthode plus directe de la direction centralisée est incroyablement grossière, primitive et limitée en portée. Si la division du travail a atteint le degré qui rend la civilisation moderne possible, c'est parce qu'on n'a pas eu besoin de la créer consciemment, et parce que l'homme a rencontré par hasard une méthode qui permet de porter la division du travail beaucoup plus loin qu'on n'aurait pu le faire de propos délibéré. Tout accroissement de complexité, loin de rendre la direction centrale plus nécessaire, nous oblige au contraire plus que jamais à faire usage d'une technique indépendante de tout contrôle conscient.



Il y a encore une autre théorie qui établit une relation entre la croissance des monopoles et le progrès technique, et emploie des arguments presque contraires à ceux que nous venons d'examiner ; quoique rarement exposée avec clarté, elle a exercé elle aussi une influence considérable. Elle prétend, non pas que la technique moderne détruit la concurrence, mais qu'au contraire il sera impossible d'utiliser une grande partie des possibilités de cette technique si l'on ne se défend

pas contre la concurrence, c'est-à-dire si l'on ne crée pas un monopole. Le lecteur suspectera peut-être que cet argument est de mauvaise foi, mais il n'en est pas nécessairement ainsi. Une réponse à cet argument vient aussitôt à l'esprit, à savoir que si une technique nouvelle est vraiment meilleure, elle doit pouvoir s'affirmer en dépit de toute concurrence. Mais cette réponse ne suffit pas à réfuter tous les aspects de l'argument en question. Certes, en bien des cas, il est simplement utilisé pour les besoins de la cause par les intéressés. Mais plus souvent encore il se fonde sur une confusion entre la valeur technique considérée du point de vue étroit de l'ingénieur, et la valeur envisagée du point de vue de l'ensemble de la société.

Mais il est un certain nombre de cas où l'argument en question possède une certaine force. On peut par exemple concevoir que l'industrie automobile britannique arriverait à fournir une voiture moins chère et meilleure qu'aux États-Unis, si tout le monde en Angleterre pouvait être décidé à se servir du même modèle de voiture ; ou que l'usage généralisé de l'électricité puisse être ramené à un coût inférieur à celui du charbon si l'on pouvait obliger tout le monde à ne se servir que d'électricité. Nous nous en trouverions peut-être beaucoup mieux, et préférerions la nouvelle situation si nous avions le choix. Mais personne

n'aura jamais le choix car il s'agit ou bien d'avoir tous la même voiture (ou d'utiliser tous l'électricité), ou bien d'avoir le choix entre ces avantages en payant chacun d'eux un prix beaucoup plus élevé.

Je ne sais pas si cela est vrai dans les deux cas que j'ai pris pour exemples. Mais il faut admettre que l'on pourrait, au moyen d'une standardisation obligatoire ou en interdisant la variété au delà d'un certain degré, obtenir dans certains domaines un accroissement d'abondance plus que suffisant pour compenser la restriction du choix imposée au consommateur. On peut même concevoir une invention nouvelle dont l'adoption serait incontestablement bienfaisante à condition que la majorité ou la totalité des gens soient obligés de s'en servir en même temps.

Quelle que soit l'importance de cas de ce genre, ils ne suffisent pas à dire que le progrès technique rend inévitable une direction centralisée de l'économie. Ils signifient simplement qu'il faut choisir entre obtenir un avantage par la contrainte et y renoncer, ou plutôt, le plus souvent, entre l'obtenir maintenant ou un peu plus tard, lorsque de nouveaux progrès techniques auront permis de résoudre les difficultés spéciales qui se présentent. Il est vrai que dans de telles situations nous aurions

à sacrifier un gain immédiat possible en échange de notre liberté, mais nous évitons d'autre part de faire dépendre l'avenir d'une connaissance possédée par certains individus. En sacrifiant ainsi des avantages immédiats nous préservons une source importante de progrès futurs. Le prix immédiat que nous avons à payer pour la variété et la liberté du choix peut parfois être élevé, mais à la longue le progrès matériel lui-même dépendra de cette variété, car on ne peut jamais savoir quelle forme d'un produit ou d'un service peut donner lieu à un progrès. On ne saurait naturellement affirmer que cette préservation de notre liberté au prix du sacrifice immédiat d'un avantage matériel sera récompensée dans tous les cas. Mais l'avantage de la liberté est précisément de laisser le champ libre au progrès futur imprévisible. Cela reste vrai même lorsqu'il nous paraît que la contrainte ne donnerait que des avantages, et même si, dans un cas particulier, elle ne peut faire aucun mal.

Dans les discussions courantes sur les effets du progrès technique, ce progrès nous est souvent présenté comme s'il était une chose extérieure à nous qui peut nous obliger à utiliser la connaissance nouvelle d'une façon déterminée. Il est vrai que les inventions nous ont donné un pouvoir considérable, mais il est absurde de suggérer que nous devons nous en servir pour

détruire notre héritage le plus précieux, la liberté. Cela signifie toutefois que si nous voulons conserver la liberté, nous devons la garder plus jalousement que jamais et être prêts à faire des sacrifices pour elle. Le progrès technique moderne ne contient rien qui nous oblige au planisme économique total ; il contient par contre beaucoup de choses qui rendent infiniment plus dangereux le pouvoir dont disposerait l'autorité maîtresse du plan.



Il est donc hors de doute que le mouvement vers le planisme est le résultat d'une action délibérée, et qu'aucune nécessité externe ne nous y contraint. Cependant il vaut la peine de rechercher pourquoi l'on trouve tant d'experts techniques au premier rang des planistes. L'explication de ce phénomène est étroitement liée à un fait important que les critiques du planisme doivent toujours avoir présent à l'esprit : à savoir qu'il est à peu près certain que presque toutes les idées techniques de nos experts pourraient être réalisées en peu de temps si leur réalisation devenait le seul but de l'humanité. Il y a infiniment de bonnes choses que nous sommes tous d'accord pour trouver désirables, mais dont nous ne pouvons espérer atteindre qu'un très petit nombre au cours de notre vie, et très imparfaitement. C'est parce qu'il voit



ses ambitions frustrées dans son propre domaine que le spécialiste se révolte. Nous souffrons tous de voir inachevées des choses que tout le monde juge désirables et possibles. Que ces choses ne peuvent être faites toutes en même temps, et que chacune d'entre elles ne peut être accomplie qu'aux dépens de certaines autres, c'est ce dont on ne peut se rendre compte qu'en prenant en considération des facteurs qui échappent à toute spécialisation, qui ne peuvent être appréciés que par un pénible effort intellectuel, d'autant plus pénible qu'il nous oblige à envisager sur un plan plus large les objets auxquels s'adresse la plus grande part de nos peines, et à les comparer à d'autres qui sont situés hors de la sphère de notre intérêt immédiat.

Chacune des choses qui, considérées isolément, pourraient être accomplies dans une société planifiée, donne au planisme des partisans enthousiastes qui se sentent capables d'imposer aux dirigeants d'une telle société leur sens de la valeur de l'objectif visé. Et certains d'entre eux pourraient voir leurs espoirs exaucés, car une société planifiée est certainement plus capable que la société actuelle de favoriser certains desseins déterminés. Il serait absurde de nier que les sociétés planifiées ou semi-planifiées que nous connaissons offrent des exemples de bienfaits entièrement dus au planisme. Un exemple souvent

cité est celui des magnifiques autostrades d'Allemagne et d'Italie, encore qu'elles représentent un genre de planisme qui ne serait guère possible dans une société libérale. Mais il est également absurde de considérer de tels exemples comme prouvant la supériorité générale du planisme. Il serait plus exact de dire que des réalisations techniques d'une excellence hors de proportion avec la situation générale prouvent que les ressources du pays intéressé sont mal utilisées. Quand on a roulé sur les fameuses autostrades allemandes, et qu'on y a croisé moins de voitures que sur nombre de routes secondaires en Angleterre, on se rend compte que, du point de vue de l'économie du temps de paix, l'existence de ces autostrades n'est guère justifiée. Est-ce l'un des cas où les planistes ont choisi les « canons » au lieu du « beurre » ? C'est une autre question. Mais de notre point de vue, il n'y a pas là matière à enthousiasme.

Le spécialiste a l'illusion que dans une société planifiée il arriverait à attirer davantage l'attention sur les objectifs dont il se soucie le plus. C'est là un phénomène plus général que pourrait le faire croire le mot : spécialiste. Dans nos prédilections et nos intérêts nous sommes tous en quelque manière des spécialistes. Et nous pensons tous que notre échelle personnelle de valeurs n'est pas

simplement personnelle, mais que dans une libre discussion entre gens raisonnables nous arriverions à faire reconnaître la justesse de nos propres vues. L'amateur de paysages champêtres qui veut avant tout préserver leur apparence et effacer les insultes faites à leur beauté par l'industrie, tout autant que l'hygiéniste enthousiaste qui veut démolir les chaumières pittoresques et insalubres, ou l'automobiliste qui veut voir partout de bonnes routes bien droites, le fanatique du rendement qui désire le maximum de spécialisation et de mécanisation, et l'idéaliste qui, au nom des droits de la personne humaine, veut conserver le plus possible d'artisans indépendants, tous savent que leur but ne peut être totalement atteint que par le planisme, et c'est pourquoi ils veulent le planisme. Mais l'adoption du planisme qu'ils revendiquent à grands cris ne peut que faire surgir le conflit masqué qui oppose leurs buts.

Le mouvement pour le planisme doit sa force actuelle en grande partie au fait que, bien que le planisme ne soit encore en gros qu'une ambition, il unit presque tous les idéalistes unilatéraux, tous les hommes et toutes les femmes qui ont voué leur vie à une tâche unique. Les espoirs qu'ils mettent dans le planisme ne sont pas le résultat d'une vue compréhensive de l'ensemble de la société, mais plutôt celui d'une vue très limitée, et souvent d'une

grande exagération des fins qu'ils proposent. Je ne veux pas là sous-estimer la grande valeur pragmatique de ce genre d'hommes dans une société comme la nôtre ; ils méritent toute notre admiration. Mais les hommes les plus désireux de planifier la société seraient les plus dangereux si on les laissait faire, et les plus intolérants à l'égard au planisme d'autrui. Du saint idéaliste unilatéral au fanatique il n'y a souvent qu'un pas. C'est le ressentiment du spécialiste déçu qui donne au planisme son élan le plus vigoureux. Mais le monde le plus insupportable et le plus irrationnel serait celui où on laisserait les spécialistes les plus éminents dans chaque domaine libres de procéder à la réalisation de leur idéal. La « coordination » ne saurait pas davantage devenir une nouvelle spécialité, comme paraissent l'imaginer certains planistes. L'économiste est le dernier à prétendre posséder les connaissances dont le coordinateur aurait besoin. Ce qu'il préconise, c'est une méthode qui permette la coordination sans l'aide d'un dictateur omniscient. Mais elle signifie précisément le maintien de certains de ces obstacles impersonnels et souvent inintelligibles aux efforts individuels contre lesquels tous les spécialistes se rebellent.

## Chapitre V. – Planisme et démocratie

*L'homme d'État qui tenterait d'ordonner aux particuliers la manière d'employer leurs capitaux non seulement se chargerait d'un soin très superflu, mais encore assumerait une autorité qui ne pourrait être confiée avec sûreté à aucun conseil ni sénat, et qui ne serait nulle part si dangereuse qu'entre les mains d'un homme assez fou et assez présomptueux pour se croire capable de l'exercer.*

**Adam Smith**

Le trait commun de tous les systèmes collectivistes peut être défini, en une phrase chère aux socialistes de toutes nuances, comme l'organisation des travaux de la société en vue d'un but social déterminé. Le fait que notre société actuelle ne possède pas cette direction « consciente » en vue d'un but unique, que ses activités sont guidées par les caprices et les fantaisies d'individus irresponsables, ce fait a toujours été un des principaux objets de la critique

socialiste.

A bien des égards c'est là poser très clairement la question essentielle. Nous arrivons tout droit au point où le conflit surgit entre liberté individuelle et collectivisme. Les divers genres de collectivisme, communisme, fascisme, etc., diffèrent entre eux par la nature du but vers lequel ils veulent orienter les efforts de la société. Mais ils diffèrent tous du libéralisme et de l'individualisme en ceci qu'ils veulent organiser l'ensemble de la société et toutes ses ressources en vue de cette fin unique, et qu'ils refusent de reconnaître les sphères autonomes où les fins individuelles sont toutes-puissantes. En bref, ils sont totalitaires au véritable sens de ce mot nouveau que nous avons adopté pour définir les manifestations inattendues mais inséparables de ce qu'en théorie nous appelons collectivisme.

Le « but social » ou « but commun » en vue duquel la société doit être organisée est souvent désigné d'un terme vague comme : « bien commun », ou « bien-être général » ou « intérêt général ». Point n'est besoin de réfléchir beaucoup pour voir que ces termes n'ont pas une signification suffisamment définie pour déterminer une politique. Le bien-être et le bonheur de millions d'hommes ne sauraient être mesurés d'une

façon exclusivement quantitative. Le bien-être d'un peuple, comme le bonheur d'un homme, dépend d'un grand nombre de choses qui peuvent être procurées dans une variété infinie de combinaisons. Il ne saurait être défini comme une fin unique, mais comme une hiérarchie de fins, une échelle complète de valeurs où chaque besoin de chaque individu reçoit sa place. Diriger toutes nos activités conformément à un plan unique présuppose que chacun de nos besoins est placé à son rang dans un ordre de valeurs qui doit être assez complet pour permettre de choisir entre toutes les directions entre lesquelles le planiste doit choisir. Cela présuppose, en somme, l'existence d'un code éthique complet où toutes les valeurs humaines sont mises à leur place légitime.

Nous ne concevons guère ce que peut être un code éthique complet, et il faut un certain effort d'imagination pour se rendre compte de ce qu'il implique. Nous n'avons pas l'habitude de considérer que les codes de valeurs morales sont plus ou moins complets. Nous ne cessons de choisir entre des valeurs différentes sans posséder un code social qui nous prescrive comment choisir ; mais cela ne nous surprend pas et ne nous donne pas à penser que notre code moral est incomplet. Dans notre société, les gens n'ont ni occasion ni raison d'élaborer des idées communes

sur ce qu'il convient de faire dans de telles situations. Mais là où tous les moyens appartiennent à la société, et doivent être utilisés en son nom conformément à un plan unique, toute décision doit être déterminée par une idée « sociale ». Dans une telle société, nous découvririons bientôt que notre code moral est plein de lacunes.

Nous ne nous occupons pas ici de savoir s'il est désirable de posséder un code moral complet. Qu'il nous suffise de souligner que jusqu'à présent le développement de la civilisation s'est accompagné d'une restriction constante de la sphère dans laquelle les actions individuelles sont liées par des règles fixes. Les règles qui composent notre code moral sont peu à peu devenues moins nombreuses et plus générales. Depuis l'homme primitif, qui était lié par un rituel compliqué presque dans chacune de ses activités quotidiennes, qui était entravé par d'innombrables tabous, qui pouvait à peine concevoir la possibilité d'agir autrement que ses semblables, la morale a de plus en plus tendu à devenir une simple limite autour de la sphère à l'intérieur de laquelle l'individu peut faire ce qui lui plaît. L'adoption d'un code éthique assez complet pour déterminer un plan économique unitaire signifierait un renversement complet de cette tendance.



L'essentiel à nos yeux, c'est qu'un tel code éthique complet n'existe pas. Si l'on essayait de diriger toute l'activité économique conformément à un plan unique, on soulèverait d'innombrables questions auxquelles seul un code moral pourrait répondre, mais auxquelles la morale existante ne fournit aucune réponse. Les gens n'ont à ce sujet ni opinions définies ni idées contradictoires, parce que dans la société libre dans laquelle nous avons vécu, nous n'avons pas eu d'occasion d'y penser et encore moins de concevoir des opinions communes à leur sujet.



Nous ne possédons par conséquent pas d'échelle complète des valeurs. Bien plus, aucun esprit ne pourrait embrasser l'infinie variété des besoins divers d'individus divers qui se disputent les ressources disponibles et attachent une importance déterminée à chacune d'entre elles. Du point de vue de notre problème il est de peu d'importance que les fins auxquelles un individu s'attache embrassent seulement ses propres besoins individuels, ou qu'elles comprennent les besoins de ses semblables les plus proches ou même plus éloignés. Peu importe qu'il soit égoïste ou altruiste au sens ordinaire de ces termes. Le point important est qu'un homme ne peut embrasser plus qu'un terrain limité, ne peut connaître que l'urgence d'un

nombre limité de besoins. Que ses intérêts gravitent autour de ses propres besoins physiques, ou qu'il s'intéresse chaleureusement au bien-être de chacun des êtres humains qu'il connaît, il ne peut se soucier que d'une fraction infinitésimale des besoins de l'humanité.

C'est là le fait fondamental sur lequel repose toute la philosophie de l'individualisme. Cette philosophie ne part pas, comme on le prétend souvent, du principe que l'homme est égoïste ou devrait l'être. Elle part simplement du fait incontestable que les limites de notre pouvoir d'imagination ne permettent pas d'inclure dans notre échelle de valeurs plus d'un secteur des besoins de la société tout entière et que puisque, au sens strict, les échelles de valeurs ne peuvent exister que dans l'esprit des individus, il n'y a d'échelles de valeurs que partielles, échelles inévitablement diverses et souvent incompatibles. De ce fait l'individualiste conclut qu'il faut laisser l'individu, à l'intérieur de limites déterminées, libre de se conformer à ses propres valeurs plutôt qu'à celles d'autrui, que dans ce domaine les fins de l'individu doivent être toutes-puissantes et échapper à la dictature d'autrui. Reconnaître l'individu comme juge en dernier ressort de ses propres fins, croire que dans la mesure du possible ses propres opinions doivent gouverner ses actes,

telle est l'essence de l'individualisme.

Cette attitude n'exclut naturellement pas qu'on admette l'existence de fins sociales, ou plutôt d'une coïncidence de fins individuelles qui recommande aux hommes de s'associer pour les atteindre. Mais elle limite cette action commune aux cas où les idées individuelles coïncident ; ce qu'on appelle des « fins sociales » sont simplement des fins identiques d'un grand nombre d'individus, ou des fins à l'obtention desquelles des individus sont disposés à contribuer en échange de l'assistance qu'ils reçoivent pour la satisfaction de leurs propres désirs. L'action commune est ainsi limitée aux domaines où les gens sont d'accord sur des fins communes. Bien souvent, ces fins communes seront pour les individus non des fins dernières, mais des moyens que des individus différents peuvent utiliser en vue de buts différents. En fait, les gens se mettront le plus souvent d'accord sur une action commune dans les cas où la fin commune représente pour eux non une fin dernière, mais un moyen capable de servir une grande variété de desseins.

Lorsque des individus s'associent pour réaliser des fins qui leur sont communes, les organisations qu'ils forment à cet effet, l'État par exemple, reçoivent leur propre système de fins et leurs

propres moyens. Mais une organisation ainsi formée reste une « personne » entre tant d'autres ; quand c'est l'État, elle est beaucoup plus puissante que les autres, il est vrai, mais elle a sa sphère isolée et limitée où ses fins sont toutes-puissantes. Les limites de cette sphère sont déterminées par la mesure dans laquelle les individus sont d'accord sur certaines fins ; et plus une action donnée a de portée, moins il est probable qu'ils se mettront d'accord à son sujet. Il y a certaines fonctions de l'État au sujet desquelles les citoyens seront pratiquement unanimes ; il y en a d'autres qui grouperont une sérieuse majorité ; et ainsi de suite jusqu'à ce que nous arrivions aux domaines où il y aura autant d'opinions sur ce que le gouvernement doit faire qu'il y a d'individus.

On peut compter sur un accord volontaire pour guider l'action gouvernementale tant qu'elle se limite aux domaines où l'accord existe. Mais ce n'est pas seulement lorsque l'État entreprend de gouverner directement au delà des limites de ces domaines que l'État supprime nécessairement la liberté individuelle. Nous ne pouvons malheureusement pas étendre à l'infini le domaine de l'action commune et laisser l'individu libre dans sa sphère propre. Une fois que le secteur commun, où l'État est maître de tous les moyens, dépasse une certaine proportion de l'ensemble, l'effet de

son action domine le système tout entier. L'État a beau ne contrôler directement que l'usage d'une partie des ressources disponibles, l'effet de ses décisions sur le reste de l'économie devient si grand qu'il contrôle indirectement presque tout. En Allemagne, par exemple, les autorités centrales et locales contrôlaient en 1928, d'après une revue officielle allemande, 53 % du revenu national. En pareil cas, ces autorités contrôlent presque toute la vie économique de la nation. Alors il n'y a guère de fin individuelle dont l'achèvement ne dépende de l'action de l'État, et « l'échelle Sociale de valeurs » qui guide l'action de l'État doit embrasser pratiquement toutes les fins individuelles.



On voit facilement ce qui peut arriver lorsque la démocratie s'engage dans la voie d'un planisme dont l'exécution requiert plus d'accord qu'il n'en existe en fait. Les gens ont pu se mettre d'accord pour adopter un système d'économie dirigée parce qu'on les a persuadés que ce système produira une grande prospérité. Dans les discussions précédant cette décision, on aura défini le but du planisme par un terme vague, comme par exemple « bien-être général », qui ne fait que dissimuler l'absence d'un véritable accord sur le but du plan. L'accord réel n'existe qu'au sujet du mécanisme à employer.

Mais c'est un mécanisme qui ne peut être employé qu'en vue d'une fin commune. Et aussitôt que le pouvoir exécutif aura à passer du plan unique aux plans particuliers, la question se posera de savoir le but précis vers lequel il faut diriger toute l'activité. On se rendra compte alors que l'accord sur le principe du planisme ne s'accompagne pas d'un accord sur le but du plan. Les gens ont décidé d'un commun accord qu'un planisme centralisé est nécessaire, sans se mettre d'accord sur le but du plan. C'est comme s'ils avaient décidé de partir en voyage sans se mettre d'accord sur l'endroit où ils vont aller. Le résultat sera qu'ils feront tous un voyage que la plupart d'entre eux, n'ont pas envie de faire. Le planisme crée une situation qui nous oblige à nous mettre d'accord sur un beaucoup plus grand nombre de points que nous en avons l'habitude. Dans un système planifié, nous ne pouvons pas réserver l'action collective aux entreprises sur lesquelles il nous est possible de nous mettre d'accord. Il nous faut nous mettre d'accord sur tout pour faire quoi que ce soit.

Même si le peuple a décidé unanimement que le parlement préparera un plan économique complet, cela ne signifie pas que le peuple ni le parlement soient capables de se mettre d'accord sur un plan déterminé. L'inaptitude des assemblées démocratiques à exécuter ce qui paraît être un

mandat très clair du peuple ne pourra manquer de discréditer les institutions démocratiques. On en vient à considérer les parlements comme d'inutiles parlotes, incapables d'accomplir les tâches en vue desquelles ils ont été élus. Et l'on se convainc de plus en plus que pour faire un planisme efficace, il faut en retirer la direction aux politiciens », et la confier à des experts, à des fonctionnaires permanents, ou à des organismes autonomes.

Cette difficulté est bien connue des socialistes. Il y aura bientôt un demi-siècle que les Webb ont commencé à se plaindre de « l'inaptitude croissante de la Chambre des Communes à remplir sa tâche <sup>[25]</sup> ». Plus récemment, le professeur Laski a développé l'argument :

*C'est un lieu commun de dire que l'appareil parlementaire actuel est tout à fait inapte à légiférer sur des questions importantes et complexes. Le Gouvernement national Va d'ailleurs admis en fait, puisqu'il a instauré ses mesures économiques et douanières, non par un débat détaillé aux Communes, mais par tout un système de délégation législative. Un gouvernement travailliste ferait sans doute état de cet important précédent. Il limiterait la Chambre des Communes aux deux fonctions qu'elle*

*peut vraiment exercer : la ventilation des griefs et la discussion des principes généraux de ses mesures. Ses lois prendraient la forme de formules générales conférant de larges pouvoirs aux départements gouvernementaux intéressés ; ces pouvoirs seraient exercés par ordres en conseil susceptibles, en cas de besoin, d'être attaqués à la Chambre par un vote de défiance. La nécessité et la valeur de la législation déléguée a récemment été réaffirmée avec force par le comité Donoughmore. Son extension est inévitable si l'on ne veut pas que le processus de socialisation soit brisé par les méthodes normales d'obstruction que sanctionne la procédure parlementaire existante.*

Et pour bien marquer qu'un gouvernement socialiste ne doit pas se laisser enchaîner par un excès de procédure démocratique, le professeur Laski, à la fin du même article, soulève la question de savoir « si dans une période de transition vers le socialisme, un gouvernement travailliste peut risquer de voir ses mesures renversées par les prochaines élections générales ».

Et, fort significativement, il ne donne pas de réponse à cette question <sup>[26]</sup>.





Il est important de voir clairement les causes de cette inefficacité reconnue des parlements lorsqu'il s'agit de l'administration détaillée des affaires économiques d'une nation. La faute en est ni aux députés considérés individuellement ni aux institutions parlementaires en tant que telles, mais aux contradictions inhérentes à leur tâche. On ne leur demande pas d'agir là où elles peuvent se mettre d'accord, mais de se mettre d'accord sur tout, sur l'ensemble de la direction des ressources nationales. Le système qui donne la décision à la majorité n'est pas approprié à cette tâche. On peut trouver une majorité là où il y a à choisir entre des alternatives limitées. Mais c'est un préjugé de croire qu'il faut une majorité à tout propos. Il n'y a pas de raison pour qu'il y ait une majorité en faveur de n'importe laquelle des directions possibles d'action positive si le nombre de ces directions est considérable. Chaque membre de l'assemblée législative peut préférer un plan particulier de direction économique à l'absence de tout plan, sans qu'aucun plan trouve une majorité.

Il est également impossible de faire un plan cohérent en le divisant en parties et en votant sur des points particuliers. Une assemblée démocratique qui vote et amende un plan économique complet clause par clause, comme elle délibère sur une loi ordinaire, fait quelque chose

d'absurde. Un plan économique digne de ce nom doit avoir une conception unitaire. Même si le parlement pouvait, en procédant pas à pas, se mettre d'accord sur un projet, il ne satisferait certainement personne en fin de compte.

Un ensemble complexe dont toutes les parties doivent être très soigneusement ajustées les unes aux autres ne peut être réalisé par un compromis entre opinions divergentes. Dresser un plan économique par ce moyen est encore moins possible que, par exemple, établir un plan de campagne militaire par une procédure démocratique. Tout comme pour la stratégie, il serait indispensable de déléguer la tâche à des experts.

Mais la situation n'est pas la même. Le général chargé d'une campagne se voit assigner un objectif unique auquel, pour la durée de la campagne, tous les moyens en son pouvoir doivent être consacrés exclusivement. Or il est impossible d'assigner un but unique au directeur du plan économique, ni de limiter les moyens qui lui sont imposés. Le général n'a pas à mettre en balance les uns avec les autres des buts indépendants ; il n'y a pour lui qu'un seul but suprême. Mais les fins d'un plan économique, ou de l'une quelconque de ses parties, ne peuvent être définies isolément du plan en question. De par

l'essence même du problème économique, l'établissement d'un plan économique implique le choix entre des fins concurrentes ou antagonistes — les besoins différents de différentes gens. Mais quelles sont les fins ainsi aux prises, quelles sont celles qu'il faudra sacrifier pour en atteindre certaines autres, en bref, quelles sont les alternatives entre lesquelles il nous faudra choisir, c'est ce que peuvent savoir seuls ceux qui connaissent tous les faits ; et eux seuls, les experts, sont en mesure de décider à quelles fins donner la préférence. Il est inévitable qu'ils imposent leur échelle de préférences à la collectivité pour laquelle ils planifient.

On ne s'en rend pas toujours bien compte, et l'on justifie d'habitude la délégation par le caractère technique de la tâche. Mais cela ne signifie pas que seul le détail technique soit délégué, ni même que l'inaptitude des parlements à comprendre les détails techniques soit à l'origine de la difficulté<sup>[27]</sup>. Les modifications à la structure du droit civil ne sont pas moins techniques ni moins difficiles à apprécier jusque dans toutes leurs incidences. Pourtant personne n'a encore sérieusement suggéré que la législation civile soit déléguée à un corps d'experts. Le fait est que dans ces domaines la législation ne va pas au delà des règles générales sur lesquelles il est possible à une

majorité de s'entendre, alors que dans le domaine économique les intérêts à concilier sont si divergents qu'il n'y a guère de chance de se mettre vraiment d'accord à leur sujet dans une assemblée démocratique.

Il faut toutefois reconnaître que ce n'est pas la délégation du pouvoir législatif en tant que telle qui donne matière à objections. S'opposer à la délégation en soi c'est s'opposer au symptôme au lieu de la cause et partant affaiblir l'accusation, car il peut y avoir d'autres causes. Tant que le pouvoir délégué est celui d'établir des règles générales, il peut y avoir de très bonnes raisons pour que ces règles soient établies par l'autorité locale plutôt que centrale. Ce qui est mauvais, c'est que l'on recourt bien souvent à la délégation parce que la question dont il s'agit ne peut être résolue par des règles générales, mais seulement par décision discrétionnaire dans les cas particuliers. Dans ces cas-là, la délégation signifie qu'une autorité quelconque reçoit le pouvoir d'user de la loi pour prendre des décisions arbitraires. C'est ce qu'on appelle d'habitude « juger sur pièces ».

La délégation de tâches techniques à des organismes séparés n'est que le premier pas par lequel une démocratie qui s'engage sur la voie du planisme abandonne peu à peu ses pouvoirs.

L'expédient de la délégation ne saurait vraiment abolir les causes qui rendent les partisans du planisme total si mécontents de l'impuissance démocratique. La délégation de pouvoirs particuliers à des organismes séparés crée un nouvel obstacle à l'achèvement d'un plan coordonné unique. Même si une démocratie parvient, par cet expédient, à planifier chaque secteur de l'activité économique, elle devra encore intégrer ces plans séparés en un tout. Un grand nombre de plans séparés ne font pas un ensemble planifié. En fait, comme les planistes devraient être les premiers à l'admettre, ils peuvent être plus mauvais que l'absence de tout plan. Mais la législature démocratique hésitera longtemps à abandonner ces décisions portant sur des questions vraiment vitales, et ce faisant elle interdira à quiconque de fournir le plan total. Mais plus on est d'accord pour trouver le planisme nécessaire, et plus on constate l'inaptitude des assemblées démocratiques à produire un plan, plus on exigera que le gouvernement ou un individu quelconque reçoive le pouvoir d'agir sous sa responsabilité. On croit de plus en plus que pour arriver à un résultat il faut libérer les autorités responsables des entraves de la procédure démocratique.

L'appel au dictateur économique est un stade caractéristique, bien connu dans ce pays, du

mouvement vers le planisme. Il y a déjà quelques années que le plus pénétrant des observateurs étrangers de l'Angleterre, M. Élie Halévy, a dit que « si vous prenez une photographie composée de Lord Eustace Percy, de Sir Oswald Mosley et de Sir Stafford Cripps, vous trouverez un trait commun — vous les trouverez d'accord pour dire : « Nous vivons dans un chaos économique et nous ne pouvons en sortir que par une dictature quelconque <sup>[28]</sup>. » Le nombre des hommes politiques influents dont les traits ne changeraient pas grand chose à la «photographie composée » a beaucoup augmenté depuis.

En Allemagne, avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ce mouvement était allé beaucoup plus loin. Dès avant 1933, l'Allemagne en était arrivée au point de ne pouvoir être gouvernée que dictatorialement. Personne ne pouvait alors douter que pour le moment la démocratie avait fait faillite, et que des démocrates sincères comme Brüning n'étaient pas plus capables de gouverner démocratiquement que Schleicher ou von Papen. Hitler n'a pas eu besoin de détruire la démocratie : il a simplement profité de sa décrépitude, et, au moment critique, il a obtenu l'appui de bien des gens qui, tout en détestant Hitler, le considéraient cependant comme le seul homme capable de faire quelque chose.



Pour nous réconcilier avec cette évolution, les planistes arguent d'habitude que tant que la démocratie conserve le pouvoir suprême, les caractéristiques essentielles de la démocratie n'en sont pas affectées. C'est ainsi que Karl Mannheim écrit :

*La seule (sic) différence entre une société planifiée et celle du XIX<sup>e</sup> siècle c'est qu'un nombre de plus en plus grand de sphères sociales, et éventuellement toutes, sont soumises au contrôle de l'État. Mais si quelques contrôles peuvent être mis en échec par la souveraineté parlementaire, un grand nombre peuvent l'être aussi... Dans un État démocratique, la souveraineté Peut être renforcée à l'infini par des pleins pouvoirs sans qu'on renonce au contrôle démocratique<sup>[29]</sup>.*

Cette croyance néglige une distinction essentielle. Le parlement peut naturellement contrôler l'exécution des tâches là où il peut donner des instructions précises, là où il a donné un accord sur le but et se contente de déléguer l'élaboration des détails. La situation est entièrement différente quand la raison de la délégation est qu'il n'y a pas de véritable accord

sur les fins, quand l'organisme chargé de faire le plan a le choix entre des objectifs dont le parlement ne sait même pas qu'ils sont contradictoires, et quand on ne peut rien faire de plus que lui présenter un plan qui doit être accepté ou rejeté en bloc. Il peut y avoir et il y aura probablement des critiques : mais comme aucune majorité ne peut se mettre d'accord sur un autre plan, et comme il est toujours loisible de prétendre que les éléments critiqués sont essentiels, cette critique restera sans effet. On peut conserver le débat parlementaire comme soupape de sûreté, mieux encore comme un moyen de répondre officiellement aux doléances. Il peut même servir à empêcher certains abus flagrants et parvenir à faire rectifier certaines erreurs. Mais il ne saurait diriger. Dans le meilleur des cas, il en sera réduit à choisir les individus qui recevront un pouvoir pratiquement absolu. Tout le système tendra vers cette dictature plébiscitaire dans laquelle le chef du gouvernement est de temps à autre maintenu dans sa position par un vote populaire, mais où il dispose de tout le pouvoir nécessaire pour faire voter les gens comme il le désire.

Dans une démocratie, le contrôle conscient n'est possible que dans les domaines où il est vraiment possible de se mettre d'accord. Dans d'autres domaines il faut s'en remettre au hasard. Tel est le



prix delà démocratie. Mais dans une société dont le fonctionnement dépend d'un plan central, ce contrôle ne peut être subordonné à une majorité capable de se mettre d'accord ; il est alors fréquemment nécessaire d'imposer au peuple la volonté d'une minorité, parce que cette minorité est le groupe le plus important capable de se mettre d'accord sur la mesure à prendre. Le gouvernement démocratique n'a pu réussir que partout où la liberté de discussion permet l'accord. Et le grand mérite de la doctrine libérale est d'avoir réduit le nombre des sujets sur lesquels l'accord est nécessaire à un seul, qui est précisément celui dans lequel l'accord est le plus réalisable entre hommes libres. On dit souvent aujourd'hui que la démocratie ne tolérera pas le « capitalisme ». Si le mot « capitalisme » signifie un système de concurrence basé sur la libre disposition de la propriété privée, il faut se rendre compte que seul un tel système permet la démocratie. Lorsque le régime est dominé par une doctrine collectiviste, la démocratie finit inévitablement par se détruire elle-même.



Nous n'avons toutefois nullement l'intention de faire de la démocratie un fétiche. Il est peut-être vrai que notre génération parle trop de démocratie, et y pense trop, et ne se soucie pas assez des

valeurs qu'elle sert. On ne saurait dire de la démocratie ce que Lord Acton a justement dit de la liberté, qu'elle « n'est pas un moyen pour atteindre la fin politique suprême. Elle est en elle-même la fin politique suprême. On en a besoin, non pas pour avoir une bonne administration publique, mais pour garantir la sécurité dans la recherche des fins suprêmes de la société et de la vie privée ». La démocratie est essentiellement un moyen, un procédé utilitaire pour sauvegarder la paix intérieure et la liberté individuelle. En tant que telle, elle n'est aucunement infaillible. N'oublions pas non plus qu'il a souvent existé plus de liberté culturelle et spirituelle sous un pouvoir autocratique que sous certaines démocraties, — et qu'il est au moins concevable que sous le gouvernement d'une majorité homogène et doctrinaire, la démocratie soit aussi tyrannique que la pire des dictatures. Ce que nous voulons souligner, ce n'est pas que la dictature supprime inévitablement la liberté, mais plutôt que le planisme mène à la dictature parce que la dictature est l'instrument le plus efficace de coercition et de réalisation forcée d'un idéal, et qu'à ce titre elle est indispensable à une société planifiée. Le conflit entre planisme et démocratie surgit simplement du fait que cette dernière est un obstacle à la suppression de liberté requise par la direction de l'activité économique. Mais dans la mesure où la

démocratie cesse d'être une garantie de la liberté individuelle, il se peut qu'elle persiste sous une forme quelconque sous un régime totalitaire. Une véritable « dictature du prolétariat », même démocratique de forme, au jour où elle entreprendrait la direction centralisée de l'économie, détruirait probablement la liberté individuelle aussi complètement que le ferait n'importe quelle autocratie.

La vogue de cette attention exclusive apportée à la démocratie considérée comme la valeur la plus menacée n'est pas sans danger. Elle est en grande partie responsable d'une croyance erronée et dépourvue de fondement : à savoir que tant que le pouvoir est aux mains de la majorité il ne saurait être arbitraire. Cette croyance donne à beaucoup de gens une fausse assurance qui est à l'origine de notre ignorance des dangers qui nous menacent. Cette croyance n'est nullement justifiée ; ce n'est pas la source mais la limitation du pouvoir qui l'empêche d'être arbitraire. Le contrôle démocratique *peut* empêcher le pouvoir de devenir arbitraire, mais il n'y parvient pas par sa seule existence. Si la démocratie entreprend une tâche qui nécessite l'usage d'un pouvoir qui ne saurait être guidé par des règles fixes, elle devient nécessairement un pouvoir arbitraire.

## **Chapitre VI. – Le planisme et la règle de loi**

Les dernières recherches dans le domaine de la sociologie juridique confirment, une fois de plus, que le principe fondamental de toute loi destinée à juger chaque cas en vertu d'un précepte rationnel, général, tolérant aussi peu d'exceptions que possible et découlant de déductions logiques, n'est valable que pour la période de concurrence libérale en système capitaliste.

**K. Mannheim**

Le critère le plus sûr auquel on reconnaît un pays libre et le distingue d'un pays gouverné arbitrairement, est le respect des grands principes représentés par la règle de la loi. Si l'on fait abstraction de tous les détails de procédure, cela signifie que le gouvernement est lié dans tous ses actes par des règles immuables et préétablies, règles qui permettent de prévoir avec certitude que, dans des circonstances déterminées, l'autorité exécutive s'exercera d'une façon déterminée. Ainsi chacun peut accorder sa conduite à ces

prévisions<sup>[30]</sup>. Les législateurs autant que les agents de l'administration étant faillibles, cet idéal ne peut pas être intégralement réalisé. Il est essentiel, cependant, de réduire au minimum la latitude laissée aux organes exécutifs d'étendre leur pouvoir. Les lois restreignent, dans une certaine mesure, la liberté individuelle en limitant les moyens que les citoyens peuvent employer pour réaliser leurs desseins. Mais, d'autre part, le gouvernement soumis à la règle de la loi est dans l'impossibilité de contrecarrer des efforts individuels par des mesures improvisées. Les règles du jeu ainsi fixées, l'individu peut vaquer librement à ses occupations. Il sait que le gouvernement n'emploiera pas son pouvoir à le frustrer délibérément des résultats de ses efforts.

La distinction entre une armature permanente de lois soumettant l'activité productrice aux initiatives individuelles et la direction de l'activité économique confiée à une autorité centrale ne représente qu'un cas d'espèce de la distinction plus générale entre la règle de la loi et le système de gouvernement arbitraire. Dans le premier cas, le gouvernement se borne à fixer des conditions dans lesquelles les ressources existantes peuvent être exploitées. C'est aux individus de décider à quelle fin ils veulent les employer. Dans le second cas, c'est le gouvernement qui ordonne l'emploi des

moyens de production à des fins déterminées. Sous le régime de la loi, les règles sont conçues *a priori*, sous forme de *règles fixes* ne tenant pas compte des préoccupations et des besoins d'une catégorie quelconque de gens. Elles constituent simplement des instruments adaptables aux besoins variables de tout individu. Et comme leur validité est prévue, ou doit l'être, pour de longues périodes, il est impossible de savoir d'avance si elles vont favoriser telle catégorie de gens plutôt qu'une autre. On pourrait les considérer comme des instruments de production permettant à l'homme de prévoir le comportement de tous ceux avec lesquels il sera appelé à coopérer.

Le planisme économique du genre collectiviste introduit naturellement le système opposé. L'autorité qui élabore les plans ne peut évidemment pas se contenter de créer des possibilités d'activité permettant à n'importe qui de s'en servir à sa guise. Elle ne peut pas se lier par des règles générales et fixes excluant l'arbitraire. Cette autorité doit pourvoir aux besoins de la population, au fur et à mesure qu'ils se manifestent, en parant chaque fois au plus pressé. Elle doit constamment trancher des problèmes qui ne peuvent pas se résoudre en se guidant d'après des principes rigides. En prenant ses décisions, l'autorité centrale doit établir une hiérarchie entre

les besoins des différentes catégories de citoyens. S'il faut fixer le nombre de porcs à engraisser, le nombre d'autocars à mettre en service, choisir les mines de charbon à exploiter, déterminer le prix des chaussures, on ne peut pas y procéder en se basant suèdes principes éternels, ni prévoir ces décisions longtemps à l'avance. Elles dépendront nécessairement des circonstances du moment et entraîneront le sacrifice des intérêts de certains groupes ou de certaines personnes au bénéfice d'autres. En dernière instance, c'est le jugement d'une personne qui décidera quel est l'intérêt qui doit l'emporter : par voie de conséquence, cette opinion s'intégrera dans les lois du pays. Une nouvelle distinction entre citoyens en résultera, imposée par l'appareil exécutif du gouvernement.



Notre distinction entre les lois définies (ou la justice) et les règles empiriques, tout en étant très caractéristique, est difficile à suivre avec précision dans la pratique, bien que le principe en soit suffisamment simple. La différence entre les deux régimes est la même qu'entre deux conceptions de règlement de circulation : on peut soit établir un code de la circulation, soit dire à chaque passant et à chaque automobiliste où il doit aller ; on peut soit pourvoir les routes de signaux lumineux, soit prescrire aux gens le chemin qu'ils doivent

prendre. Les règles définies annoncent d'avance quelle sera la réaction de l'État dans des circonstances déterminées. Ces règles sont conçues en formules générales sans viser un moment, un endroit, ou une personne particulière. Elles concernent des situations-types, des événements qui peuvent survenir dans la vie de chacun, et sont, par conséquent, fort utiles à un grand nombre d'individus dans leurs affaires les plus variées. Le fait de savoir que dans telle circonstance l'État agira de telle manière ou exigera tel comportement de l'individu, permet à chacun de faire des projets. Les règles formelles qui peuvent servir à des gens non encore définis dans des circonstances inconnues, pour des desseins de leur choix, sont véritablement des instruments utilitaires. Le plus important critère de la règle formelle, dans le sens où nous employons le terme, réside dans le fait que nous *ne savons pas* quelle sera son efficacité, à quelles fins particulières elle servira ; nous *ne savons pas* quelles personnes en bénéficieront. Elle a été formulée pour le bien probable de tous les hommes dont elle réglera l'existence. Elle n'implique pas une préférence pour des fins ou des gens particuliers, puisque personne ne sait qui s'en servira ni dans quelles circonstances.

Aujourd'hui, nous avons tendance à n'admettre que des phénomènes rigoureusement contrôlés. Il



peut paraître d'autant plus paradoxal de vanter les avantages d'un système social en raison de notre ignorance de ses effets. Dans le système préconisé nous connaissons moins la portée des mesures prises par l'État que dans la plupart des autres systèmes existants. Cette considération est l'*axiome* même du grand principe libéral, de la règle de la loi. En poursuivant l'examen de la question un peu plus loin, le paradoxe apparent se dissipera rapidement.



Notre démonstration sera double : économique d'abord. Cette démonstration économique, nous ne pourrons ici que la résumer brièvement. L'État devrait se limiter à établir des règles adaptées aux conditions générales, aux situations-types et garantir à l'individu la liberté d'action dans toutes les circonstances spécifiques, car seul l'individu peut connaître parfaitement ces circonstances particulières et régler sa conduite en conséquence. Pour que les individus puissent se servir de leurs connaissances et former des projets, ils doivent être à même de prévoir les actes du gouvernement susceptibles d'influencer ces projets. Pour qu'on puisse prévoir les mesures que l'État prendra, il faut qu'elles découlent de règles définies, indépendantes des circonstances de fait imprévisibles. Et, inversement, il est évident qu'au

cas où l'État doit diriger les actes des individus à des fins déterminées, ses interventions devant se baser sur une connaissance complète des circonstances à un moment donné, ses actes seront imprévisibles. D'où la conclusion bien connue : plus l'État « planifie », plus il devient difficile pour l'individu de faire des projets.

La seconde preuve, plutôt morale ou politique, se rapporte encore plus directement à notre discussion. Si l'État calcule avec précision l'incidence de ses actes, il ne laisse pas de choix aux individus intéressés. Chaque fois que l'État peut prévoir les résultats possibles d'une décision sur des gens déterminés, c'est lui qui choisit entre les différents buts envisagés. Si nous voulons donner à chacun sa chance, permettre à tout homme de faire son chemin selon ses idées, nous ne pouvons pas prévoir les résultats qu'ils atteindront. Dans ce cas, nous devons concevoir des règles générales, des lois authentiques nettement différentes des ordres empiriques qui peuvent être maniées dans des circonstances inconnues d'avance ; en conséquence leurs effets sur des desseins particuliers, sur des groupes déterminés restent imprévisibles. Seul le législateur animé de cet esprit peut être impartial. Être impartial signifie ne pas avoir de réponse à certaines questions, à celles qu'on tranche

normalement en jouant pile ou face. Dans un monde où tout serait prévu, l'État n'aurait rien à faire et pourrait aisément rester impartial. Mais là où les effets de la politique gouvernementale sur les hommes sont parfaitement connus et où le gouvernement veut précisément atteindre ces effets, il ne peut pas être impartial. Il est amené, par la force des choses, à prendre des mesures, à imposer aux citoyens ses appréciations, et, au lieu de les soutenir dans leurs propres efforts, il leur assigne des buts de son choix. Du moment qu'on prévoit, lorsqu'on édicte une loi, ses effets particuliers, elle ne pourra être un instrument destiné à l'usage du peuple ; elle devient un instrument d'asservissement à la disposition du législateur, pliant le peuple à ses volontés. A ce stade l'État cesse d'être une machine utilitaire créée pour aider l'homme à l'épanouissement le plus complet de sa personnalité et il devient une institution « morale ». Nous employons le mot « moral » nullement par opposition avec immoral, mais pour caractériser une institution qui impose à ses membres ses opinions concernant toutes les questions d'ordre moral, que ces opinions soient morales ou hautement immorales. Dans cette acception du terme, l'État nazi ou tout autre État collectiviste est « moral » tandis que l'État libéral ne l'est pas.

On pourrait objecter que tout ceci ne soulève pas de difficultés sérieuses : le créateur d'un plan économique traite des questions dans lesquelles ses préjugés personnels ne doivent pas intervenir ; il peut se fier au bon sens général pour décider de ce qui est juste et raisonnable. A l'élaboration d'un plan économique participent d'habitude des gens ayant l'expérience de ce travail à l'échelle d'une industrie particulière. Ils ne se heurtent pas à des difficultés insurmontables pour trouver des solutions satisfaisantes pour tous les intéressés. Ceci ne prouve rien, simplement parce que la sélection des « intérêts » touchés par le planisme est confiée à une industrie particulière. Ceux qui sont plus particulièrement intéressés à la réussite d'une telle entreprise, ne sont pas nécessairement les meilleurs juges des intérêts de la société prise comme un tout. Prenons un cas courant : lorsque les représentants du capital et du travail, au sein d'une industrie, tombent d'accord pour une politique de restrictions et exploitent ainsi les consommateurs, il n'y a d'habitude aucune difficulté pour répartir les pertes au prorata des salaires ou selon tout autre principe. Mais une perte qui devrait être répartie entre des milliers ou des millions d'individus n'est habituellement pas prise en considération ou ne l'est que très incomplètement. Dans quel secteur du planisme économique pouvons-nous faire des sondages nous

permettant de juger l'utilité du principe de la « correction » ? Nous devons choisir un domaine où les gains et les pertes soient également visibles. Il est généralement admis qu'en pareils cas les grands principes comme celui de la correction sont inopérants. Si nous avons à choisir entre d'une part des salaires plus élevés pour les médecins et les infirmières, et d'autre part un service médical plus étendu, mieux organisé, si nous avons à choisir soit de procurer plus de lait aux enfants soit de payer de meilleurs salaires aux ouvriers agricoles, si nous pouvons assurer soit un emploi aux chômeurs soit de meilleurs traitements aux employés en place, toutes ces questions ne peuvent être tranchées qu'à une condition : en établissant un système de valeurs complet dans lequel une place définie est assignée à chaque besoin individuel ou collectif.

Comme le planisme s'étend de plus en plus, on est amené à substituer aux principes juridiques de simples références indiquant que telle ou telle opération est « correcte » ou « raisonnable ». Cela revient à dire que, dans les cas concrets, la décision est abandonnée à la discrétion d'un arbitre ou à une autorité spécialement compétente. La pénétration progressive de ces formules vagues dans la législation et la jurisprudence pourrait fournir les éléments d'une véritable histoire du déclin de la règle de la loi, de la disparition du *Rechtstaat*, de

« l'État de Droit ». On y verrait comment cet envahissement de l'arbitraire a rendu les lois incertaines, les a fait mépriser et les a réduites au rang de simples instruments de la politique. Sous ce rapport, il est essentiel d'insister une fois de plus sur le fait que ce processus de déchéance de la règle de la loi était en cours en Allemagne quelque temps déjà avant l'avènement d'Hitler. La tendance vers un planisme totalitaire était déjà bien avancée. Hitler n'eut qu'à compléter la tâche.

Il n'est pas douteux que le planisme implique nécessairement une discrimination délibérée entre les besoins des individus, permettant aux uns de faire ce qu'on interdit aux autres. Il faut que la loi fixe la richesse à laquelle certaines catégories de gens ont droit, codifie ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas posséder. Ceci signifie, en réalité, un retour aux statuts, un renversement du « mouvement des sociétés progressives » qui a été, selon la phrase célèbre de Sir Henry Maine, « jusqu'à présent le mouvement du statut au contrat ». Nous devons indiscutablement considérer la règle de la loi, plus encore que la règle du contrat, comme la véritable antinomie de la règle du statut. C'est la règle formelle de la loi, c'est l'absence de certaines catégories de gens privilégiés qui garantit l'égalité devant la loi.



De tout ceci résulte un fait indiscutable, quoique en apparence paradoxal : l'égalité formelle devant la loi est en contradiction, voire incompatible, avec tout effort gouvernemental tendant à réaliser l'égalité matérielle ou concrète entre les hommes. En d'autres termes, toute politique qui veut mettre en pratique l'idéal de la justice distributive doit mener tout droit à la destruction de la règle de la loi. Pour obtenir de gens différents des résultats identiques, il faut les traiter différemment. Offrir à des hommes différents la même possibilité objective c'est ne pas leur accorder la même chance subjective. On ne peut pas contester que la règle de la loi produise une inégalité économique ; cependant cette inégalité n'affecte pas particulièrement une catégorie de gens déterminée. Il est significatif et caractéristique au demeurant que les socialistes (et les nazis), tout en protestant contre la justice « purement » formelle, contre les lois qui ne tiennent pas compte de la situation matérielle des gens, tout en demandant « la socialisation du droit » et en attaquant l'indépendance des juges, ont soutenu des mouvements dans le genre de la *Freirechtsschule*, ennemi dangereux de la règle de la loi.

Pour l'efficacité de la règle de la loi, il est plus important qu'elle soit toujours appliquée sans exception que de savoir ce qu'elle contient : peu

importe que nous conduisions sur le côté gauche ou droit de la route, à condition que nous prenions tous le même côté. Ce qui est important, c'est que nous puissions, en connaissance de la règle, prédire correctement l'attitude des gens. Ceci exige qu'elle soit appliquée dans tous les cas, même si à l'occasion nous avons l'impression de commettre une injustice.

Le conflit entre justice formelle et égalité formelle devant la loi d'une part, et les différentes tentatives pour mettre en pratique l'idéal d'une justice et d'une égalité intégrales d'autre part ont encore une autre conséquence : la confusion fort répandue au sujet de la notion de « privilège » et de ses abus. Mentionnons seulement l'extension la plus abusive de la notion de privilège : son application à l'idée de la propriété. La propriété serait un privilège, en effet, si la propriété foncière était réservée, comme ce fut parfois le cas dans le passé, uniquement aux membres de la noblesse. Il y a privilège si le droit de produire ou de vendre certains articles est réservé, chose courante à notre époque, à une certaine catégorie de gens désignée par l'autorité. Mais appeler privilège la propriété privée que chacun peut acquérir dans des conditions identiques — uniquement parce que seuls un certain nombre de gens y parviennent — c'est vider le mot de son sens.



Le critère décisif des lois formelles en système libéral est le fait qu'on ne peut pas prédire leurs effets. Il nous sert, de plus, à éclaircir une autre confusion répandue au sujet de ce système : il s'agit de sa prétendue tendance à paralyser l'action de l'État. L'État doit-il ou non « agir » ou « intervenir » ? — poser l'alternative de cette façon c'est déplacer la question. Le terme *laissez faire* est extrêmement ambigu et ne sert qu'à déformer les principes sur lesquels repose la politique libérale. Sans doute, l'État, par définition, doit agir et ses actes ont toujours un certain effet. Mais il ne s'agit pas de cela. La question est de savoir si l'individu peut prévoir l'action de l'État, et si cette connaissance lui fournit des points de repère pour y ajuster ses propres projets. Ainsi, cependant que l'État ne peut pas contrôler l'usage qu'on fait de ses organismes, l'individu par contre se rend parfaitement compte de la mesure dans laquelle il sera protégé contre l'ingérence d'autrui, et il saura si l'État peut le frustrer ou non des résultats de son travail. L'État qui contrôle les poids et les mesures, pour empêcher la fraude, exerce une action ; mais l'État qui tolère l'emploi de la violence par les piquets de grève, par exemple, est inactif. Les règles générales et permanentes établies par l'État concernant la production, les constructions, la gestion des usines peuvent être judicieuses ou non, selon le cas. Elles ne s'opposent pas au principe

libéral, aussi longtemps qu'elles gardent un caractère permanent et ne favorisent ni ne défavorisent une catégorie déterminée de gens. En dehors de la portée générale de cette sorte de réglementation, elle exerce une influence définie et immédiate qu'on peut connaître d'avance. L'influence momentanée de ces sortes de lois n'est cependant pas d'une grande importance. Lorsque les effets immédiats et prévus d'une loi prennent le pas sur sa portée générale, nous touchons à une limite où la distinction de principe sera submergée par la pratique.



La règle de la loi n'a bénéficié que pendant l'époque libérale d'une évolution consciente ; en fait c'est la réalisation la plus importante de cette période. C'est la gardienne, l'incarnation légale de la liberté. D'après la formule de Kant (Voltaire, avant lui, s'était exprimé à peu près dans les mêmes termes) « l'homme est libre aussi longtemps qu'il n'obéit à personne sauf aux lois ». Cette conception, du moins à l'état d'idéal vague, a existé depuis l'époque romaine. Elle n'a jamais été aussi sérieusement menacée qu'aujourd'hui. La souveraineté populaire et les gouvernements démocratiques sont en partie responsables de la propagation de la croyance dans le pouvoir illimité du législateur. A son origine se trouve une

conception selon laquelle la règle de la loi serait préservée aussi longtemps que tous les actes de l'État sont couverts par une législation régulière : conception entièrement erronée. Les mesures du gouvernement peuvent être parfaitement légales du point de vue juridique sans se conformer pour cela à la règle de la loi. Rien ne garantit que le détenteur de la pleine autorité légale usera de son pouvoir dans le sens de la loi, ni qu'il appliquera la loi sans arbitraire et sans équivoque. On peut peut-être prétendre qu'Hitler a obtenu ses pouvoirs illimités d'une façon strictement constitutionnelle et que le fait est légal du point de vue juridique. Mais qui oserait affirmer cependant que la règle de la loi régnât encore en Allemagne ?

Dire que dans une société planifiée la règle de la loi ne peut pas subsister, ne signifie pas que les actes du gouvernement n'y seront pas légaux ou qu'une telle société serait dépourvue de lois. Cela signifie que les pouvoirs coercitifs du gouvernement n'y seront plus déterminés par des règles préétablies. L'action arbitraire peut être légalisée par des lois, il faut même qu'elle le soit pour rendre possible une direction centrale de l'activité économique. On peut créer une loi permettant à tout ministère ou à toute autorité de faire tout ce qu'ils estiment juste. Tout acte de ces ministères ou de ces autorités sera légal, mais

certainement pas conforme à la règle de la loi. En donnant au gouvernement des pouvoirs illimités, on rend légale la gestion la plus arbitraire : de cette façon la démocratie peut instaurer le despotisme le plus absolu <sup>[31]</sup>.

Si cependant la loi doit assurer à l'autorité des moyens de diriger la vie économique, elle doit lui offrir suffisamment de possibilités d'adapter ses décisions aux circonstances imprévues, et se guider d'après des principes qu'on ne saurait formuler d'une façon omnivalente. La conséquence en est qu'avec l'extension du planisme, la délégation des pouvoirs législatifs aux ministères et aux autorités devient de plus en plus répandue. Depuis la dernière guerre cette délégation des pouvoirs législatifs à toutes sortes d'organismes est devenue d'usage courant. Des autorités nouvelles se voient conférer des pouvoirs les plus étendus. Sans être liées par des règles définies, elles réglementent avec une véritable souveraineté telle ou telle branche de l'activité nationale.

En résumé, la règle de la loi limite la compétence de la législation : elle la réduit, d'une part, aux règles générales des lois formelles, et s'oppose, d'autre part, à toute législation orientée d'après les intérêts d'une certaine catégorie de gens. La règle de la loi implique la condition de

n'employer le pouvoir coercitif de l'État que dans des circonstances définies d'avance par la loi, et exactement de la façon prévue. Tout amendement particulier enfreint la règle de la loi. Quiconque conteste ce fait admet la légitimité des pouvoirs que les dictateurs ont obtenus par des moyens constitutionnels en Allemagne, en Italie et en Russie.



Que la règle de la loi prenne, dans différents pays, la forme d'une charte de droits, d'une constitution ou se transmette de génération en génération par des traditions fermement établies, peu importe. Sous tous ces aspects, elle implique une limitation des pouvoirs législatifs, la reconnaissance des droits inaliénables de l'individu, l'inviolabilité des droits de l'homme.

Rien ne démontre d'une façon plus saisissante la confusion où aboutissent nos intellectuels sous l'effet de leurs croyances simultanées et contradictoires, que l'exemple de M. H. G. Wells. Tout en étant grand partisan d'un planisme total et centralisé, il s'emploie avec ardeur dans ses écrits à lutter pour les droits de l'homme. Les droits de l'individu que M. Wells cherche à conserver, détruiraient pourtant infailliblement le planisme qu'il appelle de ses vœux. On a l'impression qu'il

soupçonne l'existence du dilemme : c'est pour cela que les thèses de sa « Déclaration des Droits de l'Homme » sont noyées par des qualificatifs qui en restreignent le sens, et privent cette Déclaration de toute signification. Ainsi, par exemple, sa Déclaration proclame : a chacun doit avoir le droit d'acheter ou de vendre, sans restriction aucune, tout ce que la loi permet de vendre ou d'acheter. » Voici une formule excellente. Mais il en ajoute aussitôt une autre qui rend la précédente complètement illusoire : « Mais on ne pourra acheter et vendre que dans des quantités et dans des conditions compatibles avec le bien-être général. » Mais *toutes* les restrictions imposées aux transactions commerciales sont considérées comme nécessaires du point de vue du bien-être général. Prenons un autre exemple. La Déclaration affirme que « tout homme peut s'occuper d'un travail honnête, prendre un emploi salarié et choisir, d'une façon générale, entre toutes les carrières qui lui sont ouvertes ». Mais on ne dit pas qui décide de la question de savoir si tel ou tel emploi est « ouvert » à une personne déterminée. L'additif du paragraphe disant « l'individu peut réclamer l'emploi et sa demande sera, devant tous, examinée, acceptée ou rejetée », montre clairement que M. Wells envisage l'existence d'une autorité qui tranche la question de savoir si un individu possède ou non des « titres » à occuper une situation. Ceci signifie évidemment le

contraire du libre choix de l'emploi. Et comment assurer dans un monde planifié « la liberté de déplacement et de migration » si non seulement les moyens de communications et la monnaie sont contrôlés, mais encore si l'emplacement des industries est prévu par le plan ? Comment garantir la liberté de la presse, si l'approvisionnement en papier et le réseau de la distribution sont contrôlés par l'autorité dirigeante ?

Ce sont des questions auxquelles M. Wells et ses confrères en planisme ne répondent pas.

Les nombreux réformateurs qui ont combattu depuis les débuts du socialisme la « métaphysique » des droits de l'individu, ont montré plus de cohérence dans leur raisonnement. Ils se sont contentés d'insister sur le fait que dans un monde rationnellement organisé il n'y aurait plus de place pour des droits mais seulement pour des devoirs de l'individu. Cette attitude est devenue caractéristique de nos prétendus évolutionnistes. Il n'y a, en effet, rien de tel pour vous faire traiter de réactionnaire que de protester contre une mesure quelconque en invoquant la violation des droits de l'individu. Un journal libéral, *The Economist*, a jugé, il y a quelques années, que les Français avaient compris la leçon.

*Un gouvernement démocratique, autant*

*qu'une dictature, doit toujours (sic) disposer de pleins pouvoirs in posse, sans sacrifier pour cela son caractère démocratique et représentatif. Cette ombre gênante des droits individuels auxquels le gouvernement ne pourrait porter atteinte en aucune circonstance, même pour les questions administratives, ne doit pas subsister. Un gouvernement librement choisi par le peuple ne peut et ne doit pas admettre d'entraves à son pouvoir législatif, du moment que l'opposition peut pleinement et publiquement exercer son droit de critique.*

Ceci peut être inévitable en temps de guerre, lorsque même la critique libre et publique est nécessairement limitée. Mais le mot « toujours », dans le passage cité, laisse supposer que *The Economist* ne considère pas les pleins pouvoirs comme un mal de temps de guerre. En tant qu'institution permanente cette extension du pouvoir est incompatible avec la règle de la loi et mène tout droit à l'État totalitaire. C'est pourtant la conception que doit adopter quiconque désire confier au gouvernement la direction de la vie économique.

L'expérience des différents gouvernements de l'Europe centrale démontre que la reconnaissance



formelle des droits de l'individu, ou des droits des minorités perd tout sens lorsque l'État s'empare du contrôle total de la vie économique. On peut se servir des instruments de la politique économique, sans enfreindre la lettre du statut des minorités, pour mener une impitoyable politique de discrimination contre les minorités nationales. L'oppression par des moyens économiques a été grandement facilitée du fait que certaines industries se trouvaient principalement en possession de minorités nationales. Par conséquent les mesures prises en apparence contre une industrie où ou une classe s'avérèrent efficaces contre une minorité nationale. Le principe en apparence si inoffensif du « contrôle gouvernemental du développement industriel » offre des possibilités presque illimitées à une politique d'oppression et de discrimination.

## **Chapitre VII. – Contrôle économique et totalitarisme**

Le contrôle de la production des richesses est le  
contrôle de la vie humaine elle-même.

**Hilaire Belloc**

La plupart des spécialistes du planisme qui ont sérieusement examiné les aspects pratiques de leur entreprise, arrivent presque certainement à la conclusion que l'économie dirigée doit être administrée par des moyens totalitaires. La direction consciente d'un système complexe d'activités interdépendantes ne peut être assurée que par une équipe restreinte de spécialistes. La responsabilité des décisions et le pouvoir doivent appartenir, en dernière instance, à un commandant en chef, dont l'action ne peut pas être entravée par des procédures démocratiques. Tout ceci découle naturellement des principes fondamentaux d'un planisme centralisé qui ne peut être basé sur l'assentiment général. Les créateurs du plan nous consolent en disant que la réglementation autoritaire ne s'applique qu'aux questions

économiques. Un des plus éminents spécialistes du planisme en Amérique, M. Stuart Chase, affirme que dans une société planifiée « la démocratie politique peut subsister à condition qu'elle s'occupe de tout sauf des questions économiques ». Des assurances pareilles sont accompagnées de conseils bienveillants qui nous recommandent de renoncer à la liberté dans les domaines qui sont ou devraient être les moins importants dans notre existence, afin d'obtenir une plus grande liberté sur un plan plus élevé. En vertu de pareilles considérations, des gens qui ont la dictature politique en horreur réclament souvent la dictature économique.

Ces arguments font appel à nos meilleurs instincts et séduisent souvent les hommes les plus intelligents. Si le planisme peut nous libérer de nos menus soucis et faciliter le plein épanouissement de notre personnalité, de nos préoccupations élevées, qui s'aventurerait à minimiser pareil idéal ? Si notre activité économique ne concernait que les contingences inférieures et sordides de l'existence, nous devrions évidemment nous efforcer de nous débarrasser des préoccupations matérielles, les abandonnant à une machinerie utilitaire, et nous consacrer entièrement au domaine spirituel.

Malheureusement les gens se trompent lorsqu'ils croient que le pouvoir contrôlant la vie économique n'affecte que des contingences d'importance secondaire. On prend trop à la légère la menace contre la liberté de nos activités économiques parce qu'on croit qu'il existe des fins économiques indépendantes des autres fins de la vie. C'est une chose qui n'existe que dans le cas pathologique de l'avare. Des êtres intelligents ne se proposent jamais des buts essentiellement économiques. Au sens propre du terme, nos actions ne sont pas dirigées par des « mobiles économiques ». Il y a simplement des facteurs économiques qui interviennent dans nos efforts vers d'autres fins. Ce qu'on appelle ordinairement, et improprement, « mobile économique » n'est en réalité que le désir de facilités générales, le désir du pouvoir, afin d'atteindre des buts non spécifiés<sup>[32]</sup>. Si nous luttons pour avoir de l'argent c'est parce qu'il nous offre les possibilités les plus variées pour jouir des résultats de nos efforts. Dans la société moderne, les restrictions que notre pauvreté relative nous impose sont dues à la limitation de notre revenu. Beaucoup en sont venus à haïr l'argent comme le symbole même de ces restrictions. Mais c'est là confondre la cause avec le moyen par lequel une force se manifeste. Il serait beaucoup plus juste de dire que l'argent est un des plus magnifiques

instruments de liberté que l'homme ait jamais inventé. Dans la société actuelle, l'argent offre au pauvre un choix extraordinaire de possibilités, beaucoup plus grand que celui qui était accessible au riche il y a à peine quelques générations. Nous comprendrions mieux la signification des services rendus par l'argent en essayant de nous imaginer ce qui arriverait si l'on acceptait de faire ce que proposent maints socialistes, à savoir remplacer le « mobile pécuniaire » par des « stimulants non économiques ». Si l'on se met à rétribuer le travail non pas par l'argent, mais sous forme de distinctions honorifiques ou de privilèges, d'attribution d'un pouvoir sur d'autres ou par de meilleures conditions de logement ou de nourriture, par des possibilités de voyage ou d'instruction, tout cela signifie une nouvelle restriction de la liberté. Quiconque détermine la rétribution interdit par là même le choix que l'argent autorise : il en fixe la nature en même temps que l'importance.



Du moment que nous comprenons qu'il n'existe pas de mobiles purement économiques, nous découvrons plus facilement la signification réelle du mépris des considérations « uniquement » économiques. Ainsi se révèle le véritable sens de cette conception qui traite les questions économiques en affaires secondaires dans

l'existence. Elle serait peut-être justifiée dans une économie marchande, mais uniquement dans un système d'économie libre. Aussi longtemps que nous disposons librement de notre revenu et de tous nos biens, une perte économique ne nous frustrera que de ce que nous considérons comme peu important pour la satisfaction de nos désirs. Une perte est « uniquement » de caractère économique si nous sommes en état d'en détourner les effets sur nos besoins les moins importants. Lorsque nous disons que la valeur d'une chose que nous venons de perdre est supérieure à sa valeur économique ou qu'elle ne peut même pas être évaluée en termes économiques, cela signifie que nous devons supporter la perte telle qu'elle se produit. Il en est de même en cas de gains économiques. En d'autres termes, les changements d'ordre économique ne touchent pas la périphérie, la « marge » de nos besoins. Il y a beaucoup d'éléments dans notre vie qui ne peuvent pas être affectés par des gains ou des pertes économiques, des choses au-dessous des agréments ou même des nécessités quotidiennes qui échappent aux contingences économiques. Le « lucre » pèse peu par rapport à ces facteurs d'ordre élevé. Ce qui fait croire à beaucoup de gens que le planisme économique, touchant seulement nos intérêts économiques, ne peut pas sérieusement affecter les valeurs essentielles de notre vie.

C'est là, cependant, une conclusion erronée. En matière économique nous sommes libres de décider ce qui nous sert plus ou moins. C'est pourquoi les valeurs économiques sont moins importantes que bien d'autres choses. Dans la société actuelle nous avons à résoudre *nous-mêmes* les problèmes économiques de notre vie. Etre contrôlé dans nos efforts économiques signifie être toujours contrôlé.

Le planisme économique ne soulève pas la question de savoir si nous sommes capables de satisfaire à nos besoins plus ou moins importants de la façon dont nous l'entendons. Il s'agit plutôt de savoir qui doit décider ce qui est plus et ce qui est moins important pour nous. Sera-ce le dirigeant du plan ? Le planisme économique n'affecte pas seulement nos besoins subsidiaires, ceux auxquels nous pensons en parlant avec dédain des choses exclusivement économiques. En fait, l'individu n'aurait plus la possibilité de décider par lui-même lesquels de ses besoins sont subsidiaires.

L'autorité dirigeant toutes les activités économiques contrôlera non seulement les secteurs secondaires de notre existence : elle surveillera également l'attribution des moyens pour tout dessein que nous serions amenés à poursuivre. Celui qui contrôle toute l'activité économique contrôle en même temps tous les moyens de

réalisation destinés à toutes les fins imaginables ; c'est lui qui décidera, en dernière instance, lesquelles choisir ou écarter. C'est là le point crucial. Le contrôle économique n'est donc pas seulement un secteur isolé de la vie humaine, mais le contrôle des moyens susceptibles de servir à toutes les fins possibles. Quiconque a le contrôle exclusif de ces moyens est à même de décider quels sont les résultats qu'on doit rechercher, d'établir une hiérarchie de valeurs, en un mot, c'est lui qui déterminera quelles croyances et quelles ambitions sont admissibles. Le planisme centralisé signifie que c'est la communauté qui doit résoudre le problème économique à la place de l'individu. Ceci implique l'obligation pour la communauté ou pour ses représentants de déterminer l'importance relative des différents besoins.

Les créateurs de plans nous promettent une soi-disant liberté économique pour nous débarrasser précisément de la nécessité de résoudre nos problèmes économiques, en disant que les alternatives souvent pénibles qu'ils comportent seraient tranchées par d'autres à notre place. Comme dans la vie moderne nous sommes dépendants à chaque instant, à chaque pas, de la production des autres hommes, le planisme économique implique la réglementation presque totale de toute notre vie. Il en existe à peine un



aspect, qu'il s'agisse de nos besoins élémentaires ou de nos relations de famille, de l'amitié ou du caractère de notre travail, de l'emploi de nos loisirs, qui ne soit soumis au « contrôle conscient » des artisans du plan <sup>[33]</sup>.



La mainmise des dirigeants du plan sur notre vie privée serait tout aussi complète si elle ne s'exerçait pas par un contrôle direct sur la consommation. La société planifiée recourra probablement, à des degrés variés, au rationnement ou aux procédés analogues. L'influence du planisme sur notre vie privée demeurerait pourtant la même, ou serait à peine atténuée, si le consommateur conservait une liberté formelle de dépenser ses revenus à sa guise. L'autorité dans une société planifiée conserverait le contrôle de la consommation par le contrôle de la production.

Sous un régime de concurrence libre nous jouissons d'une liberté de choix nous permettant, si une personne se montre incapable de satisfaire nos désirs, de nous adresser à une autre. Mais si nous devons nous adresser au détenteur d'un monopole, nous sommes à sa merci. Et, bien entendu, l'autorité qui dirige tout le système économique constitue le monopole le plus puissant qu'on puisse imaginer. Cette autorité n'exploitera pas,

probablement, son pouvoir de la même façon que ferait un trust privé. Elle ne cherchera pas à obtenir le maximum de gain financier, mais disposera du pouvoir souverain de décider ce que nous recevrons et à quelles conditions nous le recevrons. L'autorité centrale déterminera non seulement le genre et la quantité des biens à distribuer, mais réglementera leur répartition selon des régions et des groupements de populations, se réservant, au besoin, la possibilité d'une discrimination entre différentes catégories de gens. Elle pourrait réglementer de la même façon la jouissance des services publics, du droit de déplacement, etc. Il suffit de penser aux arguments des partisans du planisme pour ne conserver aucun doute sur la façon dont s'exercera ce pouvoir : uniquement pour les fins approuvées par l'autorité et pour empêcher la réalisation de celles qu'elle désapprouve.

Le contrôle de la production et des prix confère un pouvoir presque illimité. Dans un régime de concurrence, les prix dépendent des quantités de biens dont nous privons les autres membres de la société en nous rendant acquéreur de quelque chose. Ce prix n'est pas fixé par la décision délibérée de qui que ce soit. Si la réalisation de nos projets par une voie nous paraît entraîner trop de frais, nous sommes libres de la remplacer par une autre. Les obstacles que nous rencontrons sur notre

chemin, ne sont pas dressés par la mauvaise volonté de quelqu'un qui désapprouve nos fins. Il se trouve simplement que les moyens dont nous voulons nous servir sont recherchés par d'autres également. Tandis que dans l'économie dirigée, où l'autorité surveille les fins poursuivies, elle use infailliblement de son pouvoir pour favoriser les unes et empêcher la réalisation des autres. Ce n'est pas notre goût, mais celui de quelqu'un d'autre qui y décidera de nos préférences et déterminera ce que nous pouvons acquérir ou non. Comme l'autorité aura un pouvoir suffisant pour imposer ses vues et contrecarrer efficacement tout effort contraire, elle parviendra à contrôler la consommation aussi complètement que si elle prescrivait la façon de dépenser nos revenus.



En tant que consommateurs, nous agissons dans notre vie quotidienne selon les désirs de l'autorité ; il en sera de même pour nous en tant que producteurs. Ces deux aspects de notre existence sont inséparables. Nous passons une grande partie de notre vie au travail qui détermine en même temps notre milieu social et nos fréquentations. Par conséquent, la liberté de choisir notre travail est probablement plus importante pour notre bonheur que la liberté de dépenser à notre guise pendant nos loisirs.

Il n'est pas douteux que cette liberté, même dans le meilleur des mondes possibles, sera fort limitée. Il y a peu de gens qui aient jamais eu la faculté de choisir entre un grand nombre de métiers. Il importe cependant d'avoir quand même quelque liberté du choix, de ne pas être éternellement lié à un métier que quelqu'un d'autre aura choisi pour nous. Nous devons avoir la possibilité de nous dégager d'un travail, choisi dans le passé, qui serait devenu incompatible avec nos goûts, et être à même, au prix de sacrifices, s'il le faut, d'embrasser un autre métier. Rien ne rend la vie plus insupportable que la conscience que nos propres efforts ne peuvent rien pour changer notre condition. Les pires conditions deviennent tolérables du moment que nous savons que nous pourrions y échapper, même si nous n'avons pas la force de caractère de faire le sacrifice nécessaire.

Nous ne voulons pas prétendre par là que tout va pour le mieux dans le monde actuel, que le monde libéral était parfait, et qu'on ne pourrait pas faire encore beaucoup pour augmenter les possibilités de choix. Dans ce domaine, comme dans d'autres, l'État peut faire beaucoup par la diffusion des connaissances, des renseignements appropriés. Mais cette action virtuelle de l'État, et c'est ce qui importe, serait exactement le contraire des tendances du planisme qu'on propage et pratique

actuellement. Les fervents du planisme promettent de conserver et même d'augmenter les possibilités de libre choix d'un métier dans la société nouvelle. Mais ils semblent promettre plus qu'ils ne pourront accomplir. S'ils veulent exécuter le plan, ils doivent contrôler l'embauche ou le barème des salaires, ou l'un et l'autre. Dans tous les systèmes de planisme connus jusqu'à ce jour, l'instauration d'un pareil contrôle et de pareilles restrictions est une des premières mesures envisagées. On n'a pas besoin d'avoir beaucoup d'imagination pour se représenter ce qui advient alors du fameux « libre choix du métier ». Le « libre choix » deviendrait, en fait, purement fictif, une promesse gratuite de ne pas procéder par discrimination là où la discrimination s'impose par la nature des choses. On pourrait seulement espérer que la sélection s'effectuerait sur la base de considérations objectives, ou données pour telles par l'autorité.

Le résultat serait le même si les dirigeants du plan se contentaient de fixer le niveau des salaires et de limiter ainsi le nombre des emplois disponibles. La limitation des salaires fermerait aussi sûrement certains métiers à différentes catégories de gens que les mesures spécifiques destinées à les en exclure. Dans la société basée sur la concurrence, une jeune fille un peu simple qui veut devenir vendeuse, un garçon de constitution

faible qui veut à tout prix exercer un métier exigeant un homme robuste, peuvent éventuellement y parvenir. D'une façon générale, toute personne ne présentant pas les conditions requises, des aptitudes voulues pour un emploi quelconque ne se voit pas nécessairement écartée. Lorsqu'un homme tient particulièrement à une carrière de son choix, il peut parfois s'en assurer l'accès par un sacrifice financier et y révéler plus tard des qualités insoupçonnées au premier abord. Par contre, si c'est l'autorité qui fixe la rémunération et si l'on procède à la sélection des candidats par un « test » objectif, on ne tiendra aucun compte de l'ardent désir qu'ont certains d'obtenir l'emploi. Un homme qui ne présente pas des caractéristiques du type moyen ne pourra pas s'entendre avec un employeur disposé à l'accepter tel qu'il est. La personne qui préfère travailler à des heures irrégulières ou même mener une vie de bohème, avec un revenu modeste et peut-être irrégulier, n'aura évidemment pas le choix. Partout régneront les conditions qui caractérisent les grandes organisations, ou même des conditions pires puisqu'il n'y aura plus aucune possibilité d'y échapper. Nous n'aurions plus le choix d'exercer une activité rationnelle et efficace à l'occasion et dans la mesure que nous estimons particulièrement indiquée, nous devrions nous conformer tous au standard élaboré par la direction du plan. Pour

mener à bien l'immense entreprise, elle devrait réduire la diversité des capacités et des penchants humains à quelques catégories facilement interchangeables et négliger toutes les différences personnelles d'ordre secondaire. Le but avoué du planisme est de faire de l'homme quelque chose de plus qu'un simple moyen de production. En réalité, l'individu le serait plus que jamais, puisque le plan ne peut guère tenir compte des préférences individuelles, et il sera utilisé sans égard par l'autorité au service d'abstractions, dans le genre du « bien-être social » ou du « salut de la communauté ».



Evidemment, dans une société basée sur la concurrence, on peut tout avoir en y mettant le prix, mais souvent c'est un prix cruellement élevé. C'est là un fait dont on ne peut pas contester l'importance. Mais la seule alternative possible, c'est l'obéissance aveugle à des ordres ou à des interdictions, ou, en fin de compte, la protection des puissants.

Dans la société basée sur la concurrence, on peut tout obtenir en payant le prix. C'est une chose qu'on lui reproche, reproche bien caractéristique de la confusion des idées qui règne aujourd'hui. Certaines gens s'insurgent contre l'idée de mettre

des valeurs spirituelles en contact avec l'argent. Cela revient à protester contre le sacrifice que nous pourrions faire de nos besoins secondaires afin de conserver des valeurs plus essentielles et c'est là un manque de respect significatif pour la dignité humaine. Souvent on ne peut conserver la vie, la santé, l'honneur ou l'équilibre mental qu'au prix de sacrifices matériels considérables. Et il faut reconnaître que nous ne sommes pas toujours disposés à faire le sacrifice nécessaire pour protéger les valeurs essentielles contre toute atteinte. Nous pourrions, par exemple, aisément réduire le nombre des accidents d'auto à zéro, si nous voulions faire le sacrifice nécessaire — à savoir supprimer les autos. Dans des milliers d'autres circonstances nous risquons quotidiennement notre vie, notre santé, les valeurs spirituelles, nous mettons en danger la vie de nos proches uniquement pour développer ce que nous appelons, non sans condescendance, notre confort matériel.

Il n'est pas surprenant que les hommes désirent éluder le choix pénible que la réalité leur impose. Mais peu de gens admettraient pourtant de s'en remettre à autrui du soin de choisir. Les hommes préféreraient éliminer définitivement la nécessité du choix. Ainsi ne sont-ils que trop disposés à croire qu'en réalité le choix n'est pas



indispensable, qu'il ne leur est imposé que par la faute du système économique existant. Ils en veulent au problème économique.

Des gens qui prennent leurs désirs pour des réalités trouvent un appui dans la théorie aventureuse de la « richesse potentielle » qui, constatant que le monde dispose virtuellement de tous les biens nécessaires à la subsistance de l'humanité, prétend nier l'existence des problèmes économiques. Bien que ce sophisme ait servi, sous des formes différentes, la propagande socialiste depuis que le socialisme existe, il est aussi manifestement faux aujourd'hui que lorsqu'on l'a employé pour la première fois il y a cent ans. Pendant toute cette période, aucun de ses partisans n'a pu mettre sur pied un plan pratique permettant d'augmenter la production suffisamment pour supprimer la misère au moins en Europe occidentale, sans parler du reste du monde. On peut affirmer que les théoriciens de la « richesse potentielle » sont soit malhonnêtes soit ignorants<sup>[34]</sup>. Cette conception, comme toutes les autres qui voudraient nous orienter vers le planisme, n'éveille que de faux espoirs.

Le peuple y croit encore, mais la plupart des spécialistes de la question ont peu à peu abandonné l'idée selon laquelle la production en régime

planiste serait plus forte qu'en régime de concurrence. Un grand nombre d'économistes socialisants, qui ont étudié le problème de près, déclarent même qu'il serait heureux que le planisme pût atteindre l'efficacité du système de concurrence. Ils continuent à préconiser le planisme, non pas à cause de son rendement plus élevé dans le domaine de la production, mais afin de permettre une répartition plus juste et plus équitable des richesses. Ceci est d'ailleurs le seul argument en faveur du planisme qui mérite d'être examiné sérieusement. Si nous voulons, en effet, répartir les biens selon une échelle déterminée d'avance, décider que chacun doit recevoir telle part, nous devons édifier tout le système économique selon un plan bien défini. Il reste toujours la question de savoir si la réalisation d'un idéal de justice conçu par un homme déterminé n'entraînerait pas plus de mécontentement et plus d'oppression que n'en a jamais produit le libre jeu, tant décrié, des forces économiques.



Nous pourrions essayer de nous consoler en pensant que l'avènement d'un planisme centralisé signifierait en réalité un simple retour, après la courte période de l'économie libre, aux limitations et aux règlements qui, au cours des siècles, ont toujours régné dans le domaine économique. Mais

ce serait une illusion dangereuse de croire que la liberté individuelle ne subirait pas des atteintes plus graves qu'avant l'époque du laisser faire. Les réglementations les plus extrêmes que nous connaissions dans l'histoire européenne, se limitaient à la création d'une armature générale et semi-permanente à l'intérieur de laquelle l'individu conservait une large sphère d'activité libre. Les méthodes de contrôle dont on disposait jadis ne permettaient d'ailleurs pas autre chose que des directives très générales. Et même le contrôle le plus complet n'embrassait que la part de l'activité de chacun qui comptait effectivement dans la répartition sociale du travail. Dans la mesure où l'individu vivait de ses propres produits, il pouvait agir à sa guise.

A présent, la situation est entièrement différente. La spécialisation progressive du travail au cours de la période libérale, a fait que toutes nos activités s'intègrent au processus social ; et il est impossible d'arrêter ce développement sans mettre en danger le bien-être tout relatif de populations immensément accrues. Mais en substituant le planisme centralisé à la concurrence, une part encore plus importante de notre vie serait soumise au pouvoir des autorités. L'ingérence de celles-ci ne s'arrêtera pas à notre activité économique, puisque tous nos actes dépendent de l'activité

économique de quelqu'un d'autre<sup>[35]</sup>. Les socialistes avec leur zèle pour la « satisfaction collective des besoins », en prévoyant des heures, des genres déterminés pour nos divertissements comme pour nos besoins élémentaires, veulent arriver à faire l'éducation politique des masses. Ils ont, en réalité, bien travaillé pour préparer l'avènement du totalitarisme. Les exigences du planisme y contribuent également : il nous prive de tout choix, pour nous accorder, au moment voulu, ce que le plan prévoit.

On dit souvent qu'il n'y a point de liberté politique sans liberté économique. C'est vrai, mais dans un sens opposé à celui où les partisans du planisme veulent l'entendre. La liberté économique ne peut figurer comme condition préalable de toutes les autres libertés si elle doit signifier la libération de tout souci économique, promise par les socialistes, puisqu'on ne pourrait l'atteindre qu'en privant l'individu et de la nécessité et de la capacité du choix. Elle ne pourrait remplir ce rôle qu'en étant une liberté économique personnelle nous conservant le droit de choisir, ce qui entraînerait inévitablement les risques et les responsabilités corollaires de tout droit.

## Chapitre VIII. – Pour qui ?

La meilleure chance de bonheur que le monde ait jamais entrevue a été gâchée parce que la passion de l'égalité a détruit l'espoir de la liberté.

**Lord Acton**

Il est significatif que l'argument le plus courant contre la concurrence consiste à dire qu'elle est « aveugle ». Il est peut-être opportun de rappeler que pour les anciens la cécité fut un attribut de la divinité de la justice. La concurrence et la justice n'ont peut-être rien d'autre en commun que le mérite de ne pas tenir compte des considérations personnelles. De même qu'on ne peut pas prédire la chance ou la malchance des gens, de même il faut que les lois soient conçues de façon que l'on ne puisse prévoir quelles personnes seront favorisées ou desservies par leur application. D'ailleurs, dans la concurrence, la chance joue autant que l'intelligence et la prévoyance.

Mais on ne nous propose pas de choisir entre un système où chacun serait traité selon un principe absolu et universel de droit et un autre où les parts

de l'individu seraient déterminées dans une certaine mesure, par accident ou par la chance ; l'alternative se présente plutôt entre un système où la volonté de quelques-uns déciderait quelle part attribuer à chaque personne et un autre où, au moins partiellement, les capacités et les actes de chacun détermineraient, autant que les circonstances imprévues, la place qu'il occupera. Dans le système de concurrence libre, basée nécessairement sur la propriété privée et l'héritage (peut-être pas forcément sur l'héritage), les chances ne sont évidemment pas égales. Ce régime offre pourtant de sérieuses possibilités de diminuer les inégalités de chances, dans la mesure où les différences congénitales le permettent et sans fausser le caractère impersonnel d'un processus qui sauvegarde l'initiative individuelle et n'impose pas aux uns les opinions des autres.

Dans la société de concurrence le pauvre a beaucoup moins de possibilités que le riche, c'est entendu. Il n'en est pas moins vrai que dans cette société le pauvre est quand même plus libre qu'une personne disposant d'un plus grand bien-être matériel dans un autre genre de société. Sous le régime de concurrence, l'homme qui part de zéro a beaucoup moins de chance d'acquérir une grande richesse que l'homme doté d'un héritage important, mais il peut y parvenir. Et c'est seulement dans la

société de concurrence que ce résultat dépend uniquement de lui et non pas des faveurs des puissants. Nous avons oublié ce que signifie le manque de liberté. C'est pour cela que nous ne tenons pas compte d'un fait élémentaire : un ouvrier non spécialisé a en Angleterre plus de possibilités d'organiser sa vie à son goût que, par exemple, un petit patron en Allemagne ou qu'un ingénieur bien payé en Russie. Qu'il s'agisse de changer de travail ou de résidence, de passer ses loisirs selon ses idées ou d'émettre ses opinions personnelles, notre ouvrier ne rencontre pas d'obstacles absolus, n'encourt pas de risques pour sa sécurité physique et pour sa liberté. Il paie plus ou moins cher pour satisfaire ses penchants, mais il n'est pas astreint, par l'ordre d'un supérieur, à s'employer à une certaine tâche et à vivre dans un endroit défini.

Les socialistes se contenteraient, semble-t-il, de la suppression des revenus produits par la propriété privée et du maintien de la différence actuelle entre les rémunérations du travail<sup>[36]</sup>. Mais ils oublient qu'en mettant toutes les propriétés privées à la disposition de l'État comme moyens de production, celui-ci serait à même de fixer tous les revenus. Si l'on octroie ainsi un pouvoir nouveau à l'État et si on lui demande de s'en servir, de faire un plan, on entend qu'il agisse en pleine conscience de tous ces

effets.

Il est faux de croire que le pouvoir ainsi attribué à l'État lui est purement et simplement transféré par ses détenteurs anciens. C'est un pouvoir entièrement nouveau, dont personne ne dispose dans la société de concurrence. La propriété étant répartie entre un grand nombre d'individus, les propriétaires agissant indépendamment n'ont pas le pouvoir exclusif de déterminer le revenu ou la situation d'autres personnes. On n'est dépendant de ces propriétaires que dans la mesure où ils offrent quelque chose à de meilleures conditions que d'autres.

Notre génération a oublié que la meilleure garantie de la liberté est la propriété privée, non seulement pour ceux qui la possèdent, mais presque autant pour ceux qui n'en ont pas. C'est parce que la propriété des moyens de production est répartie entre un grand nombre d'hommes agissant séparément, que personne n'a un pouvoir complet sur nous et que les individus peuvent agir à leur guise. Si tous les moyens de production étaient concentrés dans une seule main, qu'on l'appelle « société » ou « dictateur », nous serions soumis à un pouvoir total. Le membre d'une petite minorité raciale ou religieuse, n'ayant aucune propriété, ne serait-il pas plus libre aussi longtemps



que ses concitoyens sont propriétaires et susceptibles de l'employer, qu'en détenant une participation dans une communauté qui a aboli la propriété privée ? Le pouvoir sur moi d'un millionnaire, qu'il soit mon voisin et même mon patron, est certainement moindre que celui du plus petit fonctionnaire représentant le pouvoir coercitif de l'État. Il pourra décider selon son bon plaisir dans quelles conditions je dois vivre et travailler. Le monde dans lequel le riche est puissant n'est-il pas meilleur que celui dans lequel seul le puissant peut acquérir la richesse ?

Un éminent et ancien communiste a redécouvert cette vérité. M. Max Eastman dit dans un article récent :

*Aujourd'hui, il me semble évident — quoique j'aie mis du temps pour arriver à cette conclusion — que l'institution de la propriété privée fut un des facteurs principaux qui ont permis de donner à l'homme la liberté et l'égalité limitées que Marx avait espéré rendre infinies en abolissant cette institution. Chose étrange, Marx fut le premier à le comprendre. C'est lui qui nous a expliqué, en regardant en arrière, que le capitalisme et le marché libre avaient été les conditions préalables de*

*toutes nos libertés démocratiques. Mais il n'a jamais songé, en regardant en avant, que ces autres libertés pourraient disparaître avec l'abolition du marché libre*<sup>[37]</sup>.



On dit parfois, en réponse à ces objections, qu'il n'y a aucune raison pour les dirigeants du plan de déterminer les revenus de l'individu. La détermination de la part de chacun dans le revenu national implique évidemment de très grandes complications sociales et politiques, de nature à faire hésiter le partisan le plus résolu du planisme. Ceux qui se rendent compte de ces complications préféreront probablement limiter le planisme à la production, pour assurer simplement « l'organisation rationnelle de l'industrie » et abandonner, autant que faire se peut, aux forces impersonnelles la répartition des revenus. On ne peut pourtant pas diriger l'industrie sans contrôler, dans une certaine mesure, la distribution. Les dirigeants du plan n'abandonneront jamais entièrement la distribution au jeu du marché, mais ils pourraient probablement se contenter d'imposer certaines règles générales d'équité afin d'éviter de trop grandes inégalités et d'assurer une rémunération légitime du travail. Mais ils ne se chargeront pas de régler la situation particulière des gens à l'intérieur de leur classe, ils ne s'occuperont

pas des différences ni des relations entre petits groupements ou individus.

L'interdépendance de tous les phénomènes économiques, nous l'avons vu, ne permet guère d'arrêter le planisme à un point voulu. Une fois le libre jeu du marché entravé, le dirigeant du plan sera amené à étendre son contrôle jusqu'à ce qu'il embrasse tout. Ces considérations économiques sont corroborées par certaines tendances sociales ou politiques qui, au fur et à mesure que le plan s'étend, se font sentir davantage.

Plus les gens comprennent que la situation de l'individu n'est pas déterminée par des forces impersonnelles ni par l'émulation, mais qu'elle est définie par une autorité, plus leur attitude change à l'égard de leur propre situation dans le cadre social. Les inégalités paraîtront toujours injustes à ceux qu'elles affectent, les déceptions, imméritées, et les coups du destin, aveugles. Mais, si ces choses arrivent dans une société dirigée, les réactions des gens vont être autres que dans une société où l'on ne peut pas attribuer la responsabilité des événements au choix délibéré de quelqu'un. On supporte plus aisément l'inégalité, elle affecte moins la dignité, si elle résulte de l'influence de forces impersonnelles, que lorsqu'on la sait provoquée à dessein. Dans la société de

concurrence, un employeur n'offense pas la dignité d'un homme en lui disant qu'il n'a pas besoin de ses services, ou qu'il ne peut pas lui offrir un travail intéressant. Le chômage ou la perte de revenu pour quelque autre raison, choses qui arrivent immanquablement dans toute société, sont moins dégradants si l'on peut les considérer comme la conséquence d'une malchance, et non pas comme voulus par l'autorité. L'expérience la plus amère le serait davantage dans la société « planifiée ». Là, quelques individus auront à décider non seulement si une personne est apte à un certain travail, mais, d'une façon générale, si elle est utile à quelque chose et dans quelle mesure. Sa position dans la vie lui sera assignée par quelqu'un d'autre.

Les gens supportent avec une certaine résignation des souffrances qui pourraient arriver à n'importe qui ; ils n'admettent pas aussi facilement les souffrances causées délibérément par l'autorité. Il est désagréable de n'être qu'un rouage insignifiant dans une machine impersonnelle, mais c'est infiniment pire si nous n'avons pas la possibilité de la quitter, si nous sommes attachés à notre place et livrés indéfiniment à la merci des supérieurs qu'on nous a donnés. Le mécontentement de chacun augmentera à mesure qu'il se rendra compte que sa situation est voulue

par une autorité.

Si le gouvernement a entrepris le planisme pour assurer la justice, il ne pourra déclinier la responsabilité du sort de personne. Dans une société planifiée nous aurons l'impression que nous avons un sort meilleur ou pire que d'autres, non pas en raison de circonstances incontrôlables et imprévisibles, mais parce que l'autorité le veut ainsi. Et si nous voulons améliorer notre situation, nous devons concentrer tous nos efforts, non pas pour prévoir ou pour nous adapter aux circonstances, du reste incontrôlables, mais pour influencer en notre faveur l'autorité qui détient tout le pouvoir. Le cauchemar des philosophes politiques du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État dans lequel « toutes les avenues conduisant à la richesse et à l'honneur passeraient par le gouvernement<sup>[38]</sup> » se réalisera plus complètement qu'ils l'auraient jamais cru, et d'une façon devenue désormais familière d'après l'exemple de certains pays totalitaires.



Aussitôt que l'État entreprend de diriger toute la vie économique d'après un plan, l'encadrement et l'organisation des différents groupements et des individus deviennent le problème politique central. Comme c'est le pouvoir coercitif de l'État qui décide de ce qui sera accordé à telle ou telle

personne, on aura avant tout intérêt à chercher à participer de ce pouvoir dirigeant. Toute question économique ou sociale sera, en même temps, une question politique. Sa solution dépendra principalement de la personnalité de celui qui exerce le pouvoir coercitif, de l'opinion des hommes influents.

Je crois que ce fut Lénine lui-même qui lança, au cours des premières années du régime soviétique, la fameuse locution « qui ? pour qui ? » slogan que, par la suite, le peuple a adopté pour résumer le critère général de la société socialiste<sup>[39]</sup>. Qui fait des plans pour qui, qui dirige et commande, qui assigne leur place aux hommes dans la vie, qui aura à recevoir sa part déterminée par d'autres ? Seul le pouvoir suprême peut décider de ces questions capitales.

Récemment un spécialiste américain des questions politiques a employé la locution de Lénine par extension et affirmé que le problème de tout gouvernement consistait à décider « qui reçoit, quoi, quand, et dans quelles conditions ». Ce n'est pas tout à fait exact. Certes, tout gouvernement exerce une action sur la situation de chacun ; sous quelque système que ce soit, il n'y a pas un aspect de notre vie qui ne soit affecté par l'action du gouvernement.

Mais il faut faire deux distinctions importantes. Premièrement : on peut prendre des mesures particulières sans savoir d'avance de quelle manière elles affecteront les individus et sans en connaître les effets déterminés. Nous avons exposé plus haut cet aspect de la question. Deuxièmement : l'étendue de l'action gouvernementale peut être variable ; elle peut englober tous les biens et tous les besoins des hommes ou se limiter à attribuer une quantité déterminée de biens à certaines personnes, dans des conditions particulières et à des intervalles définis. C'est là que réside la différence entre un système libre et un système

L'accusation commune des nazis et des socialistes contre « la séparation artificielle entre l'économie et la politique » montre d'une façon significative la différence entre les deux systèmes libéral et totalitaire, de même que l'exigence de la domination de l'économie par la politique. Cela ne veut pas dire seulement que les forces économiques peuvent dans les conditions présentes servir à des fins qui ne concernent pas directement la politique du gouvernement, mais aussi que le pouvoir économique peut s'exercer indépendamment du gouvernement et même à des fins que celui-ci n'approuverait pas. Il s'agirait donc de créer un pouvoir unique et d'accorder au groupe dirigeant

qui exerce le pouvoir un contrôle sur tous les efforts humains, et surtout le droit souverain d'assigner à chacun une place définie dans la société.



Un gouvernement qui dirige l'activité économique est obligé d'employer son pouvoir s'il veut réaliser un idéal de justice distributive. Mais comment va-t-il user de ce pouvoir ? Par quels principes sera-t-il guidé ? Existe-t-il une réponse définitive aux questions innombrables concernant les mérites relatifs de chacun ? Peut-on les résoudre d'une façon absolue ? Existe-t-il une échelle de valeurs que tout homme sensé puisse admettre, capable de justifier un nouvel ordre hiérarchique de la société et à même de satisfaire l'aspiration naturelle des hommes à la justice ?

En fait, il n'existe qu'un seul principe pouvant offrir une réponse satisfaisante à toutes ces questions, celui de l'égalité : égalité complète et absolue de tous les individus dans toute circonstance humainement contrôlable. S'il était désirable, ce principe prêterait à l'idée vague de la justice distributive une signification précise et donnerait au créateur du plan une ligne de conduite définie. Mais les hommes, en général, ne considèrent pas cette égalité en quelque sorte



mécanique comme désirable, loin de là. Aucun mouvement socialiste affichant comme but l'égalité complète n'a trouvé beaucoup d'écho. Le socialisme, dans l'acception courante du terme, promet non pas une répartition absolument égalitaire, mais une répartition plus juste et plus équitable que la répartition actuelle. Le but est donc non pas l'égalité dans le sens absolu, mais une « plus grande équité ».

Les deux termes se ressemblent, mais, considérés sous l'angle de notre problème, ils représentent des choses essentiellement différentes. Tandis que la notion de l'égalité absolue permettrait de définir avec précision la tâche du planiste, le désir d'une plus grande équité est purement négatif, c'est simplement une expression de mécontentement à l'égard de la situation actuelle. Aussi longtemps que nous n'admettons pas que chaque pas vers l'égalité complète est souhaitable, le désir d'une plus grande équité n'est d'aucun secours aux dirigeants du plan pour leurs décisions.

Nous ne jouons pas sur les mots. Il s'agit ici d'un conflit décisif que la ressemblance des termes employés pourrait dissimuler. Un accord au sujet de l'égalité complète résoudrait toutes les questions importantes que le dirigeant du plan doit aborder,

tandis que la formule de la plus grande équité ne répond à aucune d'elles. Le sens de cette dernière est à peine plus concret que les expressions « bien-être général » ou « salut social ». Elle ne nous dispense pas de l'obligation de soupeser à chaque occasion les mérites des groupes et des individus et ne nous est d'aucun secours dans cette évaluation. Tout ce qu'elle nous suggère, c'est de prendre aux riches autant que possible. Mais lorsqu'il s'agit de distribuer le prélèvement ainsi effectué, le problème demeure le même, comme si la formule de la « plus grande équité » n'avait jamais existé.



On a de la peine à admettre que l'humanité ne dispose pas d'un étalon moral nous permettant de régler ces questions sinon parfaitement, du moins à la satisfaction relative de tous, en un mot, mieux que ne le fait le système de concurrence. Nous avons pourtant tous une idée de ce que doit être un « juste prix » ou un « juste salaire ». Ne peut-on donc pas se fier au bon sens du peuple ? Admettons que sur le moment nous ne puissions pas tomber d'accord, pour décider ce qui est correct et légitime dans un cas particulier, mais les idées populaires ne pourraient-elles pas se cristalliser dans un standard fixe une fois que le peuple aurait eu l'occasion de réaliser son idéal de justice ?

Malheureusement, il y a peu de raisons de l'espérer. Les standards que nous possédons dérivent de l'expérience en régime de concurrence ; ils disparaîtraient aussitôt qu'on supprimerait la concurrence. Ce que nous appelons un juste prix ou un juste salaire, sont soit le prix et le salaire usuels que nous connaissons, soit le prix et le salaire qu'on obtiendrait s'il n'y avait pas de monopoles. La seule exception à cette notion est fournie par l'exigence des ouvriers de recevoir « le produit total de leur travail », qui est à l'origine de maintes doctrines socialistes. Mais, aujourd'hui, il reste très peu de socialistes pour croire que dans une société socialiste les ouvriers se partageraient le bénéfice total de chaque industrie. Cela signifierait, en pratique, que les ouvriers employés dans des industries travaillant avec un capital important auraient un revenu plus élevé que ceux employés dans les usines travaillant avec peu de capital : solution que les socialistes repoussent comme injuste. On admet généralement aujourd'hui que cette exigence était basée sur une fausse interprétation des faits. Si le travailleur ne peut donc pas prétendre à la totalité de « son » bénéfice et si l'on doit distribuer le produit total du capital entre tous les ouvriers, le problème des modalités de la répartition nous ramène au conflit déjà envisagé.

On pourrait déterminer objectivement le juste prix d'un objet ou la juste rémunération d'un travail en fixant la quantité des besoins sans tenir compte du prix de revient. Dans ce cas le spécialiste du plan pourrait calculer les prix et les salaires nécessaires à satisfaire ces besoins. Mais il doit fixer également la quantité de chaque article qu'on produira. Ainsi, il sera amené, par la force des choses, à déterminer le juste prix et le salaire approprié. Si, par exemple, le spécialiste du plan constate qu'on n'a besoin que d'un nombre réduit d'architectes et d'horlogers, et que ceux-ci acceptent de travailler à un salaire diminué, le « juste salaire » sera désormais plus bas. En décrétant l'importance relative des tâches différentes, le dirigeant du plan décide également de l'importance relative des différents groupes et des différentes personnes. Comme il ne doit pas traiter les hommes en simples moyens de production, tout en tenant compte de ces considérations, il doit consciencieusement évaluer les différentes fins et les effets de sa décision. Quoiqu'il en soit, il exercera un contrôle direct sur la situation des différentes catégories de gens.

Ceci concerne aussi bien la situation des individus que celle des groupements professionnels. D'habitude nous imaginons mal un salaire unique dans l'ensemble d'une industrie ou

d'une corporation. En réalité, les différences de revenus peuvent être aussi considérables entre un médecin ou un architecte « arrivés » et un autre qui n'aurait pas réussi, qu'entre un membre de la classe possédante et un pauvre. Comme il y a des écrivains, des acteurs de cinéma, des boxeurs, des jockeys qui gagnent des fortunes et d'autres qui subsistent à peine, nous trouvons le même écart de revenu chez des plombiers, des épiciers, des maraîchers, des tailleurs, dans n'importe quelle profession. Et même en établissant une sorte de standardisation en créant des catégories, il reste nécessaire de faire une différence entre les individus. Qu'on l'effectue par l'attribution de revenus différents ou par l'établissement de catégories différentes, on y viendra toujours.

Les hommes voudraient-ils se soumettre à pareil contrôle dans une société libre, ou demeureraient-ils libres s'ils s'y soumettaient ? Ce que John Stuart Mill a répondu à cette question, il y a près de cent ans, reste valable aujourd'hui encore :

*Le principe rigide de l'égalité peut être imposé par le hasard ou par une nécessité extérieure ; mais les hommes capables de soupeser chacun, comme dans une balance, et d'attribuer, selon leur bon plaisir et leur appréciation, aux uns plus, aux autres moins,*

*de tels hommes devraient soit descendre de surhommes, soit être soutenus par une terreur surnaturelle*<sup>[40]</sup>.



Ces difficultés ne mènent pas à un conflit ouvert aussi longtemps que le socialisme ne représente que le programme théorique d'un groupe limité et assez homogène. Le choc se produit lorsqu'on tente une expérience socialiste avec l'appui de nombreux groupes différents, comprenant, en fait, la majorité du peuple. Aussitôt se pose le problème ardu, à savoir quel groupe imposera son idéal aux autres, en mettant les ressources de tout le pays au service de sa conception. Le planisme ne peut réussir qu'en se basant sur des principes communs portant sur des valeurs essentielles. C'est pour cela que la restriction de notre liberté dans des questions matérielles touche de si près à la liberté spirituelle.

Les socialistes comptaient sur l'éducation pour résoudre ce problème. Mais que peut l'éducation dans l'occurrence ? Nous savons que la connaissance à elle seule ne crée pas de nouvelles valeurs éthiques. L'instruction la plus poussée ne peut amener les hommes à professer les mêmes opinions sur des conflits d'ordre moral, soulevés par la réglementation délibérée des rapports

sociaux. Une conviction raisonnée ne suffit pas pour justifier un plan particulier, il y faut l'acceptation d'une foi. Les socialistes sont les premiers à admettre que la condition préalable de leur réussite est la croyance générale dans une philosophie commune. C'est pour organiser un mouvement de masses basé sur une philosophie commune que les socialistes ont créé tous les moyens de propagande susceptibles d'inculquer une doctrine, moyens dont fascistes et nazis ont fait un usage si dangereusement efficace.

Car, en effet, les fascistes et les nazis n'ont pas eu grand chose à inventer. La tradition d'un mouvement politique nouveau, envahissant tous les domaines de la vie, était déjà établie en Allemagne et en Italie, par les socialistes. Ce sont les socialistes qui ont mis en pratique la conception d'un parti politique qui dirigerait toutes les activités de l'individu, du berceau jusqu'au tombeau, qui lui dicterait ses opinions sur chaque chose, examinant tous les problèmes à la lumière d'une philosophie partisane. Un écrivain politique autrichien, un socialiste, parlant du mouvement socialiste de son pays, déclare avec fierté : « Il est caractéristique que notre mouvement ait créé une organisation spéciale pour chaque secteur de l'activité de nos ouvriers et employés<sup>[41]</sup>. » Les Autrichiens sont allés dans cette voie peut-être plus

loin que d'autres, mais la situation était partout à peu près la même. Ce ne sont pas les fascistes, mais les socialistes qui ont commencé à enrégimenter des enfants, dès l'âge le plus tendre, dans des organisations politiques pour les éduquer en bons prolétaires. Ce ne sont pas les fascistes mais les socialistes qui ont songé les premiers à organiser des clubs sportifs de parti dont les membres ne devaient pas être contaminés au contact des gens d'opinion différente. Ce sont d'abord les socialistes qui ont obligé leurs adhérents à se distinguer des autres hommes par une façon particulière de saluer et de s'interpeller. Ce furent eux qui par leur organisation particulière des « cellules » et de la surveillance permanente de la vie privée ont créé le prototype du parti totalitaire. *Ballila* et *Hitlerjugend*, *Dopolavoro* et *Kraft durch Freude*, uniformes politiques et formations militaires d'un parti, ne sont que des imitations plus ou moins fidèles d'anciennes institutions socialistes.



Il est relativement facile de créer une opinion commune sur le statut des différents membres d'une société si le mouvement socialiste est étroitement lié aux intérêts d'un groupe défini, représenté dans l'occurrence par l'organisation des ouvriers qualifiés. La préoccupation immédiate du



mouvement se concentre sur le statut de ce groupe particulier, sur l'amélioration de leur standard de vie par rapport à celui des autres groupes. Au cours de l'avance progressive vers le socialisme, tout le monde se rend peu à peu compte que la situation de chacun est déterminée par l'appareil coercitif de l'État : pour avoir la meilleure chance d'améliorer sa situation, on doit donc devenir membre d'un groupe organisé, capable d'influencer ou de contrôler l'appareil de l'État. A partir de ce moment, le problème se pose autrement. Au milieu du tiraillement qui se produit entre les différents groupes à cette phase du développement, il n'est pas du tout indispensable de mettre en avant les intérêts des plus pauvres ou ceux des groupes les plus nombreux. Le titre d'ancienneté des partis socialistes ne joue pas nécessairement, bien qu'ils aient été les premiers à représenter les intérêts d'un groupe déterminé, véritable avant-garde de la lutte, et qu'ils aient élaboré une idéologie capable d'attirer les ouvriers manuels de l'industrie. Cette élite des ouvriers industriels gagnant constamment du terrain, leur succès, leur désir de faire triompher leur doctrine en bloc, a inévitablement déclenché une réaction puissante, non point tant chez les capitalistes qu'au sein des masses prolétariennes menacées par leur avance.

La théorie et la tactique socialistes, même non

marxistes, se basent partout sur le principe de la division de la société en deux classes qui ont des intérêts à la fois solidaires et contradictoires, à savoir, capitalistes et ouvriers industriels. Le socialisme comptait sur la disparition rapide de la vieille classe moyenne, sans supposer l'avènement d'une classe moyenne nouvelle composée de l'armée des employés de toutes catégories, du personnel administratif, des instituteurs, des petits commerçants et des intellectuels mal payés. Cette classe a pourtant fourni pendant un certain temps des chefs au parti socialiste. Mais comme le standard de vie de cette classe intermédiaire empirait de plus en plus cependant que le sort des ouvriers industriels s'améliorait progressivement, l'idéal politique de ces derniers perdait de son attrait pour le nouveau prolétariat. Celui-ci restait toujours socialiste, détestant le capitalisme et souhaitant le partage équitable des richesses, mais selon une conception de la justice, qui ne s'accordait plus avec la politique des vieux partis socialistes.

Les partis socialistes, ayant réussi à améliorer la situation économique d'un groupement professionnel, ont pu s'assurer le soutien de ce groupement. Mais ce moyen ne peut pas être employé pour obtenir l'appui de toute la masse, car on voit surgir des mouvements socialistes rivaux,

qui font appel au soutien de ceux dont la situation économique s'est aggravée. Il y a une grande part de vérité dans la formule d'après laquelle le fascisme et le national-socialisme seraient une sorte de socialisme de la classe moyenne. Toutefois, en Italie et en Allemagne, les partisans de ces nouveaux mouvements ne constituaient plus, au sens économique, une classe moyenne. Il s'agissait plutôt de la révolte d'une classe frustrée contre l'aristocratie ouvrière créée par le mouvement socialiste. Aucun facteur économique n'a contribué autant au développement de ces mouvements que l'envie ressentie par des chômeurs diplômés, des ingénieurs, des avocats sans causes, tout ce « prolétariat en faux-col » à l'égard du mécanicien, du typo ou d'autres membres des organisations ouvrières privilégiées. Sans aucun doute, le revenu moyen d'un membre du parti nazi, au début de ce mouvement, était inférieur à celui d'un membre des syndicats ouvriers ou des vieux partis socialistes. Le nouveau prolétariat ressentait d'autant plus sa déchéance qu'il vivait encore dans un cadre qui lui rappelait des jours meilleurs. L'expression « lutte de classes à rebours » employée en Italie au moment de l'avènement du fascisme révèle un aspect significatif de ce mouvement. On doit considérer le conflit entre le fascisme, le national-socialisme et les anciens partis socialistes comme une lutte qui

devait infailliblement se produire entre factions socialistes rivales. Elles étaient toutes d'accord sur le fait que c'est l'État qui doit assigner à chaque personne sa place dans la société. Ce qui les partageait, et les partagera toujours, c'est la question de savoir quelles doivent être les places respectives des différentes classes et différents groupes dans le cadre de l'ordre nouveau.



Les vieux chefs socialistes n'y comprenaient rien. Ils avaient toujours considéré leur parti comme l'avant-garde naturelle du mouvement de masses universel qui réalisera le socialisme, et ne pouvaient pas saisir le ressentiment éprouvé contre eux par les masses pauvres, qui augmentait à chaque extension nouvelle des méthodes socialistes. Les vieux partis socialistes et les organisations ouvrières dans différentes industries avaient fini par trouver un terrain d'entente avec les employeurs et par améliorer ainsi leur situation, cependant que des masses très importantes restaient sans protection, dans la misère. Ces éléments considéraient, avec quelque raison, les membres plus favorisés des organisations ouvrières comme faisant partie d'une classe d'exploiteurs plutôt que d'exploités <sup>[42]</sup>.

Le ressentiment des recrues du fascisme et du

national-socialisme, puisées dans cette classe moyenne appauvrie, était encore renforcé du fait que ces hommes aspiraient souvent aux positions dirigeantes auxquelles ils croyaient, de par leur éducation et leur tradition, être destinés. Les jeunes, sous l'influence des enseignements socialistes, méprisaient les affaires, repoussaient avec dédain les situations indépendantes qui impliquent des risques, et envahissaient, en nombre toujours accru, les emplois salariés qui donnent la sécurité. Mais les aînés, les partisans du nouveau mouvement, réclamaient des places offrant pouvoir et gros revenus. Ils croyaient en la société organisée, mais prétendaient à une situation que la société dirigée par des socialistes ne leur aurait jamais offerte. Ils voulaient bien emprunter les méthodes de l'ancien socialisme, mais pour s'en servir en faveur d'une autre classe. Leur mouvement put ainsi attirer tous ceux qui voulaient le contrôle de l'État sur toute l'activité économique, mais ne voulaient pas les fins auxquelles l'aristocratie des ouvriers industriels désirait employer sa force politique.

Le nouveau mouvement socialiste débuta avec plusieurs avantages tactiques. Le socialisme ouvrier s'était développé dans un monde démocratique et libéral, y adaptant ses tactiques, prenant à son compte de nombreuses idées du

libéralisme. Ses promoteurs croyaient encore que l'instauration du socialisme résoudrait tous les problèmes. Le fascisme et le national-socialisme naquirent, par contre, au milieu d'une société de plus en plus réglementée, dans laquelle l'incompatibilité du socialisme démocratique et du socialisme international s'était révélée. Leur tactique s'était développée dans un monde déjà dominé par la politique socialiste et par les problèmes qu'elle avait créés. Ils n'avaient pas d'illusions sur la possibilité d'une solution démocratique des problèmes qui exigent des hommes plus de bonne volonté qu'on ne peut raisonnablement en attendre. Ils ne croyaient pas que la raison puisse résoudre la question des besoins des différents groupes humains, inévitablement posée par le planisme : Ils ne croyaient pas davantage que la formule de l'égalité pouvait suffire à les résoudre. Mais ils savaient surtout que le groupe le plus fort pourrait rallier un nombre de partisans suffisant en créant une hiérarchie nouvelle qui, promettant franchement des privilèges à ses adhérents, obtiendrait ainsi l'appui de tous les hommes déçus par la promesse d'une égalité qui n'a servi pratiquement que les intérêts d'une classe particulière. Mais ils ont réussi avant tout parce qu'ils offraient une théorie, une conception générale du monde, qui paraissait justifier leurs promesses.

## **Chapitre IX. – Sécurité et liberté**

La société tout entière deviendra un seul immense bureau et une seule immense usine avec égalité de travail et égalité de rétribution.

**V. I. Lénine, 1917**

Dans un pays où l'État est le seul employeur,  
toute opposition signifie mort par inanition.  
L'ancien principe : qui ne travaille pas, ne mange pas, est remplacé par un nouveau : qui n'obéit pas, ne mange pas.

**L. Trotzky, 1937**

On prétend, exactement comme au sujet de la fallacieuse « liberté économique », mais à plus juste titre, que la sécurité économique est une condition indispensable de la véritable liberté. Dans un certain sens cela est aussi vrai qu'important. L'homme qui ne peut pas se fier à ses propres moyens pour réussir possède rarement un esprit indépendant et un caractère fort. Mais l'idée de la sécurité économique est non moins vague et ambiguë que la plupart des notions dans

ce domaine. C'est justement pourquoi l'aspiration générale à cette sécurité peut devenir dangereuse pour la liberté. En effet, lorsque cette sécurité est prise dans un sens absolu, l'aspiration à la sécurité, au lieu d'ouvrir la voie à la liberté, représente une grave menace pour elle.

Dès l'abord, il est utile de distinguer entre deux sortes de sécurités : l'une est une sécurité limitée qu'on peut assurer à tous ; ce n'est pas un privilège, mais l'attribut légitime de chacun ; l'autre est une sécurité absolue qu'une société libre ne peut pas accorder à tous, qu'on doit considérer comme un privilège — à l'exception de cas particuliers. Le juge par exemple doit jouir d'une indépendance complète dans l'intérêt même de la société. Vues de plus près, ces deux sortes de sécurités consistent : la première à disposer d'un minimum vital pour sa subsistance, à se sentir à l'abri des privations physiques élémentaires ; la seconde : à jouir de la sécurité d'un certain standard de vie, d'un bien-être relatif, par rapport à la situation d'autres groupes et d'autres personnes ; en un mot, il y a sécurité avec un revenu minimum et sécurité avec un revenu particulier qu'on croit mériter. Cette distinction coïncide, dans les grandes lignes — nous le verrons par la suite — avec la distinction entre la sécurité qu'on peut assurer à chacun, tout en sauvegardant le système du



marché, et la sécurité qu'on ne peut garantir qu'à un nombre limité d'hommes et seulement à condition

Il n'y a, en effet, aucune raison pour qu'une société ayant atteint un niveau de prospérité comme celui de la nôtre, ne puisse garantir à tous le premier degré de sécurité, sans mettre par cela notre liberté en danger. Il faudrait, d'ailleurs, préciser encore un certain nombre de questions assez difficiles, notamment : quel serait le standard qu'on assurerait à tout un chacun ? Une autre question particulièrement importante est de savoir si ceux qui tomberaient ainsi à la charge de la communauté jouiraient de la même liberté que les autres citoyens<sup>[43]</sup> ? Ces questions, si on ne les aborde pas sérieusement, peuvent provoquer des problèmes assez graves et même dangereux. Mais on peut sans aucun doute assurer à chacun un minimum de nourriture, de vêtements et un abri pour sauvegarder sa santé et sa capacité de travail. En fait, en Angleterre, pour une grande partie de la population cette sorte de sécurité est assurée depuis longtemps.

Il n'y a pas de raisons non plus pour que l'État ne protège pas les individus contre les hasards courants de la vie, contre lesquels peu de gens peuvent se garantir eux-mêmes. En organisant un

système complet d'assurances sociales, l'État a une excellente occasion d'intervenir, quand il s'agit vraiment de risques susceptibles d'être couverts par l'assurance. Les partisans du régime de concurrence et ceux qui voudraient le remplacer par un autre système seront en désaccord au sujet de maints détails, car sous l'étiquette de l'assurance sociale on peut édicter des mesures susceptibles de supprimer totalement ou partiellement le jeu de la concurrence. Mais, en principe, il n'y a pas d'incompatibilité entre l'intervention de l'État pour assurer une plus grande sécurité et la liberté individuelle. Dans les cas de catastrophes naturelles, l'État peut également apporter son aide, sans aucun inconvénient. Chaque fois que la communauté peut agir pour atténuer les conséquences des catastrophes contre lesquelles l'individu est impuissant, elle doit le faire.

Il y a enfin un problème de la plus haute importance, celui de la lutte contre les fluctuations générales de l'activité économique et les vagues périodiques de chômage massif qui les accompagnent. C'est bien là un des plus graves et plus délicats problèmes de notre temps. Sa solution exigerait un effort de planisme, pris au sens positif, mais elle n'implique pas, ne devrait pas impliquer, le genre de planisme qui supprimerait le marché.

De nombreux économistes espèrent que la politique monétaire pourrait fournir un remède radical compatible même avec le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle. D'autres croient qu'on ne pourrait arriver à un véritable résultat qu'en répartissant judicieusement des travaux publics, organisés sur une très grande échelle. Ceci pourrait amener des restrictions très sérieuses dans la concurrence. Nous devons donc surveiller très attentivement nos expériences dans cette direction afin d'éviter que toute l'activité économique ne devienne progressivement tributaire des commandes gouvernementales. Mais ce n'est pas là le seul, et, selon notre opinion, le plus pratique des moyens capables d'écarter le plus grave des dangers qui menacent notre sécurité économique. De toute manière, la protection nécessaire contre les fluctuations économiques ne mène pas au genre de planisme qui constitue une menace pour notre liberté.



Il existe un autre genre de « planisme de sécurité » qui compromet la liberté. Ce planisme se propose de protéger des individus ou des groupes contre la diminution de leurs revenus, chose qui arrive quotidiennement, sans aucune faute des intéressés, dans la société de concurrence. Il s'agirait donc d'empêcher des pertes d'argent qui,

sans justification morale, se produisent sous le régime de concurrence et imposent souvent aux individus des épreuves très dures. Cette revendication de la sécurité, c'est sous une autre forme la revendication d'une juste rémunération, d'une rémunération proportionnée au mérite subjectif et non pas au résultat objectif des efforts accomplis. Cette conception de la sécurité ou de la justice semble inconciliable avec le libre choix d'un emploi.

Dans tout système où l'affectation des hommes aux différentes industries et aux divers métiers dépend de leur propre choix, la rémunération doit correspondre à l'utilité de chacun pour les autres membres de la société, même si elle n'est pas à la mesure du mérite subjectif. Les résultats sont souvent en rapport satisfaisant avec l'effort ou l'intention, mais dans aucune société ce ne peut être la règle générale. Il arrive souvent, par exemple, qu'à la suite de circonstances imprévues l'utilité d'une industrie ou d'un métier diminue, se perd. L'habileté professionnelle d'ouvriers hautement qualifiés peut, du jour au lendemain, perdre sa valeur — le cas est fréquent — à la suite d'une invention. La situation du spécialiste intéressé devient tragique cependant que le reste de la société bénéficie de l'innovation. L'histoire du dernier siècle en fournit de nombreux exemples.

Notre sens de la justice n'admet pas qu'un homme, capable et appliqué dans son travail, subisse tout d'un coup, pour des raisons indépendantes de sa volonté, une diminution importante de ses revenus et voie s'écrouler l'œuvre de toute sa vie. L'appel des victimes de pareilles mésaventures à l'intervention de l'État, trouve certainement l'approbation et le soutien des masses. Le gouvernement a dû partout satisfaire à ces demandes en prenant des mesures non seulement pour protéger les hommes contre des souffrances et des privations, mais pour leur assurer leur revenu ultérieur et les mettre à l'abri des fluctuations du marché<sup>[44]</sup>.

On ne peut pourtant pas assurer une stabilité de revenus à tous si l'on veut préserver la liberté du choix du métier. Et si l'on ne garantit cette stabilité qu'à un nombre restreint de gens, on diminue par là même la sécurité des autres. Il est évident qu'on ne peut assurer un revenu invariable à tous les hommes qu'en supprimant toute liberté du choix des emplois. Quoiqu'on considère généralement la garantie d'un revenu stable pour tous comme une revendication sociale légitime, et comme un idéal, on ne fait pas grand chose pour l'atteindre. On essaye bien d'assurer cette sécurité à certaines fractions de la population, à tel ou tel groupe et l'on parvient ainsi à aggraver constamment le

malaise et l'insécurité des autres. Il n'est pas étonnant que le privilège de la sécurité prenne aux yeux des hommes de plus en plus d'importance. L'exigence de la sécurité devient ainsi de plus en plus générale et impérieuse. On finit par la désirer à tout prix, même au prix de la liberté.



Si l'on devait protéger contre les pertes imméritées ceux dont l'utilité a diminué par suite de circonstances imprévisibles et incontrôlables, empêcher ceux dont l'utilité a augmenté par suite des mêmes circonstances de toucher des gains immérités, la rémunération cesserait d'avoir la moindre relation avec l'utilité effective. Elle dépendrait ainsi de l'appréciation d'une autorité qui décréterait ce qu'une personne doit faire, ce qu'elle aurait dû prévoir, et si ses intentions ont été bonnes ou mauvaises. Des décisions pareilles seraient, en grande partie, forcément arbitraires. L'application de ce principe impliquerait de donner aux personnes exécutant le même travail des rémunérations différentes. Les différences de rémunération ne serviraient plus de stimulant pour amener les hommes à travailler aux améliorations nécessaires sur le plan social ; les individus ne se rendraient même plus compte si tel ou tel changement, dû à leurs efforts, en vaudrait la peine.

Si l'on ne peut plus obtenir les variations constantes de l'affectation des hommes aux emplois, mouvement indispensable en toute société, par le moyen de récompenses et de pénalités pécuniaires, il faudra les réaliser en donnant des ordres. Si un individu touche un salaire invariable et garanti, il ne dépendra plus de sa préférence de garder son emploi ou d'en choisir un autre. Qu'il change ou ne change pas de place, il n'en gagnera ni plus ni moins. Par conséquent ceux qui contrôlent l'ensemble des revenus disponibles choisiront pour lui, en le gardant dans son emploi ou en l'affectant ailleurs.

Souvent on veut faire croire que le rendement du travail, qui, comme tout le monde le sait, dépend pour une grande part des stimulants offerts, est simplement une question de bonne volonté, de tempérament en quelque sorte. En réalité, si nous désirons que les hommes travaillent de toute leur force, il faut qu'ils y trouvent leur compte. Et si l'on veut leur laisser le libre choix, ils doivent être à même de juger l'importance sociale de leur travail, de la mesurer à l'aide d'une échelle pratique. Personne ne saurait opter entre différentes alternatives s'il ne saisit pas la relation entre les avantages proposés et leur utilisation dans la société. Comment discerner ce qui vous attend quand vous quittez un travail, un milieu pour un

autre ? La valeur relative des deux occupations pour la société doit se manifester dans la différence des rémunérations qu'on vous offre.

Le problème est d'autant plus important que les hommes ne donnent pas normalement le meilleur d'eux-mêmes sans que leur intérêt soit directement en jeu. Pour un grand nombre d'entre nous, une pression extérieure est indispensable si l'on veut obtenir le meilleur rendement possible. Le problème du stimulant est donc un facteur décisif aussi bien pour le travailleur ordinaire que pour le personnel dirigeant. L'application de la technique industrielle à toute une nation — c'est là le but du planisme — « soulève des problèmes de discipline qui sont difficiles à résoudre » dit avec raison un ingénieur américain parfaitement au courant de l'expérience gouvernementale dans le domaine du planisme.

*Pour que l'organisation industrielle fonctionne d'une façon efficace, elle doit être entourée, en quelque sorte, par un champ relativement étendu d'économie non dirigée. Il doit exister quelque part un réservoir d'hommes, un endroit d'où extraire, en cas de besoin, des ouvriers nécessaires, un endroit où l'ouvrier peut être relégué lorsqu'il est renvoyé et censé disparaître et*



*de l'usine et du budget. Si ce réservoir n'existe pas, on ne peut entretenir la discipline sans recourir à la punition corporelle, au travail forcé<sup>[45]</sup>.*

Le problème des sanctions pour fautes professionnelles, pour négligences commises au cours du travail, se pose sous une forme un peu différente mais non moins sérieuse. On l'a bien dit : en dernier ressort, la société de concurrence recourt à l'huissier, et l'économie dirigée, au bourreau<sup>[46]</sup>. L'administrateur de toute usine devrait disposer de pouvoirs très étendus. Mais la position et les revenus du directeur d'usine, en économie dirigée, ne dépendent pas, comme ceux de l'ouvrier d'ailleurs, du succès ou de la faillite de son entreprise. Les bénéfices ne lui appartiennent pas, ce n'est pas lui qui court des risques, il applique simplement certaines règles qui lui sont imposées. S'il se rend coupable d'une « erreur », il commet un crime contre la communauté et sera traité en conséquence. Aussi longtemps qu'il se tient sur le droit chemin de ses devoirs, fixés d'après des critères objectifs, il court moins de risques que son collègue capitaliste ; par contre, le danger qu'il court en cas de manquement à ces devoirs est pire que la banqueroute. Au point de vue économique, il se trouve en parfaite sécurité aussi longtemps que ses supérieurs sont satisfaits

de lui, sécurité qui est gagée cependant sur la vie et la liberté de la personne.

Deux types inconciliables d'organisation sociale s'affrontent, en définitive, qu'on peut appeler, d'après leurs manifestations les plus caractéristiques : la société commerciale et la société militaire. Les termes ne sont pas très bien choisis puisqu'ils mettent l'accent sur des traits secondaires et cachent l'alternative essentielle. On pourrait les caractériser plus correctement en disant : Ou bien tout le choix et tout le risque appartiennent à l'individu ou bien il en est totalement dégagé. L'idée que nous nous faisons de l'armée approche le plus du deuxième type d'organisation sociale. Là, le travail et le travailleur sont désignés par l'autorité et s'il manque quelque chose, tout le monde en pâtit de la même manière. C'est le seul système qui offre à l'individu une complète sécurité économique ; et, en étendant ce système à toute la société, on pourrait assurer, en effet, la sécurité économique de chacun. Elle serait cependant inséparable de l'ordre et de la hiérarchie de la vie militaire, ce serait une sécurité de caserne.

On peut évidemment organiser selon ce principe certains secteurs d'une société par ailleurs libre. Il n'y a pas de raisons pour que ce genre de vie, avec ses restrictions nécessaires de la liberté

individuelle, ne soit ouvert à ceux qui le préfèrent. En effet, une certaine forme du service de travail volontaire, organisé militairement, peut offrir la meilleure garantie d'un emploi et d'un revenu minimum à chacun. Dans le passé, des tentatives de cet ordre ont donné peu de résultats, en raison d'une exigence peu justifiable de leurs partisans : ils étaient prêts à sacrifier leur liberté pour la sécurité économique à condition qu'on supprime aussi la liberté des autres qui n'étaient nullement disposés à pareil sacrifice.

L'organisation militaire, telle que nous la connaissons, ne donne qu'une image très incomplète de ce que serait une société totalement calquée sur elle. Aujourd'hui, seule une partie de la société étant militairement organisée, la servitude des soldats est atténuée par la conscience qu'il existe dans la société des secteurs libres où ils pourront se réfugier quand le régime leur deviendra intolérable. L'idéal qui a séduit tant de socialistes, nous le trouvons réalisé dans l'ancienne Sparte ou dans l'Allemagne contemporaine, pays organisés en une seule immense usine.



Dans une société où l'on a le goût de la liberté, on ne trouvera pas beaucoup de monde pour la troquer volontairement contre la sécurité

économique. Mais la politique actuellement suivie un peu partout, accordant le privilège de la sécurité tantôt à un groupe, tantôt à un autre, crée rapidement des conditions dans lesquelles l'aspiration à la sécurité devient plus forte que l'amour de la liberté. La raison en est très simple : en assurant la sécurité d'un groupe, on augmente nécessairement l'insécurité des autres. Si vous promettez à quelques-uns une part définie d'un gâteau de grandeur variable, la part restant pour les autres changerait proportionnellement plus que les dimensions du gâteau entier. Le facteur essentiel de la sécurité dans le système de concurrence, à savoir le grand nombre de possibilités variées, devient de plus en plus limité.

A l'intérieur du système du marché, on peut garantir la sécurité à des groupes déterminés seulement par le genre de planisme connu sous le nom de restrictionnisme (qui comprend en réalité presque tout le planisme actuellement pratiqué). Le « contrôle », c'est-à-dire la limitation de la production, peut, en maintenant des prix à un certain niveau, assurer un « rendement » suffisant. C'est le seul moyen dont dispose l'économie marchande pour garantir aux producteurs un revenu assuré. Protéger le producteur, qu'il soit entrepreneur ou ouvrier, contre la concurrence, contre les offres à plus bas prix, c'est exclure des

individus dont la situation est plus précaire de la participation à la prospérité relativement plus grande des industries contrôlées. Toute restriction du droit au travail dans une industrie diminue la sécurité de tous ceux qui sont touchés par cette exclusive. Avec l'augmentation du nombre des hommes dont le revenu est assuré, on voit se restreindre le champ des possibilités variées pour ceux qui ont subi une diminution de revenu ; de même que les chances d'éviter pareille diminution. Dans des industries où les conditions s'améliorent, les membres de l'organisation professionnelle peuvent en exclure d'autres afin de garantir leurs bénéfices, leurs salaires élevés ; par contre, dans des industries dont la production est en baisse, les employés, les ouvriers devenus superflus ne savent pas où aller et il s'en suit un chômage irrémédiable. Nous mettons là le doigt sur une des raisons principales de l'accroissement du chômage, de l'insécurité des masses, qu'on a vu se produire dans les dernières décades : la recherche de la sécurité par la protection partielle des salaires et des revenus.

En Angleterre, de pareilles restrictions, affectant spécialement des couches intermédiaires, n'ont pris des proportions importantes que relativement tard, et nous ne nous rendons pas encore tout à fait compte de leurs conséquences. Il faut avoir

éprouvé soi-même le désespoir sans borne de ceux qui, dans une société devenue impitoyable, demeurent en dehors des professions protégées, pour se rendre compte de l'abîme les séparant des heureux possesseurs d'un travail assuré. Personne ne demande aux privilégiés d'abandonner leurs places, il suffirait qu'ils renoncent à une fraction de leur salaire en faveur des autres. Souvent même la renonciation à de nouvelles augmentations de leur revenu serait d'un grand secours. Mais la protection de leur « standard de vie », de leur « juste salaire », de leur « tarif syndical » auxquels ils ont un droit sacré, soutenu par l'État, exclut pareil sacrifice. Par conséquent, au lieu des prix, des salaires et des revenus individuels, ce sont la production et les emplois qui sont devenus maintenant très variables. Jamais une classe ne fut exploitée d'une façon plus cruelle que le sont les couches les plus faibles de la classe ouvrière par leurs frères privilégiés, exploitation rendue possible par la « réglementation » de la concurrence. Peu de slogans ont fait tant de mal que celui de la « stabilisation » des prix ou des salaires : en assurant les revenus des uns, on rend la situation des autres de plus en plus précaire.

En résumé, plus on tente d'assurer une sécurité complète en intervenant dans le système du marché, plus l'insécurité augmente. Plus la sécurité

devient un privilège, plus le fait d'en être exclu comporte de dangers, plus on appréciera la sécurité. Avec l'augmentation du nombre des privilégiés et de l'écart entre la situation des deux catégories, se développe une nouvelle échelle de valeurs sociales. Désormais, ce n'est plus l'indépendance qui situe un homme, mais la sécurité. On préfère un candidat au mariage qui a droit à la retraite » à celui qui a simplement foi dans ses dons pour arriver à quelque chose. Si quelqu'un dans sa jeunesse n'a pas su se faire admettre au paradis des situations salariées, il risque de demeurer toute sa vie un paria.



La tendance générale à réaliser la sécurité par des mesures de restriction, tolérées ou encouragées par l'État, a produit une transformation progressive de la société. Comme dans maints autres domaines, l'Allemagne était en tête de cette évolution, suivie de près par d'autres pays. Ce processus a été hâté par un autre effet de l'enseignement socialiste, à savoir par le dénigrement systématique de toute activité économique comportant des risques, par l'opprobre moral jeté sur le bénéfice qui paye le risque mais qui ne s'obtient pas toujours. On ne peut pas blâmer un jeune homme qui préfère une situation sûre, salariée au risque des affaires. Il a entendu, depuis sa plus tendre enfance, traiter

l'emploi fixe comme un genre de travail supérieur et désintéressé. L'école et la presse ont inculqué à notre jeune génération l'habitude de considérer toute entreprise commerciale comme suspecte, tout profit comme immoral. Selon ces idées, employer une centaine d'hommes équivaut à les exploiter, mais commander le même nombre d'individus est une tâche honorable. Des gens âgés peuvent taxer notre jugement d'exagération, mais l'expérience quotidienne de tout universitaire prouve qu'à la suite de la propagande anticapitaliste les valeurs ont changé bien au delà des transformations effectives des institutions, du moins en ce qui concerne l'Angleterre. La question se pose de savoir si pour satisfaire aux conceptions nouvelles nous allons démolir certaines institutions, et provoquer l'anéantissement de valeurs que nous estimons encore très haut.

La victoire de l'idéal de la sécurité sur celui de l'indépendance a amené des changements dans la structure sociale. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à comparer l'Allemagne et l'Angleterre d'il y a dix ou vingt ans. Sans vouloir contester l'influence de l'armée dans cette Allemagne, on ne peut pas lui attribuer à elle seule la formation de la société de caractère « militaire » (comme l'appelaient les Anglais). La différence entre les deux pays était beaucoup plus profonde. Les traits particuliers de



la société allemande se manifestaient aussi bien dans les milieux où l'influence militaire proprement dite était dominante que dans ceux où elle était négligeable. Le peuple allemand s'entraînait pour la guerre, c'est entendu, mais les autres peuples en faisaient autant. Ce qui le distingue des autres, c'est l'emploi de l'organisation militaire dans une quantité de domaines divers. Du haut en bas, la vie civile était organisée militairement, de telle façon que la majorité des Allemands ne se considérait pas comme des individus indépendants, mais comme des fonctionnaires : c'est ce qui a donné son caractère particulier à leur structure sociale. L'Allemagne fut pendant longtemps, les Allemands eux-mêmes s'en vantaient, un *Beamtenstaat*. Le revenu et le statut de chacun était fixé, non seulement dans l'administration, mais dans presque tous les secteurs de la vie, par une autorité.

Il est probable que la force ne peut pas anéantir l'esprit de liberté, mais quel peuple aurait pu résister au processus par lequel il a été étouffé en Allemagne ? Il y fallait être d'abord fonctionnaire salarié pour obtenir une distinction ou un avancement quelconque ; remplir des devoirs prescrits y était considéré comme plus méritoire que de choisir son propre champ d'activité ; toute

entreprise qui ne tendait pas à être consacrée officiellement, y était mal vue ; comment voulez-vous que dans de pareilles conditions un homme préfère longtemps la liberté à la sécurité ? Et lorsque le contraire de la sécurité devient un état extrêmement précaire, où l'on est méprisé en cas de réussite autant qu'en cas d'échec, il reste bien peu d'hommes pour le choisir. Arrivé à ce degré, parler de la liberté devient presque de l'ironie, puisqu'on ne peut l'obtenir qu'en y sacrifiant presque tout ce qui est précieux sur terre. On n'est donc pas surpris de voir affirmer par un nombre de gens toujours plus grand que la liberté ne vaut rien sans la sécurité économique et qu'ils sont prêts à sacrifier leur liberté à la sécurité. Mais cela devient inquiétant quand c'est le professeur Harold Laski qui emploie le même argument. Car il ne peut ignorer que celui-ci a servi plus que tout autre à déterminer les Allemands au sacrifice de leur liberté<sup>[47]</sup>.

Le but principal de toute politique doit évidemment être de protéger l'homme contre les privations élémentaires, d'éviter le gaspillage des forces, d'en éliminer les causes et d'en prévenir les effets. Mais pour assurer le succès de ces tentatives sans supprimer la liberté individuelle, il faudrait réaliser la sécurité sans exercer de pression sur le marché, en laissant libre jeu à la concurrence. Un

certain degré de sécurité est indispensable à la sauvegarde de la liberté, parce que la plupart des gens ne consentent pas à supporter les risques qu'elle comporte, s'ils sont par trop lourds. Sans perdre un instant cette vérité de vue, nous ne devons pas tomber dans l'erreur fatale à la mode chez les intellectuels qui exigent la sécurité au prix de la liberté. Regardons franchement la réalité ; admettons que la liberté ne s'obtient qu'à un certain prix et que l'homme doit faire de durs sacrifices pour la conserver. Nous devons acquérir à nouveau la conviction qui a servi de base à la liberté dans les pays anglo-saxons, formulée par Benjamin Franklin dans des termes applicables aussi bien aux individus qu'aux nations : « Ceux qui sont prêts à abandonner des libertés essentielles contre une sécurité illusoire et éphémère ne méritent ni liberté ni sécurité. »

## **Chapitre XI. – La sélection par en bas**

Tout pouvoir amène la corruption, le pouvoir  
absolu amène une corruption absolue.

**Lord Acton**

Passons maintenant à l'examen d'une croyance qui fournit une consolation à ceux qui jugent inévitable l'avènement du totalitarisme. Cette croyance affaiblit singulièrement l'opposition de gens qui s'emploieraient à fond pour combattre ce système s'ils se rendaient bien compte de son caractère. Cette croyance consiste à admettre que l'aspect le plus répugnant du système totalitaire est dû à quelque accident historique, au fait, par exemple, d'avoir été instauré par des bandits et des assassins. Si la création du régime totalitaire a porté au pouvoir en Allemagne, remarque-t-on, des gens de l'espèce de Streicher et de Killinger, de Ley et de Heines, de Himmler et de Heydrich, cela prouve que les Allemands sont corrompus, mais ne démontre nullement que l'avènement au pouvoir d'une pareille bande soit la conséquence inévitable

du système. Ne serait-il pas concevable que le même système fut dirigé par des hommes probes pour le plus grand bien de la communauté ?

Nous ne devons pas nous faire d'illusions et imaginer que tous les gens honnêtes doivent forcément être démocrates ou désireux de participer au gouvernement. Un bon nombre d'entre eux préférerait, sans doute, confier les affaires publiques à des personnes qu'ils estiment compétentes. Il n'y a rien de bas ni de déshonorant à approuver une bonne dictature honnête. On nous répliquera en disant que le totalitarisme est un régime fort, s'exerçant indifféremment sur les bons et les méchants, que ses buts et son utilité dépendront uniquement de la personnalité du dictateur. Du moment que nous ne devons pas redouter le système, mais seulement le danger de le voir dirigé par un personnage douteux, on peut prévenir le mal, s'imagine-t-on, en prévenant les méchants et établissant, avant eux, une dictature des braves gens.

Sans aucun doute, un système « fasciste » instauré en Angleterre serait très différent de ses modèles italien ou allemand. Surtout, si la transition s'effectuait sans violence, nous aurions peut-être un chef plus scrupuleux. Au cas où le système fasciste serait inévitable, un dictateur

anglais serait probablement préférable à tout autre. Mais tout ceci ne prouve pas qu'un fascisme anglais, à la longue, se montrerait très différent et moins intolérable que n'importe quel autre. Nous avons toutes les raisons de supposer que les manifestations les plus répugnantes des systèmes totalitaires actuels ne sont pas des sous-produits accidentels, mais bel et bien des phénomènes que le totalitarisme produit inévitablement tôt ou tard. De même que l'homme politique, dans un État démocratique, s'il veut diriger la vie économique d'après un plan, sera acculé soit à y renoncer soit à prendre des pouvoirs dictatoriaux, le dictateur en régime totalitaire sera amené soit à écarter toute considération morale soit à se résigner à un échec. Les hommes sans scrupules auront, par conséquent, le plus de succès dans une société qui évolue vers le totalitarisme. C'est évident pour quiconque a mesuré l'abîme séparant le régime totalitaire du système libéral. La différence essentielle est celle qui distingue l'atmosphère morale du collectivisme de celle de la civilisation occidentale, avant tout individualiste.

On a beaucoup discuté jadis de la « base morale du collectivisme ». Nous nous occupons surtout de ses résultats moraux. En examinant l'aspect éthique du collectivisme, on se demande, d'habitude, s'il repose sur de réelles convictions morales, ou bien

quels genres de convictions morales il faudrait avoir pour obtenir les résultats escomptés. Nous posons la question d'une façon différente ; nous demandons quelles conceptions morales produira une société organisée à base de collectivisme, et selon quelles idées elle sera dirigée. L'influence mutuelle, l'interpénétration du moral et des institutions peuvent produire dans la société collective une éthique entièrement différente des idées morales qui avaient conditionné la formation du collectivisme. Nous avons une tendance naturelle à croire que le système collectiviste issu de principes moraux élevés doit devenir un terrain propice à la création des vertus correspondantes : en réalité, il n'y a aucune raison *a priori* pour qu'un système favorise les facteurs qui ont servi à son établissement. La conception morale dominante dépendra, en partie, des qualités individuelles nécessaires pour réussir dans le système collectiviste ou totalitaire, et en partie des exigences de la machine totalitaire elle-même.



Nous devons revenir un instant en arrière et examiner les conditions qui précèdent immédiatement la suppression des institutions démocratiques et l'instauration du régime totalitaire. Ce stade est caractérisé par l'exigence d'une action gouvernementale énergique et rapide,

par le mécontentement général provoqué par la lenteur et la bureaucratie démocratiques : on réclame l'action pour l'action. Dans cette ambiance, on se tourne vers l'homme ou le parti qui semble suffisamment fort et résolu pour « agir ». « Fort » ne signifie pas, dans ce sens, une majorité numérique, parce que c'est surtout l'inefficacité des majorités parlementaires qui exaspère le peuple. On cherche donc un homme qui dispose dans la masse d'un soutien suffisant pour prendre toute mesure qu'il estime nécessaire. C'est là qu'apparaît le nouveau type de parti, organisé selon les méthodes militaires.

En Europe centrale, les partis socialistes ont habitué les masses aux organisations politiques semi-militaires, embrassant autant que possible la vie privée des membres. Il a suffi de faire un pas de plus, d'assurer à un groupe le pouvoir décisif, de ne chercher le suffrage du plus grand nombre à l'occasion des élections, mais non plus le soutien sans condition de groupes moins importants, complètement dévoués et supérieurement organisés. Celui qui le premier réunira autour de lui un certain nombre d'hommes décidés à se soumettre volontairement à la discipline totalitaire, aura une chance de l'imposer aux autres et d'instaurer le régime totalitaire.



Les partis socialistes auraient bien eu la possibilité de réaliser n'importe quel projet, si seulement ils avaient voulu recourir à la force. Ils s'étaient placés, sans se rendre compte, devant une tâche que seuls peuvent exécuter des hommes durs, cruels, prêts à bousculer toute barrière morale.

Beaucoup de théoriciens socialistes ont fini par comprendre qu'on ne peut mettre le socialisme en pratique qu'à l'aide de méthode que le socialisme réprouve. Les vieux partis socialistes ont été gênés par leur idéal démocratique, ils n'ont pas eu la force nécessaire à l'exécution de la tâche qu'ils s'étaient assignée. Il est significatif qu'aussi bien en Italie qu'en Allemagne le refus des partis socialistes de participer au gouvernement ait précédé l'avènement du fascisme. Les socialistes n'ont pas osé employer carrément les méthodes qu'ils avaient préconisées. Ils ont toujours attendu le miracle d'une majorité qui se produirait sur un plan particulier permettant l'organisation de la société dans sa totalité. D'autres avaient compris entre temps que dans une société planifiée il ne s'agissait plus du consentement de la majorité, mais de la constitution d'un groupe suffisamment important et parfaitement unifié pouvant imprimer une direction déterminée à toutes les affaires. Si pareil groupe, capable d'imposer ses vues, n'existait pas, il s'agissait de savoir comment le

créer et qui pourrait le réunir.

Un groupe suffisamment nombreux et fort, présentant des opinions suffisamment homogènes a plus de chances d'être informé par les pires que par les meilleurs éléments de la société, et ceci pour trois raisons principales. D'une façon générale, les principes de sélection qui détermineront la constitution d'un pareil rassemblement, seront, selon la conception courante, des principes presque entièrement négatifs.

Premièrement, plus on cultive l'intelligence, plus on développé l'instruction, plus les opinions et les goûts des individus se différencient, et plus difficilement ils s'entendent sur une certaine hiérarchie des valeurs. Comme corollaire de cette thèse, nous pouvons affirmer que plus nous recherchons l'uniformité, le parallélisme parfait des vues personnelles, plus il nous faut descendre vers les régions d'un climat moral et intellectuel primitif, où les instincts et les goûts « ordinaires » dominant.

Ceci ne signifie pas que la majorité du peuple ait un niveau moral inférieur. Nous voulons dire simplement que le groupe le plus important ayant des conceptions analogues est composé de gens d'un niveau assez bas. En d'autres termes, le plus bas dénominateur commun réunit le plus grand

nombre d'individus. S'il faut créer un groupe suffisamment nombreux, capable d'imposer ses vues sur les valeurs essentielles, on ne saurait le recruter parmi des hommes très différenciés, qui ont des goûts personnels. Il sera plutôt composé d'hommes pris dans la « masse » au sens péjoratif du mot, parmi les moins indépendants et les moins formés, tout juste bons à soutenir par leur nombre un idéal déterminé.

Mais le dictateur futur ne peut pas se contenter de l'appui de ces hommes dont les instincts primitifs et les vues sommaires se ressemblent par hasard : leur nombre ne suffirait pas pour l'exécution de ses desseins. Pour grossir le groupe il sera obligé d'en convertir d'autres au même *credo*.

Nous arrivons là au second principe négatif de sélection : on obtiendra l'adhésion des gens dociles et faciles à duper qui n'ont pas de convictions personnelles bien définies et acceptent tout système de valeurs à condition qu'on leur répète des slogans appropriés assez forts et avec suffisamment d'insistance. Leurs idées vagues et confuses se laissent facilement influencer, leurs passions et leurs émotions s'ébranlent aisément ; ainsi iront-ils les premiers grossir les rangs du parti totalitaire.

L'habile démagogue n'aura qu'à souder tous ces

éléments pour créer un corps homogène et cohérent ; et c'est ici qu'apparaît le troisième, le plus important peut-être, des principes négatifs de sélection. Des gens tombent plus facilement d'accord sur un programme négatif — la haine de l'ennemi, l'envie des plus favorisés — que sur des buts positifs ; c'est presque une loi de la nature humaine. L'élément essentiel de tout *credo* politique, capable de sceller solidement l'union d'un groupe, est l'opposition entre « nous » et « eux », la lutte commune contre les hommes qui se trouvent en dehors du groupe. La formule est toujours employée pour obtenir non seulement le soutien politique, mais simplement l'obéissance totale des grandes masses. Elle a l'avantage de laisser une plus grande liberté d'action que n'importe quel programme positif. L'ennemi, qu'on le choisisse à l'intérieur comme le « Juif » ou le « koulak », ou à l'extérieur, est un accessoire indispensable aux chefs totalitaires.

La tendance anticapitaliste a désigné en Allemagne les Juifs, ensuite les ploutocraties pour ce rôle de l'ennemi, rôle qui fut dévolu en Russie au koulak. En Allemagne et en Autriche on considérait les Juifs comme les représentants caractéristiques du capitalisme. Une grande partie de la population n'ayant jamais eu de goût pour les occupations commerciales, les abandonnait

volontiers aux Juifs en leur interdisant des professions plus appréciées. C'est la vieille histoire ; on rend les métiers peu estimés accessibles aux étrangers et on les déteste davantage parce qu'ils se dégradent en les exerçant. Le fait que l'antisémitisme et l'anticapitalisme allemands proviennent de la même source est très important pour la compréhension des événements dans ce pays. C'est un fait qui échappe le plus souvent aux observateurs étrangers.



Dire que la politique collectiviste devient nationaliste uniquement par nécessité de s'assurer des adhésions indéfectibles, serait négliger un autre facteur de non moindre importance. Peut-on d'ailleurs concevoir un programme collectiviste autrement qu'au service d'un groupe limité ; le collectivisme peut-il exister autrement que sous forme d'un particularisme quelconque, appelons-le nationalisme, racisme ou « classisme » ? Croire en un but et en un intérêt commun à tous les hommes serait admettre une ressemblance dans la formation et dans la mentalité qui ne saurait exister entre êtres humains. Sans connaître personnellement tous les autres membres de notre propre groupe, nous savons qu'ils sont du même genre que nos proches, qu'ils parlent et pensent de la même façon et

traitent à peu près des mêmes sujets : c'est pour cela que nous pouvons nous identifier avec eux. Le collectivisme à l'échelle mondiale est inconcevable — à moins que cela ne soit au service d'une petite élite dirigeante. Il soulèverait des problèmes non seulement d'ordre technique mais surtout d'ordre moral qu'aucun de nos socialistes ne voudrait envisager. Si le prolétaire anglais a droit à une part du revenu des capitaux de l'Angleterre et au contrôle de leur emploi, parce qu'ils sont le produit de l'exploitation, les Hindous pourraient réclamer au même titre une participation dans le rendement des capitaux britanniques. Mais quel socialiste envisage sérieusement une répartition égale des richesses existantes entre tous les peuples du monde ? Tous, ils considèrent le capital comme appartenant non pas à l'humanité mais à la nation — et même à l'intérieur de la nation peu de socialistes voudraient proposer qu'une région riche cède une partie de « son » outillage, de « son » capital à une région plus pauvre. La solidarité que les socialistes proclament à l'égard des concitoyens dans un État donné, ne concerne pas, dans leur esprit, l'étranger. La revendication des nations « pauvres » pour un nouveau partage du monde est, du point de vue collectiviste, entièrement justifiée. Mais en y procédant par une application intégrale du principe collectiviste, ceux qui l'exigent de la façon la plus véhémement y perdraient presque

autant que les nations les plus riches. Aussi distinguent-ils soigneusement, et loin de demander une répartition égalitaire, ils se vantent de leur capacité supérieure d'organiser les autres peuples.

La philosophie collectiviste basée sur la morale humanitaire développée par l'individualisme ne s'applique qu'à l'intérieur de groupes relativement petits. Le socialisme, aussi longtemps qu'il reste théorique, est internationaliste, mais sitôt mis en pratique, il devient violemment nationaliste. Nous l'avons vu en Russie et en Allemagne. D'où la conception purement théorique du « socialisme libéral », tel qu'on le connaît dans des pays occidentaux, cependant que le socialisme appliqué est partout totalitaire <sup>[48]</sup>. Le collectivisme ne tolère pas le large humanitarisme des libéraux, il impose l'étroit particularisme des totalitaires.

Si les droits de la « communauté » ou de l'État sont primordiaux, si les fins poursuivies par eux sont indépendantes de celles de l'individu ou leur sont supérieures, seuls les individus travaillant pour ces fins peuvent être considérés comme membres de la communauté. Par voie de conséquence, l'homme n'est respecté qu'en tant que membre du groupe et dans la mesure où il œuvre pour le but commun ; sa dignité lui est conférée par son appartenance au groupe et non pas par sa qualité de

personne humaine. Toute la philosophie humanitaire, source de toutes les formes d'internationalisme, dérive en effet directement de la conception individualiste de la personne humaine. C'est une notion que la mentalité du système collectiviste ne tolère pas <sup>[49]</sup>.

La communauté collectiviste peut s'étendre dans la mesure où les efforts individuels ont un but unique. Outre ce fait fondamental, il y a d'autres facteurs qui contribuent à transformer l'orientation collectiviste en orientation particulariste et exclusive. D'abord, c'est souvent un sentiment d'infériorité qui pousse l'individu à s'intégrer dans un groupe, pour pouvoir en tant que membre d'une communauté manifester sa supériorité sur d'autres. Parfois, l'individu cherche à s'identifier avec un groupe pour donner libre cours dans une action collective aux instincts violents qu'il doit refréner à l'intérieur du même groupe. Le titre du livre de R. Niebuhr, *Moral Man and Immoral Society* exprime une vérité profonde : « L'homme moderne a de plus en plus tendance à se juger moral simplement parce qu'il satisfait ses vices par l'intermédiaire de groupes toujours plus importants <sup>[50]</sup>. » Le fait d'agir pour le compte d'un groupe semble libérer les hommes de maintes entraves morales qui interviendraient s'ils agissaient d'une façon individuelle, à l'intérieur du groupe.



L'attitude résolument hostile de la plupart des partisans du planisme envers l'internationalisme est motivée par une autre circonstance encore : tout contact avec des éléments extérieurs au groupe ne peut que créer des obstacles à la réussite du plan dans la sphère où il doit se situer. Il n'est pas étonnant que le directeur d'un recueil d'études très complètes sur le planisme ait découvert à son plus grand chagrin que « la plupart des « planistes » sont des nationalistes militants <sup>[51]</sup> ».

Les penchants nationalistes et impérialistes des théoriciens socialistes du planisme, beaucoup plus répandus qu'on ne le veut admettre, ne sont pas toujours aussi manifestes que dans le cas des Webb ou de certains Fabiens de la première période. L'enthousiasme pour le planisme chez ceux-là se confondait avec une vénération pour les grands groupements politiques et se colorait d'un certain mépris pour les petits états. L'historien Elie Halévy, en évoquant les Webb tels qu'il les avait connus il y a quarante ans, raconte que :

*Ils m'expliquaient les principes de leur socialisme, qui était essentiellement antilibéral. Ils poursuivaient de leur haine non pas le conservatisme, le torysme, pour lequel leur indulgence était extrême, mais le*

*libéralisme gladstonien. On était au temps de la guerre des Boers ; et les libéraux avancés, les travaillistes, qui commençaient à s'organiser en parti, prenaient tous par générosité, par amour de la liberté et du genre humain, la défense des Boers contre l'impérialisme britannique. Mais les deux Webb, ainsi que leur ami Bernard Shaw, faisaient bande à part. Ils étaient impérialistes avec ostentation. L'indépendance des petites nations pouvaient bien avoir du prix pour les tenants de l'individualisme libéral, mais non pour eux, précisément parce qu'ils étaient collectivistes. J'entends encore Sydney Webb m'expliquant que l'avenir était aux grandes nations administratives, gouvernées par des bureaux et où l'ordre était maintenu par des gendarmes.*

Halévy cite, à un autre endroit, Bernard Shaw expliquant, à peu près à la même époque, que « le monde appartient nécessairement aux grands États puissants ; les petits doivent soit s'intégrer dans les grands, soit se voir définitivement écrasés<sup>[52]</sup> ».

Ces passages un peu longs que nous venons de citer ne surprendraient guère chez un précurseur du nazisme allemand. Ils offrent un exemple

significatif du culte du pouvoir qui mène tout droit du socialisme au national-socialisme et affecte profondément les conceptions éthiques de tous les collectivistes, L'opinion de Marx et Engels concernant les petits pays ne fut pas très différente de celle d'autres collectivistes, elles s'accordent bien, formulées par exemple au sujet des Tchèques ou des Polonais, avec les vues des nationaux-socialistes actuels [\[53\]](#).



Tandis que les grands individualistes de la philosophie sociale du XIX<sup>e</sup> siècle, Lord Acton ou Jacob Burchardt, et même les socialistes contemporains comme Bertrand Russell, héritiers de la tradition libérale, considéraient toujours le pouvoir comme le mal par excellence, le collectiviste pur le prend comme but principal. Non seulement parce que le désir d'organiser la vie sociale selon un plan unifié — comme le dit bien Bertrand Russell — naît du désir du pouvoir [\[54\]](#). Ce but est imposé par la condition même de leur réussite : pour aboutir, les collectivistes doivent créer un pouvoir — pouvoir sur les hommes exercé par d'autres hommes — d'une étendue jamais connue auparavant. Leur succès se réalisera en fonction même de l'étendue de ce pouvoir.

Ceci demeure vrai en dépit des illusions

tragiques de nombreux socialistes libéraux. Ils s'imaginent qu'en privant les individus du pouvoir qu'ils détiennent dans le système individualiste et en le transférant à la société, ils pourraient supprimer le pouvoir. Mais ils ne voient pas que le pouvoir concentré au service d'un plan unique, n'est pas seulement déplacé mais infiniment accru. En mettant à la disposition de quelques-uns un pouvoir exercé auparavant par beaucoup, on crée un pouvoir infiniment plus grand qu'il en a jamais existé, et d'une efficacité tellement plus élevée qu'elle n'est plus de la même essence. Il est entièrement erroné de prétendre, comme on le fait parfois, que le pouvoir exercé par un conseil central du planisme ne serait pas « plus grand que le pouvoir exercé collectivement par des conseils d'administration privés<sup>[55]</sup> ». Personne ne peut exercer dans une société de concurrence même une fraction du pouvoir que détiendrait un conseil du planisme socialiste. C'est donc jouer sur les mots que d'affirmer qu'il équivaldrait au total des pouvoirs conférés aux capitalistes<sup>[56]</sup>. C'est bien jouer sur les mots que de parler d'un pouvoir exercé collectivement par les directeurs des conseils d'administration privés » aussi longtemps que ceux-ci ne concertent pas, n'accordent pas entre eux leur action — ce qui signifierait la fin de toute concurrence et équivaldrait en fait à la

création d'une économie planifiée. Partager ou décentraliser le pouvoir c'est en diminuer la force absolue : seul le système de concurrence est capable de réduire, par le moyen de la décentralisation, le pouvoir exercé par l'homme sur l'homme.

Nous avons vu plus haut que la séparation des buts politiques et économiques est une garantie essentielle de la liberté individuelle. Les collectivistes s'efforcent avec beaucoup d'insistance de la supprimer. Ajoutons que la « substitution du pouvoir politique au pouvoir économique » réclamée avec tant d'insistance signifie la substitution d'un pouvoir limité par un autre auquel personne ne pourrait se soustraire. Le pouvoir économique, même comme instrument de coercition, est toujours détenu par des individus particuliers, il n'est jamais exclusif et total, et n'est jamais un pouvoir sur la vie des hommes. Mais une fois centralisé, ce pouvoir devient un instrument politique qui met les hommes dans une situation qui diffère à peine de l'esclavage.

..

Les deux qualités essentielles de tout système collectiviste, la nécessité de buts acceptés par l'ensemble du groupe et le désir dominant d'assurer au groupe le pouvoir maximum pour

atteindre ces buts, donnent naissance à une morale. Celle-ci coïncide sur certains points avec la nôtre, lui est violemment opposée sur d'autres, mais en diffère sur un point essentiel, qui nous oblige même à poser la question de savoir s'il s'agit bien là d'une morale : elle ne laisse à la conscience de l'individu aucune liberté d'appliquer ses propres règles, ne connaît d'ailleurs aucune règle que l'individu devrait ou pourrait observer en toutes circonstances. Ceci rend la morale collectiviste différente de toute morale connue, au point que nous n'y démêlons plus aucun principe, quoiqu'elle en renferme certainement.

La différence de principe est du même ordre que celle que nous avons déjà pu observer au sujet de la règle de la loi. Les règles de l'éthique individuelle, quoique peu précises sous certains rapports, sont générales et absolues comme la loi formelle : elles prescrivent ou défendent certains genres d'action, indépendamment de la question de savoir si leur but lointain est un bien ou un mal. Escroquer ou voler, torturer quelqu'un ou trahir sa confiance sont considérés comme de mauvaises actions, qu'elles fassent ou non tort à quelqu'un. Même en les commettant au nom d'un but élevé, on n'altère pas le caractère du fait ; elles demeurent de mauvaises actions. Il arrive qu'on soit obligé de choisir entre deux mauvaises actions qui sont néanmoins, toutes

deux, de mauvaises actions. Le principe selon lequel la fin justifie les moyens est considéré dans l'éthique individualiste comme la négation de toute morale. Dans l'éthique collectiviste, il devient la règle suprême ; là, il n'existe littéralement rien que le collectiviste conséquent n'accepterait de faire « pour le bien de la communauté », ce « bien de la communauté » étant le seul critère valable pour décider ce qu'on doit faire. La *raison d'état*, la formule la plus réussie de l'éthique collectiviste, ne connaît d'autres limites que l'opportunité, la mesure dans laquelle un acte particulier sert la fin envisagée. Ce que la *raison d'état* admet dans les relations entre différents pays s'applique, dans l'État collectiviste, aux relations entre individus. Le citoyen peut faire n'importe quoi, si c'est nécessaire en vue d'une fin assignée par la communauté. Il n'y a pas d'acte que sa conscience pourrait l'empêcher de faire si ses supérieurs le lui ordonnent.



Si l'éthique collectiviste ne contient pas de règles formelles absolues, elle encourage néanmoins dans la communauté collectiviste certaines habitudes utiles de l'individu et en condamne d'autres. Les habitudes de vie de tout individu seront surveillées avec plus d'attention qu'elles ne le furent dans la communauté

individualiste. Etre un membre utile de la société collectiviste, exige des qualités bien déterminées qui doivent être renforcées par une pratique constante. Nous appelons ces qualités « habitudes utiles », ne pouvant les appeler vertus morales puisque l'individu doit les subordonner aux ordres qu'il reçoit et aux fins de la communauté. Elles servent seulement à combler le vide laissé par les ordres directs ou par les devoirs imposés pour la réalisation des buts particuliers de la communauté, mais elles ne peuvent, en aucune façon, justifier un conflit avec la volonté de l'autorité.

La différence entre les qualités appréciées en système collectiviste et celles qui n'y seront pas tolérées ressortira d'une comparaison entre les qualités de l'Allemand ou plutôt du « type prussien », reconnues même par son pire ennemi, et celles de l'Anglais. Celui-ci s'enorgueillit, avec quelque justification d'ailleurs, de posséder des qualités qui font défaut à l'Allemand. Tout le monde admettra qu'en général les Allemands sont laborieux et disciplinés, énergiques et tenaces, consciencieux et sincères dans tout ce qu'ils entreprennent ; qu'ils possèdent un sens de l'ordre et du devoir solide, une disposition innée à l'obéissance et se montrent souvent courageux et prêts au sacrifice personnel. Tout ceci fait des Allemands des instruments dociles pour exécution



de tâches déterminées. Tous ces traits de leur caractère furent soigneusement développés dans l'ancienne Prusse et le sont dans le nouveau Reich dominé par la Prusse. Le « type de l'Allemand » manque, à l'avis général, de maintes qualités individualistes, notamment : de tolérance et de respect envers d'autres individus, d'une certaine indépendance d'esprit et de la droiture du caractère, de la disposition à défendre ses convictions contre un supérieur, une chose que les Allemands, conscients de leurs défauts, désignent du terme de *Zivilcourage* ; ils n'ont pas d'égards pour les faibles et les infirmes et ne possèdent pas ce robuste dédain, cette aversion du pouvoir que seule une vieille tradition de liberté personnelle peut donner. Ils sont privés aussi de ces qualités en apparence insignifiantes mais importantes en réalité qui facilitent les rapports entre les gens dans une société libre : une certaine gentillesse, le sens de l'humour, la modestie, le respect pour la vie privée et la bonne foi.

Les qualités individuelles sont, évidemment, en même temps, des vertus sociales, rendant les contacts sociaux plus agréables et le contrôle par l'autorité à la fois moins nécessaire et plus difficile. Ces qualités se développent partout où le type de société individualiste ou commerciale domine et s'effacent, dans la même proportion, là où le type

de société militariste ou commerciale s'installe. Cette différence est, ou a été, manifeste entre les régions de l'Allemagne qui étaient plus particulièrement en contact avec les courants de la civilisation occidentale, par exemple les villes hanséatiques, le Sud et l'Ouest, et les autres régions.

Il serait pourtant entièrement faux de croire que tous les hommes vivant sous un régime totalitaire soient dépourvus d'une certaine ferveur morale, simplement parce qu'ils soutiennent sans conditions un système qui est la négation même de la plupart des valeurs morales. Pour la grande majorité c'est probablement le contraire qui est vrai : l'intensité de l'émotion morale suscitée par des mouvements comme le national-socialisme ou le communisme ne peut se comparer qu'aux grands mouvements religieux de l'histoire. Si l'on admet le principe selon lequel l'individu n'est qu'un moyen au service des entités supérieures, nommées société ou nation, toutes les caractéristiques du régime totalitaire, qui nous effrayent, en découlent automatiquement. Du point de vue collectiviste, l'intolérance, la suppression brutale de toutes les divergences d'opinion, le manque d'égards complet pour la vie et le bonheur de l'individu sont des conséquences essentielles et inévitables de ces prémisses. Le collectiviste les admet allègrement et

affirme que ce système est supérieur à l'autre dans lequel les intérêts « égoïstes » des individus peuvent contrecarrer la réalisation des buts de la communauté. Les philosophes allemands, en déclarant avec "insistance que l'aspiration au bonheur personnel est en elle-même immorale et que seul l'accomplissement des devoirs imposés est méritoire, sont parfaitement sincères, chose difficile à comprendre pour des hommes d'une formation différente.

Lorsqu'un but commun domine toutes les préoccupations, on ne peut pas parler de morale ni de règles générales. Nous l'avons éprouvé nous-mêmes, dans une certaine mesure, par notre expérience pendant la guerre. Mais même la guerre et la menace d'un grand danger ne nous ont rapproché que très faiblement du totalitarisme. Le but unique n'a diminué que très modérément l'importance de toutes les autres valeurs. Par contre, là où quelques buts spécifiques dominent la société dans son ensemble, la cruauté peut parfois devenir un devoir, des actes qui révoltent notre conscience — exécution d'otages, extermination de vieux et de malades — affaires d'opportunité politique ; le déracinement et le transfert forcé de centaines de milliers d'hommes y sont considérés comme des opérations politiques que tous, sauf les victimes bien entendu, approuvent ; et l'on peut y

entreprendre sans rire « la conscription obligatoire des femmes en vue de l'amélioration de la race ». Le collectiviste a toujours les yeux fixés sur les buts élevés que servent ces mesures pour les justifier. Aucun droit et aucune valeur chers à l'individu ne peuvent entraver la réalisation des fins assignées par la communauté.

Si les citoyens approuvent et exécutent ces actes avec un dévouement désintéressé, au nom d'un idéal qui peut nous déplaire, on n'en peut pas dire autant au sujet des dirigeants. Pour collaborer d'une façon efficace à l'administration de l'État totalitaire, il ne suffit pas d'accepter les justifications spécieuses des actes criminels, mais il faut être prêt soi-même à violer toutes les règles morales chaque fois que les fins poursuivies l'exigent. Comme c'est le chef suprême qui détermine les fins, ses instruments ne peuvent pas avoir de convictions morales personnelles. Ils doivent être attachés sans réserve à la personne du chef et être complètement dégagés de tout principe, capables littéralement de tout. Les leviers de commande ont, dans ces conditions, peu d'attrait pour ceux qui tiennent à une conception morale répandue chez les peuples européens dans le passé. Ils trouveraient dans l'exercice du pouvoir peu de compensations aux besognes répugnantes qu'ils devraient faire, au risque indéniable et au sacrifice

de la plupart des plaisirs de la vie, de l'indépendance personnelle, que leur imposerait un poste de grande responsabilité. Seul le goût du pouvoir y trouvera son compte, le plaisir d'être obéi et de faire partie d'une immense machine, puissante et fonctionnant parfaitement, devant laquelle tout le monde baisse le front.

Un poste dirigeant de l'appareil totalitaire aura donc peu d'attraits pour un homme consciencieux, à notre sens, mais il offrira des possibilités extraordinaires pour les hommes dépourvus de scrupules et peu délicats. Il y devra faire nombre de besognes dont la bassesse n'échappe à personne mais que l'on doit faire dans l'intérêt de quelque but élevé, et faire avec application et efficacité comme toute autre tâche. Et comme les hommes encore influencés par la morale traditionnelle hésitent à commettre ces actes criminels, bien que le but en soit élevé, la disposition à prêter la main à n'importe quelle besogne devient un titre à l'avancement, un moyen d'accès au pouvoir. En société totalitaire, nombreux sont les postes où l'on pratique d'office la cruauté, l'intimidation et la délation. La Gestapo, l'administration des camps de concentration, le ministère de propagande, la S. S. et S. A. (ou leurs équivalents italiens ou russes) ne sont pas précisément des emplois où l'on peut cultiver des sentiments humanitaires. Ce sont

pourtant des situations d'où l'on a l'accès le plus direct aux avenues du pouvoir dans l'État totalitaire. La conclusion que tire un économiste américain de cette énumération des devoirs incombant à l'autorité dans l'État collectiviste, n'est que trop vraie.

*Ils doivent remplir ces devoirs qu'ils le veulent ou non : et le pouvoir a aussi peu de chances de tomber entre les mains de gens qui ne l'aiment pas que le poste de garde-chiourme dans une plantation d'esclaves d'échoir à une personne douée d'une vive sensibilité<sup>[57]</sup>.*

Nous ne pouvons pas, hélas, épuiser le sujet ici. Le problème de la sélection des chefs est étroitement lié à celui, beaucoup plus vaste, de la sélection d'après les opinions ou plutôt d'après les dispositions de l'individu à s'adapter à un jeu variable de doctrines. Ceci nous conduit à l'un des traits les plus caractéristiques du totalitarisme, à savoir ses relations avec la vérité. C'est un sujet suffisamment vaste pour exiger un chapitre spécial.

## **Chapitre X. – La fin de la vérité**

La nationalisation de la pensée a partout marché  
de pair avec la nationalisation de l'industrie.

**E. H. Carr**

La manière la plus efficace de diriger les efforts de tous vers l'objectif du plan social, c'est d'amener chacun à croire en cet objectif. Il ne suffit pas que tout homme soit obligé de travailler à la réalisation des mêmes buts pour que le système totalitaire fonctionne bien. Il est essentiel que les gens les adoptent. Il faut désigner aux gens un but, le leur imposer, mais il faut aussi qu'il devienne un article de foi, une croyance générale qui fera agir les individus avec toute la spontanéité désirée. Si l'oppression dans les pays totalitaires est moins ressentie qu'on ne l'imagine dans des pays libéraux c'est que les gouvernements totalitaires réussissent très bien à faire penser le peuple de la manière qui leur convient.

On y parvient par différents procédés de propagande que nous connaissons suffisamment. Bien entendu, ni la propagande en elle-même ni sa

technique ne sont particulières au totalitarisme. Son caractère et ses effets dans l'État totalitaire sont néanmoins très particuliers du fait que toute la propagande y est employée pour le même but, tous les instruments de propagande étant coordonnés pour influencer l'individu dans le même sens et pour amener la mise au pas de tous les esprits. Le résultat de cette propagande diffère non seulement en ampleur mais aussi en caractère de celui d'une propagande exercée sous un régime de concurrence, pour des fins variées, par des entreprises indépendantes les unes des autres. Si toutes les sources d'information sont contrôlées par une autorité unique, il ne s'agit plus simplement de persuader le public de préférer une chose à une autre. Là, le propagandiste habile dispose du pouvoir de modeler l'esprit, de diriger les idées dans un sens déterminé, influence à laquelle même les hommes les plus intelligents et les plus indépendants ne peuvent pas échapper à la longue, s'ils sont privés d'une façon permanente de toute autre source d'information.

Dans les États totalitaires, la propagande dispose d'un pouvoir extraordinaire sur les esprits. L'effet moral particulier qui en résulte n'est pas dû à la technique mais à l'objet et à l'étendue de cette propagande. Si cette propagande se bornait à inculquer aux gens le système de valeurs visé par



l'effort social, elle ne serait qu'une des manifestations de la morale collectiviste examinée plus haut. Si elle avait pour objet de diffuser un code moral défini et complet, il s'agirait seulement de savoir si ce code est bon ou mauvais. Nous avons vu que le code moral de l'État totalitaire a peu d'attraits pour nous ; que la réalisation de l'égalité par l'économie dirigée n'amène qu'une inégalité imposée officiellement ; que la plupart des éléments humanitaires de notre morale y sont condamnés à disparaître. Cela peut déplaire, entraîner un bouleversement des valeurs morales, mais ce n'est pas nécessairement tout à fait antimoral. Certains aspects d'un tel système peuvent même séduire les moralistes les plus sévères du genre conservateur qui peuvent les préférer aux principes moins rigoureux de la

Les conséquences morales de la propagande totalitaire sont cependant d'une portée beaucoup plus grande. En fait, cette propagande détruit la morale en s'attaquant à la base même de toute morale, au sens et au respect de la vérité. La propagande totalitaire ne peut pas se limiter aux valeurs, aux questions d'opinion ou de convictions d'ordre moral, où l'individu se conformera toujours, plus ou moins, aux conceptions courantes de la communauté : elle doit aborder des problèmes qui affectent l'intelligence humaine d'une façon

différente. Et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, si l'on veut amener les hommes à accepter les valeurs officiellement désignées, on doit les justifier par des valeurs déjà reconnues, les y insérer, ce qui nécessite des démonstrations de causalité entre moyens et fins. Deuxièmement, la distinction entre fins et moyens, entre le but concret et les mesures prises pour sa réalisation, n'est jamais aussi nette et aussi bien définie qu'elle le paraît au cours d'une discussion générale de ces problèmes. Troisièmement, les hommes doivent approuver non seulement le but final mais encore les idées portant sur les faits et les possibilités sur lesquels se fondent les mesures particulières.



Nous avons vu plus haut que, dans une société libre, il n'existe pas d'accord sur le code éthique complet, sur le système universel de valeurs qu'un plan économique devrait nécessairement comporter. Il faudrait le créer. Mais le dirigeant du plan ne tient pas compte de cette nécessité lorsqu'il aborde sa tâche, ou même s'il en est conscient, il ne peut échafauder d'avance un pareil code. Il découvre seulement, au fur et à mesure qu'il progresse dans son expérience, les conflits qui surgissent entre différentes contingences, et prend ses mesures en conséquence. Le code des valeurs *in abstracto*, qui pourrait le guider avant même

qu'une décision s'impose, n'existe pas, il se crée empiriquement en fonction des décisions particulières. Un organisme démocratique, incapable de séparer le problème des valeurs générales de celui des décisions particulières, ne salirait, dans l'ignorance des détails techniques d'un plan, déterminer le principe des valeurs qui doivent en guider l'exécution.

L'autorité, dirigeant le plan, qui aura constamment à opter entre différentes solutions sans pouvoir se baser sur des règles morales définies, devra justifier devant le peuple ses décisions ou du moins lui faire croire qu'elles sont justes. Les hommes qui prennent une décision ne sont peut-être guidés que par un simple préjugé, mais devant l'opinion publique ils doivent se référer à quelque principe souverain s'ils veulent obtenir non pas une obéissance passive mais un soutien actif. Pour faire accepter des restrictions, des obligations, le créateur du plan doit tenir compte de la bonne volonté des hommes et présenter son raisonnement sous une forme susceptible de convaincre le plus grand nombre de gens possible. Il sera ainsi amené à construire des théories, à formuler des thèses sur l'enchaînement des faits, qui deviendront partie intégrante de la doctrine gouvernementale. Ce processus de création d'un « mythe » justificatif n'est pas

nécessairement conscient. Le leader totalitaire, par exemple, qui déteste instinctivement les conditions dans lesquelles il vit, désire créer un ordre hiérarchique nouveau plus conforme à son échelle de valeurs. Il sait qu'il n'aime pas le Juif qui a trop bien réussi là où lui-même a échoué, qu'il aime et admire les hommes grands et blonds, ressemblant aux personnages « aristocratiques » de ses lectures de jeunesse. Il sera donc tout disposé à accepter des théories capables de donner une justification raisonnée à ses préjugés, qu'il partage d'ailleurs avec beaucoup d'autres gens. Ainsi une théorie pseudo-scientifique devient un élément de la doctrine officielle, qui, à des degrés divers, guide l'action de chacun. Ou bien une lassitude assez générale à l'égard de la civilisation industrielle et une aspiration romantique pour la vie rurale, liée à une idée (probablement fausse) de l'aptitude particulière des gens de la campagne à la carrière militaire, peuvent fournir les éléments d'un autre mythe, de celui du « Sang et du Sol ». Là, il ne s'agit plus de l'expression des seules valeurs essentielles, mais de tout un ensemble de croyances sur le Mécanisme de la causalité. Quand ces notions sont devenues un idéal commandant toute l'activité de la communauté, personne ne peut plus les mettre en doute.

De nombreux théoriciens du système totalitaire

ont prévu la nécessité d'élaborer de pareilles doctrines en vue de diriger et concentrer les efforts du peuple. Les nobles mensonges » de Platon, les « mythes » de Sorel servent le même but que la doctrine raciste des nazis ou la théorie de l'État corporatif de Mussolini. Ces conceptions se basent nécessairement sur des interprétations particulières de faits qui sont, par la suite, transformés en théories scientifiques, destinées à justifier une opinion préconçue.



La meilleure façon de faire admettre aux hommes l'authenticité des valeurs qu'on leur propose, c'est de les convaincre de leur identité avec celles qu'ils avaient, du moins les meilleurs d'entre eux, toujours appréciées, sans toutefois les avoir auparavant parfaitement comprises ou reconnues. On persuade le peuple de troquer ses anciens dieux contre des nouveaux, en lui faisant croire que les nouveaux dieux lui avaient été révélés depuis toujours par son instinct naturel, mais qu'il n'en avait que confusément senti la présence. La technique la plus efficace pour arriver à cette fin consiste à employer des termes anciens en leur prêtant un sens nouveau. Peu d'éléments du régime totalitaire Sont aussi déroutants pour l'observateur superficiel et en même temps aussi caractéristiques pour le climat intellectuel du

système que la perversion du langage, la transformation du sens des mots qui expriment l'idéal du nouveau régime.

La plus grande victime dans cet ordre d'idées est le mot : liberté. On l'emploie dans les États totalitaires aussi généreusement que partout ailleurs. On peut cependant affirmer — avertissement utile contre les tentations de ceux qui nous promettent des *libertés nouvelles en échange des anciennes*<sup>[58]</sup>, que partout où la liberté, dans notre acception du terme, a été abolie, ce fut au nom d'une liberté nouvelle qu'on promettait au peuple. Nous avons même parmi nous des gens qui font des « plans pour la liberté », nous promettant une « liberté collective du groupe ». On devine le caractère de cette liberté par le simple fait que ses partisans jugent utile de nous rassurer en disant que « l'avènement de la liberté par le planisme n'implique naturellement pas l'abolition de toutes (*sic*) les formes antérieures de la liberté ». Le docteur Karl Mannheim que nous venons de citer<sup>[59]</sup> nous avertit « qu'une conception de la liberté calquée sur celle de l'époque précédente fait obstacle à toute compréhension véritable du problème ». Mais il emploie le mot liberté à faux, exactement comme les politiciens totalitaires. Exactement comme leur liberté, la « liberté collective » offerte par Mannheim est non pas celle

des membres de la société, mais la liberté illimitée du planiste d'en agir à sa guise avec la société<sup>[60]</sup>. C'est confondre la liberté avec le pouvoir absolu.

Dans ce cas particulier la perversion du sens du mot liberté a été bien préparée par une longue lignée de philosophes allemands, parmi lesquels on trouve en bonne place de nombreux théoriciens du socialisme. Mais le mot liberté n'est pas seul. Nous avons vu plus haut le même abus des mots : justice, loi, droit et égalité. On pourrait allonger la liste et y aligner tous les termes courants de morale et de politique.

Si l'on a subi soi-même ce processus, on peut difficilement apprécier l'ampleur de la transformation, la confusion qui s'en suit, et les obstacles qu'elle dresse contre toute discussion rationnelle. On comprendrait mieux si l'on pouvait observer deux frères, dont l'un embrasserait la foi nouvelle : après un laps de temps assez court il s'exprimerait dans un langage aussi différent que possible de celui de l'autre et toute communication entre eux deviendrait impossible. La confusion est d'autant plus grave que le changement de sens subi par des mots n'est pas un événement isolé. Il s'agit là d'un processus continu, d'une technique consciente ou inconsciente, employée en permanence pour diriger le peuple. Au fur et à

mesure que ce processus se développe, le langage devient totalement vicié, les mots sont comme des coquilles vides, dépourvus de toute signification définie, pouvant désigner indifféremment une chose et son contraire, et employés uniquement en raison des associations émotives qu'ils provoquent encore.



Il n'est pas difficile d'empêcher la grande majorité des hommes de penser d'une façon indépendante. Mais la minorité qui garde un penchant à la critique doit être muselée elle aussi. Nous avons vu plus haut que la coercition ne peut pas se limiter à imposer un code éthique sur lequel se baserait le plan qui détermine toute l'activité sociale. De nombreux articles de ce code ne seront jamais formulés d'une façon explicite, de nombreux éléments de l'échelle des valeurs dominantes n'existeront qu'en fonction du plan ; cependant chaque détail du plan, chaque acte du gouvernement doit être sacro-saint et à l'abri de la moindre critique. Si l'on veut que le peuple soutienne sans hésitation l'effort commun, il doit être convaincu que non seulement la fin poursuivie mais encore les moyens employés sont justes. La foi proclamée officiellement, obligatoire pour tous, implique l'approbation de toutes les interprétations des faits sur lesquels se base le plan. On ne peut



tolérer dans l'État totalitaire ni critique publique ni même la moindre manifestation de doute, parce qu'elles pourraient affaiblir l'adhésion des masses. Voici ce que disent les Webb au sujet de la situation dans les entreprises russes : « Exprimer pendant le travail un doute ou même une appréhension concernant le succès du plan est considéré comme une déloyauté, un acte de trahison, en raison des effets possibles d'une telle attitude sur la volonté et les efforts des autres ouvriers<sup>[61]</sup> » Lorsque le doute ou l'appréhension publiquement exprimés concernent la réussite de l'ensemble du plan social, ils constituent un sabotage encore plus grave.

La doctrine officielle s'étend ainsi, non seulement à la notion des valeurs, mais encore aux faits et aux théories. Tout l'appareil de diffusion des connaissances, les écoles, la presse, la radio, le cinéma, seront employés pour la diffusion des conceptions, justes ou fausses, qui peuvent renforcer la croyance dans la sagesse des décisions prises par le gouvernement. Toute information susceptible de soulever des doutes ou de provoquer l'hésitation sera interdite. Le seul critère qui servira pour décider si une information peut être publiée ou non sera son effet probable sur la loyauté du peuple envers le régime. Dans un État totalitaire nous trouvons en permanence et dans tous les

domaines une situation connue dans d'autres pays en temps de guerre seulement. La propagande totalitaire supprime toute information offrant un élément de comparaison avec la situation à l'étranger, suggérant des alternatives possibles au plan en cours, mettant en doute l'infailibilité du gouvernement ou laissant entendre que celui-ci ne tient pas ses promesses ou ne sait pas tirer parti d'une situation donnée. Par conséquent il n'y a pas de domaine où le contrôle systématique des Informations ne soit exercé et l'uniformité des vues imposée.

Ceci s'applique aux domaines en apparence les plus éloignés de la politique, en particulier aux sciences, même aux plus abstraites. On conçoit qu'une recherche désintéressée de la vérité ne puisse être tolérée dans des disciplines traitant directement de l'activité humaine, comme l'histoire, le droit, l'économie. L'expérience a suffisamment démontré que dans des pays totalitaires ces sciences n'ont pas d'autre objet que de justifier et d'imposer les conceptions officielles. Elles sont même devenues comme des usines productrices de mythes officiels dont se servent les gouvernants pour diriger l'esprit et la volonté de leurs sujets. Il est significatif que dans ces domaines on renonce même à la prétention de poursuivre une recherche désintéressée de la

vérité : les autorités décrètent ouvertement quelle doctrine doit être enseignée et répandue.

Le contrôle totalitaire de l'opinion s'étend à des sujets qui, à première vue, n'ont aucun rapport avec la politique. Souvent même il est difficile de comprendre pourquoi on jette l'interdit sur une doctrine et on en autorise une autre et, chose curieuse, ces préférences et interdictions se ressemblent dans les différents pays totalitaires. En particulier, ils semblent avoir en commun une aversion prononcée pour la science purement théorique, pour la pensée abstraite, aversion d'ailleurs manifestée par un certain nombre de nos savants collectivistes. Présenter la théorie de la relativité comme « une attaque sémite contre les bases de la physique chrétienne et nordique » ou la contester parce qu'elle se trouve « en conflit avec le matérialisme dialectique et le dogme marxiste », revient au même. Repousser certains théorèmes de mathématique statistique en prétendant « qu'ils participent à la lutte des classes sur la frontière idéologique et qu'ils sont le produit du rôle historique des mathématiques au service de la bourgeoisie » ou condamner cette discipline dans son ensemble a parce qu'il n'est pas suffisamment garanti qu'elle sert les intérêts du peuple », voilà qui revient à peu près au même. Les mathématiques pures ne sont pas mieux traitées et

il paraît qu'on peut attribuer certaines conceptions de la continuité « aux préjugés bourgeois ». Selon les Webb, la *Revue des Sciences Naturelles Marxistes-Léninistes* se réclame des principes suivants : « Nous représentons le parti dans les mathématiques. Nous combattons pour la pureté de la théorie marxiste-léniniste en chirurgie. »

La situation paraît être analogue en Allemagne. Le *Journal de l'Association nationale-socialiste des Mathématiciens* parle sans cesse du «parti dans les mathématiques » ; un des physiciens allemands les plus connus, Lennard, titulaire du prix Nobel, a résumé l'œuvre de sa vie dans un ouvrage intitulé *Physique allemande en quatre volumes*.

Il est parfaitement conforme à l'esprit du totalitarisme de condamner toute activité désintéressée. La science pure ou l'art pour l'art trouvent aussi peu de grâce aux yeux des nazis que des intellectuels socialistes ou des communistes. *Toute* activité doit trouver sa justification dans un but social conscient. On ne peut tolérer aucune activité spontanée, non dirigée, de crainte qu'elle ne mène à des résultats imprévus, en désaccord avec le plan. Ce principe est valable même pour les jeux et les divertissements. Je laisse le lecteur deviner si c'est en Russie ou en Allemagne qu'on a officiellement adressé aux joueurs d'échecs l'appel

suivant : « Nous devons en finir une fois pour toutes avec la neutralité dans les échecs. Nous devons condamner une fois pour toutes la formule « on joue aux échecs pour jouer » comme la formule

Nous ne saurions traiter ces aberrations, si incroyables qu'elles paraissent, comme de simples accidents, des sous-produits du système qui n'auraient rien à voir avec le caractère essentiel du totalitarisme. Elles sont tout autre chose. Elles dérivent du même désir de voir diriger chaque chose par « une conception d'ensemble du tout ». Il s'agit toujours de l'idée générale selon laquelle les connaissances et les croyances des hommes doivent servir d'instrument pour la réalisation d'un but unique. Du moment que la science doit servir non pas la vérité, mais les intérêts d'une classe, d'une communauté, d'un État, la seule tâche qui incombe aux démonstrations et aux discussions est de soutenir et de répandre les croyances qui dirigent toute la vie de la communauté. Comme disait le ministre de la justice nazi, quiconque émet une nouvelle théorie scientifique doit se demander : « Est-ce que je sers par là le national-socialisme pour le plus grand profit de tous ? »

Le mot « vérité » lui-même perd son ancienne signification. Il ne désigne plus une chose qu'il faut

trouver en soumettant chaque preuve exclusivement au jugement de la conscience individuelle : il signifie une chose imposée par l'autorité, en laquelle on doit croire dans l'intérêt de l'unité d'un effort organisé et qui peut être modifiée si les nécessités de cet effort organisé l'exigent.

Seule l'expérience personnelle peut donner une idée du climat intellectuel qui résulte de tout cela : cynisme complet à l'égard de la vérité, disparition de tout esprit de recherche indépendant et de toute confiance dans l'efficacité du raisonnement, transformation de toutes les divergences d'opinion dans le domaine scientifique en questions politiques à trancher par l'autorité. Le mépris pour la liberté intellectuelle ne surgit pas seulement avec l'instauration d'un régime totalitaire ; on le trouve partout chez les intellectuels qui professent la foi collectiviste et qu'on considère comme de grands penseurs même dans des pays vivant encore sous le régime libéral. C'est là le fait le plus alarmant. Non seulement on excuse la pire oppression si elle est exercée au nom du socialisme, non seulement le régime totalitaire est ouvertement défendu par des hommes qui prétendent parler au nom de la science dans des pays libéraux, mais l'intolérance elle-même est ouvertement exaltée. N'avons-nous pas vu récemment un écrivain scientifique anglais

défendre l’Inquisition, parce que, à ses yeux, « la science en bénéficie, du moment qu’elle protège les droits d’une classe naissante<sup>[62]</sup> ». Cette conception ne diffère pratiquement en rien de celle des nazis qui persécutent des savants, brûlent des livres scientifiques ou de celles d’autres qui suppriment systématiquement l’élite intellectuelle des peuples opprimés.



Ce n’est évidemment pas une innovation de notre temps que d’essayer d’imposer au peuple une foi qu’on estime salulaire pour lui. Ce qui est neuf, c’est l’argumentation employée par de nombreux intellectuels pour justifier cette tentative. Pratiquement, disent-ils, il n’y a pas de véritable liberté de pensée dans notre société puisque l’opinion publique, le goût des masses, sont façonnés par la propagande, par la publicité, influencés par l’exemple des classes dirigeantes et par d’autres facteurs encore. Et ils en concluent : puisque l’idéal et les goûts de la majorité des hommes peuvent être déterminés par des circonstances que nous pouvons déterminer, autant employer délibérément ce pouvoir pour diriger les idées dans un sens que nous estimons désirable.

Il est probablement exact qu’une grande majorité des hommes n’est pas capable de penser d’une

façon indépendante et qu'elle accepte sur un grand nombre de questions des opinions toutes faites. Il lui importe peu d'être assujettie à une conception ou à une autre. La liberté de pensée ne compte réellement que pour une minorité assez restreinte. Mais cette circonstance ne confère à personne la compétence et le pouvoir de choisir les élus auxquels on accordera cette liberté. Elle n'autorise aucun groupe à déterminer quels seront les gens qui auront l'autorisation de croire et quels seront ceux qui auront l'autorisation de penser. Le fait que sous tout régime la majorité du peuple suit les directives de quelqu'un n'implique nullement que tout le monde doit suivre les directives d'un même chef. Minimiser la valeur de la liberté intellectuelle parce qu'elle ne donne pas à tout le monde les mêmes possibilités de penser d'une façon indépendante, c'est méconnaître les raisons qui font le prix de la liberté intellectuelle. Ce qui est essentiel, c'est qu'elle remplisse ses fonctions en tant qu'initiateur principal du progrès intellectuel ; ce qui ne consiste pas à rendre tout le monde capable de penser et d'écrire quelque chose, mais à garantir que toute question ou toute idée puisse être débattue librement. Aussi longtemps que cette liberté existe, on trouvera toujours quelqu'un pour critiquer des idées dominantes et en soumettre de nouvelles à l'épreuve de la controverse.



Cette influence réciproque des individus ayant des connaissances et des opinions différentes constitue la vie même de la pensée. Le développement de la raison est un processus social basé sur l'existence de telles différences. La nature même de ce processus veut qu'on ne puisse en prédire les résultats. Nous ne pouvons pas savoir quelles conceptions ce développement va favoriser. En un mot nous ne saurions entreprendre de diriger cette croissance par des principes préconçus, sans l'entraver en même temps. Vouloir « organiser » ou « diriger selon un plan » le développement de l'esprit, voire le progrès en général, c'est une contradiction dans les termes. L'idée selon laquelle l'esprit humain doit « consciemment » contrôler son propre développement confond l'intelligence de l'individu, qui seule peut soumettre quoi que ce soit à un « contrôle conscient », avec le processus d'échanges auquel ce développement est dû. En essayant de contrôler l'épanouissement de l'intelligence, on ne fait que mettre des bornes à son développement, ce qui aboutira, tôt ou tard, à une stagnation de la pensée et à un déclin de la raison.

La tragédie de la pensée collectiviste apparaît là : elle procède d'une conception qui met la raison au dessus de tout et aboutit à la dégradation de la raison parce qu'elle méconnaît le processus dont

dépend le développement de l'intelligence. Nous touchons là au paradoxe de toute doctrine collectiviste, de son exigence d'un contrôle « conscient », d'un planisme « conscient », ce qui impose inévitablement le pouvoir absolu d'un individu. Cependant c'est uniquement en abordant dans un esprit individualiste les phénomènes sociaux que l'on peut déceler les forces super-individuelles qui commandent le développement de la raison. L'individualisme est donc comme une attitude d'humilité à l'égard du processus social et de tolérance devant les opinions d'autrui c'est l'attitude exactement opposée à la confusion intellectuelle qui est à la base de l'exigence d'une direction totale du processus social.

## **Chapitre XI. – Les racines socialistes du nazisme**

Toutes les forces antilibérales se liguent contre  
tout ce qui est libéral.

**A. Möller van den Bruck**

On commet souvent l'erreur de considérer le national-socialisme comme une simple révolte contre la raison, un mouvement irrationnel sans fond intellectuel. Si c'était le cas, le mouvement serait beaucoup moins dangereux qu'il ne l'est. Mais rien n'est plus éloigné de la vérité. Les doctrines du national-socialisme sont, en réalité, l'aboutissement d'une longue évolution de la pensée, un processus auquel ont contribué des philosophes dont l'influence a rayonné bien au delà des frontières allemandes. Quoi qu'on pense de leurs prémisses, il est incontestable que les créateurs de la nouvelle doctrine ont été des écrivains puissants dont les idées ont marqué la pensée européenne d'une profonde empreinte. Leur système se développe avec une conséquence impitoyable. Une fois leurs prémisses admises, on

ne peut plus contester leur logique. Il s'agit là simplement d'un collectivisme dépouillé de tous les vestiges de la tradition individualiste qui aurait pu en empêcher la réalisation.

Les philosophes allemands ont été à la tête de ce mouvement mais ils ne furent pas seuls. Thomas Carlyle et Houston Stewart Chamberlain, Auguste Comte et Georges Sorel y eurent autant de part que n'importe quel Allemand. Cette évolution de la pensée de l'Allemagne a été parfaitement retracée récemment par M. R. D. Butler dans son étude sur les *Racines du National-Socialisme*. Il se dégage de cet ouvrage une impression assez angoissante : on y voit que les idées nationales-socialistes, sous une forme à peine larvée, ne cessent de réapparaître périodiquement depuis les derniers cent cinquante ans. Néanmoins, il ne faudrait pas exagérer leur importance en Allemagne avant 1914. Elles ne représentaient qu'un courant d'opinions parmi d'autres dans un pays où les tendances les plus diverses foisonnaient plus que partout ailleurs. Seule une petite minorité représentait la tendance pré-naziste, vouée au mépris général de la part de la grande majorité, comme c'était le cas dans d'autres pays.

Comment cette conception de la minorité réactionnaire a-t-elle donc pu obtenir l'appui de la

grande majorité des Allemands et surtout de toute la jeunesse ? La défaite, les souffrances de la guerre et de l'après-guerre, et la vague de nationalisme n'en donnent pas une explication suffisante. La réaction capitaliste contre l'avance du socialisme, explication proposée par tant de gens, n'en fut pas la cause non plus. Au contraire ces idées furent surtout appuyées par des socialistes. Ce n'est pas la bourgeoisie qui contribua à leur réalisation, mais l'absence d'une bourgeoisie forte.

Les doctrines qui ont guidé les classes dirigeantes de la dernière génération en Allemagne ne s'opposaient pas aux éléments socialistes du marxisme, mais à ses éléments libéraux, à l'internationalisme et à la démocratie. Et comme il devint de plus en plus clair que ces éléments s'opposaient à la réalisation du socialisme, les socialistes de gauche se rapprochèrent de plus en plus de ceux de droite. C'est l'union des forces anticapitalistes de gauche et de droite, la fusion des socialismes radicaux et conservateurs qui mit fin au libéralisme en Allemagne.

La collusion entre socialisme et nationalisme fut toujours étroite en Allemagne. Chose caractéristique, les précurseurs les plus importants du national-socialisme, Fichte, Rodbertus et

Lassale, furent en même temps des ancêtres du socialisme. Durant la période où le socialisme théorique sous la forme marxiste a dirigé le mouvement ouvrier allemand, les éléments nationalistes et autoritaires s'effacèrent. Mais cela ne dura pas <sup>[63]</sup>. A partir de 1914 surgirent des rangs du socialisme marxiste des maîtres qui menèrent non plus les conservateurs et les réactionnaires, mais des ouvriers manuels et la jeunesse idéaliste au national-socialisme. C'est seulement par la suite que la marée nationale-socialiste s'enfla au point de devenir la doctrine hitlérienne. L'hystérie guerrière de 1914, qui justement en raison de la défaite allemande n'a jamais été complètement guérie, est à l'origine de l'évolution moderne qui a produit le national-socialisme, largement soutenu, pendant cette période, par d'anciens socialistes.



Le premier et le plus caractéristique des représentants de cette évolution est peut-être le professeur Werner Sombart. Son fameux *Haendler und Helden* (Marchands et Héros) a paru en 1915. Il a débuté comme socialiste marxiste et affirmait encore en 1909 avoir passé la majeure partie de sa vie à lutter pour les idées de Karl Marx. Il avait fait, en effet, plus que quiconque pour répandre les idées socialistes et pour susciter le ressentiment anticapitaliste à travers l'Allemagne. Si la pensée

allemande était plus que partout ailleurs pénétrée d'éléments marxistes avant la révolution russe, c'était principalement grâce à Sombart. On l'a considéré, à un moment donné, comme le personnage le plus en vue de l'élite socialiste persécutée ; il ne pouvait, à cause de ses opinions radicales, obtenir une chaire d'université. Même après la dernière guerre, l'influence de Sombart qui cessa d'être marxiste en politique mais l'est resté en tant qu'historien, était très grande en Allemagne et à l'étranger. On en retrouve la trace dans l'œuvre de nombreux théoriciens anglais et américains du planisme.

Dans son livre de guerre, ce vieux socialiste salua la « guerre allemande » comme un conflit inévitable entre la civilisation commerciale de l'Angleterre et la culture héroïque de l'Allemagne. Son mépris pour les opinions « commerciales » du peuple anglais, qui a perdu tout instinct guerrier, est illimité. Rien n'est plus méprisable à ses yeux que l'aspiration universelle au bonheur individuel. Et ce qu'il prend pour la maxime essentielle de la morale anglaise : « Sois juste afin qu'on le soit envers toi, et pour prolonger tes jours sur terre » est à ses yeux « la maxime la plus ignoble qu'un esprit commercial ait jamais formulée ». Selon « l'idée allemande de l'État » formulée par Fichte, Lassale et Rodbertus, l'État n'est ni fondé ni constitué par

des individus ; il n'est pas un agrégat d'individus et ne doit servir aucun intérêt individuel. C'est la *Volksgemeinschaft*, la communauté populaire dans laquelle l'individu n'a pas de droits, mais seulement des devoirs. Les exigences de l'individu sont toujours un résultat de l'esprit commercial. « Les idées de 1789 » — Liberté, Égalité, Fraternité — dérivent d'un idéal commercial et n'ont d'autre but que d'assurer certains avantages aux individus.

Avant 1914 le véritable idéal allemand de la vie héroïque était menacé d'un danger mortel par les progrès ininterrompus de l'idéal commercial anglais, du confort anglais et du sport anglais. Non seulement le peuple anglais était complètement corrompu, jusqu'au dernier trade-unioniste plongé dans le « marais du confort », mais il commençait à contaminer les autres peuples. La guerre a finalement rappelé aux Allemands qu'ils étaient un peuple de guerriers, que chez eux toute activité, en particulier toute activité économique, devait être subordonnée aux préoccupations militaires. Sombart savait que les autres peuples méprisaient les Allemands parce qu'ils ont pour la guerre un respect sacro-saint, mais lui s'y complaisait. Considérer la guerre comme une chose inhumaine et absurde c'est une conception commerciale. Il existe une vie qui prime celle de l'individu : la vie



du peuple, la vie de l'État ; le but de l'individu est de se sacrifier pour cette vie supérieure. Pour Sombart la guerre est l'accomplissement de l'idéal héroïque de la vie, la guerre contre l'Angleterre est une guerre contre l'idéal commercial de la liberté individuelle, du confort anglais, dont la manifestation la plus méprisable lui paraît être les rasoirs mécaniques abandonnés dans les tranchées anglaises.



A l'époque l'exaltation de Sombart parut exagérée même à la plupart des Allemands. Un autre professeur allemand présenta les mêmes idées sous une forme plus modérée et plus scientifique et, par conséquent, plus efficace. Le professeur Johann Plenge était, comme Sombart, un grand spécialiste de Marx. Son livre *Marx et Hegel* marque le commencement d'une renaissance hégélienne chez les savants marxistes. Il était parti, sans aucun doute, avec des convictions authentiquement socialistes. Le plus important de ses ouvrages sur la guerre est un petit livre, très discuté à l'époque, qui porte ce titre significatif : *1789 et 1914. Années symboliques dans l'histoire de l'esprit politique*. Il est consacré au conflit entre les « idées de 1789 », l'idéal de la liberté, et les « idées de 1914 », l'idéal de l'organisation. Pour lui comme pour tous les socialistes qui tirent leur

socialisme d'une application rigide de l'idéal scientifique aux problèmes sociaux, l'organisation est l'essence même du socialisme. Ce fut, comme il le souligne, la base du mouvement socialiste à ses débuts en France dans les premières décades du XIX<sup>e</sup> siècle. Marx et le marxisme auraient trahi cette conception fondamentale du socialisme en s'attachant fanatiquement à l'idée utopique et abstraite de la liberté. C'est seulement à présent que l'idée de l'Organisation reprend la place qu'elle mérite, surtout à l'étranger, comme le prouve l'œuvre de M. H. G. Wells (dont le *Future in America* a produit une impression profonde sur le professeur Plenge qui tient, d'ailleurs, Wells pour un personnage de tout premier plan parmi les dirigeants du socialisme moderne), mais aussi en Allemagne où elle est la mieux comprise et la plus complètement réalisée. La guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne est, par conséquent, en réalité un conflit entre deux principes opposés. La « guerre mondiale économique » constitue la troisième grande époque de la lutte spirituelle dans l'histoire moderne. Elle est aussi importante que la Réforme ou que la Révolution bourgeoise pour la liberté. C'est la lutte pour la victoire des forces nouvelles sur les vieilles de la vie économique développée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle : socialisme et organisation.

*Dans la sphère des idées, l'Allemagne a été l'exposant le plus sincère de tous les rêves socialistes, et dans la sphère des réalités le plus puissant architecte du système économique le plus parfaitement organisé. C'est pourquoi nous représentons le XX<sup>e</sup> siècle. Quelle que soit l'issue de la guerre, nous demeurerons le peuple modèle. C'est notre idéal qui déterminera les fins de la vie de l'humanité. L'histoire mondiale assiste à présent à un spectacle colossal : chez nous, un grand idéal s'épanouit jusqu'à la victoire finale, tandis qu'en Angleterre un des principes de l'histoire mondiale sombre définitivement.*

*L'économie de guerre créée en Allemagne en 1914 est la première réalisation d'une société socialiste et son esprit est la Première manifestation active et non plus revendicative de l'esprit socialiste. Les nécessités de la guerre ont imposé l'idée socialiste dans la vie économique allemande et ainsi la défense de notre nation a donné à l'humanité l'idée de 1914, l'idée de l'organisation allemande, de la communauté du peuple (Volksgemeinschaft) du socialisme national... Sans que nous nous en rendions compte, l'ensemble de notre vie politique et de notre*

*industrie ont atteint un niveau plus élevé. L'État et la vie économique forment une unité nouvelle. Le sentiment de responsabilité économique qui caractérise le travail du fonctionnaire Public domine toute activité privée... La nouvelle constitution corporative allemande de la vie économique (le professeur Plenge admet qu'elle n'est pas encore complètement au point) représente la forme la plus élevée dans la vie d'un État qu'on ait jamais connue sur terre.*

Au premier abord, le professeur Plenge avait espéré réconcilier l'idéal de la liberté et l'idéal de l'organisation, surtout d'ailleurs en préconisant la soumission volontaire de l'individu à l'ensemble. Mais ces dernières traces d'idées libérales disparaîtront bientôt de ses écrits. Vers 1918 la fusion du socialisme et d'une impitoyable politique de force se fait dans son esprit. Peu avant la fin de la guerre il adressa à ses compatriotes, dans le journal socialiste *Die Glocke*, l'avertissement suivant :

*Il est grand temps de reconnaître que le socialisme doit être une politique de force, puisqu'il doit être y organisation. Le socialisme doit prendre le pouvoir ; il ne doit jamais s'employer à l'anéantir aveuglément.*

*La question cruciale pour le socialisme en temps de guerre internationale est nécessairement la suivante : quel est le peuple qui doit accéder au pouvoir, pour devenir le chef exemplaire de l'organisation internationale ?*

Et il annonce toutes les idées qui servirent plus tard pour justifier l'ordre nouveau d'Hitler.

*Du point de vue du socialisme, qui n'est qu'organisation, le droit absolu des peuples à disposer d'eux-mêmes n'implique-t-il pas la lutte contre l'anarchie de l'économie individualiste ? Allons-nous assurer une indépendance complète à l'individu dans la vie économique ? Un socialisme conséquent ne peut accorder à un peuple le droit de s'organiser qu'en tenant compte de la répartition réelle des forces déterminées par l'histoire.*



Les idées exprimées par Plenge étaient particulièrement populaires dans un certain milieu d'universitaires et d'ingénieurs, qui les avaient peut-être inspirées dans une certaine mesure. Ceux-ci, comme les milieux correspondants le font actuellement en Angleterre, réclamaient l'organisation de tous les secteurs de la vie selon

un plan centralisé. Le principal de ces savants était Wilhelm Ostwald, dont les déclarations à ce sujet ont acquis une certaine célébrité. On prétend qu'il déclara publiquement :

*L'Allemagne désire organiser l'Europe qui est dépourvue jusqu'à présent d'organisation. Je veux vous expliquer le grand secret de l'Allemagne : nous, ou plutôt la race allemande, avons découvert la signification de l'organisation. Pendant que les autres nations vivent encore sous le régime de l'individualisme, nous avons réalisé celui de l'organisation.*

Des idées très analogues étaient courantes dans les bureaux du dictateur allemand des matières premières, Walther Rathenau. Il aurait frissonné s'il avait pu se rendre compte de toutes les conséquences de ses conceptions en économie politique. Il mérite en effet une place considérable dans toute histoire complète du développement des idées nazies. Ses écrits ont contribué plus que tous autres à façonner les opinions économiques de toute une génération grandie pendant et après la dernière guerre en Allemagne. Quelques-uns de ses collaborateurs les plus proches devaient plus tard faire partie de l'état-major de l'administration du plan quadriennal de Goering. Les thèses d'un autre

ancien marxiste, Friedrich Naumann, ressemblaient également beaucoup à ces conceptions totalitaires. Son livre *Mitteleuropa* a atteint le tirage probablement le plus important de tous les « livres de guerre en Allemagne<sup>[64]</sup>. Mais, en définitive, il fut réservé à un politicien socialiste actif, membre de la gauche du parti social-démocrate allemand, de développer ces idées complètement et de les diffuser largement. Paul Lentsch avait caractérisé dans des Ouvrages précédents la guerre « comme la fuite de la bourgeoisie anglaise devant le progrès du socialisme » en expliquant combien l'idéal socialiste de la liberté différait de celui des Anglais. Mais c'est seulement dans son troisième livre, *Trois ans de révolution mondiale*<sup>[65]</sup>, livre à grand succès, que ces idées caractéristiques ont pris, sous l'influence de Plenge d'ailleurs, un plein développement. Lentsch base sa démonstration sur un compte rendu historique intéressant et sous certains rapports exacts, retraçant le développement vers la concentration industrielle et la cartellisation, rendu possible en Allemagne grâce à la politique protectionniste de Bismarck. Selon sa conception marxiste ce fut là un- stade supérieur du développement industriel.

*Le résultat de la décision de Bismarck en 1879, c'est que l'Allemagne se vit attribuer un rôle révolutionnaire, c'est à dire celui*

*d'un État qui présentait par rapport au reste du monde un système économique plus élevé et plus avancé. Nous pouvons donc facilement constater que dans la révolution mondiale actuelle, l'Allemagne représente le parti révolutionnaire et son grand antagoniste l'Angleterre, le parti contre-révolutionnaire. Ce fait prouve combien la question de savoir si la constitution d'un pays est libérale ou républicaine, monarchiste ou autocratique joue peu, au point de vue du développement historique, pour déterminer le caractère réellement libéral ou non du pays. Pour parler plus clairement, nos conceptions du libéralisme, de la démocratie, etc., dérivent des idées de l'individualisme anglais, selon lequel un État pourvu d'un gouvernement faible serait un État libéral, et qui considère toute restriction de la liberté individuelle comme un effet de l'autocratie et du militarisme.*

En Allemagne, « représentant désigné par l'histoire » des formes élevées de la vie économique,

*la lutte pour le socialisme avait été extrêmement simplifiée du fait que toutes les conditions préliminaires du socialisme y*



*avaient déjà été établies. Tout parti socialiste devait donc avoir pour préoccupation essentielle de voir l'Allemagne résister triomphalement à ses ennemis afin de pouvoir remplir sa mission historique, et révolutionner le monde. Par conséquent, la guerre de l'Entente contre l'Allemagne ressemble à la tentative faite par la petite bourgeoisie, à l'âge précapitaliste, pour prévenir le déclin de sa classe.*

*L'organisation du capital (continue Lentsch), commencée inconsciemment avant la guerre, continuée consciemment pendant la guerre, sera parachevée systématiquement après la guerre. Et ce n'est pas parce qu'on a un goût particulier pour l'organisation en soi, ni parce que l'on considère le socialisme comme le principe le plus élevé du développement social. Les classes qui agissent aujourd'hui pratiquement comme les pionniers du socialisme, sont, en théorie, ses adversaires déclarés, ou le furent, en tout cas, il n'y a pas bien longtemps. Le socialisme est en marche, ou il est même dans une certaine mesure réalisé, du moment où nous ne pouvons plus vivre sans lui. Les seuls qui s'opposent encore à cette tendance sont les libéraux. Cette classe qui raisonne, sans s'en*

*rendre compte, selon la conception anglaise, comprend toute la bourgeoisie allemande cultivée. Ses notions politiques de « liberté », de « droit civil », de constitutionnalisme et de parlementarisme, dérivent d'une conception individualiste du monde, dont l'incarnation classique est le libéralisme anglais. C'est cette conception que les personnages représentatifs de la bourgeoisie ont acceptée dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ces tendances ont vieilli et sont dépassées, comme le libéralisme anglais à l'ancienne mode est dépassé par suite de la guerre actuelle. Il nous faut donc nous débarrasser de ces idées politiques héritées pour assister à la naissance d'une nouvelle conception de l'État et de la Société. Le socialisme doit maintenir, dans cette sphère également, une opposition résolue et consciente à l'égard de l'individualisme. Sous ce rapport, il est curieux de remarquer ce fait surprenant que la classe ouvrière a acquis dans l'Allemagne « réactionnaire » une position beaucoup plus solide et puissante qu'en Angleterre ou en France.*

Lentsch ajoute ces considérations qui contiennent une grande part de vérité et méritent d'être méditées :

*Les sociaux-démocrates occupant à la faveur du suffrage universel toutes les places accessibles au Reichstag, dans des parlements provinciaux, dans des conseils municipaux, dans des tribunaux de commerce, dans des caisses d'assurance-maladie, ont pénétré très profondément dans l'organisme de l'État. Certes, après cinquante ans de travail socialiste assidu, l'État n'est plus le même qu'il l'était en 1867, quand le suffrage universel est entré en vigueur. Mais la social-démocratie, de son côté, a changé aussi. Elle n'est plus ce qu'elle avait été à l'époque. L'État a subi un processus de socialisation, tandis que la social-démocratie a subi un processus de nationalisation.*



Plenge et Lentsch ont inspiré les prédécesseurs immédiats du national-socialisme dans le domaine des idées et, en particulier, Oswald Spengler et A. Möeller van den Bruck, pour ne mentionner que les deux plus connus<sup>[66]</sup>. Peut-on considérer Spengler comme un socialiste ? Les opinions sont partagées. Mais aujourd'hui, il nous paraît incontestable qu'on doit considérer les vues développées dans sa brochure *Prussianisme et Socialisme*, parue en 1920, comme des vues socialistes, largement

répandues en Allemagne. Quelques exemples de ses raisonnements le prouveront. « Le vieil esprit prussien et la conviction socialiste qui s'opposent aujourd'hui l'un à l'autre, avec une haine fratricide, sont, en réalité, de la même essence. » Les fervents de la civilisation occidentale en Allemagne, les libéraux allemands sont « une armée anglaise invisible que laissa derrière lui Napoléon, après la bataille d'Iéna, sur le sol allemand ». Aux yeux de Spengler des hommes dans le genre de Hardenberg et de Humboldt et d'autres innovateurs libéraux n'étaient que des « Anglais ». Mais cet esprit « anglais » sera extirpé par la révolution allemande commencée en 1914.

*Les trois nations de l'Occident ont tendu vers trois formes d'existence, exprimées par la célèbre devise : Liberté, Egalité, Fraternité, qui se traduit en politique par Parlementarisme, Social-démocratie et Socialisme autoritaire<sup>[67]</sup>. L'instinct allemand ou plus exactement prussien exige que le pouvoir appartienne à l'ensemble du peuple... On assigne à chacun sa place. L'un commande, Vautre obéit. C'est le socialisme autoritaire, en vigueur depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, essentiellement antilibéral et antidémocratique, dans le sens où le libéralisme anglais et la démocratie française*

*l'entendent... On rencontre en Allemagne beaucoup de contrastes détestables, mais c'est seulement sur le sol allemand qu'on peut mépriser le libéralisme.*

*La structure de la nation anglaise est basée sur la distinction entre riches et pauvres, celle de la Prusse entre hommes qui commandent et hommes qui obéissent. Le sens qu'on attribue aux différences de classe est par conséquent entièrement différent dans les deux pays.*

Après avoir fait ressortir la différence essentielle entre le système de concurrence anglais et le système prussien de « l'administration économique » et après avoir montré (d'accord avec Lentsch) comment l'organisation consciente de l'activité économique a pris de plus en plus des formes socialistes, Spengler continue :

*Il a existé en Prusse un État véritable, dans le sens le plus complet du mot, ne tolérant littéralement aucune personne privée. Quiconque a vécu à l'intérieur de ce système, fonctionnant avec la précision d'une horloge, est devenu l'un de ses rouages. La direction des affaires publiques ne peut rester entre les mains de particuliers, comme le voudrait le parlementarisme. L'homme politique responsable occupe un Amt, en*

*fonctionnaire, en serviteur de l'ensemble du peuple.*

L'idée prussienne implique que chacun devienne un personnage officiel et que tous les salaires doivent être fixés par l'État. Et, en particulier, l'administration de toute propriété y devient une fonction salariée. L'État de l'avenir deviendra un *Beamtenstaat*, un État de fonctionnaires. Mais

*la question décisive non seulement pour l'Allemagne, mais pour le monde entier et qui doit être résolue par l'Allemagne dans l'intérêt du monde, est la suivante : Est-ce l'industrie qui dans l'avenir gouvernera l'État, ou est-ce l'État qui gouvernera l'industrie ? Le Prussianisme et le Socialisme répondent à cette question de la même façon. Le Prussianisme et le Socialisme combattent l'Angleterre qui est en nous.*

De là, il n'y eut plus qu'un pas à franchir pour parvenir au national-socialisme : c'est Møller van den Bruck qui proclama la guerre mondiale entre libéralisme et socialisme : « Nous avons perdu la guerre contre l'Occident, le socialisme l'a perdue contre le libéralisme<sup>[68]</sup>. » Comme pour Spengler, le libéralisme devient pour lui aussi l'ennemi par

excellence. Möller van den Bruck se réjouit du fait

*qu'il n'y a pas de libéraux dans l'Allemagne d'aujourd'hui ; il y a de jeunes révolutionnaires, il y a de jeunes conservateurs. Mais qui veut être libéral ?... Le libéralisme représente une philosophie dont la jeunesse allemande se détourne maintenant avec nausée, avec colère, avec mépris, parce que rien n'est plus éloigné de sa philosophie à elle, rien ne lui répugne davantage que cette conception de la vie. La jeunesse allemande d'aujourd'hui reconnaît dans le libéral son ennemi par excellence.*

Le Troisième Empire de Möller van den Bruck était destiné à donner aux Allemands un socialisme adapté à leur nature et non corrompu par les idées libérales de l'Occident. Ce qui ne manqua pas de se produire.

Ces auteurs ne représentent nullement des phénomènes isolés. Pas plus tard qu'en 1922 un observateur impartial a pu parler « d'un phénomène curieux, surprenant au premier abord », qu'il avait constaté :

*En vertu de ces idées, la lutte contre le système capitaliste n'est rien d'autre que la continuation de la guerre contre l'Entente*

*avec les armes de l'esprit et de l'organisation économique. C'est un processus qui mène au socialisme pratique, au retour de l'Allemagne à ses traditions les meilleures et les plus nobles* <sup>[69]</sup>.

La lutte contre le libéralisme sous toutes ses formes, le libéralisme qui avait conduit l'Allemagne à sa défaite, fut l'idée commune qui réunit les socialistes et les conservateurs. Ce fut d'abord le Mouvement de la Jeunesse Allemande, d'inspiration et de tendance presque entièrement socialiste, qui s'empara avec avidité de ces idées et accepta la fusion du socialisme et du nationalisme. A partir de 1920 jusqu'à l'avènement d'Hitler, un groupe de jeunes gens réunis autour du journal *Die Tat* dirigé par Ferdinand Fried, représenta cette tendance de la façon la plus menaçante. Le livre de Fried, *Ende des Kapitalismus*, est peut-être l'expression la plus caractéristique de ce groupe des *Edel-nazis*, nazis d'élite comme on les appelait en Allemagne. Cet ouvrage est assez inquiétant à cause de sa ressemblance avec une quantité de livres qui paraissent actuellement en Angleterre, et où nous pouvons observer le même rassemblement des socialistes de gauche et de droite, le même mépris pour tout ce qui est libéral dans l'acception ancienne du terme. Le titre de « socialisme conservateur » (ou, dans d'autres milieux, celui de



«socialisme religieux») servit à de nombreux auteurs pour faire le lit du « national-socialisme ». En Angleterre, actuellement, le courant dominant est celui du « socialisme conservateur ». La guerre contre les pouvoirs occidentaux, menée « avec les armes de l'esprit et de l'organisation économique », n'a-t-elle pas réussi, avant même que la vraie guerre fût commencée ?

## **Chapitre XII. – Les totalitaires parmi nous**

Lorsque l'autorité se déguise en organisation,  
elle présente suffisamment d'attrait pour  
transformer des collectivités d'hommes libres en  
États totalitaires.

**The Times**

Il est probable que l'étendue et l'importance même des atrocités commises par les gouvernements totalitaires, ont, au lieu de susciter des appréhensions, renforcé l'idée que de tels régimes ne pourraient pas exister en Angleterre. Mesurant l'abîme immense qui nous sépare de l'Allemagne nazie, il nous paraît évident que rien de ce qui arrive là-bas ne peut préjuger des événements en Angleterre. D'ailleurs, le fait que la différence entre la situation dans les deux pays devient tous les jours plus marquée paraît nous interdire de penser que nous puissions évoluer dans le même sens. Mais, n'oublions pas qu'il y a quinze ans la possibilité d'une évolution pareille aurait paru tout aussi absurde non seulement aux

neuf dixièmes des Allemands eux-mêmes, mais aux observateurs étrangers les plus hostiles (même à ceux qui se targuent aujourd'hui de leur soi-disant clairvoyance).

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'Angleterre présente des ressemblances de plus en plus marquées non pas avec l'Allemagne actuelle, mais avec celle d'il y a vingt ou trente ans. Beaucoup de traits qu'on avait considérés à l'époque comme « typiquement allemands » sont à présent familiers chez nous et d'autres symptômes laissent prévoir un développement dans le même sens. Nous avons mentionné les plus significatifs, à savoir un rapprochement toujours plus grand entre les conceptions économiques de la gauche et de la droite, leur opposition commune au libéralisme, considéré comme la base commune de la politique anglaise. Nous pouvons nous référer à M. Harold Nicolson qui a déclaré sous le dernier gouvernement conservateur que les membres les plus intransigeants du parti conservateur, « les plus doués d'entre eux... étaient tous socialistes de cœur<sup>[70]</sup> ». Personne ne peut contester, d'autre part, qu'à l'époque des Fabiens, de nombreux socialistes s'étaient sentis plus près des conservateurs que des libéraux. On peut citer beaucoup d'autres éléments pour caractériser cette évolution. On observe en Angleterre, comme on l'a observé jadis en

Allemagne, une vénération grandissante pour l'État, un culte du pouvoir, de la « grandeur pour la grandeur », un enthousiasme pour « l'organisation » de n'importe quoi (nous l'appelons maintenant planisme) et cette sorte « d'incapacité à se fier dans n'importe quel domaine au simple processus de la croissance organique ». Conditions que Treitschke lui-même avait déplorées chez des Allemands d'il y a soixante ans.

On n'a qu'à lire quelques-unes des études les plus sérieuses sur les différences entre les conceptions morales et politiques des Allemands et des Anglais, parues chez nous pendant la dernière guerre, pour se rendre compte de la distance que l'Angleterre a parcourue sur le chemin de l'Allemagne, pendant les derniers vingt ans. On peut affirmer qu'en général, le public anglais de l'époque appréciait mieux ces différences qu'il ne le fait à présent. Naguère les hommes de chez nous étaient fiers de leurs traditions particulières : aujourd'hui, on peut citer peu d'opinions méritant d'être qualifiées de purement anglaises qui ne seraient sinon répudiées par la majorité du peuple, du moins considérées comme ridicules. Il n'est pas exagéré de dire que plus un auteur traitant de problèmes économiques et sociaux avait, alors, paru typiquement anglais, plus il est aujourd'hui

oublié chez nous. Des hommes dans le genre de Lord Morley ou Henry Sidgwick, de Lord Acton ou A. V. Dicey, admirés par le monde entier comme les représentants les plus brillants de la sagesse politique anglaise, ne sont pour notre génération que des Victoriens démodés. Un fait en apparence insignifiant montre ce changement mieux que toute autre chose : on rencontre souvent dans notre littérature anglaise contemporaine une attitude compréhensive et sympathique envers Bismarck, tandis que la jeune génération mentionne rarement le nom de Gladstone sans décocher un trait à sa moralité victorienne, à son utopisme naïf.

Nous voudrions exposer brièvement l'impression alarmante qui se dégage de quelques ouvrages anglais sur les idées dominantes en Allemagne au cours de la dernière guerre. Presque chaque mot des auteurs en question pourrait s'adapter aux opinions les plus répandues dans la littérature anglaise actuelle. Citons seulement un passage de Lord Keynes présentant le cauchemar » évoqué dans un ouvrage allemand caractéristique de l'époque. Il montre comment, selon l'auteur allemand,

*la vie industrielle, même en période de paix, doit demeurer en état de mobilisation. C'est*

*ce qu'il appelle « la militarisation de notre vie industrielle » (c'est le titre de l'ouvrage analysé). L'individualisme doit disparaître complètement. Il faut établir une réglementation qui vise non pas au plus grand bonheur de l'individu (le professeur Jaffé ne se gêne pas pour le dire avec beaucoup de prolixité) mais au renforcement de l'unité organisée de l'État en vue d'obtenir le plus haut degré de rendement (Leistungsfähigkeit). L'influence d'un pareil système sur les affaires de l'individu ne serait qu'indirecte. Cette doctrine effroyable est entourée d'un certain halo d'idéalisme. La nation s'épanouira en une « unité solide » et deviendra, en réalité, ce qu'elle devrait être d'après Platon : « Der Mensch im Grossen. L'homme en grand. » En particulier, l'avènement de la paix renforcera l'idée d'une intervention de l'État dans l'industrie.*

*...les investissements à l'étranger, l'émigration, toute la politique industrielle qui au cours des dernières années a considéré le monde entier comme un marché, tout cela est trop dangereux. L'ancien système de l'industrie, agonisant aujourd'hui, était basé sur le profit ;*

*l'Allemagne nouvel, en tant que puissance du XX<sup>e</sup> siècle, n'ayant aucun égard pour le profit, mettra fin à ce système de capitalisme, qui nous était venu, il y a cent ans, d'Angleterre* <sup>[71]</sup>.

A part le fait que jusqu'à présent, du moins à notre connaissance, aucun auteur anglais n'ose parler avec mépris du bonheur individuel, ce passage reflète bien certains traits de la littérature anglaise contemporaine.

Non seulement des idées qui ont fait en Allemagne et ailleurs le lit du totalitarisme, mais, sans aucun doute aussi, de nombreux principes du totalitarisme agissant, exercent une fascination grandissante dans maints pays. S'il se trouve peu d'hommes en Angleterre pour accepter le totalitarisme dans son ensemble, presque tous les éléments de ce système nous ont été présentés isolément, d'un côté ou de l'autre, comme dignes d'être imités. En vérité, on pourrait à peine trouver une page du livre d'Hitler que quelqu'un en Angleterre n'ait pas proposée pour notre propre usage, Ceci s'applique à beaucoup de personnes qui sont incontestablement des ennemis mortels d'Hitler en raison d'un trait particulier de son système. On ne peut pas oublier, par exemple, que l'antisémitisme avait chassé d'Allemagne) ou

transformé en ennemis du régime, de nombreux hommes qui, à tous les égards, étaient des totalitaires accomplis du type allemand<sup>[72]</sup>.

Une description générale ne saurait donner une idée juste de la ressemblance entre maints éléments de la littérature anglaise actuelle et les ouvrages qui ont contribué en Allemagne à détruire la foi dans la civilisation occidentale et à créer une ambiance propice au nazisme.

Cette ressemblance se révèle davantage dans la façon d'aborder les problèmes que dans certains raisonnements spécifiques. On rencontre une même disposition à rompre tout lien culturel avec le passé et à miser entièrement sur le succès d'une expérience particulière. Comme ce fut le cas en Allemagne, la plupart des ouvrages qui préparent la voie au totalitarisme en Angleterre sont issus d'un idéalisme sincère et écrits par des hommes d'une grande élévation d'esprit. Quoiqu'il nous répugne de choisir une personne plutôt qu'une autre pour notre démonstration, quand des centaines d'autres manifestent les mêmes opinions, nous n'avons pas d'autre moyen de montrer le développement de cet état d'esprit en Angleterre. Nous ne citerons que des auteurs dont le désintéressement et la sincérité sont au-dessus de tout soupçon. Nous espérons montrer ainsi les conceptions virtuellement



totalitaires qui se répandent chez nous, sans pouvoir faire ressortir suffisamment la ressemblance sur le plan des sentiments. Il faudrait entreprendre une recherche poussée, suivre toutes les variations subtiles de la pensée et du langage pour révéler avec certitude les symptômes d'une évolution pourtant évidente. Lorsque les gens parlent de la nécessité d'opposer de « grandes » idées aux « petites », de remplacer l'ancienne mentalité « statique » ou « particulariste » par une mentalité « dynamique » ou « globale », on a d'abord l'impression que tout cela est parfaitement absurde. Mais on se rend bientôt compte qu'il s'agit là de l'attitude intellectuelle dont les manifestations font l'objet de notre étude.



Deux ouvrages d'un savant de grand talent, qui dans les dernières années ont eu un certain retentissement, nous serviront d'abord d'exemple. Il y a peu de cas dans la littérature anglaise contemporaine où se révèle une influence aussi marquée des idées spécifiquement allemandes que dans les livres du professeur E. H. Carr, *Twenty Years' Crisis* et *Conditions of Peace*.

Dans le premier de ces ouvrages, le professeur Carr se déclare ouvertement partisan de « l'école historique » des réalistes fondée en Allemagne et

dont le développement a été marqué par les grands noms de Hegel et de Marx. « Le réaliste est, dit-il, un homme qui considère la morale comme fonction de la politique » et dont « la logique n'admet pas d'autre échelle de valeurs que celle fixée par des faits ». L'opposé de ce « réalisme » est représenté, comme chez les Allemands, par la pensée « utopique » du XVIII<sup>e</sup> siècle, « qui fut essentiellement individualiste et qui considérait la conscience humaine comme l'arbitre suprême ». Mais l'ancienne morale avec ses « principes abstraits et généraux » doit disparaître, puisque « l'empirisme traite chaque cas concret selon ses caractéristiques individuelles ». En d'autres termes, seule compte l'utilité pratique et l'on nous assure que même « la règle *pacta sunt servanda* n'est pas un principe moral ». Le professeur Carr ne se soucie pas de savoir qu'en l'absence de principes abstraits et généraux le mérite est jugé arbitrairement, que les traités internationaux sans base morale n'ont aucune signification.

Le professeur Carr estime, sans le dire franchement, que l'Angleterre, dans la guerre précédente, n'a pas combattu du bon côté. En relisant les buts de guerre annoncés par les Anglais il y a vingt-cinq ans, on constatera que les conceptions alors attribuées aux Allemands correspondent aux opinions actuelles du professeur

Carr. Celui-ci nous expliquerait probablement que les principes en question défendus à l'époque en Angleterre étaient simplement un produit de l'hypocrisie britannique. Le peu de différence qu'il décèle entre l'idéal des Anglais et celui de l'Allemagne actuelle ressort de son affirmation d'après laquelle :

*lorsqu'un dirigeant national-socialiste déclare que « tout ce qui sert le peuple allemand est juste, tout ce qui le dessert est faux », il ne fait qu'identifier les intérêts nationaux avec le droit universel comme l'avaient fait le président Wilson, le professeur Toynbee, Lord Cecil et d'autres pour les pays de langue anglaise.*

Les livres du professeur Carr étant consacrés aux problèmes internationaux, leur tendance caractéristique apparaît surtout dans ce domaine. Mais les quelques indications qu'on peut y recueillir concernant la société future paraissent être conçues sur le modèle totalitaire. On se demande même parfois si la ressemblance est voulue ou accidentelle. Le professeur Carr se rend-il compte, par exemple, qu'en affirmant que « nous ne trouvons plus beaucoup de sens à la distinction courante au XVIII<sup>e</sup> siècle, entre « société » et « État » il énonce précisément la doctrine du

professeur Carl Schmitt, théoricien nazi du totalitarisme ? C'est la définition même du totalitarisme, donnée par le professeur Schmitt, qui a d'ailleurs créé le terme. Se rend-il compte que la conception d'après laquelle « la production en série de l'opinion est le corollaire de la production en série des objets » et que « le préjugé que beaucoup de gens ont contre le mot propagande est analogue au préjugé contre le contrôle de l'industrie et du commerce » est en réalité une défense de la mise au pas de l'opinion décrétée par les nazis ?

Dans *Conditions of Peace*, son dernier ouvrage, le professeur Carr donne une réponse affirmative et solennelle à la question par laquelle nous concluons le chapitre précédent :

*Les vainqueurs ont perdu la paix, tandis que la Russie soviétique et l'Allemagne l'ont gagnée. Pourquoi ? Les premiers ont continué à prêcher et en partie à appliquer l'idéal jadis en vigueur, aujourd'hui périmé, des droits des nations et du laisser faire capitaliste. Les autres ont consciemment ou inconsciemment marché avec le courant du XX<sup>e</sup> siècle en essayant de construire un monde à une échelle plus grande sous un planisme centralisé et contrôlé.*

Le professeur Carr adopte le cri de guerre des

Allemands réclamant la révolution socialiste de l'Est avec l'Allemagne en tête contre l'Occident libéral :

*...la révolution commencée pendant la dernière guerre, qui a donné leur impulsion à tous les mouvements politiques importants pendant les derniers vingt ans... une révolution contre les idées prédominantes du XIX<sup>e</sup> siècle : démocratie libérale, droits des nations à disposer d'elles-mêmes, économie de laisser faire.*

Comme il le remarque judicieusement lui-même, « il était presque inévitable que cette campagne contre les idées du XIX<sup>e</sup> siècle trouvât en Allemagne, pays qui ne les a jamais admises, le soutien le plus résolu ». Avec la foi aveugle de tant de pseudo-historiens depuis Hegel et Marx, il présente cette évolution comme une évolution inévitable : « Nous connaissons la direction que prend le développement du monde, nous devons soit nous y intégrer soit périr. »

Cette conviction de l'inévitable se base, chose caractéristique, sur des sophismes économiques courants : sur la prétendue nécessité de l'accroissement général des monopoles par suite du progrès technique, sur la soi-disant « richesse potentielle » et sur de nombreux slogans populaires

dont abondent les ouvrages de ce genre. Le professeur Carr n'est pas un économiste et ses raisonnements économiques ne supportent généralement pas un examen sérieux. Cela ne l'empêche pas de baser ses prévisions d'évolution inévitable sur des arguments économiques ; sa croyance en la diminution constante de l'importance des facteurs économiques dans la vie sociale ne le gêne pas davantage pour exiger « une interprétation nouvelle en termes économiques » de l'idéal démocratique d' « égalité » et de « liberté ».

Le professeur Carr manifeste un mépris aussi profond que n'importe lequel des auteurs allemands cités au chapitre précédent pour les idées des économistes libéraux (il persiste à les désigner comme des idées du XIX<sup>e</sup> siècle tout en sachant que l'Allemagne « ne les a jamais admises » et qu'elle avait déjà pratiqué au siècle dernier les principes actuellement propagés). Il emprunte même la thèse allemande, émise par Friedrich List, d'après laquelle la politique de libre échange serait inspirée uniquement par les intérêts particuliers de l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle et ne conviendrait qu'à celle-ci. Actuellement « la création artificielle d'un certain degré d'autarcie est devenue la condition préalable d'une existence sociale normale ». « Le retour à un commerce mondial plus généralisé et plus décentralisé... » par la « suppression des

barrières douanières » ou par l'application des principes de *laissez faire* du XIX<sup>e</sup> siècle est « inconcevable ». L'avenir appartient à la *Grossraumwirtschaft*, à l'économie des grands espaces du genre allemand : « Nous ne pourrions obtenir le résultat souhaité que par une réorganisation consciente de la vie européenne telle que l'a entreprise Hitler ! » On n'est guère surpris de tomber, après tout cela, sur un chapitre intitulé : « Les fonctions morales de la guerre », dans lequel le professeur Carr exprime avec condescendance sa commisération envers « les braves gens (spécialement dans les pays de langue anglaise) qui, encore plongés dans la tradition du XIX<sup>e</sup> siècle, persistent à considérer la guerre comme une chose absurde et sans but » ; il se réjouit, lui, « de trouver une signification et des buts à la guerre, le plus puissant instrument de solidarité sociale ». Tout cela est bien connu, mais on ne s'attendait pas à rencontrer des conceptions pareilles dans l'ouvrage d'un savant anglais.



Il semble que nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention à une tendance de l'évolution intellectuelle en Allemagne au cours du dernier siècle qui fait actuellement son apparition chez nous, sous des formes presque identiques : des universitaires agitent l'idée d'une organisation

« scientifique » de la société. L'idéal d'une société organisée «de part en part » a été considérablement favorisé en Allemagne par l'influence extraordinaire que pouvaient y exercer les spécialistes de la science et de la technique sur la formation de l'opinion sociale et politique. On ne connaît pas assez le rôle joué dans l'histoire moderne de l'Allemagne par les professeurs-politiciens, comparable seulement à celui des avocats politiques en France<sup>[73]</sup>. L'influence de ces scientifiques-politiciens ne s'est pas souvent exercée en faveur de la liberté : «l'intolérance de la raison » fréquente chez le spécialiste, l'impatience caractéristique de l'expert envers les comportements et les actes du non-initié, le mépris souverain pour tout ce qui n'est pas organisé d'après des schémas scientifiques par des esprits supérieurs, tout cela a été très connu en Allemagne avant de se répandre chez nous. Aucun pays n'offre une meilleure démonstration des effets que peut exercer sur une nation la transformation générale et profonde de son système d'éducation, le passage des « humanités » aux « réalités », que l'Allemagne de 1840 à 1940<sup>[74]</sup>.

Dans toute l'histoire de l'avènement au pouvoir du national-socialisme, le spectacle le plus déprimant et le plus honteux est celui des savants et des universitaires qui, à peu d'exceptions près, se



sont mis servilement à la disposition des dirigeants<sup>[75]</sup>. C'est un fait bien connu que des universitaires et des ingénieurs, qui s'étaient si bruyamment proclamés les chefs d'une marche vers un monde meilleur et nouveau, se sont soumis à la tyrannie avec plus d'empressement que toute autre classe de la société<sup>[76]</sup>.

En France, c'est Julien Benda qui a prévu avec une lucidité extraordinaire le rôle joué par les intellectuels dans la transformation totalitaire de la société. La *Trahison des Clercs* acquiert une signification nouvelle quinze ans après sa parution. Le passage dans lequel M. Benda parle de la superstition de la science mérite en particulier d'être médité et ne doit pas être oublié lorsqu'on observe les incursions faites par certains savants dans le domaine de la politique.

Nous avons déjà mentionné un produit anglais de la même espèce, un ouvrage dans lequel, sur un fond marxiste, on trouve toutes les idiosyncrasies de l'intellectuel totalitaire, — la haine de presque tout ce qui fait l'attrait de la civilisation européenne depuis la Renaissance — et l'approbation des méthodes de l'Inquisition. Nous ne nous occuperons pas ici de ce cas extrême. Tournons-nous plutôt vers une œuvre plus représentative qui a eu d'ailleurs beaucoup de

notoriété. Le petit livre du docteur C. H. Waddington portant le titre caractéristique de *The Scientific Attitude* représente un bon exemple du genre de littérature propagée par l'hebdomadaire influent *Nature* qui combine la revendication d'un plus grand pouvoir politique pour les hommes de science avec le prosélytisme ardent pour un « planisme » généralisé. Le docteur Waddington ne montre pas autant de mépris pour la liberté que M. Crowther, mais il n'est pas beaucoup plus rassurant. Ce qui le distingue de la plupart des auteurs de ce genre, c'est qu'il se rend compte, et admet ouvertement, que les tendances exposées et soutenues par lui doivent mener tout droit au totalitarisme. Mais cela lui semble préférable à ce qu'il appelle « la civilisation actuelle des singes en cage ».

Le docteur Waddington affirme qu'un savant est parfaitement qualifié pour diriger une société totalitaire. Il base cette revendication sur sa thèse : « la science est en mesure d'émettre un jugement éthique sur la conduite des hommes », revendication largement soutenue et répandue par la revue *Nature*. C'est une thèse qui était depuis longtemps courante chez les savants-politiciens en Allemagne et que J. Benda a parfaitement mise en relief. Pour comprendre sa signification, nous n'avons qu'à consulter le livre du docteur

Waddington. La liberté, selon lui, « est pour le savant une conception assez décourageante à discuter parce qu'il n'est pas convaincu qu'en dernière analyse la liberté existe ». Néanmoins, il admet que « la science reconnaît » telle ou telle sorte de liberté mais « la liberté d'être original et différent de son prochain... ne représente aucune valeur scientifique ». Les « humanités dépravées » que le docteur Waddington méprise tant, ont évidemment eu grand tort de nous enseigner la tolérance.

Ce genre de littérature nous a habitués à ne pas être étonnés de constater que ce livre sur « l'attitude scientifique », lorsque l'auteur aborde les questions sociales et économiques, n'a rien de scientifique. Nous y retrouvons les clichés familiers, les généralisations sans fondement au sujet de la « richesse potentielle », de la tendance inévitable à la création des monopoles. « Les autorités les plus sérieuses » qu'il cite s'avèrent à l'examen être pour la plupart des tracts politiques d'une tenue scientifique douteuse, tandis que les travaux sérieux sur les mêmes problèmes sont manifestement laissés de côté.

Comme dans tous les ouvrages de ce genre, le docteur Waddington affirme que ses convictions sont déterminées par sa foi « dans des courants

historiques inéluctables », découverts soi-disant par la science ; elles découlent de la « philosophie scientifique profonde » du marxisme dont les notions fondamentales sont « presque, sinon tout à fait identiques aux principes qui servent à l'exploration scientifique de la nature ». Selon le docteur Waddington, ces convictions confèreraient « une compétence » supérieure à toute autre méthode précédemment connue. Bien qu'il estime « qu'il serait difficile de nier que dans l'Angleterre d'aujourd'hui la vie est plus difficile qu'en 1913 », il appelle de ses vœux un système économique « qui serait centralisé et totalitaire, les aspects divers du développement économique dans de vastes régions étant organisés d'après un plan et intégrés dans un ensemble ». Son « attitude scientifique » lui donne un optimisme facile au sujet de la liberté de la pensée dans son système totalitaire. Il se promet « qu'il y aura une expérience très précieuse concernant ces questions, qu'on comprendra d'ailleurs sans être un expert », entre autres la question de savoir « si l'on peut combiner le totalitarisme avec la liberté de pensée ».



Un examen plus complet des diverses tendances totalitaristes en Angleterre nous amène à analyser de nombreuses tentatives faites pour créer une sorte

de socialisme de classes moyennes, entreprise dont la ressemblance alarmante avec les essais analogues faits en Allemagne préhitorienne échappe sans doute aux initiateurs<sup>[77]</sup>. Si nous avons à décrire ici des mouvements politiques proprement dits, nous parlerions d'organisations nouvelles dans le genre de « Forward March » (En avant, Marche) ou « Common Wealth » (Bien commun), le mouvement de Sir Richard Acland, l'auteur de *Unser Kampf*, ou bien des activités du « Comité 1941 » de M. J. B. Priestley, qui fut pendant un certain temps associé au précédent. Il serait imprudent de méconnaître la signification symptomatique de pareils phénomènes, mais on ne peut pas les considérer comme des facteurs politiques importants. Outre les influences intellectuelles déjà analysées, l'impulsion à la tendance totalitariste est donnée surtout par les deux grands groupes d'intérêts qui sont le capital organisé et le travail organisé. La plus grande menace provient justement, nous semble-t-il, du fait que la politique de ces deux groupes puissants tend vers le même but.

Ils sont orientés dans cette direction par leur soutien commun, et souvent concerté, de l'organisation de l'industrie en monopoles. C'est là le grand danger immédiat. Il n'y a aucune raison d'admettre que cette évolution soit inéluctable,

mais il est probable que si nous continuons sur le même chemin, nous arriverons infailliblement au totalitarisme. Ce développement est, évidemment, voulu par les organisateurs capitalistes des monopoles, qui agissent d'après des plans et constituent ainsi la source principale du danger. Leur responsabilité n'est pas diminuée du fait qu'ils ne se proposent nullement pour but le système totalitaire, mais une sorte de société coopérative dans laquelle l'organisation industrielle formerait de petits « États » semi-indépendants gouvernés d'une façon semi-autonome. Mais ils ont la vue aussi courte que leurs collègues allemands et s'imaginent qu'on les autorisera non seulement à instaurer un pareil système, mais encore à le diriger indéfiniment. Les pouvoirs qu'aurait le dirigeant d'une industrie ainsi organisée seraient d'une portée telle qu'aucune société ne pourrait à la longue les confier à des particuliers. L'État qui autoriserait pareille accumulation de pouvoirs ne pourrait pas se permettre d'en laisser le contrôle aux individus. L'idée qu'un industriel pourrait, dans de telles conditions, jouir longtemps de sa position privilégiée, n'est qu'une illusion de plus. Cette position est justifiée dans la société de concurrence par le fait que sur beaucoup de gens qui courent des risques, très peu réussissent. On comprend évidemment que les industriels voudraient

bénéficier à la fois des revenus élevés qu'assure la société de concurrence aux heureux gagnants et de la sécurité du fonctionnaire, apanage du système totalitaire. Aussi longtemps qu'existera, à côté de l'industrie dirigée par le gouvernement, un large secteur d'industrie privée, les grands capitaines d'industrie obtiendront un revenu élevé dans une position de quasi-sécurité. Pendant la période de transition ces hommes verront leurs désirs exaucés, mais ils s'apercevront bientôt, comme le firent leurs collègues allemands, qu'ils ne sont plus les maîtres et qu'ils doivent se contenter, à tous points de vue, du pouvoir et des émoluments que le gouvernement veut bien leur accorder.

A moins de se méprendre entièrement sur l'esprit de ce livre, on ne saurait accuser l'auteur de tendresse envers les capitalistes, même s'il affirme qu'ils ne sont pas seuls responsables des tendances modernes à l'institution de monopoles. Leur penchant pour les monopoles n'est pas nouveau et ne représente pas en soi un pouvoir redoutable. Ce qui est grave, c'est qu'ils ont réussi à s'assurer le soutien d'un nombre toujours plus grand d'autres groupes, et avec l'aide de ces derniers, celui de l'État.

Les partisans du monopole ont obtenu cet appui en partie en faisant participer d'autres groupes à

leurs gains et, plus fréquemment, en les persuadant que la formation des monopoles est conforme à l'intérêt général. Mais le changement opéré dans l'opinion publique, qui constitue par son influence sur la législation et la juridiction<sup>[78]</sup> le facteur le plus important de cette évolution, est dû principalement à la propagande des partis de gauche contre la concurrence. Souvent, d'ailleurs, des mesures destinées à limiter les monopoles ne font en réalité qu'augmenter leur pouvoir. Toutes les attaques contre les revenus des monopoles, entreprises soit dans l'intérêt de groupes particuliers soit au bénéfice de l'État, mènent à la création de nouveaux intérêts stabilisés qui s'emploieront à former des monopoles. Un système dans lequel d'importants groupes privilégiés participent aux bénéfices d'un monopole peut être, du point de vue politique, plus dangereux, et le monopole lui-même plus puissant que le système dans lequel le profit appartient à un petit nombre de gens. Il est évident que les salaires élevés payés par l'industrie de monopole sont un produit de l'exploitation tout autant que les bénéfices de l'entreprise et qu'ils appauvrissent les consommateurs et plus encore tous les autres salariés. Cependant, non seulement les bénéficiaires directs du monopole, mais encore le public en général, admettent aujourd'hui la



capacité de payer des salaires élevés comme un argument en faveur du monopole<sup>[79]</sup>.

Il est fort douteux que même dans les cas où la formation d'un monopole est inévitable, le meilleur moyen de le contrôler soit la mainmise de l'État. S'il ne s'agissait que d'une seule industrie, on pourrait envisager pareille solution. Mais lorsque nous avons affaire à différentes industries de monopole, il peut y avoir maintes raisons de les laisser sous des directions privées au lieu de les réunir sous le contrôle unique de l'État. Si les chemins de fer, les transports par route et par air, l'approvisionnement en gaz et en électricité doivent tous devenir des monopoles, le consommateur aura incontestablement une position beaucoup plus forte à leur égard s'ils demeurent des monopoles séparés que s'ils sont tous réunis et « coordonnés » par un contrôle centralisé. Un monopole privé n'est presque jamais complet, il est très rarement de longue durée et ne peut négliger la concurrence potentielle. Mais un monopole d'État est toujours protégé par l'État à la fois contre la concurrence potentielle et contre la critique. Ceci signifie, dans la plupart des cas, qu'on accorde à un monopole temporaire le pouvoir de rendre ses privilèges permanents, pouvoir dont il se sert presque toujours. Si le pouvoir qui devrait freiner et contrôler le monopole est intéressé à ménager et

à protéger ses agents, si le gouvernement, qui doit remédier aux abus, doit aussi en prendre la responsabilité, si la critique des agissements du monopole implique la critique du gouvernement, il y a peu de chance pour que le monopole puisse être au service de la communauté. Un État lié dans tous les sens par la direction des entreprises de monopole, sera un État faible : au lieu de posséder sur l'individu un pouvoir net, il n'aura pas la faculté de formuler librement sa politique. Le mécanisme du monopole se confondra avec celui de l'État, et l'État lui-même s'identifiera de plus en plus avec les intérêts des dirigeants des affaires au lieu de se solidariser avec les intérêts du peuple.

Si le monopole est réellement inévitable, il est probable que le plan, préconisé par les Américains, d'un contrôle sévère de l'État sur les monopoles privés, appliqué rigoureusement, est meilleur qu'une mainmise de l'État. Cela paraît du moins plausible à condition que l'État impose un contrôle des prix sévère, ne permettant pas la réalisation de profits extraordinaires dont bénéficieraient des gens étrangers au monopole. Et même si cette mesure a pour effet, comme ce fut quelquefois le cas dans les services publics américains, de rendre le fonctionnement des industries de monopole moins satisfaisant qu'il ne devrait l'être, ce serait là payer très bon marché la limitation effective des

pouvoirs du monopole. En appliquant cette méthode aux monopoles, la situation des privilégiés deviendrait rapidement peu enviable et l'on parviendrait ainsi, aussi bien que par tout autre moyen, à limiter les monopoles aux domaines où ils sont inévitables et à stimuler l'invention de procédés qui permettraient le retour à la concurrence. Que les monopoles deviennent la bête noire de la politique économique et vous verrez avec quelle promptitude les industriels les plus actifs retrouveront leur goût pour l'air vivifiant de la concurrence !



Le problème du monopole ne serait pas aussi ardu qu'il l'est si nous n'avions à combattre que le monopole capitaliste. Comme nous l'avons dit plus haut, le monopole représente un danger non seulement en raison des efforts de quelques capitalistes, mais à cause du soutien que ceux-ci reçoivent des groupes admis à participer à leurs bénéfices, et de beaucoup d'autres encore, qui sont persuadés qu'en acceptant le monopole ils contribuent à la création d'une société plus juste et plus ordonnée. Le moment décisif a été celui où le grand mouvement qui ne peut atteindre ses fins qu'en luttant contre tous les privilèges, le mouvement ouvrier, tomba sous l'influence des doctrines hostiles à la concurrence et fut lui-même

entraîné dans la course aux privilèges. L'accroissement actuel des monopoles est, pour une grande part, le résultat d'une collaboration consciente entre capital organisé et travail organisé ; des groupes d'ouvriers privilégiés participent aux bénéfices du monopole aux dépens de la communauté et, en particulier, aux dépens des plus pauvres, des chômeurs et des ouvriers employés dans les industries moins bien organisées.

C'est un des spectacles des plus tristes de notre temps que de voir un grand mouvement démocratique soutenir une politique qui mène nécessairement à la destruction de la démocratie et qui, dans l'intervalle, ne profite qu'à une minorité de la masse de ses partisans. En effet, c'est l'appui que la gauche prête à ces tendances de monopole qui les rend irrésistibles et qui nous prépare un avenir sombre. Aussi longtemps que la gauche aide à la destruction du seul système dans lequel on puisse assurer un certain degré de liberté et d'indépendance à chaque ouvrier, il y a vraiment peu de chance pour l'avenir. Les dirigeants ouvriers qui proclament à présent avec tant de fierté que « nous en avons fini une fois pour toutes avec le système absurde de la concurrence<sup>[80]</sup> », proclament la condamnation de la liberté individuelle. Il n'y a que deux possibilités, soit un

système dirigé par la discipline impersonnelle du marché, soit un autre dirigé par la volonté de quelques individus ; et ceux qui s'acharnent à détruire le premier contribuent, sciemment ou inconsciemment, à créer le second. Une partie des ouvriers mangera peut-être mieux et l'organisation de la vie sera plus uniforme, mais il est douteux que la majorité des ouvriers remercient leurs dirigeants intellectuels de leur avoir donné une doctrine socialiste mettant en danger leur liberté personnelle.

Quiconque connaît l'histoire des grands pays continentaux, durant les derniers vingt-cinq ans, éprouvera du découragement à la lecture du programme récent du Labour Party, préconisant la création d'une société organisée selon les principes du « planisme ». On y oppose à « toute tentative de restaurer une Angleterre traditionnelle » un projet qui, non seulement dans sa conception générale, mais encore dans tous ses détails, dans sa rédaction même, ressemble à s'y méprendre aux rêves socialistes qui ont dominé les discussions en Allemagne, il y a vingt-cinq ans. Tout est pris textuellement dans l'idéologie allemande : les revendications de la résolution adoptée sur la proposition du professeur Laski concernant « le maintien en temps de paix » des mesures gouvernementales de contrôle nécessaires pour la

mobilisation des ressources nationales en temps de guerre, les formules caractéristiques comme celle de « l'équilibre économique » que réclame actuellement le professeur Laski pour la Grande-Bretagne, ou la « consommation communautaire », but d'une production centralisée. Il y a vingt-cinq ans, on pouvait encore trouver quelque justification à la croyance naïve « qu'une société planifiée peut être une société plus libre que le système de *laisser faire* qu'elle remplacera <sup>[81]</sup> ». Mais tenir à cette idée après plus de vingt-cinq ans d'expérience, au moment même où nous luttons contre les ravages causés par cette croyance, voilà qui est indiciblement tragique. Le fait que le grand parti, qui remplace au Parlement et dans l'opinion publique les partis progressistes du passé, ait adopté une ligne politique qu'on doit considérer, à la lumière de l'expérience récente, comme réactionnaire, constitue la transformation décisive de notre temps et représente un danger mortel pour toutes les valeurs chères au libéral. Que les progrès du passé soient menacés par les forces traditionalistes de la droite, voilà un phénomène qui a toujours existé et qui ne saurait nous alarmer. Mais que l'opposition, tant au Parlement que dans l'opinion, devienne le monopole permanent d'un deuxième parti réactionnaire, voilà qui nous ravit toute espérance.

## **Chapitre XIV. – Conditions matérielles et fins idéales**

Est-il juste ou raisonnable que la majorité des voix qui s'élèvent contre la fin essentielle du gouvernement servent à réduire en esclavage une minorité qui pourrait être libre ?

Il est plus juste, sans aucun doute, si l'on arrive à un conflit, que la minorité oblige la majorité à conserver sa liberté, ce qui ne lui cause aucun tort, que de permettre à la majorité de forcer, par pure bassesse, une minorité à la rejoindre en servitude.

Ceux qui ne cherchent qu'à obtenir leur liberté légitime ont toujours le droit de la conquérir, dès qu'ils le peuvent, même si un très grand nombre de voix s'y opposent.

**John Milton**

Notre génération se flatte d'attacher moins d'importance que nos parents et grands-parents aux considérations économiques. La « fin de l'homme économique » semble devoir devenir un des mythes dominants de notre époque. Avant d'admettre cette prétention ou de nous féliciter de

ce changement, examinons d'abord dans quelle mesure il correspond à la vérité. Les revendications de reconstruction socialiste qu'on présente avec le plus d'insistance, semblent être, pour la plupart, de caractère économique. Nous avons vu plus haut qu'une des revendications principales de ceux qui proclament la fin de l'homme économique est précisément « la nouvelle interprétation en termes économiques » de l'idéal politique du passé, de la liberté, de l'égalité et de la sécurité. D'autre part, les croyances et les aspirations des hommes d'aujourd'hui sont guidées plus que jamais par des doctrines économiques, par l'idée soigneusement entretenue du caractère-irrationnel de notre système économique, par l'affirmation erronée d'une «richesse potentielle», par de pseudo-théories sur l'avènement inévitable des monopoles ; tout le monde se laisse abuser par la tapageuse publicité créée autour de quelques incidents, comme la destruction de stocks de matières premières ou la suppression d'inventions, choses qui ne pourraient précisément pas arriver en régime de concurrence et qui ne sont possibles que grâce aux monopoles, aux monopoles gouvernementaux en particulier<sup>[82]</sup>.

Dans un certain sens, il est cependant exact que notre génération est moins sensible aux considérations économiques que les précédentes.



Résolument opposée à renoncer à ses exigences pour des raisons économiques, elle se montre impatiente et intolérante à l'égard de toute restriction de ses ambitions immédiates et peut disposée à se plier aux nécessités économiques. Ce n'est pas que les hommes de cette génération méprisent le bien-être matériel. Au contraire, ils refusent d'admettre l'existence des obstacles, la possibilité des conflits susceptibles d'entraver l'accomplissement de leurs propres désirs. C'est là ce qui les distingue d'autres générations. Le mot économophobie les caractériserait mieux que l'expression « fin de l'homme économique », terme doublement déroutant, puisqu'il signifie le passage d'un état de choses qui n'a jamais existé à un autre qui ne correspond pas à notre évolution. L'homme a fini par haïr les forces impersonnelles, il se révolte contre elles, après s'y être soumis dans le passé quoiqu'elles l'eussent souvent frustré du résultat de ses efforts.

Cette révolte n'est qu'un exemple d'un phénomène beaucoup plus général, le refus de se soumettre à aucune règle ou nécessité dont l'homme ne comprend pas la justification rationnelle. Ce phénomène se manifeste dans de nombreux domaines, en particulier dans la morale, et est souvent très désirable. Mais dans d'autres domaines où cette aspiration à comprendre ne peut

pas être entièrement satisfaite, le refus de nous soumettre à une nécessité incomplètement comprise peut mener à la destruction de notre civilisation. D'une part, il est naturel qu'à mesure que le monde autour de nous devient plus complexe, notre résistance grandisse contre les forces qui, se dérochant à notre compréhension, brouillent constamment nos espoirs et nos plans ; d'autre part, il est incontestable que dans ces conditions il devient de plus en plus difficile à quiconque de comprendre les forces en jeu. Une civilisation complexe comme la nôtre est nécessairement basée sur l'adaptation de l'individu à des transformations dont il ne peut saisir ni la cause ni la nature : aucun individu ne peut comprendre pourquoi il gagne plus ou moins, pourquoi il doit quitter une occupation pour une autre, parce que tous ces faits sont liés à une multitude de circonstances inextricables. Chose plus grave, on est tenté de rejeter la responsabilité des difficultés sur une cause immédiate et qui paraît évitable, alors qu'en réalité elle masque les raisons complexes de la transformation. Ainsi le directeur d'une société intégralement planifiée, s'il était appelé à donner à chacun une explication adéquate des raisons de sa mutation, de son changement de rémunération, ne saurait le faire qu'en exposant le mécanisme du plan entier : pratiquement, il ne pourrait donc offrir une pareille

explication qu'à un petit nombre de personnes.

C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que nous pouvons le comprendre. Peu importe que cette soumission dans le passé ait été motivée par une croyance, considérée aujourd'hui dans certains milieux comme une superstition, par un esprit religieux d'humilité, ou par un respect exagéré pour les enseignements sommaires des premiers économistes. Il est infiniment plus difficile, et c'est là le point crucial, de comprendre rationnellement la nécessité d'une soumission aux forces dont on ne peut suivre en détail les opérations, que d'accepter cette nécessité par une humble ferveur religieuse ou par respect pour les doctrines économiques. Il faudrait, en effet, avoir infiniment plus d'intelligence qu'aucun de nous n'en possède actuellement, pour maintenir simplement notre civilisation complexe sans imposer aux hommes l'obligation de faire des choses dont ils ne comprennent pas la nécessité. Le refus de céder aux forces que nous ne comprenons pas et ne reconnaissons pas comme résultant des décisions d'êtres intelligents, est le produit d'un rationalisme

incomplet et partant erroné. Rationalisme incomplet parce qu'il n'embrasse pas des faits qui, dans la multiplicité des efforts individuels exercés au sein d'une société complexe, interviennent sans qu'un individu puisse les surveiller. D'autre part, il ne comprend pas qu'il faut, ou bien détruire cette société complexe, ou bien choisir entre la soumission aux forces impersonnelles et en apparence irrationnelles du marché, et l'institution d'un pouvoir arbitraire. Dans son désir d'échapper aux restrictions pénibles qui lui sont imposées aujourd'hui, l'individu ne se rend pas compte que les restrictions autoritaires délibérément imposées à leur place seront encore plus dures.

On peut objecter avec raison qu'ayant appris à maîtriser à un degré étonnant les forces de la nature, nous avons fait bien peu de progrès dans le domaine de la collaboration sociale. Mais on s'égare en poussant la comparaison plus loin et en proposant de dominer les forces de la société de la même façon que celles de la nature. Ce serait s'engager non seulement sur le chemin du totalitarisme, mais sur celui de la destruction de notre civilisation et même fermer toute perspective de progrès dans l'avenir. Ceux qui formulent un tel programme prouvent qu'ils ne comprennent pas qu'il est nécessaire de laisser coordonner les efforts individuels par des forces impersonnelles si l'on

veut conserver les résultats déjà acquis.



Nous devons maintenant rappeler le point crucial de notre exposé : la liberté individuelle est incompatible avec la suprématie d'un but unique auquel toute la société est subordonnée en permanence. La seule exception à cette règle est constituée par la guerre ou par d'autres désastres temporaires qui exigent la subordination de presque tout aux besoins immédiats, car c'est seulement à ce prix que la liberté permanente peut être conservée. Ceci explique combien sont abusives les formules à la mode qui exigent de faire, pour organiser la vie en temps de paix, tout ce que nous avons consenti à faire pour la conduite de la guerre : on admet le sacrifice temporaire de la liberté pour la mieux garantir dans l'avenir, mais on ne conçoit pas pareil sacrifice pour un système permanent.

Le principe qui consiste à ne pas admettre la prédominance d'un but unique en temps de paix s'applique même à des questions que tout le monde juge absolument primordiales, par exemple, la lutte contre le chômage. Sans aucun doute, cette question mérite notre plus grande sollicitude, mais cela ne signifie pas qu'elle doive absorber tous nos efforts à l'exclusion d'autres questions et être

résolue, comme on dit insidieusement, « à tout prix ». C'est dans ce domaine que la fascination des formules populaires et vagues comme « du travail pour tous » peut mener à des mesures extrêmement imprudentes. Les slogans catégoriques du genre « à tout prix » peuvent causer des désastres.

Il est très important d'envisager avec toute la lucidité possible la tâche qui nous attend dans ce domaine après la guerre et de comprendre clairement ce que nous pouvons espérer accomplir. La situation immédiatement après la guerre devra se ressentir du fait que pendant la guerre des centaines de milliers d'hommes et de femmes ont gagné des salaires relativement élevés dans des industries spécialisées, qui ne pourront plus désormais les employer tous. Il faudra donc transférer un grand nombre de travailleurs à d'autres industries où le travail est moins bien payé. Même la rééducation professionnelle, pratiquée sur une grande échelle, ne pourra remédier à cette situation. Il y aura toujours un certain nombre de personnes, qui, payées proportionnellement à leur utilité dans la société, devront, sous n'importe quel régime, se résigner à un abaissement de leur niveau d'existence.

Si, dans ces conditions, les syndicats s'opposent,

avec succès, à toute diminution de salaire d'un groupe particulier, il n'y aura que deux possibilités : soit employer la force, c'est-à-dire désigner d'autorité certains individus pour les transférer à d'autres occupations relativement moins bien payées, soit laisser en chômage les hommes qui pendant la guerre ont gagné des salaires relativement élevés et qu'on ne peut plus utiliser, jusqu'au jour où ils accepteront de travailler à meilleur marché. C'est un problème qui surgira aussi bien dans une société socialiste que dans toute autre ; la grande majorité des ouvriers ne serait probablement pas disposée à garantir indéfiniment les salaires actuels des hommes qui, en raison des nécessités de guerre, sont spécialement bien payés. Une société socialiste recourra sans aucun doute, dans cette situation, aux mesures de coercition. Le problème qui nous préoccupe ici plus particulièrement est le suivant : si nous ne voulons tolérer le chômage à aucun prix et refusons la coercition, nous serons obligés de recourir à toutes sortes d'expédients désespérés, dont aucun n'apportera une solution durable et qui tous gêneront sérieusement l'utilisation productive de nos ressources. Il est à noter qu'une politique financière ne peut parer à cette difficulté autrement que par une inflation générale et assez considérable. On parviendrait ainsi à faire monter les salaires et les prix jusqu'au niveau de ceux

qu'on ne peut pas abaisser. La réduction des salaires et revenus réels, obtenue par des procédés indirects, puisqu'on ne pourrait pas les abaisser ouvertement, ne représente pas une solution satisfaisante. En élevant tous les revenus et salaires au niveau de vie des groupes privilégiés, on provoquerait une inflation telle que les perturbations de tout ordre, la misère et les injustices qui s'en suivraient dépasseraient de loin le mal qu'on aurait voulu guérir.

Ce problème qui surgira certainement après la guerre sous une forme très aiguë, nous hantera aussi longtemps que le système économique devra s'adapter à des changements incessants. On peut toujours, pour un temps limité, assurer le maximum de travail aux gens dans les emplois où ils se trouvent, par le moyen d'une inflation monétaire, mais on ne peut y parvenir qu'en augmentant constamment le volume de l'inflation et en entravant le processus de la redistribution de la main-d'œuvre entre les différentes industries, devenue nécessaire en raison des circonstances nouvelles. Si les ouvriers sont libres de choisir leur travail, cette répartition s'effectue toujours avec un certain délai et le flottement entraîne du chômage. La politique tendant à assurer le maximum de travail par des moyens monétaires va infailliblement à la longue à l'encontre de ses



propres buts. Elle diminue la productivité du travail et de ce fait augmente constamment le nombre des ouvriers et des employés dont les salaires actuels ne peuvent être maintenus que par des moyens artificiels.



Il n'est pas douteux qu'après la guerre nous aurons besoin de plus de sagesse encore dans la conduite de nos affaires économiques qu'auparavant et qu'en définitive le sort de notre civilisation dépendra de la solution que nous saurons donner à ces problèmes. Nous serons, au début, pauvres, très pauvres, et la reconquête de notre standard de vie d'avant guerre sera probablement plus difficile en Angleterre que dans d'autres pays. En agissant avec application, en travaillant dur, en consacrant une part importante de nos efforts à la révision et à la rénovation de notre outillage et de notre organisation industriels, nous parviendrons sans aucun doute dans quelques années à ce niveau et nous le dépasserons même. Ceci à condition de nous contenter de consommer seulement dans la mesure où notre programme de reconstruction n'en pâtira pas. Il ne faudrait pas que les espoirs exagérés provoquent des revendications dépassant cette limite. Nous devons employer nos ressources de la façon la plus appropriée et non pas n'importe comment <sup>[83]</sup>.

Ce qui est peut-être le plus important, c'est de ne pas essayer de remédier à la pauvreté en redistribuant le revenu au lieu de l'augmenter. Une tentative de ce genre démoraliserait certaines couches de la population et les transformerait en ennemis implacables de l'ordre politique existant. Il ne faudrait jamais oublier qu'un des facteurs décisifs de l'avènement du totalitarisme sur le continent fut une classe moyenne récemment dépouillée de ses biens.

Nos espoirs d'éviter pareil sort se basent sur la perspective d'un progrès économique rapide. Pour atteindre ce progrès nous devons nous adapter avec souplesse à un monde qui a beaucoup changé, sans le moindre égard pour le standard de vie particulier de certains groupes privilégiés. Nous devons employer nos ressources de façon à augmenter la richesse de tous. L'ajustement nécessaire pour atteindre et dépasser notre standard de vie d'avant-guerre sera le plus radical de tous ceux que nous ayons jamais eu besoin d'opérer dans le passé. Et c'est seulement si chacun de nous est disposé à subir cet ajustement que nous pourrions traverser cette période difficile en hommes libres, libres de choisir leur genre de vie. Qu'on assure un minimum vital à chaque homme, certes, mais que cette garantie fasse disparaître tout privilège de sécurité accordé à telle ou telle classe : qu'il n'y ait

plus de prétextes permettant à certains groupes d'interdire à des nouveaux venus de participer à leur prospérité relative, de crainte de la voir diminuer.

On peut dire et cela sonne bien : au diable l'économie, construisons un monde honnête. Mais, en réalité, ce ne sont là que paroles en l'air. Le monde, tel qu'il est, et dont tous s'accordent à reconnaître qu'il faudrait un peu partout en améliorer les conditions matérielles, ne permet qu'une seule possibilité d'honnêteté, par l'amélioration du niveau général du bien-être. Il y a une chose que la démocratie moderne ne supportera pas sans se désagréger : c'est la nécessité d'un abaissement du standard de vie en temps de paix ou même une stagnation prolongée des conditions économiques.



Les gens qui admettent que les tendances politiques actuelles constituent une menace sérieuse à notre prospérité économique et qu'elles mettent en danger par leurs effets économiques des valeurs d'ordre plus élevé, se leurrent encore en s'imaginant que nous faisons des sacrifices matériels en vue de fins idéalistes. Il est, hélas, douteux que cinquante ans d'efforts collectivistes aient élevé notre niveau moral ; ils ont, en réalité,

plutôt agi dans le sens opposé. Nous nous flattons d'avoir aujourd'hui une conscience sociale plus sensible, mais rien dans notre conduite individuelle ne prouve que nous ayons raison. Du côté négatif, par son indignation devant les inégalités sociales, notre génération dépasse probablement la plupart des précédentes. Mais l'effet de ces beaux sentiments, sur le plan positif de la morale proprement dite, sur notre conduite individuelle, sur le sérieux avec lequel nous maintenons nos principes moraux en conflit avec les exigences de la vie pratique, se présente sous un jour totalement différent.

Dans ce domaine les idées sont devenues si confuses qu'il est bon de revenir aux principes fondamentaux. Notre génération a tendance à oublier que non seulement la morale est nécessairement un phénomène du comportement personnel mais aussi qu'elle n'est concevable que dans une sphère où l'individu est libre de ses décisions et disposé à sacrifier des avantages personnels pour la sauvegarde de la règle morale. Au delà de la sphère de la responsabilité individuelle il n'y a ni bonté, ni méchanceté, ni aucune possibilité de faire preuve de qualités morales ni de donner la mesure de sa conviction en sacrifiant ses désirs à la justice. Une décision n'a de valeur morale que dans la mesure où nous

sommes responsables de nos propres intérêts et libres de les sacrifier. Nous ne saurions être altruistes aux dépens d'autrui, et il n'y a pas non plus de mérite à être altruiste si nous n'avons pas le choix. Les gens qui sont *tenus* de faire ce qui est juste, n'ont aucun titre à s'en glorifier. Comme disait Milton : « Si chaque action, bonne ou mauvaise, accomplie par l'homme dans sa maturité est motivée par son besoin de nourriture, par un ordre ou par une obligation, que reste-t-il de la vertu sinon le nom seul, quelle louange mérite l'homme probe, quel hommage l'homme sobre, juste ou continent ? »

Pour développer le sens moral, pour recréer en quelque sorte quotidiennement les valeurs morales par de libres décisions de l'individu, il faut une atmosphère où nous ayons la liberté d'accorder notre conduite personnelle à des circonstances qui nous laissent un choix, d'engager notre responsabilité pour façonner notre vie selon notre propre conscience. L'essence de toute morale digne de ce nom est la responsabilité non pas devant un supérieur, mais devant notre propre conscience, le sens du devoir indépendamment de toute obligation extérieure, la nécessité de décider par nous-mêmes quelles valeurs sacrifier à d'autres et de supporter les conséquences de nos propres décisions. Il est incontestable que dans le domaine de la conduite

individuelle, l'effet du collectivisme a été presque entièrement destructeur. Il ne pouvait en être autrement. Un mouvement qui promet avant tout de nous enlever toute responsabilité<sup>[84]</sup> ne peut être qu'antimoral dans ses effets, quelle que soit l'élévation de l'idéal qui lui a donné naissance. Il est certain que les hommes se sentent aujourd'hui moins que naguère obligés de remédier à l'iniquité dans la mesure de leurs moyens.

Notre sens des responsabilités, notre conscience d'avoir le devoir de savoir choisir ont manifestement diminué. Souhaiter que l'autorité institue un état de choses satisfaisant et accepter de s'y soumettre à condition que chacun en fasse autant, ce n'est pas du tout la même chose qu'agir selon sa propre conscience, au besoin en sacrifiant ses propres désirs et en bravant même une opinion publique hostile. On peut affirmer que nous sommes devenus beaucoup plus tolérants à l'égard des abus particuliers et beaucoup plus indifférents aux cas individuels d'injustice, puisque nous comptons sur un système qui mettra bon ordre à tout. Il est même possible, comme on l'a affirmé à plusieurs reprises, que la passion pour l'action collective nous offre la possibilité d'exercer sans scrupule l'égoïsme que nous avons, en tant qu'individus, quelque peu maîtrisé.

Il est vrai que les vertus les moins appréciées et les moins pratiques actuellement, — l'indépendance, la confiance en soi, le goût du risque, l'aptitude à défendre ses opinions contre la majorité, la disposition à aider son prochain — sont celles sur lesquelles repose essentiellement la société individualiste. Le collectivisme n'a rien à mettre à leur place et, dans la mesure où elles sont déjà supprimées, le vide n'est rempli que par le devoir d'obéissance et par l'obligation imposée à l'individu d'agir selon la volonté de la collectivité. Le choix moral laissé à l'individu tend, de plus en plus, à se réduire à l'élection périodique de représentants, ce qui n'est pas précisément une occasion de mettre à l'épreuve sa valeur morale, d'expérimenter et de consolider son échelle de valeurs et de démontrer la sincérité de sa foi en sacrifiant certaines valeurs à d'autres qu'on estime à plus haut prix.

Comme les règles de conduite que s'imposent les individus déterminent, en définitive, le niveau moral de l'action politique collective, il serait surprenant qu'au relâchement de la morale individuelle corresponde une élévation du niveau moral dans l'action sociale. Il y a eu de grands changements dans ce domaine, reconnaissons-le. Chaque génération reclasse les valeurs. Quelles sont donc les valeurs moins appréciées aujourd'hui

qu'hier, celles auxquelles nous devons renoncer lorsque le choix s'impose ? Quelles sont les valeurs que les écrivains et les tribuns populaires mettent en relief dans leur description de l'avenir ? Sont-elles différentes de celles qui avaient figuré dans les rêves et dans les espoirs de nos pères ? Certes, ce ne sont ni le confort matériel, ni l'élévation du niveau de vie, ni la garantie d'une certaine position dans la société qui y sont négligés. Existe-t-il un écrivain ou un orateur populaire qui oserait proposer aux masses de sacrifier le bien-être matériel à un idéal ? Ne s'agit-il pas plutôt du contraire ? Ce qu'on nous prie de plus en plus souvent de considérer comme des « illusions du XIX<sup>e</sup> siècle », c'est avant tout des valeurs morales : liberté, indépendance, vérité et probité intellectuelle, paix et démocratie, respect pour l'individu *en tant qu'homme* et non pas simplement comme membre d'un groupe organisé. Quels sont les éléments sacro-saints qu'aucun novateur n'ose toucher, qu'on doit considérer comme les limites immuables de tout plan d'avenir ? Ce n'est certes pas la liberté de l'individu, sa liberté de mouvement, à peine la liberté d'expression. Ce dont il s'agit, c'est bien de la protection du standard de vie de tel ou tel groupe, de leur « droit » d'empêcher d'autres groupes de procurer à leurs membres ce qu'il leur faut. On s'habitue de plus en plus à la



discrimination entre membres d'un clan et non-adhérents au groupe, ou davantage encore entre nationaux de différents pays ; on accepte avec une indifférence qui frise le cynisme les injustices commises par le gouvernement contre des individus dans l'intérêt d'un groupe ; même de prétendus libéraux préconisent cette monstrueuse violation des droits les plus élémentaires de l'individu qu'est le transfert forcé des populations. Tout ceci prouve incontestablement que notre sens moral s'est estompé plus qu'il ne s'est aiguisé. Lorsqu'on nous rappelle, de plus en plus fréquemment, qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, on ne dit pas que les œufs en question avaient été considérés, il y a une génération ou deux, comme les éléments essentiels, les bases de la vie civilisée. Et nos prétendus « libéraux » ont approuvé des atrocités commises par des gouvernements dont ils endossent les principes.



Un aspect de la transformation des valeurs morales provoquée par le progrès du collectivisme nous offre actuellement un sujet spécial de méditation : les qualités qu'on apprécie de moins en moins et qui sont, par conséquent, de plus en plus rares, sont précisément celles dont s'enorgueillissait, à juste titre, le peuple anglais et

dans lesquelles, dé l'avis général, il excellait. Ces vertus que le peuple anglais possédait à un degré plus élevé que tout autre peuple, à l'exception peut-être de quelques petites nations comme les Suisses et les Hollandais, sont : l'indépendance et la confiance en soi, l'initiative individuelle et le sens des responsabilités, la confiance justifiée dans les actes de volonté libre, le respect du prochain et la tolérance envers les hommes et les mœurs étranges, enfin une saine méfiance du pouvoir et de l'autorité.

La force anglaise, le caractère anglais, les réalisations anglaises résultent, pour une bonne part, du culte de la spontanéité. Mais presque toutes les traditions et toutes les institutions dans lesquelles le génie anglais a trouvé son expression la plus caractéristique et qui, à leur tour, ont modelé le caractère national et créé le climat moral de l'Angleterre, sont vouées à la destruction progressive dans la mesure où le collectivisme et ses tendances centralisatrices se développent.

Une formation étrangère permet parfois de discerner plus clairement à quelles circonstances sont dues les qualités particulières de l'atmosphère morale d'une nation. Nous nous permettons donc de dire que le spectacle le plus décourageant de notre temps est de voir que les choses les plus

précieuses que l'Angleterre ait données au monde sont méprisées précisément en Angleterre. Les Anglais ne se rendent pas compte combien ils sont différents de tous les autres peuples par le fait qu'Us tiennent tous, plus ou moins indépendamment de toutes nuances de partis, aux idées qui, sous leur forme la plus explicite, portent le nom de libéralisme. En comparaison avec d'autres peuples, presque tous les Anglais étaient, il y a seulement vingt ans, des libéraux, quelle que fût leur position à l'égard du parti libéral. Et même aujourd'hui l'Anglais, qu'il soit conservateur ou socialiste ou bien libéral, lorsqu'il rencontre à l'étranger des milieux, même parmi des nazis et des totalitaires, où les idées et les œuvres de Carlyle ou de Disraeli, de H.-G. Wells ou des Webb sont fort goûtées, ne ressent pour eux aucune affinité ; par contre, s'il tombe sur un îlot intellectuel où règne la tradition de Macaulay et de Gladstone, de Stuart Mill ou de John Morley, il trouve tout de suite des contacts avec ces hommes « qui parlent le même langage » que lui, même si ces idées sont entièrement différentes de celles qu'il professe lui-même.

La perte de la foi dans les valeurs spécifiques de la civilisation anglaise n'est nulle part plus manifeste, n'a nulle part des effets plus désastreux que dans l'inefficacité effarante de la propagande

anglaise. La première condition pour le succès d'une propagande adressée à d'autres peuples est la mise en vedette des valeurs caractéristiques et des traits particuliers qui distinguent le pays décidé à se faire connaître. La raison principale de l'inefficacité de la propagande anglaise réside dans le fait que les dirigeants de la propagande semblent avoir perdu eux-mêmes leur foi dans les valeurs spécifiques de la civilisation anglaise ou qu'ils ignorent complètement les critères principaux qui la distinguent des autres civilisations. Les intellectuels de gauche ont si longtemps adoré des dieux étrangers qu'ils sont devenus presque incapables de voir quoi que ce soit de bon dans les institutions et les traditions caractéristiquement anglaises. Ces socialistes ne veulent évidemment pas admettre que les valeurs morales dont ils sont si fiers aient été produites par les institutions qu'ils voudraient détruire. Et, malheureusement, cette attitude n'est pas l'apanage des seuls socialistes déclarés. Font exception, bien entendu, les Anglais cultivés, moins bruyants que nombreux. Mais, à en juger par les idées qu'on entend exprimer couramment dans des discussions politiques et dans des textes de propagande, on a l'impression que le type de l'Anglais qui non seulement « parle la langue qu'avait parlée Shakespeare » mais « garde la foi et la morale de Milton » a à peu près

disparu<sup>[85]</sup>.

C'est Une erreur fatale que de s'imaginer qu'une propagande déterminée par une telle attitude puisse produire l'effet désiré sur nos ennemis, sur les Allemands en particulier. Les Allemands connaissent l'Angleterre sinon bien, du moins toujours suffisamment pour apprécier les valeurs traditionnelles de la vie britannique et pour savoir ce qui a de plus en plus séparé les esprits des deux pays au cours des deux ou trois dernières générations. Si nous voulons les convaincre non seulement que nous sommes sincères mais encore que nous avons vraiment à offrir une solution autre que la leur, nous n'y parviendrons pas en faisant des concessions à leur système de pensée. Nous n'allons certainement pas les induire en erreur en reproduisant purement et simplement les idées que nous avons empruntées à leurs ascendants, qu'il s'agisse de socialisme d'État, de « Realpolitik », de planisme « scientifique » ou de corporatisme. Nous n'allons pas les convaincre en les suivant jusqu'à mi-chemin du totalitarisme. Si les Anglais abandonnent eux-mêmes l'idéal suprême de la liberté et du bonheur individuel, si, implicitement, ils admettent que leur civilisation ne mérite pas d'être conservée, s'ils n'ont rien de mieux à faire que suivre le chemin des Allemands, c'est que, décidément, nous n'avons rien à offrir. Les

Allemands prennent tout cela pour un aveu tardif par lequel les Anglais admettent avoir toujours été dans leur tort et reconnaissent que ce sont les Allemands qui montrent la voie d'un monde meilleur et nouveau, même si pour y parvenir on doit passer par une période de transition terrible. Les Allemands savent que ce qu'ils considèrent comme la tradition britannique est foncièrement opposé à leur idéal nouveau, que les deux représentent des conceptions de vie inconciliables. On peut peut-être les convaincre de leur erreur dans leur choix, mais personne ne va les convaincre que les Anglais peuvent être de meilleurs guides — sur la voie allemande.

Cette propagande aura moins de succès encore auprès d'une catégorie d'Allemands sur laquelle nous devons compter pour la reconstruction de l'Europe, sur ceux dont l'échelle des valeurs ressemble le plus à la nôtre. L'expérience les a rendus sages et tristes : ils ont appris que ni les bonnes intentions ni l'efficacité de l'organisation ne peuvent conserver l'honnêteté d'un système dans lequel la liberté personnelle et la responsabilité individuelle sont détruites. Ce que les Allemands et les Italiens qui ont appris la leçon désirent par-dessus tout, c'est la protection contre l'État-monstre — ce ne sont pas des projets d'organisation sur une échelle colossale, mais la

possibilité de reconstruire, en paix et en liberté, le petit monde de chacun d'eux. Ce n'est pas parce qu'ils aiment mieux être commandés par des Anglais que par des Prussiens, mais parce qu'ils croient que dans un monde dominé par l'idéal britannique on commandera moins d'une façon générale et qu'ils pourront y poursuivre tranquillement leurs occupations. C'est seulement en justifiant ces espoirs que nous pouvons compter sur le soutien d'une partie de la population dans les pays ennemis.

Si nous voulons gagner la guerre des idéologies et attirer les éléments honnêtes parmi nos anciens ennemis, nous devons, avant tout, rétablir la foi dans les valeurs traditionnelles que nous avons défendues dans le passé. Ce n'est pas en cherchant un compromis entre la conception traditionnelle anglaise et les nouvelles idées totalitaires que nous obtiendrons confiance et appui. Ce qui compte, ce ne sont pas les dernières améliorations apportées à nos institutions sociales, mais notre foi inébranlable dans les traditions qui ont fait de l'Angleterre le pays d'un peuple libre et droit, tolérant et indépendant.

## **Chapitre XIV. – Les perspectives d’un ordre international**

De tous les procédés de contrôle de la démocratie, le fédéralisme a été le plus efficace et le plus approprié... Le système fédéral limite et restreint le pouvoir souverain en le divisant et en assignant au gouvernement certains droits définis. C’est la seule méthode de freiner non seulement la majorité mais le pouvoir de tout le peuple.

**Lord Acton**

Dans aucun domaine l’abandon du libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle n’a coûté au monde aussi cher que dans celui où la retraite a commencé : dans les relations internationales. Mais nous n’avons profité que très partiellement de la leçon de l’expérience. Ici, plus peut-être que partout ailleurs, les notions courantes sur ce qu’il est possible et désirable de faire provoquent des résultats opposés à ceux qu’elles promettent.

La partie de la leçon fournie par le passé récent



qu'on a fini par comprendre, est celle-ci : toutes les variantes du planisme, conçues séparément ou sur une échelle nationale, produisent nécessairement, dans leur ensemble, des effets désastreux même sur le plan purement économique, outré les conflits internationaux qu'elles provoquent. Il n'est guère nécessaire de souligner qu'il y a peu de chances de créer un ordre international ou une paix durable aussi longtemps que chaque pays se juge libre d'employer tous les moyens qu'il estime utiles à ses intérêts, sans considérer le tort causé par ces procédés à d'autres pays. De nombreuses espèces de planisme économiques ne sont viables que si l'autorité dirigeante peut écarter résolument toute influence extérieure ; le résultat en est évidemment l'accumulation de restrictions de tout ordre entravant la circulation des hommes et des biens.

La solidarité économique artificiellement créée de tous les habitants d'un pays, les blocs nouveaux d'intérêts opposés que suscite le planisme à l'échelle nationale, menacent la paix d'une façon peut-être moins perceptible mais tout aussi réelle. Il n'est nullement nécessaire, ni désirable que les frontières nationales marquent aussi des différences essentielles dans le niveau de vie ni que les gens appartenant à une nation reçoivent une part différente de celle d'autres nations. Si l'on considère les ressources des différentes nations

comme la propriété exclusive de chacune de ces nations, si les relations internationales, au lieu d'être des relations entre individus, deviennent de plus en plus des relations entre nations organisées en entités économiques, il s'en suivra inévitablement des frictions et des jalousies internationales. C'est une illusion néfaste que de s'imaginer qu'en substituant à la concurrence des négociations entre États et groupes organisés, on diminuerait les frictions internationales. Au lieu d'une « lutte » toute métaphorique entre concurrents, on aura affaire à un conflit de forces, on transférera des rivalités que les individus règlent normalement sans recourir à la force, à des États puissamment armés qui échappent à toute loi supérieure. Les transactions économiques entre nations, qui sont en même temps juges suprêmes de leur propre conduite, qui ne se plient à aucune loi supérieure et dont les représentants ne sont liés par aucune considération autre que l'intérêt immédiat de leurs pays respectifs, mènent à des conflits internationaux<sup>[86]</sup>.

Si nous ne nous servons de la victoire que pour favoriser les tendances de ce genre, déjà trop visibles dès avant 1939, nous découvrirons bientôt que nous n'avons battu le national-socialisme que pour créer un monde où de nombreux nationaux-socialismes, différents par les détails, mais tous

également totalitaires et nationalistes, entreront périodiquement en conflit les uns avec les autres. Et les Allemands nous apparaîtront comme des perturbateurs de la paix, comme certains le disent déjà<sup>[87]</sup>, uniquement parce qu'ils furent les premiers à prendre le chemin sur lequel nous les suivrons tous.



Ceux qui comprennent au moins partiellement ces dangers, en tirent la conclusion que le planisme économique doit être mis en œuvre « internationalement », c'est-à-dire par une autorité supranationale. Cela éviterait, bien entendu, quelques-uns des dangers les plus manifestes du planisme à l'échelle nationale, mais ceux qui défendent le projet international ne se rendent pas compte des difficultés et des dangers beaucoup plus grands que ce dernier comporte. Les problèmes soulevés par la direction consciente des affaires économiques à l'échelle nationale prennent des proportions beaucoup plus vastes si elle est entreprise dans le cadre international. Le conflit entre liberté et planisme ne peut que s'aggraver si la similitude du niveau de vie et des valeurs parmi des hommes soumis à un plan unifié est moindre. Il n'y a pas de grandes difficultés à « planifier » la vie économique d'une petite famille dans une communauté modeste. Mais à mesure que l'échelle

grandit, l'accord sur les fins diminue et il est de plus en plus nécessaire de recourir à la force, à la contrainte. Dans une communauté relativement petite on obtiendra facilement une concordance des opinions sur l'importance des tâches principales, sur une échelle de valeurs commune. Mais plus le nombre des sujets sur lesquels il faut s'entendre s'accroît, plus l'accord devient difficile et plus la nécessité de recourir à la force et à la coercition augmente.

On peut facilement convaincre le peuple d'un pays donné de faire un sacrifice pour « son » industrie du fer ou pour « son » agriculture afin que personne dans le pays ne soit obligé d'abaisser son niveau de vie. Mais il suffit d'imaginer les problèmes soulevés par un planisme économique embrassant une région comme l'Europe occidentale pour comprendre qu'il n'existe pas de base morale à une telle entreprise. Quel est l'idéal commun de justice distributive qui pourrait amener un pêcheur norvégien à renoncer à un avantage économique pour aider son collègue portugais ; un ouvrier hollandais à payer plus cher sa bicyclette pour aider un mécanicien de Coventry, ou un paysan français à payer plus d'impôts pour contribuer à l'industrialisation de l'Italie ?

Les gens refusent de voir ces difficultés parce

que, consciemment ou inconsciemment, ils supposent qu'il leur appartiendrait de les résoudre et qu'ils se sentent capables de le faire avec justice et équité. Les Anglais, peut-être plus que d'autres, commencent cependant à se rendre compte de ce qu'impliqueraient de pareils projets alors qu'ils ne représenteraient qu'une minorité dans l'autorité planifiante et que le développement futur de la Grande-Bretagne pourrait être déterminé par une majorité qui ne serait pas anglaise. Combien d'Anglais voudraient se soumettre à la décision d'une autorité internationale, si démocratique fût-elle, qui aurait le »pouvoir de décréter que le développement de la métallurgie en Espagne aura le pas sur celle du Pays de Galles, que l'industrie de l'optique sera concentrée en Allemagne à l'exclusion de l'Angleterre ?

Imaginer que la direction planifiée de la vie économique d'une vaste région habitée par des peuples différents pourrait s'effectuer par des procédés démocratiques, c'est ignorer complètement les problèmes que pareil plan soulève. Le planisme, à l'échelle internationale plus encore qu'à l'échelle nationale, n'est que l'application de la force brute : un petit groupe impose à tous les autres un standard de vie et un plan de travail qu'il estime juste. Il est exact que cette sorte de *Grossraumwirtschaft*, d'économie

des grands espaces, conçue par les Allemands ne peut être réalisée que par une race de seigneurs, un *Herrenvolk*, imposant impitoyablement ses buts et ses idées à tous les autres. La brutalité et le manque de scrupules à l'égard des désirs et des idéaux des petits peuples ne sont pas simplement une manifestation de leur méchanceté spécifique, mais découlent logiquement de la tâche qu'ils ont entreprise. En entreprenant la direction de la vie économique de peuples qui possèdent des aspirations et des valeurs très différentes, on assume des responsabilités entraînant inévitablement l'emploi de la force ; on se met dans une situation où les meilleures intentions ne peuvent vous empêcher d'agir d'une façon qui paraîtra hautement immorale aux hommes soumis à cette action <sup>[88]</sup>.

Et ceci reste vrai même si nous admettons que le pouvoir dominant serait exercé d'une façon aussi idéaliste et désintéressée que possible. Il y a peu de chances pour que ce pouvoir soit désintéressé. Les tentations sont trop grandes : je crois que l'honnêteté et la correction, en particulier dans les affaires d'ordre international, sont d'un niveau aussi élevé, sinon plus, en Angleterre que dans tout autre pays. Cela n'empêche pas qu'il y ait chez nous des gens qui veulent exploiter la victoire en permettant à l'industrie britannique d'utiliser

pleinement son outillage spécialement construit pour les besoins de la guerre, diriger la reconstruction de l'Europe en tenant compte des intérêts particuliers de l'industrie britannique, et assurer à tous les hommes, dans notre pays, le genre d'emploi qu'ils préfèrent. Ce qui est alarmant, ce n'est pas que de pareilles suggestions soient faites, mais qu'elles soient faites par des gens de parfaite bonne foi, inconscients de l'énormité morale que signifierait l'emploi de la force pour de tels buts <sup>[89]</sup>.



Beaucoup de gens s'imaginent que si l'on laissait au « peuple » le pouvoir de décider, la solidarité d'intérêts entre les classes ouvrières des divers pays triompherait des divergences qui séparent les classes dirigeantes. Cette illusion a plus que tout autre chose contribué à faire croire à la possibilité d'une organisation internationale démocratique du planisme économique centralisé. En réalité, il y a toutes les raisons de croire que les conflits d'intérêts économiques qui se produisent aujourd'hui à l'intérieur des nations prendraient une forme encore plus aiguë s'ils devenaient des conflits entre peuples, conflits qui ne pourraient se régler que par la force. Une autorité planifiante internationale aura incontestablement à s'occuper des inévitables conflits d'intérêt et d'opinions entre

les classes ouvrières des différents pays et les terrains d'entente seront encore plus difficiles à trouver que lorsqu'il s'agit de conflits internes. Lorsque l'ouvrier d'un pays riche exige que la loi lui garantisse un salaire minimum pour être protégé contre la concurrence de son camarade d'un pays pauvre dont le salaire est plus bas, il ne fait rien d'autre qu'empêcher ce dernier d'essayer d'améliorer sa situation en travaillant plus pour compenser la situation qui le défavorise. Et l'ouvrier pauvre qui doit donner dix heures de son travail pour acheter ce que l'ouvrier d'un pays mieux équipé produit en cinq heures, est en droit de se considérer comme tout aussi exploité que par n'importe quel capitaliste.

Il est à peu près certain que dans un système international planifié les nations plus riches et plus puissantes deviendraient, dans une mesure beaucoup plus grande que sous le régime de l'économie libre, un objet de haine et d'envie pour les nations plus pauvres. Ces dernières, à tort ou à raison, seraient convaincues que leur situation pourrait facilement être améliorée si\* seulement elles étaient libres d'agir à leur guise. Si c'est une autorité internationale qui doit appliquer la justice distributive, la lutte de classes, selon la doctrine socialiste, deviendra inévitablement une lutte entre les classes ouvrières des différents pays.



On entend beaucoup de propositions et de discussions confuses au sujet d'un « planisme pour le nivellement du standard de vie ». Voyons un peu en détail les conséquences que ces propositions impliquent. Les plans de ce genre portent principalement sur le bassin danubien et l'Europe du Sud-Est. Certes, l'amélioration de la situation économique dans cette région est urgente aussi bien au point de vue humanitaire qu'économique ; elle est conforme à l'intérêt de la paix future en Europe et ne pourrait évidemment être réalisée que par des méthodes politiques différentes de celles pratiquées dans le passé. Mais ce n'est pas du tout la même chose que de vouloir organiser toute la vie économique de cette région suivant un plan unique. On ne saurait, par exemple, créer une sorte de « Tennessee Valley Authority » pour le bassin danubien sans déterminer en même temps, pour des années à l'avance, le rythme du progrès des diverses races qui le peuplent, ni sans subordonner au plan toutes leurs aspirations et tous leurs désirs.

Ce genre de planisme nécessite avant tout l'établissement d'un ordre d'urgence dans les différents besoins. Les besoins des uns doivent avoir priorité sur ceux des autres. Ceux dont les intérêts sont ainsi relégués au second plan peuvent être convaincus de leur droit d'être traités différemment et aussi de leur capacité à atteindre

plus rapidement leur but si on les laisse agir librement. Il n'y a aucune raison qui nous permette de décider que les besoins d'un paysan roumain pauvre sont plus ou moins urgents que ceux d'un Albanais encore plus pauvre, de choisir entre un berger slovaque ou son collègue slovène. Mais si l'on doit relever leur standard de vie selon un plan unifié, il faut que quelqu'un apprécie leurs mérites respectifs et fasse un choix. Une fois le plan mis en exécution, toutes les ressources de la région doivent y contribuer et personne ne peut s'y soustraire sous prétexte que seul il s'en tirerait mieux. *Chacun* aura, dans pareilles circonstances, le sentiment légitime que sa situation est moins avantageuse qu'elle n'aurait été si l'on avait adopté un plan différent et qu'il est placé moins bien qu'il n'aurait dû l'être. Pour appliquer un tel plan dans une région peuplée de nombreuses petites nations, dont chacune est ardemment convaincue de sa supériorité sur les autres, on doit nécessairement recourir à la force.

Certes, nombreux sont ceux qui se croient sincèrement capables de résoudre ces problèmes impartialement et en parfaite équité et ils seraient les premiers surpris de se voir accueillis avec méfiance et animosité. Mais ils seraient aussi les premiers à employer la force contre les bénéficiaires récalcitrants qui ne veulent pas

accepter ce que l'on fait dans leur intérêt. Ce que ces dangereux idéalistes ne voient pas, c'est qu'en assumant une responsabilité morale on s'engage à imposer s'il le faut par la force ses propres conceptions morales à des communautés qui en ont peut-être d'autres. L'acceptation d'une telle responsabilité peut nous placer dans une situation où il est impossible d'agir de façon morale. Imposer pareille tâche aux nations victorieuses est le moyen le plus sûr de les corrompre et de les discréditer.

Aidons, autant que possible, les peuples pauvres à reconstruire leur vie et à élever leur standard de vie. Une autorité internationale peut contribuer énormément à la prospérité économique si elle se contente de maintenir l'ordre et de créer des conditions dans lesquelles les peuples puissent se développer eux-mêmes. Mais on ne peut pas être juste, ni laisser les gens vivre leur vie, si c'est une autorité centrale qui distribue les matières premières, répartit les marchés, si tout effort spontané doit être « approuvé » et si l'on ne peut rien faire sans l'autorisation de cette autorité centrale.



Après nos démonstrations des chapitres précédents, il est inutile d'insister sur le fait qu'on

ne peut surmonter ces difficultés en attribuant aux différentes autorités internationales des pouvoirs « purement » économiques. On s'imagine trouver par ce moyen une solution pratique, parce qu'on a communément l'illusion que le planisme économique est une tâche purement technique, qu'on peut confier à des experts agissant en toute objectivité, cependant que les affaires vraiment vitales restent sous le contrôle des autorités politiques. Mais une autorité économique internationale, ne détenant aucun pouvoir politique et même strictement limitée à un domaine déterminé, peut facilement exercer le pouvoir le plus tyrannique et le plus irresponsable. Le contrôle exclusif d'une industrie ou d'un service public (par exemple, les transports aériens) offre un des pouvoirs les plus absolus qu'on puisse conférer à une autorité. Et comme il n'existe aucune mesure qu'on ne puisse justifier par des nécessités techniques, il y a très peu de possibilités de contrôler l'autorité en question. L'administration des ressources mondiales par des organismes plus ou moins autonomes, si souvent favorisée de nos jours par les gens les plus inattendus, équivaldrait à un système de monopoles reconnus par tous les gouvernements sans être soumis à l'autorité d'aucun d'entre eux. Elle deviendrait inévitablement le pire des « rackets » même si les administrateurs géraient aussi loyalement que

possible les intérêts à eux confiés.

En examinant sérieusement toutes les conséquences d'une proposition en apparence inoffensive, que beaucoup de gens considèrent d'ailleurs comme la base essentielle de l'ordre économique futur, comme l'organisation de la répartition des matières premières, on se rend compte des difficultés politiques terrifiantes et des dangers moraux qu'elle comporte. Le contrôleur de l'approvisionnement en produits comme le pétrole, le bois, le caoutchouc, ou l'étain, serait le maître incontesté d'industries entières et de pays entiers. En décidant d'allouer un nouveau contingent, en exerçant ainsi une influence sur les prix de revient et sur les bénéfices des producteurs, il permettrait à certains pays de fonder une industrie nouvelle et en empêcherait d'autres. En « protégeant » le standard de vie des uns, il frustrerait les autres qui, dans leur position plus défavorable, font peut-être de leur mieux. Si les matières premières essentielles étaient ainsi contrôlées, on ne pourrait plus créer aucune entreprise nouvelle sans la permission du contrôleur ; toute innovation, tout développement pourrait être entravé par son veto. Il en est de même pour tout arrangement international pour le « partage » des marchés et, davantage encore, pour le contrôle des investissements ou la mise en valeur des ressources naturelles.

Les réalistes à tous crins qui ne perdent pas une occasion de dénigrer les « utopies » de ceux qui croient en la possibilité d'une organisation politique internationale, trouvent cependant « pratique » le planisme économique avec tout ce qu'il implique d'ingérence dans la vie des gens. Et ils s'imaginent qu'un gouvernement international, doté de pouvoirs sans précédent, s'en servirait avec assez de justice et de désintéressement pour se faire obéir par tous. Il est cependant tout à fait évident que les nations observeront peut-être des règles formelles auxquelles elles ont donné leur accord, mais qu'elles ne se soumettront jamais à la direction qu'impliquerait le planisme économique international. Elles seront peut-être d'accord sur la règle du jeu, mais n'accepteront jamais quel ordre d'urgence de leurs besoins et de leur progrès soit décidé à la majorité des voix. Et même si les peuples se laissent entraîner, par l'effet de quelque illusion, à accepter une telle souveraineté internationale, ils s'apercevront bientôt qu'ils ont délégué, non point une tâche technique, mais un pouvoir dont dépendent leurs vies elles-mêmes.

L'arrière-pensée des « réalistes » qui sont partisans de ces projets, c'est que les grandes puissances, tout en refusant de se soumettre à aucune autorité supérieure, se serviront des autorités « internationales » pour imposer leur

volonté aux petites nations dans la sphère de leur hégémonie.

Le « réalisme » consiste donc à camoufler les dirigeants du planisme en autorité « internationale » afin de créer plus facilement les seules conditions dans lesquelles le planisme international soit praticable, à savoir sous la domination d'une seule puissance. Ce déguisement ne change rien au fait que ce régime signifierait pour les petites nations une sujétion à un pouvoir extérieur plus complète que celle qui résulterait d'une renonciation à une part nettement définie de leur souveraineté politique.

Il est caractéristique que les partisans les plus fervents d'un ordre nouveau de l'économie dirigée en Europe manifestent, comme les Fabiens et leurs prototypes allemands, le plus complet mépris pour l'individualité et les droits des petites nations. Les vues du professeur Carr qui représente dans ce domaine mieux encore qu'en politique intérieure les tendances au totalitarisme, ont déjà provoqué de la part d'un de ses collègues cette question pertinente : « Si la politique nazie envers les petits États souverains doit se généraliser, à quoi bon faire la guerre<sup>[90]</sup> » Ceux qui ont observé l'inquiétude qu'ont causée chez certains de nos alliés quelques déclarations parues dans des

journaux aussi différents que le *Times* et le *New Statesman*<sup>[91]</sup>, comprendront combien même nos amis les plus proches sont peinéés par cette attitude. La réserve de bonne volonté qui a été accumulée pendant la guerre sera vite dilapidée si nous suivons ces conseils.



Ceux qui traitent si cavalièrement les droits des petites nations ont cependant raison sur un point : nous n'aurons après cette guerre ni ordre ni paix durable si les États, petits ou grands, reprennent leur souveraineté illimitée dans le domaine économique. Mais ceci ne veut pas dire qu'on doive accorder à un nouveau super-État les pouvoirs que nous n'avons pas su utiliser judicieusement même à l'échelle nationale, ni qu'une autorité internationale doive disposer de pouvoirs lui permettant de prescrire aux nations l'emploi de leurs ressources. Il s'agit simplement de créer un pouvoir capable d'empêcher les différentes nations de faire du tort à leurs voisins, d'établir un système de règles définissant ce qu'un État peut faire, et une autorité capable de faire respecter ces règles. Le pouvoir de cette autorité serait essentiellement d'un caractère négatif : elle doit pouvoir surtout dire "non" » à toutes sortes de mesures restrictives.



On croit communément à l'heure actuelle que nous avons besoin d'une autorité économique internationale, et que les États peuvent en même temps conserver toute leur souveraineté politique. C'est exactement le contraire qui est vrai. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas accroître les pouvoirs d'un irresponsable organisme économique international, mais au contraire créer un pouvoir politique suprême capable de faire échec aux intérêts économiques, et c'est là un conflit que nous pouvons arbitrer, parce qu'il n'est pas mêlé au jeu économique. Ce qu'il faut, c'est une autorité politique internationale qui, sans avoir le pouvoir de prescrire aux gens ce qu'ils doivent faire, soit capable de les empêcher de nuire à autrui.

Les pouvoirs qu'une autorité internationale devrait assumer, ce ne sont pas les nouveaux pouvoirs que l'État s'octroie depuis peu, mais un minimum de pouvoir sans lequel il est impossible de sauvegarder des relations pacifiques, c'est-à-dire essentiellement les pouvoirs d'un État ultralibéral où règne le laisser-faire. Et dans le domaine international, plus encore que dans la sphère nationale, l'autorité doit être strictement limitée par la règle de la loi. La nécessité d'une pareille autorité supranationale devient de plus en plus sensible du moment où les États individuels deviennent de plus en plus des unités

d'administration économique, plutôt acteurs que régisseurs de la scène économique, ce qui fait que les conflits surgissent non pas entre individus mais entre États.

La forme de gouvernement international sous lequel certains pouvoirs nettement définis sont transférés à une autorité internationale cependant qu'à d'autres égards les pays demeurent maîtres de leurs affaires intérieures est, évidemment, la forme fédérale. La propagande absurde faite pour l'organisation fédérale du monde entier ne doit pas masquer le fait que la fédération est la seule forme d'association de peuples différents permettant de créer un ordre international sans mettre obstacle à leurs légitimes désirs d'indépendance<sup>[92]</sup>. La fédération est l'application de la méthode démocratique aux affaires internationales, la seule méthode de transformation pacifique que l'homme ait inventée. Mais il s'agit d'une démocratie pourvue de pouvoirs limités. Outre l'idéal irréalisable de la fusion de pays différents en un seul État centralisé (qui n'est pas absolument désirable), c'est la seule manière de mettre en pratique l'idéal de la loi internationale. En appelant jadis lois internationales les règles de conduite dans les affaires internationales, nous ne faisons rien de plus qu'exprimer un pieux désir. Si nous désirons empêcher les gens de s'entre-tuer, il ne suffit pas

d'une déclaration interdisant l'assassinat, il faut donner à une autorité le pouvoir susceptible de prévenir les actes homicides. De même, il ne peut pas y avoir de lois internationales sans un pouvoir capable de les faire respecter. L'obstacle à la création d'un pareil pouvoir international résidait dans l'idée qu'il devait disposer pratiquement de tous les moyens illimités que possède un État moderne. Avec la division du pouvoir sous un régime fédéral ce ne serait plus nécessaire.

La division du pouvoir servirait à la fois à la limitation du pouvoir central et à celle du pouvoir des États isolés. Dans ce cas, de nombreuses variantes du planisme, aujourd'hui fort à la mode, deviendraient tout à fait impossibles<sup>[93]</sup>. Mais le fédéralisme ne constitue pas un obstacle absolu à tout planisme. Son avantage principal consiste précisément à être conçu de façon à rendre le planisme nuisible difficile tout en ouvrant la voie au planisme désirable. Il empêche, ou peut être manié de façon à empêcher, les restrictions sous presque toutes leurs formes. Il limite le planisme international aux domaines dans lesquels un véritable accord peut être atteint non seulement entre les « intérêts » immédiatement en jeu, mais entre tous ceux qui y seraient englobés. Les formes désirables du planisme qu'on peut réaliser à l'échelle régionale sans mesures de restriction

restent facultatives et peuvent être organisées par ceux qui sont les plus qualifiés. On peut même espérer qu'à l'intérieur de la fédération, où il n'y aura plus les mêmes raisons de rendre les États aussi forts que possible, l'ancien processus de centralisation pourra être, dans une certaine mesure, inversé en attribuant une part du pouvoir de l'État aux autorités locales.

Il vaut la peine de rappeler que l'idée selon laquelle le monde ne trouvera la paix qu'en réunissant des États séparés en groupes de fédérations ou peut-être en une seule vaste fédération, n'est pas neuve ; elle fut en réalité l'idéal de presque tous les philosophes libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle. En commençant par Ténnyson, dont la vision souvent évoquée d'une « bataille de l'air » est suivie par une vision de la fédération des peuples qui surveille le dernier grand combat, jusqu'à la fin du siècle, la réalisation d'une organisation fédérale fut l'espoir périodiquement renaissant de la prochaine étape du progrès de la civilisation. Les libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle ne se sont peut-être pas tout à fait rendu compte que l'organisation fédérale internationale représentait un complément essentiel de leurs principes<sup>[94]</sup> ; mais il y en eut peu parmi eux qui n'aient exprimé leur foi dans le fédéralisme comme but final<sup>[95]</sup>. C'est seulement à l'approche du XX<sup>e</sup> siècle, avant

l'avènement triomphal de la *Realpolitik*, qu'on en vint à considérer ces espoirs comme irréalisables et utopiques.



Nous n'allons pas reconstruire une civilisation sur une grande échelle. Ce n'est pas par hasard qu'on trouve généralement plus de beauté et d'honnêteté dans la vie des petites nations, et que chez les grandes on rencontre plus de bonheur et de contentement dans la mesure où elles ont su éviter le fléau mortel de la centralisation. La démocratie n'a nulle part bien fonctionné sans une large autonomie des gouvernements régionaux, offrant une école d'éducation politique aussi bien au peuple qu'à ses futurs dirigeants. Là où l'échelle politique grandit au point que seule la bureaucratie dispose d'une formation suffisante pour l'embrasser, l'impulsion créatrice de l'individu doit disparaître. Je crois que l'expérience des petits pays comme la Hollande ou la Suisse renferme beaucoup de choses dont même les riches et grands pays comme la Grande-Bretagne peuvent bénéficier. Nous gagnerons tous à pouvoir créer un monde dans lequel les petits États puissent subsister.

Mais seul un système de lois sûr peut garantir aux petites nations l'indépendance, dans la sphère

nationale aussi bien qu'internationale, assurer un respect constant des règles et l'exercice d'une autorité qui ne se servirait de son pouvoir pour aucun autre but. L'autorité supranationale doit être extrêmement puissante pour imposer la loi commune, mais sa constitution doit être conçue de façon à empêcher les autorités nationales et internationales de devenir tyranniques. Si à la\* fin de cette guerre les grandes puissances victorieuses se plient d'abord elles-mêmes à un système de règles qu'elles pourront faire respecter et acquièrent ainsi le droit moral de les imposer aux autres, un grand pas sera fait.

Notre but ne doit être ni un super-État tout-puissant ni une association lâche de « nations libres », mais une véritable communauté de nations composées d'hommes libres. Longtemps, nous avons prétendu qu'il était impossible de mener correctement les affaires internationales, parce que les autres ne respectaient pas les règles du jeu. Le nouvel arrangement nous permettra de prouver que nous avons été sincères, que nous sommes prêts à accepter les mêmes restrictions de notre liberté d'action que nous jugeons légitime d'imposer aux autres.

Le principe fédéral d'organisation, employé à bon escient, peut s'avérer comme la meilleure

solution des problèmes mondiaux les plus difficiles. Mais son application est une tâche extrêmement délicate et nous n'y parviendrons pas si par un excès d'ambition nous voulons l'utiliser au delà de sa capacité. Il y aura probablement une forte tendance en faveur d'une organisation universelle, englobant le monde entier, qui correspondra évidemment à un besoin, le besoin de quelque nouvelle Société des Nations. Mais si l'on charge une pareille organisation universelle de toutes les tâches qu'un organe international doit exécuter, elle ne saura y suffire. Nous avons toujours été convaincus que la source de la faiblesse de la Société des Nations résidait justement dans de pareilles ambitions. Une Société des Nations plus modeste et plus puissante aurait été un meilleur instrument pour conserver la paix.

Nous croyons que ces considérations restent valables et qu'on pourrait réaliser une collaboration plus étroite et efficace entre l'Empire britannique, les nations de l'Europe occidentale et probablement les États Unis que si l'on veut la créer à l'échelle universelle. Une association plus complète sous forme d'Union fédérale ne pourrait être réalisée tout d'abord que dans une région limitée à une partie de l'Europe occidentale, qu'on pourrait par la suite étendre graduellement.

Il est vrai que la formation de différents blocs de fédérations régionales n'élimine pas la possibilité de guerres entre eux. Pour réduire ce risque, il faudrait pouvoir compter sur l'assistance d'une association plus vaste et plus libre. Mais ceci ne devrait pas empêcher la formation d'associations plus étroites de pays qui ont des affinités de civilisation et un standard de vie commun. Tout en cherchant à empêcher les guerres futures, nous ne devons pas nous imaginer pouvoir créer d'un coup une organisation permanente capable de prévenir tout conflit dans toutes les parties du monde. Non seulement nous n'y arriverions pas, mais nous perdriions probablement nos chances de réussir dans une sphère plus limitée. Les mesures qui veulent supprimer la guerre tout à fait peuvent avoir des conséquences pires que la guerre elle-même. Tout ce que nous pouvons raisonnablement espérer, c'est de réduire les risques de frictions susceptibles de mener à la guerre.



## Conclusion

Le but de ce livre n'est pas de donner le programme complet et détaillé de l'ordre social futur que nous désirons. Si, en traitant des affaires internationales, nous avons quelque peu dépassé le simple examen critique, c'est parce que dans ce domaine se posera peut-être bientôt le problème de la création d'une armature susceptible de déterminer l'évolution pour un temps assez long. Tout dépendra de notre aptitude à nous servir de la chance qui nous est donnée. Quoi que nous fassions, ce ne sera qu'un commencement, le début d'un processus long, nouveau et difficile mais qui nous permettra, espérons-le, de créer graduellement un monde très différent de celui que nous avons connu pendant le dernier quart de siècle. Il est douteux qu'un schéma détaillé de l'ordre intérieur désirable soit très utile à cette heure, et même qu'il existe un homme capable de le dessiner. Ce qui est important, c'est de nous entendre sur un certain nombre de principes et de nous libérer de quelques erreurs qui ont dominé notre vie dans le passé récent. Quoi qu'il nous en coûte, nous devons reconnaître que nous avons atteint avant cette

guerre un point auquel il était plus important d'écarter les obstacles amassés sur notre chemin par la folie humaine et de libérer l'énergie créatrice des individus, que de concevoir un mécanisme nouveau pour les « guider » ou les « diriger ». Il vaut mieux créer des conditions favorables au progrès que faire « un plan de progrès ». La première tâche consiste à nous libérer de l'obscurantisme contemporain qui essaye de nous faire croire que ce que nous avons fait dans le passé récent était sage ou inévitable. Nous ne deviendrons pas plus intelligents avant d'avoir compris que nous nous étions égarés.

Si nous voulons construire un monde meilleur, nous devons trouver le courage de prendre un départ nouveau, même si cela signifie *reculer pour mieux sauter*. Ce ne sont pas ceux qui croient en des évolutions inéluctables qui montrent ce courage, ni ceux qui prêchent un « ordre nouveau » aboutissant à l'imitation d'Hitler. Les jeunes ont raison d'avoir peu de confiance dans les idées qui mènent la plupart de leurs aînés. Mais ils se trompent s'ils s'imaginent que ce sont là les idées du XIX<sup>e</sup> siècle, que la jeune génération a à peine connues. Nous n'avons ni le désir ni le pouvoir de retourner en arrière, de revenir au XIX<sup>e</sup> siècle, mais nous avons la possibilité de réaliser son idéal, qui n'est pas méprisable. Nous avons peu de titres

à nous sentir supérieurs à nos grands-pères. Et nous ne devons pas oublier que ce n'est pas eux, mais bien nous, qui avons fait un grand nombre de folies. Si la première tentative pour créer un monde d'hommes libres a échoué, nous devons recommencer. Ce principe suprême : la politique de liberté individuelle, seule politique vraiment progressive, reste aussi valable aujourd'hui qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

## Note bibliographique

L'exposé d'un point de vue qui pendant de longues années a été peu apprécié, rencontre une difficulté du fait qu'en quelques chapitres on ne peut en discuter que quelques aspects. Pour le lecteur dont la conception repose entièrement sur les opinions en cours pendant les derniers vingt ans, cela ne suffit pas à fournir la base commune de discussions utiles. Quoique peu à la mode, les opinions de l'auteur du présent ouvrage ne sont pas aussi singulières qu'elles le paraîtront à certains lecteurs. Ses vues fondamentales sont les mêmes que celles d'un nombre toujours croissant d'écrivains dans de nombreux pays, qui sont arrivés aux mêmes conclusions. Le lecteur qui voudrait se documenter davantage dans ce milieu peu familier peut-être, mais certes pas antipathique, pourra se servir utilement de cette liste d'ouvrages. Plusieurs des livres cités complèteront le caractère essentiellement critique de notre étude par une discussion plus large de la structure de la société future que nous appelons de tous nos vœux.

W. H. Chamberlin. *A False Utopia. Collectivism in Theory and Practice* (Duckworth), 1937.

F. D. Graham. *Social Goals and Economic*

- Institutions* (Princeton University Press), 1942.
- E. Halévy. *L'ère des Tyrannies*. Paris (Gallimard), 1938.
- G. Halm, L. v. Mises et autres. *L'Economie dirigée en Régime collectiviste* éd. par F. A. Hayek. Librairie de Médecis, 1937.
- W. H. Hutt. *Economist and the Public* (Cape), 1935.
- L. v. Lippmann, *La Cité Libre* (Librairie de Médecis), 1937.
- Mises, *Le Socialisme* (Librairie de Médecis), 1938.
- R. Muir. *Liberty and Civilisation* (Cape), 1940.
- M. Polanyi. *The Contempt of Freedom* (Watts), 1940.
- W. Rappard. *The Crisis of Democracy* (University of Chicago Press), 1938.
- L. C. Robbins.
- L'économie planifiée et l'Ordre International* Librairie de Médecis, 1938.
- *The Economic Basis of Class Conflict and Other Essays in Political Economy* (Macmillan), 1939.
- *The Economic Causes of War* (Cape), 1939.
- W. Röpke. *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart*. Zurich (Eugen Rentsch), 1942.
- L. Rougier. *Les mystiques économiques*. Paris

(Librairie Médicis), 1938.

F. A. Voigt. *Unto Caesar* (Constable), 1938.

Les études suivantes des « Public Policy Pamphlets » éditées par la University of Chicago Press.

H. Simons. *A positive Program for Laissez-Faire. Some Proposals for a Liberal Economic Policy*, 1934.

H. D. Gideonse. *Organised Scarcity and Public Policy*, 1939.

F. A. Hermens. *Democracy and Proportional Representation*, 1940.

W. Sulzbach. « *Capitalist Warmongers* » : *A Modern Superstition* 1942.

M. A. Heilperin. *Economic Policy and Democracy*, 1943.

Il existe aussi des ouvrages allemands et italiens d'un caractère similaire ; par égard à leurs auteurs, il serait imprudent de les mentionner actuellement.

J'ajoute les titres de trois livres qui, plus que tous autres, aideront à comprendre le système des idées dominantes de nos ennemis et les différences qui nous séparent d'eux.

E. B. Asthon. *The Fascist, His State and Mind* (Putnam), 1937.

F. W. Fœrstter. *Europe and the German Question* (Sheea), 1940.

H. Kantorowicz. *The Spirit of English Policy and the Myth of the Encirclement of Germany* (Allen & Unwin), 1931.

Et voici un ouvrage récent remarquable sur l'histoire moderne de l'Allemagne qui n'est pas suffisamment connu.

F. Schnabel. *Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert*. 4 vol. Freiburg, 1929-1937.

Les meilleurs guides pour l'étude de certains problèmes contemporains sont peut-être encore les grands philosophes de l'âge libéral comme de Tocqueville ou Lord Acton, et plus loin en arrière, Benjamin Constant, Edmund Burke, ou les *Federalist Papers* de Madison, Hamilton et Jay, hommes d'une génération pour laquelle la liberté était encore un problème et une valeur à défendre, tandis que nous la considérons comme acquise et sommes aussi incapables de discerner le danger qui peut la menacer que de nous émanciper des doctrines qui la mettent en danger.

---

[1] A ceux qui trouvent que nous exagérons, rappelons le témoignage de Lord Morley. Dans ses *Souvenirs* il déclare que c'est « un fait reconnu » que l'argument principal de l'*Essai sur la Liberté*

n'était pas original, mais venait d'Allemagne.

[2] Les opinions de toutes nuances, même les plus conservatrices, sont influencées dans un pays tout entier par les tendances de gauche qui prédominent chez les correspondants de presse à l'étranger. Le meilleur exemple en est peut-être dans l'opinion quasi générale aux États-Unis concernant les relations entre la Grande-Bretagne et l'Inde. L'Anglais qui veut comprendre quelque chose aux événements de l'Europe continentale doit s'attendre à ce que son opinion ait été déformée de la même manière et pour les mêmes raisons. Nous ne doutons pas de la sincérité des journalistes anglais et américains. Mais quiconque sait quels milieux les correspondants de guerre fréquentent dans les pays étrangers comprendra aisément l'origine de cette déformation.

[3] Il est indéniable qu'il existe une certaine parenté entre le socialisme et la structure de l'État prussien qui, plus que tout autre, a été délibérément organisé en partant du sommet. Bien avant que surgisse l'idée de faire fonctionner l'État comme une vaste usine qui devait inspirer le socialisme du XIXe siècle, le poète prussien Novalis avait déploré « qu'aucun autre État n'ait davantage été administré comme une usine que la Prusse depuis la mort de Frédéric-Guillaume. » Cf. Novalis (Friedrich von Hardenberg), *Glauben und Liebe, oder der König und die Königin*, 1798.

[4] En 1931, le rapport Mac Millan parlait déjà du « récent changement de point de vue du gouvernement de notre pays, de son souci croissant, sans distinction de parti, de diriger la vie des gens ». Il ajoutait que « le Parlement vote de plus en plus de lois qui ont pour but délibéré de réglementer les affaires quotidiennes de la collectivité et il intervient aujourd'hui dans des domaines que l'on considérait comme entièrement étrangers à sa compétence. » La même année, quelque temps après, le pays finit par faire le plongeon et dans la brève et triste période de 1931 à 1939, il a transformé son système économique au point de le rendre méconnaissable.

[5] Des avertissements encore plus récents, et redoutablement justifiés, ont été presque entièrement oubliés. Il n'y a pas trente ans que M. Hilaire Belloc, dans un livre qui explique ce qui s'est passé



depuis en Allemagne mieux que la plupart des ouvrages écrits après les événements en question, disait que « l'effet de la doctrine socialiste sur la société capitaliste est de produire une troisième chose, différente de celles qui l'ont fait naître, à savoir l'État servile. (*L'État servile*, 1913, 3<sup>e</sup> édition. 1927. p. xiv).

[6] L'assujettissement et la destruction partielle de la bourgeoisie allemande par les princes aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles a été un événement gros de conséquences, dont certaines sont encore perceptibles aujourd'hui.

[7] L'auteur a essayé de retracer les débuts de cette évolution dans deux séries d'articles sur « La Science et l'Étude de la Société » et « La contre-révolution scientifique », parues dans *Economica*, 1941-1944.

[8] *Man and Society in the age of reconstruction*, 1940, p. 175.

[9] « Discours prononcé à l'Assemblée constituante le 12 septembre 1848 sur la question du droit au travail. » *Œuvres complètes* d'Alexis de Tocqueville, vol. IX, 1866, p. 546.

[10] La confusion caractéristique entre liberté et pouvoir, que nous rencontrerons plus d'une fois au cours de cette étude, est un sujet trop vaste pour être examiné à fond ici. Aussi vieille que le socialisme, elle lui est si étroitement alliée qu'il y a près de soixante-dix ans un écrivain français, en exposant les origines saint-simoniennes de cette théorie de la liberté, fut amené à dire qu'« elle est à elle seule tout le socialisme » (P. Janet, *Saint-Simon et le Saint-Simonisme*, 1878, p. 26, note). Le défenseur le plus explicite de cette confusion est, chose significative, le philosophe dirigeant de la gauche américaine, John Dewey, selon lequel « la liberté est le pouvoir effectif de faire certaines choses », en sorte que « exiger la liberté c'est exiger le pouvoir » (« Liberté et contrôle social », *The Social Frontier*, novembre 1935, p. 41).

[11] Max Eastman, *Stalin's Russia and the crisis of socialism*, 1940, p. 82.

[12] W. H. Chamberlin, *A False Utopia*, 1937, p. 202-203.

[13] F. A. Voigt, *Unto Caesar*, 1939, p. 95.

[14] *Atlantic Monthly*, novembre 1936, p. 552.

[15] *The End of Economic Man*, 1939, p. 230.

[16] On trouvera un exposé édifiant de l'histoire intellectuelle d'un grand nombre de dirigeants fascistes dans R. Michels (lui-même fasciste ex-marxiste), *Sozialismus und Faschismus*, Munich, 1925, vol. II, p. 264-266 et 311-312.

[17] *Social Research* (New-York), vol. VIII, n° 4, novembre 1941. Rappelons à ce sujet que, quelles qu'en aient été les raisons, Hitler a jugé expédient de déclarer dans un de ses discours en février 1941 que « fondamentalement, le national-socialisme et le marxisme sont la même chose ». (Cf. *The Bulletin of International News* publié par l'Institut royal des affaires internationales, vol. XVIII, n° 5, p. 269).

[18] Cité dans le *Memoir of Adam Smith* de Dugald Stewart d'après un memorandum écrit par Adam Smith en 1755.

[19] Récemment, il est vrai, certains socialistes académiques, sous l'aiguillon de la critique, et animés par la même crainte de voir la liberté disparaître dans une société planifiée, ont inventé une nouvelle espèce de « socialisme à concurrence » qui, espèrent-ils, évitera les difficultés et les dangers du planisme centralisé et alliera l'abolition de la propriété privée avec la pleine conservation de la liberté individuelle. Cette nouvelle espèce de socialisme a été quelque peu discutée dans des revues savantes, il n'est guère probable qu'elle soit adoptée par les praticiens de la politique. Si elle y parvenait jamais, il ne serait pas difficile de montrer (comme l'auteur l'a tenté par ailleurs, cf. *Economica*, 1940) que ces plans reposent sur une illusion et souffrent d'une contradiction interne. Il est impossible de contrôler toutes les ressources productives sans décider aussi pour qui et par qui elles seront utilisées. Ce « socialisme à concurrence » prévoit que le planisme de l'autorité centrale prendra des formes indirectes, mais ses effets ne sauraient

être essentiellement différents et l'élément de concurrence ne serait guère plus qu'une comédie.

[20] *The Spectator*, 3 mars 1939, p. 337.

[21] Pour une discussion plus complète de ces problèmes voir l'essai du professeur L. Robbins sur l'« inéluctabilité du monopole » dans *The Economic Basis of class conflict*, 1939, p. 215-280.

[22] Final Report and Recommendation of the Temporary National Economic Committee, 77<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session, document sénatorial n° 35, 1941, p. 89.

[23] C. Wilcox, *Competition and Monopoly on american Industry*, Temporary National Economic Committee, monographie n° 21, 1940, p. 314.

[24] R. Niebuhr, *Moral Man and Immoral Society*, 1932.

[25] S. et B. Webb, *Industrial Democracy*, 1897, p. 800, note.

[26] H. J. Laski, « Le Travaillisme et la Constitution », *The New Statesman and Nation*, n° 81 (nouvelle série), 10 sept. 1932, p. 277. Dans un livre (*Democracy in Crisis*, 1933, particulièrement p. 87) dans lequel le professeur Laski a plus tard développé ces idées, il a exprimé encore plus clairement sa détermination de ne pas laisser la démocratie parlementaire faire obstacle à la réalisation du socialisme : non seulement un gouvernement socialiste « prendrait de vastes pouvoirs en vertu desquels il légiférerait par ordonnances et décrets » et « suspendrait les formules classiques de l'opposition normale », mais encore « pour continuer le gouvernement parlementaire, il exigerait du parti conservateur des garanties pour que son œuvre de transformation ne soit pas frappée de nullité à la suite d'une défaite électorale » !

Puisque le professeur Laski invoque l'autorité du comité Donoughmore, rappelons qu'il en a fait partie et est probablement l'un des auteurs de son rapport.

[27] Il est instructif à ce sujet de se référer au document officiel dans lequel ces problèmes ont récemment été discutés. Il y a treize ans, c'est-à-dire avant que ce pays eût définitivement abandonné le libéralisme économique, la délégation des pouvoirs législatifs était déjà allée si loin qu'il parut nécessaire de nommer un comité pour rechercher les sauvegardes nécessaires ou désirables pour assurer la souveraineté de la loi ». Dans son rapport le « comité Donoughmore » (Report of the Committee on Minister's Powers, Cond. 4060, 1932) montra que dès cette date le Parlement avait eu recours « à la pratique de délégations massives et indiscriminées » mais considéra cette évolution comme inévitable et relativement inoffensive (nous n'avions pas encore jeté les yeux dans l'abîme totalitaire). Et il est probable que la délégation en soi n'est pas nécessairement un danger pour la liberté. Ce qu'il y a d'intéressant c'est de savoir pourquoi elle est devenue à ce point nécessaire. Au premier rang des causes, le rapport mentionne le fait que « de nos jours le Parlement vote tant de lois chaque année » et que « une grande partie des détails est si technique qu'elle ne se prête pas à la discussion parlementaire ». Si c'était tout, on pourrait élaborer ces détails avant et non après le vote de la loi. Mais il y a une raison probablement beaucoup plus importante pour que « si le Parlement ne délégait pas le pouvoir législatif, il ne pourrait voter les lois exigées par l'opinion publique ». Cette raison est innocemment révélée dans cette petite phrase : « Bien des lois affectent de si près la vie des gens que l'élasticité est essentielle. » Cela n'équivaut pas à autre chose qu'à conférer des pouvoirs arbitraires qui ne sont limités par aucun principe et qui, de l'avis du Parlement, ne sauraient être limités par des principes précis et dépourvus d'ambiguïté.

[28] « Le Socialisme et les Problèmes du parlementarisme démocratique », *International affairs*, vol. XIII, p. 501.

[29] Karl Mannheim, *Man and Society in an Age of Reconstruction*, 1940, p. 340.

[30] Selon la définition classique de A. V. Dicey dans *The law of the Constitution* (8<sup>e</sup> édition, p. 198) la règle de la loi « signifie essentiellement la suprématie absolue ou l'acceptation générale des

lois établies qui s'opposent à tout pouvoir arbitraire, à tout acte arbitraire, à toute prérogative, même à l'extension de pouvoir que s'accorderait le gouvernement ». Le terme est employé en Angleterre, surtout à la suite des travaux de Dicey, dans un sens technique plus étroit, mais nous n'avons pas à nous en occuper ici. Le terme « la règle ou le règne de la loi », dans son acception la plus large et la plus ancienne, est devenu en Angleterre partie intégrante de la tradition. On l'admet sans le discuter. Si nous l'avons examiné de plus près c'est qu'il avait suscité de nouveaux problèmes en Allemagne au cours des discussions du XIX<sup>e</sup> siècle au sujet du Rechtsstaat.

[31] Le conflit qui surgit ainsi ne met pas aux prises la liberté et les lois, comme on a souvent voulu le prouver au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. John Locke a mis suffisamment en lumière le fait qu'il ne peut pas y avoir de liberté sans loi. Le conflit joue entre différentes espèces de lois, différentes au point qu'on peut à peine les désigner par le même nom : d'une part les lois de la catégorie de la Règle de la Loi permettant à l'individu de prévoir de quelle façon s'exercera l'appareil coercitif de l'État et de savoir en même temps comment ses concitoyens agiront dans des circonstances données ; d'autre part, des lois qui confèrent pratiquement à l'autorité le pouvoir d'agir selon sa guise. Par conséquent la Règle de la Loi ne peut pas être maintenue dans une démocratie résolue à régler les conflits d'intérêts non pas selon des règles préétablies, mais selon « des considérations opportunistes ».

[32] Cf. L. Robbins, *The Economic Causes of War*, 1939, appendice.

[33] Le contrôle économique est bien le contrôle tout court de toute la vie. Rien ne le démontre mieux que son influence sur le commerce extérieur. A première vue, rien n'affecte moins la vie privée que le contrôle exercé par l'État sur les échanges extérieurs. La plupart des gens ont tendance à considérer son instauration avec une parfaite indifférence. Mais l'expérience de la plupart des pays continentaux a éclairé les bons observateurs qui considèrent cette mesure comme un pas décisif sur la pente du totalitarisme et de la suppression des droits individuels. Contrôler le commerce extérieur

c'est, en effet, livrer l'individu non seulement le riche, mais chacun, à la tyrannie de l'État ; lui supprimer la dernière chance de résistance. Personne ne peut plus voyager librement, ni acheter des livres et des journaux étrangers de son choix. Toutes les possibilités de contacts avec l'étranger sont réduites à celles que l'opinion officielle approuve ou juge nécessaires : ainsi est obtenu un contrôle de l'opinion publique plus efficace et plus complet qu'il n'a jamais existé sous le règne des gouvernements absolutistes du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle.

[34] Nous allons citer à l'appui de ce jugement les conclusions de *Conditions of Economic Progress* (1940, p. 3-4) par Colin Clark, un des statisticiens les plus connus de la nouvelle génération : « Les phrases souvent redites au sujet de la pauvreté au milieu de l'abondance, des problèmes de production qui seraient d'ores et déjà résolus, si seulement nous savions manier le problème de la distribution, s'avèrent comme les plus mensongers des clichés modernes... L'exploitation incomplète de la capacité de production est un problème d'importance capitale aux États-Unis seulement. Mais cette question est totalement insignifiante par rapport au fait qu'en employant à plein rendement les ressources productrices on produise si peu. L'ère de l'abondance se fera encore longtemps attendre... Si l'on pouvait éliminer de tout le circuit industriel le chômage, on améliorerait notablement le niveau de vie de la population aux États-Unis, mais ce ne serait qu'une contribution négligeable à l'augmentation du revenu de la population mondiale. »

[35] Il n'est donc pas étonnant que dans des pays totalitaires, en Russie comme en Allemagne ou en Italie, l'organisation des loisirs soit devenue un problème du planisme. Les Allemands ont même inventé pour cet usage le terme affreux et contradictoire en lui-même de *Freizeitgestaltung* (littéralement : réglementation de l'emploi du temps libre), comme s'il subsistait encore du temps libre si l'on doit l'employer d'une façon prescrite par l'autorité.

[36] Nous surestimons, probablement, l'influence des revenus produits par la propriété privée sur l'inégalité des revenus en général et partant la possibilité de supprimer ces inégalités par la suppression des revenus de la propriété privée. Le peu d'information

que nous avons sur la répartition des revenus en U. R. S. S. n'indique pas des écarts sensiblement inférieurs à ceux habituels en pays capitaliste. Max Eastman (*The End of Socialism in Russia*, 1937, p. 30-34) donne quelques renseignements basés sur des documents soviétiques officiels, d'après lesquels la différence entre les salaires minima et maxima est sensiblement du même ordre (environ 1 à 50) qu'aux États-Unis ; Trotzky estimait, d'après un article cité par James Burnham (*The Managerial Revolution*, 1914, p. 43), encore en 1939 que « les 11 ou 12 % dirigeants de la population soviétique reçoivent environ 50 % du revenu national, tandis qu'aux États-Unis les 10 % correspondant ne reçoivent que 35 % environ du revenu national ».

[37] Max Eastman dans *The Reader's Digest*, juillet 1941, p. 3.

[38] Ces paroles sont du jeune Disraeli.

[39] Cf. M. Muggeridge, *Winter in Moscow*, 1934 ; A. Feiler, *The Experiment of Bolshevism*, 1930.

[40] J. S. Mill, *Principles of Political Economy*, Bk. I, ch. II, § 4.

[41] G. Wieser, *Ein Staat stirbt, Österreich*, 1934-1938, Paris, p. 41.

[42] Il y a juste douze ans qu'un des plus brillants intellectuels socialistes d'Europe, Henri de Man (qui, avec une certaine suite dans les idées, évolua depuis et se rallia au nazisme) a remarqué : « Pour la première fois depuis les débuts du socialisme, le sentiment anticapitaliste se dirige contre le mouvement socialiste. » (*Sozialismus und National-Fascismus*, Potsdam, 1931, p. 6.)

[43] Un problème sérieux, d'ordre international, surgit également : la simple qualité de citoyen assurerait dans un pays un standard plus élevé que dans un autre.

[44] Le professeur W. H. Hutt, dans un livre fort instructif, a fait récemment des suggestions très intéressantes pour montrer comment ces souffrances peuvent être atténuées dans le cadre de la société

libérale. (*Plan for Reconstruction*, 1943.)

[45] D. C. Coyle, « The Twilight of National Planning ». *Harpers Magazine*, octobre 1935, p. 558.

[46] W. Roepke, *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart*, Zurich, 1942, p. 172.

[47] H. J. Laski, *Liberty in the Modern State* (Pélican édition, 1937, p. Si). « Quiconque connaît la vie quotidienne du pauvre, sa hantise constante du désastre, sa vaine recherche de la beauté, se rend parfaitement compte que la liberté, sans sécurité économique, ne vaut rien. »

[48] Voir l'explication fort instructive de F. Borkenau, *Socialism, National or International ?* 1942.

[49] C'est tout à fait dans un esprit de collectivisme que Nietzsche fait parler son Zarathustra quand celui-ci dit :

« Il y a eu mille fins, car il y a eu mille peuples. Mais il n'y a pas encore de carcan pour mille cous, il n'y a pas encore de tout unique. L'humanité n'a pas encore de tout. »

« Mais dites-moi, mes frères : si l'humanité n'a point de tout, y a-t-il une humanité ? »

[50] Cité par E. H. Carr d'un article de Dr. Niebuhr : *Twenty Years' Crisis*, 1941, p. 203.

[51] Findlay MacKenzie, *Planned Society, Yesterday, Today, Tomorrow : A Symposium*, 1937, p. xx.

[52] E. Halévy, *L'Ère des Tyrannies*, Paris, 1938, p. 217 et *Histoire du Peuple Anglais*, épilogue, vol. I, p. 105-106.

[53] Voir K. Marx, *Révolution et Contre-Révolution*, et la lettre d'Engels à Marx du 23 mai 1851.

[54] Bertrand Russell, *The Scientific Outlook*, 1931, p. 211.



[55]

B. E. Lippincott, dans son introduction à l'ouvrage de O. Lange and F. M. Taylor, *On the Economic Theory of Socialism*, Minneapolis, 1938, p. 35.

[56]

Le mot « pouvoir » est employé non seulement par rapport aux êtres humains, mais aussi — et cela peut créer une confusion — d'une façon impersonnelle (ou plutôt anthropomorphe) pour signifier toute cause déterminante. Il y a, évidemment, à l'origine de chaque événement quelque chose qui le détermine ; dans ce sens la quantité du pouvoir existant demeure toujours la même. Mais ceci n'est plus vrai lorsqu'il s'agit du pouvoir exercé consciemment sur des êtres humains.

[57]

Prof. F. H. Knight dans *The Journal of Political Economy*, déc. 1938, p. 869.

[58]

*New Liberties for Old* est le titre d'un livre récent d'un historien américain, C. L. Becker.

[59]

*Man and Society in an Age of Reconstruction*, p. 377.

[60]

M. Peter Drucker (*The End of Economic Man*, p. 74) remarque judicieusement que « moins il y a de liberté, plus on parle d'une liberté nouvelle. Mais cette liberté nouvelle n'est qu'un mot destiné à dissimuler l'opposé exact de tout ce que l'Europe entendait par liberté... La liberté nouvelle prêchée actuellement en Europe n'est, en réalité, que le droit de la majorité sur l'individu ».

[61]

S. and B. Webb, *Soviet Communism*, p. 1038.

[62]

J. G. Crowther, *The Social Relations of Science*, 1941, p. 333.

[63]

En 1882, un des leaders du parti social-démocrate, Auguste Bebel, a pu dire à Bismarck que « le chancelier impérial peut être rassuré, la social-démocratie allemande est une sorte d'école préparatoire du militarisme ».

[64]

On trouvera un bon résumé des vues de Naumann, aussi

caractéristiques pour le mélange allemand de socialisme et d'impérialisme que les autres textes que nous citons, dans *The Roots of National Socialism* de R. D. Butler, 1941, p. 203-209.

[65]

Paul Lentsch, *Three Years of World Revolution*. Préface par J. E. M., London, 1918. La traduction anglaise de cet ouvrage fut accessible dès l'autre guerre grâce à quelques personnes avisées et prévoyantes.

[66]

D'autres maîtres intellectuels de la génération qui a produit le nazisme, ont subi la même influence, par exemple Othmar Spann, Haus Freyer, Carl Schmitt et Ernst Jünger. Voir au sujet de ces auteurs l'étude curieuse de Aurel Kolnai, *The War against the West*, 1938. On peut cependant reprocher à cet ouvrage qui se limite à la période d'après-guerre, où les nationalistes se sont déjà approprié ces idées, de négliger leurs promoteurs socialistes.

[67]

On retrouve la formule de Spengler dans un passage, souvent cité de Carl Schmitt, l'éminent expert allemand en droit constitutionnel. Selon lui, l'évolution d'un gouvernement passe par trois étapes dialectiques : de l'État *absolu* des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, l'État *neutre* du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'État *totalitaire*, dans lequel État et Société se confondent (C. Schmitt, *Der Hüter der Verfassung*, Tübingen, 1931, p. 79).

[68]

Möller van den Bruck, *Socialismus und Aussenpolitik*, 1933, p. 87, 90 et 100. Les articles réunis dans cet ouvrage, en particulier l'article sur « Lénine et Keynes » qui expose de la façon la plus complète le sujet discuté dans notre texte, ont été publiés pour la première fois entre 1919 et 1923.

[69]

K. Pribram, « Deutscher Nationalismus und Deutscher Sozialismus » dans *l'Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 49, 1922, p. 298-299. L'auteur évoque encore d'autres témoignages, ainsi le philosophe Max Scheler prêchant « la mission socialiste de l'Allemagne dans le monde » et le marxiste K. Korsch qui parle de l'esprit de la nouvelle *Volks-gemeinschaft*.

[70]

*The Spectator*, 12 avril 1940, p. 523.

[71] *Economic Journal*, 1915, p. 450.

[72] En évaluant la proportion dans laquelle d'anciens socialistes se convertirent au nazisme, nous n'obtenons un résultat probant qu'en comparant ce chiffre, non pas avec le nombre total des anciens socialistes, mais avec celui d'entre eux dont l'appartenance raciale empêchait, *a priori*, la conversion. En effet, on est surpris de voir le nombre relativement réduit de réfugiés politiques allemands qui ne sont pas considérés comme « juifs » dans leur pays. Nous entendons souvent des éloges du système allemand, présentés par une déclaration du genre de celle-ci, faite par l'orateur lors d'une récente conférence sur quelques caractéristiques de la technique totalitaire de mobilisation économique : « Herr Hitler ne représente pas mon idéal, loin de là. J'ai de très bonnes raisons personnelles qui m'interdisent de considérer Herr Hitler comme mon idéal, mais... »

[73] Voir Franz Schnabel, *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, vol. II, 1933, p. 204.

[74] Je crois que ce fut l'auteur de *Leviathan* qui conseilla le premier de supprimer l'enseignement des classiques, parce qu'ils inspiraient un esprit de liberté trop dangereux !

[75] La servilité des hommes de science envers le pouvoir se manifesta tôt en Allemagne, parallèlement avec l'essor d'une science organisée par l'État dont on ne cesse de chanter les louanges en Angleterre. Un des plus célèbres savants allemands, le physiologue Emil du Bois-Reymond, n'hésita pas à déclarer dans un discours tenu en sa double qualité de recteur de l'Université de Berlin et de président de l'Académie prussienne des Sciences : « Nous, l'Université de Berlin, installée face au Palais-Royal, nous sommes, du fait de notre fondation, le garde du corps intellectuel de la Maison de Hohenzollern. » (A Speech on the German War, London, 1870, p. 31. Il est curieux que du Bois-Reymond ait jugé bon de publier une édition anglaise de ce discours.)

[76] Il suffira de citer un seul témoignage étranger : M. R. A. Brady dans son étude sur *The Spirit and Structure of German Fascism* conclut son récit détaillé sur l'évolution du monde

universitaire allemand par la constatation suivante : «Le scientifique, *per se*, se laisse désormais le plus facilement mettre au pas dans la société moderne. Les nazis ont licencié, il est vrai, un grand nombre de professeurs d'université, renvoyé des laboratoires beaucoup de savants. Mais c'étaient, en majorité, des professeurs de sciences sociales, connaissant mieux et critiquant plus âprement le programme des nazis que ceux de sciences naturelles, qui devraient pourtant être capables d'un raisonnement plus rigoureux. Parmi ces derniers, on a renvoyé surtout des juifs et quelques personnes qui faisaient exception à la règle générale énoncée plus haut, en particulier parce qu'ils acceptaient sans critique des croyances opposées à celles des nazis. En résumé, les nazis ont pu relativement facilement « mettre au pas » les savants et les universitaires et assurer à leur propagande le soutien de la majorité des universitaires allemands. »

[77] Un autre élément qui contribuera après la guerre à renforcer ces tendances sera l'état d'esprit des hommes qui, étant soldats, ont détenu un pouvoir coercitif et qui s'habitueront difficilement au rôle plus humble qui leur sera assigné dans la vie civile. Après la guerre précédente, le nombre de ces hommes a été moins important qu'il ne le sera dans l'avenir proche, mais ils ont néanmoins exercé une influence non négligeable sur la politique économique de l'Angleterre. C'est au milieu de quelques hommes de cette trempe qu'il y a dix ou douze ans, j'eus la sensation étrange d'être soudain transporté dans une atmosphère intellectuelle d'une allure très « allemande ».

[78] Voir à ce sujet un article récent et fort instructif, « Monopoly and the Law » par W. Arthur Lewis, dans *The Modern Law Review*, vol. VI, n° 3, avril 1943.

[79] Ce qui est, peut-être, plus surprenant encore, c'est la curieuse sollicitude témoignée par beaucoup de socialistes à l'égard du *rentier*, détenteur d'actions, auquel l'industrie de monopole garantit souvent un revenu sûr. La haine aveugle du profit entraîne donc ces gens à considérer un revenu fixe, acquis sans effort, comme plus souhaitable au point de vue social et éthique, que le profit, et à admettre que pareil revenu garanti soit assuré par

monopole, par exemple, au bénéfice des actionnaires des chemins de fer. Il y a là une des manifestations les plus extraordinaires de la perversion des valeurs qui s'est produite depuis trente ans.

[80] Le professeur H. J. Laski, dans son discours à la 41<sup>e</sup> Conférence annuelle du Labour Party, Londres, le 26 mai 1942 (*Report*, p. 111). Il mérite d'être noté que selon le professeur Laski « c'est ce système absurde de concurrence qui répand la pauvreté et par suite la guerre ». C'est là une curieuse façon de lire l'histoire des derniers cent cinquante ans.

[81] *The Old World and the New Society*, Rapport de l'Exécutif du Labour Party sur les problèmes de la reconstruction.

[82] L'usage fréquent qu'on fait de la destruction occasionnelle de blé, de café, etc. comme argument contre la concurrence démontre bien le manque de probité intellectuelle de ces raisonnements. Un peu de réflexion suffirait pourtant pour comprendre qu'en régime de concurrence aucun détenteur de stocks ne peut gagner à leur destruction. Le cas de prétendues suppressions de brevets utiles est plus complexe et ne peut être élucidé dans une note. Néanmoins, il est si rare qu'il y ait quelque profit à différer l'application d'inventions *susceptibles d'être utilisées dans l'intérêt général* qu'on peut douter que cela arrive dans des cas importants.

[83] Il est peut-être temps de souligner que nous avons beau désirer le retour le plus rapide possible à l'économie libre, nous ne pourrions pas d'un coup rapporter toutes les restrictions de guerre. Rien ne discréditerait davantage le système de l'initiative que la dislocation et l'instabilité, quoique temporaires, que pareille tentative ne manquerait pas de produire. Le problème qui se pose est celui de savoir à quel système le processus de la démobilisation doit aboutir, et non pas celui de savoir s'il faut, en supprimant peu à peu les contrôles, ce qui peut durer des années, transformer le régime du temps de guerre en système permanent.

[84] Ceci apparaît de plus en plus clairement à mesure que le socialisme se rapproche du totalitarisme ; en Angleterre nous le trouvons le plus nettement exprimé dans le programme de la

dernière et de la plus totalitaire variante du socialisme anglais, le mouvement « Common-Wealth » de Sir Richard Acland. La caractéristique principale de l'ordre nouveau c'est que la communauté dira à l'individu : « *Tu n'auras pas à t'occuper de gagner ta propre vie.* » Par conséquent, c'est la communauté qui décidera si un homme doit être employé ou non, comment, où et de quelle façon il travaillera, et la communauté devra « créer des camps où les embusqués du travail vivront dans des conditions parfaitement supportables », (Sir Richard Acland, Bt., *The Forward March*, 1941, p. 127, 126, 135 et 32.)

[85] Bien que ce chapitre ait déjà plusieurs fois évoqué Milton, il est difficile de résister à la tentation d'ajouter ici encore une citation, phrase très familière mais que seul un étranger ose citer aujourd'hui : « Que l'Angleterre n'oublie pas qu'elle a appris aux nations à vivre. » Il est significatif que notre génération compte une quantité de détracteurs anglais et américains de Milton — et que le premier d'entre eux, M. Ezra Pound, ait pendant cette guerre parlé à la radio italienne.

[86] Voir à ce sujet et pour les paragraphes suivants, que nous ne pouvons développer ici que très sommairement, *L'Economie planifiée et l'Ordre International*, 1937, de Lionel Robbins, *passim*.

[87] Voir le livre très significatif de James Burnham, *The Managerial Revolution*, 1941.

[88] L'expérience dans le domaine colonial, faite par des Anglais ou par d'autres, démontre que même les formes modérées de planisme que comporte le développement colonial, rendent inévitable d'imposer certaines valeurs et un idéal défini aux indigènes. C'est pourtant cette expérience qui a rendu les experts coloniaux les plus ouverts aux idées internationales extrêmement sceptiques en ce qui concerne la possibilité d'une administration « internationale » des colonies.

[89] Si quelqu'un a encore des illusions à ce sujet, ou s'accroche à l'idée qu'avec un peu de bonne volonté on pourrait surmonter toutes ces difficultés, il n'a qu'à essayer d'imaginer le mécanisme

d'une direction centralisée de l'activité économique mondiale. Peut-on douter qu'elle tendrait plus ou moins consciemment à assurer la domination de l'homme blanc et serait comprise ainsi par les autres races ? Il me faudrait rencontrer au moins une personne saine d'esprit croyant que les nations européennes accepteraient librement un standard de vie et une cadence de progrès fixés par un Parlement mondial, pour ne pas considérer pareil plan comme absurde. Ceci n'empêche malheureusement pas des gens de préconiser sérieusement des mesures, applicables seulement sous le régime d'une direction mondiale.

[90] Professeur C. A. W. Manning, dans une recension de *Conditions of Peace* par le professeur Carr, *International Affairs Review Supplement*, juin 1942.

[91] On commence à s'attendre à trouver un soupçon de parfum Carr dans les pages du *New Statesman* comme dans celles du *Times* (« Four Winds » dans *Time and Tide*, 20 février 1943).

[92] Il est regrettable que le flot des publications fédéralistes dont on nous a inondé au cours des dernières années, nous ait empêché de consacrer suffisamment d'attention aux rares œuvres importantes et profondes qu'il contient. Il y en a une surtout qu'il faudrait étudier sérieusement quand le moment viendra de donner une structure politique nouvelle à l'Europe ; c'est le petit livre de Dr. W. Ivor Jeanings, *A Federation for Western Europe*, 1940.

[93] Voir à ce sujet l'article de l'auteur sur « Economic Conditions of Inter-State Fédération », *The New Commonwealth quarterly*, vol. V, septembre 1939.

[94] Voir à ce sujet le livre déjà cité du professeur Robbins, p. 240-257.

[95] A la dernière année du XIX<sup>e</sup> siècle Henry Sidgwick estima « qu'il n'était pas téméraire de supposer que les États de l'Europe occidentale connaîtraient un processus d'intégration, et si elle se réalise, il est probable que l'exemple de l'Amérique y sera suivi et qu'un nouvel ensemble politique sera formé sur la base du

fédéralisme » (*The Development of European Policy*, publication posthume, 1903, p. 439).



# Table des Matières

Préface de l'auteur	7
Introduction	10
Chapitre Premier. – La route abandonnée	24
Chapitre II. – La grande utopie	44
Chapitre III. – Individualisme et collectivisme	56
Chapitre IV. – Le planisme « inéluctable »	73
Chapitre V. – Planisme et démocratie	93
Chapitre VI. – Le planisme et la règle de loi	116
Chapitre VII. – Contrôle économique et totalitarisme	138
Chapitre VIII. – Pour qui ?	157
Chapitre IX. – Sécurité et liberté	183
Chapitre XI. – La sélection par en bas	204
Chapitre X. – La fin de la vérité	231
Chapitre XI. – Les racines socialistes du nazisme	251
Chapitre XII. – Les totalitaires parmi nous	274
Chapitre XIV. – Conditions matérielles et fins idéales	303
Chapitre XIV. – Les perspectives d'un ordre international	328

Conclusion	353
Note bibliographique	356